

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# QUATRIÈME INTERNATIONALE

17<sup>e</sup> ANNEE

N<sup>o</sup> 5

## SOMMAIRE

### EDITORIAL :

Réflexions sur les perspectives internationales.

### NOTES EDITORIALES :

La situation en Chine.

Le Marché Commun Européen.

Le réveil de l'Afrique s'accélère.

Le 86<sup>e</sup> Congrès des Etats-Unis.

Les élections françaises de novembre 1958.

A propos du 21<sup>e</sup> Congrès.

E. GERMAIN. — L'industrialisation des pays arriérés.

H. VALLIN. — Du 20<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> Congrès du P. C. de l'U.R.S.S.

### M. Pablo LA REVOLUTION ARABE

M. K. — La crise de la Révolution arabe.

M. PABLO. — Remarques sur le nouveau programme des communistes yougoslaves (II).

40<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de  
K. Liebknecht et R. Luxembourg

P. RICHARDS

L'héritage détourné

PAUL FRELICH

Rosa Luxembourg et Léo Joguiches

G. ZINOVIEV

K. Liebknecht et la guerre

Les livres. — Trotsky's Diary in exile 1935, par Pierre Frank.

Notes de lecture : Voies nouvelles ? Perspectives nouvelles.

Documents. — En avant vers un gouvernement du Lanka Samasamaja Party (section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale).

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Le 21<sup>e</sup> Plenum de la IV<sup>e</sup> Internationale. — Japon — Allemagne fédérale — Italie — Bolivie — Argentine.

FEVRIER 1959

(1<sup>er</sup> trimestre 1959)



## SOMMAIRE

<b>EDITORIAL :</b>	
Réflexions sur les perspectives internationales .....	1
<b>NOTES EDITORIALES :</b>	
La situation en Chine .....	11
Le Marché Commun Européen .....	14
Le réveil de l'Afrique s'accélère .....	16
Le 86 <sup>e</sup> Congrès des Etats-Unis .....	18
Les élections françaises de novembre 1958 .....	19
A propos du 21 <sup>e</sup> Congrès .....	23
<b>E. GERMAIN</b>	
L'industrialisation des pays arriérés .....	24
<b>H. VALLIN</b>	
Du 20 <sup>e</sup> au 21 <sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. ....	34
<b>M. PABLO</b>	
La Révolution arabe .....	42
<b>M. K.</b>	
La crise de la Révolution arabe .....	54
<b>M. PABLO</b>	
Remarques sur le nouveau programme des communistes yougo- laves (II) .....	57
<b>40<sup>e</sup> Anniversaire de l'assassinat de K. Liebknecht et R. Luxemburg</b>	
P. Richards : L'héritage détourné .....	60
Paul Frölich : Rosa Luxembourg et Léo Joguiches .....	63
G. Zinoviev : Karl Liebknecht et la guerre .....	66
<b>NOTES DE LECTURE</b>	
Voies nouvelles ? Perspectives nouvelles ? .....	76
<b>Les livres</b>	
Trotsky's Diary in exile 1935, par Pierre Frank .....	72
<b>Documents</b>	
En avant vers un gouvernement du Lanka Samasamaja Party (sec- tion ceylanaise de la IV <sup>e</sup> Internationale) .....	80
<b>Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale</b>	
Le 21 <sup>e</sup> Plenum de la IV <sup>e</sup> Internationale. — Japon — Allemagne fédé- rale — Italie — Bolivie — Argentine .....	86

FÉVRIER 1959

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous**

## IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale

### Editorial

## RÉFLEXIONS SUR LES PERSPECTIVES INTERNATIONALES

L'année 1959 a commencé en dotant la vie des hommes d'une dimension nouvelle: celle de l'exploration du monde interplanétaire, l'attraction de la terre ayant été vaincue par un engin humain devenu satellite du soleil. C'est un exploit fantastique de la science et de la technique de l'homme, de sa puissance sociale, collective, gage certain qu'aucune barrière ne restera infranchissable devant cette puissance, en réalité illimitée.

Cependant la merveilleuse conquête de la nature contraste plus que jamais avec le développement inégal de la société humaine et son organisation si peu rationnelle et scientifique. Normalement, les femmes et les hommes de cette planète devraient saluer dans les rues et sur les places publiques l'envolée de la fusée cosmique vers le soleil. Travillés cependant par la peur que leur inspire l'aspect social de l'utilisation de cette performance extraordinaire, par la peur des fusées atomiques dans un conflit éventuel entre ce qu'on a pris maintenant l'habitude d'appeler l'Est et l'Ouest, ils sont en général restés, en apparence au moins, aussi blasés et ternes que devant un fait divers de la vie quotidienne.

Quant aux maîtres du camp adverse de celui qui a le premier lancé la fusée, leur réaction n'a pas tardé dans ce qu'on peut appeler la logique folle de la course aux superarmements: puisque « notre Atlas » est surclassé, il nous faudra ajouter de nouveaux milliards de dollars aux dépenses déjà fantastiques de « l'économie des fusées » pour relever le défi et rattraper au plus vite le retard. Ce qui est déjà prévu dans le nouveau budget des Etats-Unis.

Au moment où, devant l'humanité, s'ouvrent des horizons d'activité et de connaissance autrement nouveaux et exaltants que tout ce que l'imagination la plus fertile aurait pu capter il y a encore peu de temps, on réalise qu'il y a une sorte d'impasse dans laquelle est actuellement acculée l'humanité. Jamais le contraste entre les perspectives scienti-

fiqes relatives à la nature et les perspectives sociales immédiates n'ont été plus frappant.

✱

En quoi consiste exactement à l'heure actuelle ce sentiment d'impasse de la société d'après-guerre? Principalement en une sensation de l'impuissance du mouvement autonome des masses devant les minorités privilégiées qui gouvernent à l'Ouest et à l'Est. C'est un état de choses qui tend à prévaloir actuellement, particulièrement parmi les militants d'avant-garde ouvrière et intellectuelle de nombre de pays de l'Est et des pays capitalistes de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Dans les pays de l'Est, c'est là le résultat quasi inévitable du désenchantement qui succède aux grands espoirs, placés au lendemain de la mort de Staline, sur la possibilité d'une liquidation rapide et rectiligne du stalinisme et d'un accès à la démocratie socialiste et à son nouvel humanisme. Le fait que la déstalinisation se trouve actuellement bloquée au palier de l'ère khrouchtchevienne agit comme un facteur rétrograde, centrifuge, dans les rangs d'une avant-garde qui avait à peine commencé à se regrouper idéologiquement et organisationnellement.

Dans les pays capitalistes de l'Ouest on assiste à la propagation d'un certain désarroi dans les milieux les plus conscients de l'avant-garde révolutionnaire, qui réalisent subitement à quel point la situation du mouvement ouvrier fut détériorée à la suite de longues années de politique impuissante, opportuniste et de collaboration de classes des directions socialistes et stalinienne.

La chute de la IV<sup>e</sup> République en France est incontestablement l'événement capital qui pèse actuellement sur l'ensemble du mouvement ouvrier européen, en particulier, et sans que toutes ses conséquences en soient encore tirées.

Aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, c'est comme si maintenant les perspectives révolutionnaires étaient momentanément bloquées et que l'action déterminante dans le monde ne se déroulait plus essentiellement que sur le plan de la politique des Etats et de leurs antagonismes. Mais, même sur ce plan, les questions se posent sans réponse claire et satisfaisante: évoluons-nous vers la guerre, ou assistons-nous à une période de « coexistence pacifique » prolongée?

✱

Il serait vain et nuisible de nier que les perspectives révolutionnaires doivent actuellement se préciser, en partant de la situation nouvelle qui s'est créée dans le monde, globalement et par régions. Mais, d'autre part, toute précision qui tiendrait compte essentiellement de la phénoménologie de la situation et non pas de ses tendances profondes, ne saurait aboutir qu'à des résultats peu valables sinon complètement faux.

La difficulté des précisions quant aux perspectives révolutionnaires provient en réalité du fait de la complexité extrême des facteurs qui déterminent actuellement la situation et son dynamisme. Toute analyse ne peut que schématiser largement. Et cependant cette analyse est nécessaire.

La situation est incontestablement caractérisée par le recul momentané de la révolution politique dans les pays de l'Est et de la révolution socialiste dans les pays capitalistes de l'Ouest. Ceci contraste avec les progrès ininterrompus de la révolution coloniale, dont les faits d'armes ne cessent d'être spectaculaires aussi bien en Asie qu'en Afrique et en Amérique latine.

Sur un autre plan, l'avance prise par le taux d'expansion de l'économie de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers se confirme et

s'accélère. Il s'agit maintenant de mieux saisir ces traits fondamentaux de la situation présente, chacun en soi et dans leur interaction, afin de dégager quelques perspectives et tâches dominantes.

### LES PERSPECTIVES DE LA REVOLUTION POLITIQUE

Le recul de la révolution politique à l'Est à la suite de l'échec de l'Octobre polonais et hongrois; le raidissement de la bureaucratie en U.R.S.S. et en Chine, et le plafonnement en quelque sorte de la « déstalinisation » au niveau khrouchtchevien, doivent être compris comme une étape transitoire dans un contexte où agissent des forces fondamentales préparant inévitablement une nouvelle phase plus avancée dans la lutte contre la bureaucratie. Le fait fondamental dans ce domaine est le suivant: *l'avance économique et culturelle accélérée des masses soviétiques et des autres Etats ouvriers, dans un contexte international, qui confirme l'établissement d'un rapport de forces favorable à la Révolution.*

Ce fait domine de loin les échecs passagers et stimule le regroupement des forces de la révolution politique. Tous les reculs et les crimes de Khrouchtchev ne doivent pas cacher le fait que l'U.R.S.S. n'est plus à l'heure stalinienne, que la terreur et l'arbitraire de la police ont très considérablement rétrogradé, ainsi que les formes d'extermination physique massive des opposants.

Ce sont là quelques-unes des manifestations d'un nouveau rapport qui s'établit entre la bureaucratie et les masses, la pression de celles-ci ne cessant de croître et d'effacer insensiblement l'image de la période stalinienne.

La situation naturellement a reculé en Pologne, sans qu'elle retombe à celle d'avant octobre 1956, et surtout en Chine, qui jette actuellement tout son poids dans l'adoption d'un style d'orthodoxie néo-stalinienne. Mais l'apport de la Chine dans l'évolution du stalinisme est en réalité plus complexe. La pratique, toute empirique qu'elle soit, reste en Chine essentiellement révolutionnaire, et indépendante du « modèle » soviétique. La Chine suit ses propres voies, et ce fait va devenir de plus en plus un des ferments principaux des contradictions au sein de la bureaucratie stalinienne internationale.

Il y a enfin le fait nullement négligeable de la voie yougoslave, qui a reçu une expression si claire lors de l'élaboration du nouveau programme des communistes yougoslaves. Le fait qu'un courant communiste de masse se soit séparé du stalinisme avec éclat et bonheur sur des questions de doctrine très importantes, est dans un sens un événement historique hautement encourageant et significatif. Il indique en effet la voie inévitable dans laquelle s'engagera nécessairement la tendance communiste dans tous les Etats ouvriers dès qu'elle se mettra à réfléchir avec sa propre tête sur les problèmes de la construction du socialisme pendant la période de transition.

*La perspective dans les Etats ouvriers, et en premier lieu en U.R.S.S., n'est pas le retour à Staline, mais la « déstalinisation » défigurée à travers l'expérience khrouchtchevienne — qui combine pour le moment concessions, promesses et réformes, avec la tendance à interdire les expressions idéologiques et politiques mettant invariablement en cause la bureaucratie.*

### LE REcul DU MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN

En réalité ce qui pèse actuellement le plus sur l'avant-garde socialiste mondiale, c'est le recul du mouvement révolutionnaire dans les pays capitalistes de l'Europe occidentale, et des Etats-Unis en particulier.

Les marxistes avaient trop longtemps chéri le schéma de la révolution européenne, et en partie même de la révolution américaine, considérées comme avant-garde de la révolution mondiale, pour pouvoir s'habituer à l'image que donne actuellement le mouvement ouvrier dans ces pays, arrière-garde de fait de la révolution mondiale depuis un certain nombre d'années déjà.

La révolution dans les pays capitalistes développés fut longtemps considérée comme la précondition pour la victoire de la révolution coloniale et de la révolution politique en U.R.S.S. Que conclure alors de la situation présente du mouvement révolutionnaire dans les pays capitalistes? Faut-il d'autre part admettre comme définitive l'abdication de ce mouvement de son rôle dirigeant de la révolution mondiale?

Toutes ces questions, et d'autres encore, émergent inéluctablement à la conscience, plus particulièrement à la suite de l'évolution récente en Europe et aux Etats-Unis, qui a culminé dans la défaite de la IV<sup>e</sup> République en France. Initiative insensiblement passée à la bourgeoisie presque partout dans ces pays; désaffection grandissante des masses par rapport aux partis traditionnels et même aux syndicats; baisse très considérable de l'activité et de la combativité spontanée des masses; tendances anti-parlementaires renforcées, sont des caractéristiques très nettes de cette évolution. Naturellement l'intensité de ces caractéristiques diffère sensiblement d'un pays à l'autre.

La facilité et la rapidité avec lesquelles fut renversée la République en France, sans que des réactions notables se manifestent, soit dans les partis traditionnels, soit dans la classe, ont exprimé au plus haut point ce qui paraît être l'affaissement général des réactions de classe à l'étape actuelle en Europe.

Certains apologistes d'un soi-disant « socialisme actualisé » se sont déjà empressés de douter même de l'existence objective de la classe ouvrière, et d'expliquer cet affaissement en prétextant les transformations sociales et économiques soi-disant structurelles du capitalisme. Ces Messieurs, afin de mieux excuser leur propre politique réformiste impuissante — non moins responsable de la dégradation du mouvement socialiste européen que celle des Mollet, des Gaitskell, des Brandt — mettent en doute qu'il existe encore un régime social, une classe, un Etat à essence plus capitaliste que jamais.

L'expérience de Gaulle en France n'a pas tardé à donner à ces questions « nouvelles » une réponse cuisante. L'Etat, soi-disant arbitre, entre les classes, administré par une bureaucratie et une technocratie soi-disant indépendantes du grand capital, vient d'imposer une politique économique et générale en tous points conforme aux intérêts bien compris du grand capital au moment actuel de la conjoncture française et internationale, et au détriment évident de la classe des salariés, ceux-ci perdant d'un coup une très grande partie des gains économiques et politiques péniblement réalisés dans les années d'expansion euphorique du capitalisme français.

Nature sociale du régime et de l'Etat, rapports réciproques des classes, réalité ou non du capitalisme, réalité ou non de la classe des salariés — toutes ces questions se trouvent instantanément éclairées à la lumière crue de la politique du nouveau régime en France, qui représente la plus grande concentration de pouvoir que le grand capital français ait eu à connaître depuis au moins la fin de la dernière guerre.

En périodes d'expansion continue du capitalisme, l'illusion se crée d'une société régie essentiellement par le jeu de la démocratie politique, à savoir le parlementarisme bourgeois, et dans laquelle le prolétariat et les salariés en général sont en quelque sorte dissous dans les différentes catégories professionnelles revendiquant souvent chacune sur un niveau différent, parfois même opposé. Mais il suffit que la conjoncture tourne

à la crise (économique ou financière ou politique) pour que le mécanisme de classe de la société apparaisse clairement, l'Etat aux mains du grand capital s'efforçant d'appliquer une ligne qui vise à dépasser précisément la crise, à renforcer la position du Capital, grâce à des sacrifices « nationaux » frappant l'ensemble d'une classe — du coup socialement homogénéisée — celle des salariés, c'est-à-dire de tous ceux rémunérés aux environs du salaire d'un ouvrier industriel.

Ainsi se vérifie un des principes essentiels du marxisme révolutionnaire qu'en réalité, sans un contrôle effectif par les salariés sur l'Etat, il n'est guère possible d'assurer des gains substantiels et continus en régime capitaliste. La garantie et l'intégration des « réformes » se trouvent dans la conquête de l'Etat, c'est-à-dire dans la révolution.

Donc l'affaissement des réactions de classe que nous enregistrons actuellement en Europe n'est pas dû à une soi-disant déstructuration de la classe ouvrière, suite à une évolution dépouillant le capitalisme de son essence. Il est dû essentiellement à la désorientation, au désenchantement et à la lassitude des masses qui ont suivi des années durant les partis traditionnels, socialistes et communistes. Ces partis, quand ils n'ont pas appliqué carrément la politique du Capital, se sont cantonnés dans le meilleur des cas dans une pratique aussi impuissante qu'anachronique de revendications et de réformes partielles dans le cadre capitaliste. Or, une telle politique, absurde par rapport à l'objectif socialiste dont se réclament ces partis, est également inacceptable pour le capitalisme qui ne travaille pas pour l'édification de l'Etat Providence sur terre mais pour un appareil de production aussi productif et compétitif que possible, tourné vers le profit maximum.

Cette politique a eu pour résultat de *dépolitiser* les masses du point de vue classe, de les *désorganiser* en tant que classe, et enfin de les *lasser* par son caractère routinier et inopérant.

Certes, la conjoncture économique du capitalisme dans ces dernières années, caractérisée par une expansion continue, a accentué l'affaissement des réactions de classe, en offrant la possibilité d'une amélioration du niveau de vie obtenue essentiellement grâce au surtravail familial. Par réaction aux partis et aux syndicats inefficaces et sans perspectives, la classe idéologiquement atomisée s'est réfugiée dans les solutions matérielles individuelles. Il y a eu donc une certaine *dépolitisation* effective de la classe ouvrière, due essentiellement à la conduite des directions traditionnelles, et en second lieu seulement aux effets de la conjoncture.

La défaite ouvrière en France va cependant démontrer que gains partiels ou solutions individuelles ne résistent pas à la longue aux vicissitudes et aux impératifs contradictoires de l'évolution du capitalisme. Les masses subissent actuellement en France une offensive du capitalisme d'une rare brutalité. Il y a certes le danger que, prises à l'improviste par cette offensive, et démunies sur le plan politique de partis capables de riposter adéquatement, elles ne subissent une défaite encore plus grave par la *transformation du régime bonapartiste de de Gaulle en fascisme ouvert*.

Cependant rien ne dit encore que cette transformation puisse se faire complètement à froid. De toute manière, on va vers une aggravation de la lutte des classes en France, avec des répercussions profondes et originales sur la structure du mouvement ouvrier dans ce pays, et son regroupement idéologique et organisationnel.

On assistera d'autre part, de manière générale en Europe, au renforcement de l'offensive de la bourgeoisie, ragaillardie par la victoire en France et éperonnée par les nécessités de la concurrence internationale avivée. Les tensions de classes vont donc s'accroître dans tous les pays capitalistes, mais dans un rapport de forces au stade actuel défavorable au prolétariat.

Dans quel sens l'évolution de la conjoncture économique interviendra-t-elle? *On ne doit pas compter sur une aggravation prolongée de la récession en cours, se transformant dans un avenir prévisible en crise cyclique classique d'une envergure importante.* Le capitalisme européen possède actuellement des moyens « dirigistes » à son échelle comparables à ceux du capitalisme américain pour circonscrire le recul économique dans les limites d'une « récession » et non d'une véritable crise aux développements brusques et catastrophiques.

Il faut s'attendre plutôt à un ralentissement du taux d'expansion, à un certain chômage et surtout à une diminution sensible des heures supplémentaires. En même temps, à une diminution directe du niveau de vie des masses afin d'éviter l'inflation intérieure et de soutenir l'effort accru vers des exportations compétitives.

Dans l'ensemble, un climat économique qui ne pourrait être jugé comme défavorable à la résistance et la contre-offensive ouvrière, à condition que celles-ci soient éclairées par des perspectives politiques plus générales.

Le cas de l'Espagne devrait être souligné à part, en tant que possibilité réelle de l'éruption d'un véritable foyer révolutionnaire en Europe, malgré le contre-coup reçu par les événements en France. En Espagne, la situation économique se détériore de nouveau rapidement, et le maintien de la dictature de Franco conduit ce pays à une véritable impasse.

En Extrême-Orient, le cas du Japon doit être également retenu comme le seul grand pays capitaliste traversant une véritable crise révolutionnaire et dont la classe ouvrière, d'un dynamisme étonnant, est en train d'écrire quelques-unes parmi les meilleures pages des luttes prolétariennes contemporaines.

### PLACE ET PERSPECTIVES DE LA REVOLUTION COLONIALE

Le contraste le plus frappant qui s'est établi insensiblement entre la situation du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes avancés et la révolution coloniale se trouve dans la vigueur des réactions spontanées des masses des pays coloniaux et dépendants, malgré l'absence ou la faiblesse des directions prolétariennes. Les contradictions sociales et politiques beaucoup plus explosives de ces sociétés, les effets beaucoup plus graves pour ces pays de la récession actuelle et en général des fluctuations du capitalisme, stimulent une activité révolutionnaire de leurs masses, sans comparaison possible avec celle des pays capitalistes avancés.

Les considérations capitales à retenir dans ce domaine sont les suivantes.

Ces sociétés s'efforcent actuellement de dépasser leur condition coloniale ou semi-coloniale, en s'engageant dans une lutte pour la liquidation des séquelles de l'impérialisme, et pour l'industrialisation. De nouvelles couches bourgeoises en formation sont en train de dépasser la condition de *compradore* et de capitaliser le processus en leur faveur. Elles sont souvent, directement ou par l'intermédiaire d'idéologues petits bourgeois, à la tête de la phase actuelle de la révolution coloniale. Mais il n'y a aucune chance qu'elles rattrapent, par la voie d'un développement capitaliste, les pays industriels avancés, *l'évolution se faisant actuellement dans un sens qui aggrave au lieu de diminuer le décalage entre les pays coloniaux et dépendants, et les pays avancés.* D'autre part, les fluctuations économiques du capitalisme, si légères soient-elles pour les pays avancés, sont ressenties par les pays semi-coloniaux comme de véritables crises.

De ce fait la révolution coloniale a un dynamisme, qui ne peut pas

s'épuiser par l'accès à un échelon quelconque de stabilisation capitaliste, mais qui la pousse à se dépasser en révolution socialiste. Pour cette raison, la révolution coloniale est effectivement à l'heure actuelle à l'avant-garde de la révolution socialiste, et a supplanté de fait le rôle jadis joué par la révolution européenne.

Les plus grandes chances de voir pour toute une période la révolution socialiste progresser existent effectivement, objectivement et subjectivement (du point de vue activité spontanée des masses) dans les pays coloniaux et dépendants. Il faut carrément partir de cette constatation, qui découle d'une réappréciation des conditions objectives et subjectives de la révolution au stade actuel, en tirant toutes les conclusions, et agir en conséquence.

Dans cette optique, la révolution dans les pays capitalistes avancés apparaît comme largement influencée par les progrès de la révolution coloniale, s'appuyant sur les possibilités de stabilisation capitaliste et les assises économiques du réformisme.

Dans ce processus concret de la marche de la révolution socialiste dans notre temps, où la révolution coloniale facilite et prépare en quelque sorte la révolution dans les pays avancés, il aurait fallu que les partis ouvriers des pays métropolitains œuvrent au maximum pour une liaison effective du mouvement métropolitain et de la révolution coloniale, en accordant à celle-ci un appui inconditionnel et agissant. Mais au lieu de cela, ces partis, hostiles aux perspectives révolutionnaires, ont en réalité agi en tant qu'instruments de transmission de la répulsion instinctive que les progrès de la révolution coloniale provoquent parmi les couches sociales tirant profit de l'exploitation impérialiste des pays sous-développés.

Le degré de dépolitisation et d'affaiblissement des réactions de classe du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes, s'est montré avant tout dans l'indifférence sinon la passivité hostile envers la révolution coloniale. Naturellement, le développement de celle-ci est actuellement sérieusement handicapé par la coupure de fait d'avec la révolution métropolitaine. La phase de direction démocratique bourgeoise de la révolution coloniale risque de se prolonger avant que se dégage le rôle autonome plus clair du prolétariat et de ses partis.

En tout cas, les perspectives de la révolution coloniale restent largement ouvertes aussi bien dans différents pays de l'Asie que de l'Afrique et de l'Amérique latine. En Asie, en Indonésie, à Ceylan, en Inde, en Irak et dans d'autres pays du Moyen-Orient; dans l'Afrique presque tout entière; en Amérique latine, la révolution a des chances réelles et relativement à court terme.

Les révolutions irakienne, algérienne, bolivienne, colombienne, vénézuélienne, cubaine, l'inlassable activité des années durant des prolétariats argentin et chilien, sont quelques illustrations suffisamment éloquentes du degré de puissance du mouvement des masses dans ces pays.

Au même moment où un grand pays capitaliste, aux longues traditions démocratiques et révolutionnaires, comme la France succombait sans combat au chantage d'une camarilla militaro-politique au service du grand capital, le peuple algérien — démuni de tout — tient tête il y a plus de quatre ans déjà à l'essentiel de la force de l'impérialisme français, tandis que l'armée des partisans de Fidel Castro, levée à partir de presque rien il y a seulement deux ans, met bas une dictature féroce, sous le nez de son protecteur puissant, l'impérialisme yankee.

Dans les pays sous-développés, la mobilisation de tout un peuple, recourant aux formes les plus élevées de la lutte, supplée jusqu'à une certaine limite au manque des directions. Dans les pays développés, l'embourgeoisement, l'opportunisme, le réformisme de la politique des partis traditionnels sont autrement déterminants de l'activité de la classe.

*Sans direction révolutionnaire qui, des années durant et non pas occasionnellement, défende et applique une ligne de classe conséquente, souvent à contre-courant des illusions réformistes des masses, il n'est guère possible d'exploiter les moments de crises révolutionnaires qui ne mûrissent qu'à des intervalles souvent d'une bonne dizaine d'années sinon plus.*

La fougue révolutionnaire des masses des pays sous-développés est l'expression à la fois de leurs conditions de vie intolérables et de l'absence de scepticisme propre à des classes politiquement organisées qui ont mûri dans une suite d'expériences décevantes. Les masses des pays sous-développés s'engagent tout d'abord à plein dans le combat, quitte à voir après où elles se dirigent. Les masses métropolitaines, instruites par l'expérience, ne s'engagent à fond que sur la base d'une confiance dans l'organisation et la politique de leurs directions.

### L'EVOLUTION DES RAPPORTS EST-OUEST

Reste à examiner les perspectives internationales qui se dégagent de l'évolution des rapports entre les Etats de l'Est et de l'Ouest. Ces rapports évoluent-ils vers la guerre ou se maintiendront-ils dans le cadre d'une « coexistence pacifique » ?

Tout le monde semble être parvenu actuellement à la conclusion que la « coexistence » n'est en tout cas pas possible sur la base du simple *statu quo*, qui est une abstraction, mais qu'il faut l'envisager dans sa dynamique. Là dessus, aussi bien Khrouchchev que Dulles sont maintenant d'accord.

Or, quelle est cette dynamique ? Sur le plan strictement économique, l'élément nouveau est l'affirmation d'un taux d'expansion continue de l'économie soviétique ainsi que de celle des autres Etats ouvriers, qui dépasse le double environ de la moyenne attribuée au développement de l'économie américaine dans les périodes d'essor (7 % contre 3 %).

Il en résulte que nous sommes effectivement entrés dans la décennie décisive qui pourrait voir le décalage entre l'économie soviétique et l'économie américaine se réduire très considérablement, et l'U.R.S.S. atteindre, au moins dans certaines branches importantes de la production agricole et industrielle, une production par tête d'habitant plus élevée qu'aux Etats-Unis.

Qu'on mesure les implications explosives d'une telle évolution.

D'autre part, cette avance dans le taux d'expansion prise par les Etats ouvriers va leur permettre d'accroître leurs échanges avec les pays sous-développés et concurrencer très sérieusement l'impérialisme dans ce domaine, si important sinon crucial pour ce dernier.

Certes, le capitalisme va réagir à ces perspectives qui pourraient à la longue sceller à froid son destin, y compris sur le plan économique, en développant au maximum les éléments « dirigistes » et « planificateurs » sur une échelle également « supranationale », compatibles avec sa nature anarchique, antagoniste, pleine de contradictions. Il ne fait pas de doute que, rivé à une lutte à mort, de tous les jours, avec les Etats ouvriers, le capitalisme trouve dans celle-ci une sorte de stimulant à son propre développement maximum.

Le Marché commun européen, l'EuraTom, la marche vers l'Europe unie, les concessions que les Etats-Unis pourraient être amenés à faire aux bourgeoisies latino-américaines en souscrivant à la demande de celles-ci d'aboutir à une union douanière et à la création d'une banque d'investissements latino-américains ; les efforts sans cesse renouvelés des Etats-Unis pour capter à leur profit le nationalisme arabe et le panafricanisme de Nkrumah ; l'aide économique accrue aux Indes, etc..

toutes ces tentatives et tous ces plans comportent des possibilités réelles de voir le dynamisme du capitalisme se renforcer, et ne doivent pas être minimisés.

La principale réaction de l'impérialisme aux menaces que comporte pour son régime le renforcement économique des Etats ouvriers ne saurait cependant se manifester sur le plan économique, mais sur le plan politico-militaire, des alliances, des bases et des armements.

Les plans, ou les gains économiques, se traduisent invariablement en atouts politico-militaires dirigés par chacun contre son adversaire dans la « coexistence ». Ainsi l'unification projetée de l'Europe capitaliste vise clairement à lier indissolublement l'Allemagne occidentale à l'alliance atlantique et à permettre le réarmement atomique de toute cette partie de l'Europe.

Tous ceux qui caressent l'espoir qu'une Allemagne occidentale ou une Allemagne « unifiée », « neutralisée » et « désarmée », soit le prix d'un marchandage majeur entre l'Est et l'Ouest garantissant pour des années durant une « coexistence » compétitive sur le plan économique, méconnaissent des réalités et des intérêts fondamentaux.

Même si l'on faisait abstraction de l'intégration économique de l'Allemagne orientale au bloc soviétique, de celle de l'Allemagne occidentale à l'Europe des Six, et même si on envisageait la formule transitoire d'une « Confédération » des deux Etats allemands, il resterait à voir si la bourgeoisie atlantique saurait jamais admettre de se priver de l'un de ses éléments les plus dynamiques, au risque de détériorer gravement sa situation militaire en Europe et dans le monde.

Le Kremlin rouvre actuellement la question de Berlin et de l'Allemagne, d'un côté parce qu'il considère avoir acquis — au moins momentanément — une supériorité militaire, et de l'autre côté parce qu'il est obligé de trouver une issue à l'élément d'instabilité et de fermentation que l'existence de Berlin-Ouest comporte pour la zone orientale. Le Kremlin se croit en mesure d'amener dans ces domaines un changement du *statu quo* qui lui soit favorable. Mais l'impérialisme ne peut reculer considérablement sur ces questions sans que cela ne provoque une retraite et une désintégration plus générale de ses positions en Europe et de par le monde.

De ce point de vue, le test de Berlin et de l'Allemagne est destiné à ouvrir une crise plus grave que celles — du reste non encore résolues — du Moyen-Orient et de Formose, *les marges de retraite pour l'impérialisme devenant constamment plus étroites.*

D'où son raidissement qu'on a mesuré à Formose et qu'on verra se réaffirmer à Berlin, si le Kremlin ne dégage à temps une situation de compromis acceptable. Mais, dans ce cas, il risque de perpétuer essentiellement le *statu-quo* actuel, avec tous les dangers que cela comporte pour un rebondissement de la crise à une étape ultérieure.

Le seul « équilibre de la peur » par le superarmement atomique des uns et des autres n'est naturellement pas une « garantie de la paix ». Une telle conception risque simplement de perpétuer la course aux armements, les progrès de la technique changeant constamment l'équilibre.

Les compromis éventuels dans ce domaine, par exemple un arrêt, qui n'est pas exclu, des explosions atomiques, ne seraient pas le signe d'une « détente » durable, mais simplement le résultat d'un palier atteint par les uns et les autres et jugé satisfaisant dans le stockage d'armes atomiques perfectionnées.

*En réalité, la situation risque de se maintenir explosive, jalonnée par des crises plus fréquentes et plus graves chacune, cotoyant littéra-*

lement les « bords de l'abîme », aussi longtemps que la compétition entre les deux systèmes sociaux n'aura scellé la retraite définitive de l'un d'eux.

Une telle retraite de la part de l'impérialisme est d'autre part pratiquement inconcevable. On ne saurait envisager qu'elle se réalise graduellement, pacifiquement, aussi longtemps que l'impérialisme, tout en étant affaibli, se raccroche toujours solidement aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe occidentale.

### IL FAUT LUTTER POUR UN PROGRAMME DE TRANSITION AU SOCIALISME

Quelles tâches principales fixer en partant de cette appréciation des perspectives internationales ? Que le secteur qu'il est nécessaire de redresser sur le front international de la lutte est celui du mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés ; que les chances de progression de la tendance marxiste révolutionnaire et de la Révolution dans les pays coloniaux et dépendants restent excellentes et doivent être pleinement saisies en accordant une attention plus grande que jamais à l'implantation de l'Internationale dans le milieu actuellement vivant de la Révolution.

Le redressement du mouvement ouvrier européen sera fonction de la capacité de son avant-garde à tirer les conclusions radicales de l'expérience et à concrétiser la solution révolutionnaire et socialiste.

Ce qui a fait faillite dans les pays avancés de l'Europe occidentale en particulier, comme l'indique avec éclat l'expérience française, c'est le réformisme et l'opportunisme vulgaires des directions traditionnelles qui, dans le meilleur des cas, se cantonnent dans la défense pure et simple de la démocratie bourgeoise.

En abandonnant la propagande systématique et la lutte conséquente pour un *programme de transition* qui débouche sur la solution révolutionnaire socialiste, ces directions rejettent inmanquablement les masses désorientées et lassées dans les bras des « sauveurs » et « réformateurs » réactionnaires à la de Gaulle. Ceci arrive dès que le régime de la démocratie bourgeoise, propre à la phase d'essor du cycle capitaliste, devient inopérant en cas de crise.

On parle beaucoup, dans des milieux centristes divers, de la « voie nouvelle au socialisme » dans chaque pays, incriminant indirectement l'orthodoxie marxiste révolutionnaire comme responsable de la sclérose et de l'inefficacité du mouvement révolutionnaire européen. Mais il s'agit tout d'abord de vouloir ardemment mener la lutte conséquente pour le socialisme, et non pas de se cantonner en pratique dans un programme minimum de réformes dans le cadre capitaliste.

Le programme ne peut être ni de propagande abstraite pour les buts ultimes ni d'adaptation terre à terre aux revendications immédiates. Il doit être un *programme de transition au socialisme*, adapté aux conditions particulières de chaque pays, le socialisme se définissant — au moins en ce qui concerne sa phase initiale — comme le régime d'une économie étatisée et planifiée, sous gestion ouvrière, combinée à une véritable démocratie politique prolétarienne.

Un tel régime ne convient pas aux seuls pays coloniaux et dépendants, il est non moins urgent pour les pays capitalistes avancés. Son instauration signifierait pour ces pays, au lieu qu'ils se contemplent avec auto-satisfaction dans le confort médiocre que le capitalisme prodigue dans les années de son expansion — quitte à l'enlever aux périodes de crise — de se placer dans l'orbite d'une expansion économique continue gérée par la société des travailleurs libres.

C'est dans ce domaine que le socialisme européen pourrait facile-

ment surclasser les expériences contrôlées encore par le Kremlin, et se mettre à la tête du progrès économique et de la liberté.

Le *programme de transition* doit comporter non seulement les mots d'ordre, les solutions économiques et sociales *transitoires concrets* pour chaque pays, mais également la *solution politique de transition concrète* pour la réalisation d'un tel programme. Celle-ci ne peut être dans les conditions actuelles qu'un *gouvernement ouvrier du parti ouvrier de loin majoritaire, ou des partis ouvriers qui partagent l'influence dans la classe, appuyé sur les organisations syndicales et les comités.*

Il faut par conséquent orienter la lutte dans chaque pays avancé pour qu'une telle perspective s'impose dans les partis traditionnels par la victoire politique de *leurs ailes gauche*, et qu'il se crée un climat favorable à une telle solution dans la classe tout entière.

Formuler un programme de transition pour chaque pays et l'éclairer d'une solution politique de transition dans un tel sens, signifie tracer la seule « voie nouvelle au socialisme » dans chaque cas concret. C'est là maintenant la tâche centrale de la tendance marxiste révolutionnaire dans les pays avancés.

Un danger serait que la tendance marxiste révolutionnaire — indépendante ou insérée dans les organisations de masse — ne soit elle-même influencée par les aspects négatifs de la situation dans les pays avancés, ne s'adapte en partie aux faiblesses du milieu, ne verse elle-même dans la routine, le défaitisme pratique, le centrisme idéologique. La meilleure garantie contre un tel danger s'avérera être encore une fois l'organisation internationale solide des marxistes révolutionnaires qui saura maintenir une politique et une action déterminées par la vue globale des perspectives et des tâches de la Révolution mondiale.

15 janvier 1959.

## La situation en Chine

La presse capitaliste qui a réalisé avec retard ce qui s'est passé en 1958 en Chine sur le plan de la production agricole et industrielle, s'est mise ensuite à parler des « communes du peuple » et des appréhensions que lui causait cette expérience gigantesque « de militarisation » de la vie de tout un peuple, d'« abolition de la famille », etc. Quand elle a su les décisions du dernier Comité Central du P. C. chinois concernant la démission projetée de Mao du poste de Président de la République et la résolution sur les « communes », elle a cru y discerner les difficultés majeures qui auraient soi-disant surgi dans l'expérience chinoise, et amené une retraite discrète des « ultras » du Comité Central dirigés par Mao lui-même.

Des journalistes réputés bien informés ou clairvoyants, comme Alsop et Lippmann, n'ont pas hésité à prophétiser de gigantesques « bains de sang » en Chine dans le cas où Mao persisterait à poursuivre son expérience « anti-humaine » des « communes », contre l'inévitable révolte des millions de paysans.

La presse et les dirigeants capitalistes prennent de plus en plus conscience du nouveau facteur colossal qui émerge peu à peu sur la scène mondiale, et n'arrivent pas à trouver la riposte adéquate au péril « jaune » montant. Faute de pouvoir affronter autrement ce danger, ils caressent l'espoir d'un conflit sino-russe possible dans l'avenir, ou encore d'une dislocation résultant des contradictions et difficultés internes du régime.

Il est parfaitement inutile d'insister sur l'insanité de tels espoirs. La grande Révolution chinoise ne risque de sombrer ni dans la guerre avec l'U.R.S.S., que les voyants géophysiciens prophétisent à la recherche d'« espace vital » pour la « surpopulation » du pays, ni sous le poids des contradictions internes du régime. Elle connaîtra certes des crises majeures dues à son évolution « ininterrompue », à la complexité des problèmes à résoudre en partant d'un niveau économique et culturel encore très bas, et à l'aide extérieure limitée ; dues également à l'éducation malgré tout stalinienne de sa direction. Mais les racines qu'elle a plongées dans les masses chinoises et dans le contexte révolutionnaire mondial sont profondes et inébranlables.

Le bilan économique de l'année 1958 en Chine confirme et dépasse les prévisions optimistes qui furent émises par les dirigeants chinois. La production d'acier a atteint 11 millions de tonnes (dont 80 % produits par de grandes entreprises). Les machines-outils ont atteint 90.000 unités, soit le triple de 1957. Le charbon, 270 millions de tonnes soit plus du double de 1957 ; l'énergie électrique, 27.500 millions de kWh, soit 42 % de plus qu'en 1957 ; les grains, 375 millions de tonnes, soit 190 millions de tonnes de plus qu'en 1957 ; le coton, 3,35 millions de tonnes, soit 1,7 millions de tonnes de plus qu'en 1957.

Avec cette production agricole phénoménale, la Chine, arguent les dirigeants chinois, « a fondamentalement résolu la question de la quantité des grains par tête d'habitant » (600 kilogrammes).

Cet essor réel de l'agriculture est dû avant tout à la plus grande productivité de la terre, à la suite de colossaux travaux d'irrigation, d'une technique de culture plus rationnelle, et d'un effort considérable sur le plan des engrais naturels.

Les résultats donnés par la culture intensive, en profondeur, sont tels qu'on envisage déjà dans certaines parties du pays de limiter les surfaces cultivables, en les amputant d'environ un tiers disponible pour des pâturages, reboisement, construction d'entreprises industrielles, ou des travaux publics divers (routes, jardins, lacs, etc.).

Sur la base de tels résultats économiques, les buts fixés pour 1959 ne sont pas moins impressionnants : acier, de 11 à 18 millions de tonnes ; charbon, de 270 à 380 millions de tonnes ; grains de 375 à 525 millions de tonnes ; coton, de 3,35 à 5 millions de tonnes.

Il se peut d'autre part qu'au milieu de l'année en cours, ces objectifs soient encore majorés, comme ce fut le cas l'année passée.

L'effort productif colossal de la Chine ainsi que ses résultats spectaculaires ne font plus de doute. Obtenus cependant avant tout sur la base du travail acharné de millions d'hommes et de femmes, ils posent la question des conditions et du rythme de ce travail.

L'expérience des « communes du peuple » est étroitement liée à cet aspect de la question. Le 8<sup>e</sup> Comité Central du P.C. chinois, à son 6<sup>e</sup> Plénum, a adopté en date du 10 décembre 1958 une longue résolution qui fait le point de la situation depuis le lancement tumultueux de la campagne pour les « communes du peuple » en août dernier (1). On a voulu voir dans ce document une ébauche d'autocritique de la direction chinoise, sinon de blâme indirect à l'égard de Mao, inspirateur de cette campagne. De là à supposer que la démission projetée de Mao du poste de la présidence de la République soit due à la « faillite », ou même à la « retraite » du plan initial des « communes », il n'y a qu'un pas.

Cependant, cette fois encore, comme lors de la campagne pour la collectivisation de l'agriculture en 1956, ou de la campagne pour la rectification en 1957, tout se passe dans le style habituel de travail du P.C. chinois et de Mao lui-même en particulier : un départ foudroyant quitte ensuite à ralentir le rythme, procéder à une mise en ordre, ajuster mieux le tir, nuancer, balancer les notions et les accents, critiquer, sanctionner même les « excès » inévitables des activistes, avant de repartir pour un nouveau bond en avant.

La résolution du 10 décembre sur les « communes » s'inspire de cet esprit de travail et semble même écrite de la propre main de Mao, comme pourrait bien l'indiquer sa phrase toute poétique : « En 1958, une nouvelle organisation sociale est apparue fraîche comme le soleil du matin au dessus du large horizon de l'Asie orientale ».

Cette organisation est naturellement celle des « communes du peuple ». La résolution souligne à plusieurs reprises l'importance « historique », le caractère irrévocable de cette institution qui englobe déjà 99 % des paysans chinois, après que les 740.000 coopératives agricoles aient fusionné dans 26.000 « communes du peuple ». Pour les paysans, affirme la résolution, les réalisations économiques et sociales des « communes » sont des nouvelles faisant date.

Le système des « communes » a d'autre part indiqué, ajoute la résolution, « la voie vers une industrialisation graduelle des régions rurales, la voie vers une transition graduelle de la propriété collective à la propriété de tout le peuple dans l'agriculture, la voie vers la transition graduelle du principe socialiste : à chacun selon son travail, au principe communiste : à chacun selon ses besoins, la voie vers la diminution graduelle et l'élimination finale des différences entre les régions urbaines et rurales, entre l'ouvrier et le paysan, et entre le travail manuel et intellectuel, et la voie vers l'élimination graduelle et finale des fonctions domestiques de l'Etat ».

A remarquer l'insistance sur l'évolution graduelle vers tous ces buts.

Des « malentendus » divers et des « excès » ayant été signalés dans la campagne

(1) Voir « Révolution ininterrompue en Chine », par J.-P. Martin dans IV<sup>e</sup> Internationale d'automne 1958.

pour les « communes », la résolution s'applique à dissiper les uns, critiquer et corriger les autres. Tout d'abord il n'est pas question d'étendre « hâtivement » le système des communes dans les villes, surtout les grandes villes. La structure des villes est plus complexe, la propriété y est déjà étatique (et non collective), la mentalité bourgeoise plus enracinée. Il faudra du temps pour que le terrain dans les grandes villes soit adéquatement préparé pour l'expérience des communes.

D'autre part, les communes elles-mêmes, hâtivement construites dans les campagnes, ne sont ni correctement comprises, ni correctement organisées et administrées. Les communes au stade actuel, où règne la propriété collective et non étatique, sont une forme d'organisation pré-socialiste.

Quinze à vingt années sinon davantage seront nécessaires pour que toute la propriété se transforme en propriété étatique (« socialiste ») et que le pays possède une économie avancée vraiment socialiste. Ensuite il faudra « graduellement » passer du socialisme au communisme.

« C'est une tâche gigantesque et extrêmement complexe », affirme la résolution qui veut cette fois mettre en garde contre des exagérations infantiles à ce sujet. « Il y a dans nos rangs des gens bien intentionnés, admet la résolution, qui pensent que la propriété dans les communes du peuple rurales est même maintenant de la nature de la propriété du peuple dans son ensemble, et que bientôt et même maintenant ils peuvent se dispenser du principe socialiste de distribution selon le travail et adopter le principe communiste de distribution selon les besoins ».

La résolution insiste sur la longue durée de la période socialiste, en confondant dans le terme socialiste aussi bien la phase préparatoire au socialisme que la phase socialiste proprement dite.

La résolution s'efforce de tirer de cette appréciation de la période les conclusions pratiques. Le système de distribution pendant toute la « période socialiste » ne peut que se baser fondamentalement sur le principe « socialiste » « à chacun selon son travail ».

« Pour cette raison dans le revenu des membres des communes, précise la résolution, la portion du salaire payé selon le travail doit occuper une place importante sur une longue période, et pendant une certaine période elle aura la première place ». Donc, le salaire en espèces restera la forme dominante de distribution avec un éventail des rémunérations qui pourrait atteindre quatre fois le salaire minimum.

L'« égalitarisme » ne sera atteint et ensuite dépassé que dans la mesure où la société devient, par l'abondance de la production, vraiment « socialiste », avançant vers le communisme.

La production marchande, avec marchandises, argent, marché, valeurs et prix, est également caractéristique de toute la période « socialiste ».

Ceux qui ont déjà aboli ces notions, se croyant entrés dans le « communisme » des communes rurales d'un égalitarisme plus que rudimentaire, portent atteinte à la construction du socialisme et au prestige de la société communiste véritable.

La résolution critique ensuite les excès divers commis par les activistes mal éclairés sur le caractère précis des communes au stade actuel, et prescrit certaines règles qui doivent être désormais observées. La confiscation des objets d'usage privé au profit de la propriété collective des communes est interdite ainsi que le dépassement des 8 heures de travail, plus deux heures d'études sauf à l'époque des récoltes. En général « huit heures pour le sommeil plus quatre heures pour la restauration et la récréation » doivent être garanties à tous chaque jour. Il faut penser aux hommes non seulement aux choses.

Les lieux d'usage commun, restaurants, crèches, maisons de vieux, etc., doivent être bien aménagés et entretenus. La nourriture doit être davantage soignée, plus nutritive, plus variée, mieux présentée. Attention particulière doit être accordée au travail des femmes et aux soins qu'elles méritent avant et après leur grossesse, etc.

La résolution s'insurge contre les « calomnies » déversées par les ennemis du pouvoir populaire concernant l'abolition de la vie familiale dans les communes, la « militarisation » ainsi que l'uniformité accablante dans le confort et le décor de la vie, etc. Elle promet que les habitants des communes connaîtront en tout point une vie collective et privée plus confortable et plus agréable, dans un décor varié et soigné d'habitations nouvelles, etc.

L'empirisme de la direction chinoise n'est plus à souligner, et de nouveau la résolution sur l'expérience des Communes le démontre avec éclat.

Plusieurs des remarques et des critiques qu'elle formule a posteriori auraient pu être avancées lors du lancement de la campagne, tant elles sont élémentaires. Les lacunes et les excès de la campagne n'apparaissent d'autre part que trop à travers l'esprit et la lettre même de la résolution.

Il y a un grand danger, si le rythme du travail s'accélère et si les conditions matérielles

des masses (nourriture, habitations, etc.) ne s'améliorent pas sensiblement — tandis que pèse sur elles la contrainte du Parti et de l'administration — que les paysans ne perdent leur confiance en l'Etat prolétarien, ne se révoltent ouvertement, ou ne passent au sabotage obstiné de l'économie, comme ils l'ont fait en U.R.S.S. depuis la collectivisation forcée.

Il faut espérer que la sagesse empirique de la direction chinoise évitera encore une fois les excès et matérialisera à la lettre les règles et les prescriptions de sa résolution.

La base d'un optimisme raisonnable quant à un tel résultat possible se trouve dans le fait que Mao, à l'encontre de Staline, ne commence pas par une collectivisation forcée qui a fait considérablement reculer le niveau de la production agricole et appauvrir les paysans, mais par un effort principal sur l'agriculture qui a considérablement élevé le niveau de la production et le niveau de vie des paysans. Ainsi l'expérience des Communes est liée dans l'esprit des masses paysannes chinoises à une amélioration considérable de leur niveau de vie, condition qui permet de mieux mener toute la campagne pour l'organisation et le fonctionnement raisonnables des Communes.

Toute analogie d'autre part de la Chine aussi bien en ce qui concerne le niveau de vie que le temps, les conditions de travail, etc., avec d'autres pays plus évolués doit être exclue. Pour les paysans chinois, partant d'un niveau très bas, l'expérience des communes représente grosso modo un acquis jusqu'ici positif. Pour les villes, la question est toute différente, d'où l'hésitation de la direction chinoise d'y étendre les communes.

Mais, d'autre part, à la longue, le contraste entre les villes et les campagnes ne peut que miner l'expérience des communes si les villes jouissent d'un niveau matériel, culturel et politique supérieur.

Encore une fois la Chine n'évitera pas de secousses majeures dans sa révolution « ininterrompue » vers le socialisme, sans une aide matérielle massive de la part des autres Etats ouvriers et de la Révolution mondiale.

## Le Marché Commun Européen

Avec l'application du Marché Commun à partir de janvier de cette année, la politique économique du capitalisme européen inaugure un important tournant. Le but ultime de l'opération est politique, et vise à l'intégration politique de l'Europe des Six, ouverte éventuellement à l'Angleterre également.

Le Marché Commun complète d'autres institutions européennes, toutes orientées vers l'unification de l'Europe capitaliste : la C.E.C.A., l'Euratom.

Le Marché Commun est avant tout une union douanière qui vise à abolir progressivement d'ici 12 à 15 ans toutes les barrières actuellement existant à la libre circulation des marchandises, des capitaux, de la main-d'œuvre, entre les Six. A l'extérieur elle maintiendra un tarif harmonisé, égal à la moyenne des tarifs nationaux existant.

Pour le moment, les débuts du Marché Commun sont modestes : diminution de 10 % des droits de douane ; transformation des contingents bilatéraux d'importation en contingents globaux, et accroissement de 20 % de leur valeur totale ; le plus petit contingent devra atteindre au moins 3 % de la production nationale.

Cependant cette tentative d'unification capitaliste ne va pas sans aviver les antagonismes et les contradictions fondamentales du système. Tout d'abord à l'intérieur même des Six. Pour que l'opération soit viable, il faut que chacun des partenaires puisse affronter la concurrence des autres. Ce qui a obligé la France à procéder à des mesures économiques et financières draconiennes à la veille de l'application du Marché Commun : 550 milliards environ de nouvelles charges sur les salariés et les consommateurs, dévaluation de plus de 15 % du franc.

Le but de ces mesures est de diminuer le coût de revient de la production industrielle française, de favoriser les investissements, de protéger le marché intérieur français, tout en renforçant considérablement sa capacité compétitive à l'étranger.

Malgré ces mesures, le déficit du budget français reste, à cause de la guerre d'Algérie et des charges du « Plan de Constantine », de l'ordre de 600 milliards de francs, et les réserves en or et en dollars inférieures à un milliard de dollars (tout en comptant l'aide massive des banques américaines, allemandes et même anglaises pour soutenir le franc, de l'ordre de 450 millions de dollars).

L'opération de Gaulle-Pinay n'a des chances de réussir qu'au cas où les prix restent stables, les salariés acceptent sans bouger les « sacrifices », la consommation intérieure régresse, tandis que les exportations augmentent. Autant de conditions contradictoires et difficilement réalisables à la fois.

D'autre part en cas de réussite de l'opération, ce sont d'autres partenaires du Marché Commun qui en pâtiront et qui pour affronter efficacement la concurrence française seront obligés de dévaluer à leur tour.

Il y a ensuite l'antagonisme entre le Marché Commun et l'Angleterre, qui a déclenché la guerre de la convertibilité des monnaies européennes. A l'union douanière, discriminatoire envers le commerce des pays extra-européens, qu'est le Marché Commun, l'Angleterre oppose la zone de libre échange qui lui permettrait d'avoir accès au marché européen sans porter atteinte à son Commonwealth preference system.

Grâce à ce système, les produits industriels de l'Angleterre ont un accès préférentiel dans les pays du Commonwealth, l'Angleterre important à son tour du Commonwealth à très bas tarifs quelque 739 millions de livres sterling de produits agricoles, 102 millions de produits manufacturés, 754 millions de matières premières (chiffres valables pour 1956).

La France, qui a peur d'affronter à la fois la concurrence de l'Allemagne et de l'Angleterre, pays disposant d'une industrie mieux équipée et surtout d'un coût de revient moindre, s'oppose à ce que l'Angleterre n'applique le tarif européen commun à son commerce avec le reste du monde, tandis qu'elle bénéficie au contraire aussi bien pour ses importations que pour ses exportations du système impérial préférentiel.

Il est vrai que les récentes mesures prises par la France de libéralisation des échanges avec tous les pays de l'O.E.C.E. et la zone dollar, ainsi que la convertibilité partielle des monnaies européennes, y compris du franc, ont diminué le décalage entre les positions spécifiquement économiques de la France et de l'Angleterre. Mais le désaccord subsiste sur le fond politique que représente l'orientation Marché Commun ou zone de libre échange.

La France, appuyée pour le moment par l'Allemagne et les autres partenaires du Marché Commun, demande que l'Angleterre s'engage politiquement envers l'unité européenne, en définissant sa politique économique tout d'abord par rapport à l'Europe. Tandis que l'Angleterre veut toujours rester libre de fixer ses tarifs envers le Commonwealth et le reste du monde comme bon lui semble. L'Angleterre au fond, pour des raisons également politiques, veut torpiller la création d'un bloc économique-politique européen qui englobera 162 millions d'habitants, contrôlant plus de 1/5<sup>e</sup> du commerce mondial, et qui deviendra la plus grande unité exportatrice et importatrice du monde.

Le prestige de l'Angleterre, en tant que deuxième puissance du monde capitaliste, risque dans ce cas de subir une atteinte mortelle. L'Allemagne par contre, encouragée par les Etats-Unis, pousse l'Angleterre à s'associer à la « Petite Europe », les considérations de politique antisoviétique primant sur toutes les autres. D'autant plus qu'aussi bien l'Allemagne que les Etats-Unis ont bon espoir, dans un climat de libre concurrence et de convertibilité des monnaies, de dominer facilement le Marché Commun.

L'entreprise d'unification capitaliste de l'Europe représente malgré tout une tentative sérieuse de la part de certains milieux dirigeants européens et américains de faire face à la lutte mortelle qui s'accélère entre le capitalisme et les Etats ouvriers. Une certaine concentration et une certaine « planification » économique, militaire et politique du capitalisme mondial sont un impératif de cette lutte.

Mais la nature antagoniste du capitalisme résiste toujours à la conscience politique des milieux dirigeants les plus clairvoyants du monde capitaliste. En cas d'aggravation de la récession européenne, ou de difficultés économiques majeures pour un pays quelconque, les réflexes de la défense propre de chacun domineront les bonnes intentions « supranationales ».

Les mesures économiques et financières audacieuses qui caractérisent aussi bien l'opération Marché Commun que la convertibilité partielle des monnaies ne pourraient s'avérer viables que dans la perspective d'une expansion harmonieuse de l'économie capitaliste. Dans le cas contraire on assistera à des retraites précipitées semant le plus grand désordre dans l'entreprise de « planification » capitaliste à peine commencée.

En attendant, ses frais doivent être supportés par les salariés de l'Europe et du monde. La tendance à la compression du coût de la production et de la consommation intérieure, afin de mieux affronter une concurrence avivée, détermine une nouvelle offensive contre le niveau de vie des masses européennes déjà atteint par le chômage et l'inflation.

D'autre part, les pays sous-développés envisagent non sans une appréhension parfaitement justifiée la concurrence discriminatoire et les diktats du Marché Commun envers leurs propres économies en recul.

Les salariés de l'Europe doivent coordonner leurs luttes revendicatives et politiques afin de faire éclater le cadre capitaliste de « l'unification » de l'Europe, en l'élargissant à toute l'Europe sur la base des Etats-Unis Socialistes d'Europe, seule perspective historique progressive et réaliste.

## Le réveil de l'Afrique s'accélère

La conférence d'Accra qui s'est tenue en décembre 1958 marque une nouvelle étape dans l'émancipation du continent africain. Cette conférence fait suite à celle de Bandung, la Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques, et à la Conférence des pays africains indépendants.

Elle a réuni quelque 300 délégués de 62 organisations représentant 28 pays et territoires africains indépendants ou encore sous contrôle colonial.

La Conférence a adopté une déclaration et cinq résolutions, et a décidé la création d'un secrétariat permanent destiné à coordonner la lutte pour la libération totale et l'unification de l'Afrique. La principale résolution sur le colonialisme et l'impérialisme affirme le soutien de la Conférence à tous les combattants de la libération de l'Afrique, aussi bien à ceux qui emploient les moyens pacifiques de la non-violence et de la désobéissance civile (mouvement national de l'Afrique du Sud) qu'à ceux qui sont obligés de recourir à la violence pour obtenir leur libération nationale. L'allusion au cas de l'Algérie est claire.

Du reste la délégation algérienne a reçu l'accueil le plus chaleureux de toutes les délégations africaines, et un représentant du F.L.N. fait maintenant partie du Secrétariat africain permanent.

Une résolution spéciale de la Conférence traite de la question algérienne, affirmant le droit du peuple algérien à l'indépendance, condamnant la politique de la soi-disant intégration à la France ainsi que le résultat des élections truquées, et invite le gouvernement français à entamer des négociations avec le gouvernement algérien afin de réaliser l'indépendance du pays et de terminer la guerre. Elle invite également tous les pays à refuser toute aide à la France dans sa guerre contre le peuple algérien, et à reconnaître le gouvernement algérien. Elle fait appel aux pays africains pour organiser une « Journée de solidarité à l'Algérie » et pour collecter des fonds destinés aux victimes de la répression impérialiste.

La résolution salue enfin les soldats africains qui désertent l'armée française et les invite à rejoindre les rangs de l'Armée de Libération algérienne. L'idée d'une brigade africaine combattant en Algérie a été retenue.

Une autre résolution importante de la Conférence concerne la question des frontières artificielles créées par l'impérialisme afin de diviser l'Afrique. La Conférence, déclare cette résolution, « fait sienne le Pan-africanisme et le désir d'unité parmi les peuples africains et déclare que son objectif final est un Commonwealth d'Etats africains libres. Comme premier pas pour celui-ci, les Etats indépendants d'Afrique doivent s'amalgamer entre eux en groupes sur la base de la proximité géographique, de l'interdépendance économique, de l'affinité linguistique et culturelle ».

La résolution est un encouragement direct au processus d'unification qui s'accélère actuellement en Afrique.

Une résolution sur le « tribalisme et le séparatisme religieux » déclare que la Conférence s'oppose avec force aux tactiques de l'impérialisme usant tribalisme et séparatisme religieux afin de perpétuer sa politique coloniale.

Une résolution spéciale a été également votée concernant la question de l'accession rapide du Kamerun à l'indépendance complète et contre la répression impérialiste du mouvement national de ce pays.

La note dominante de la Conférence fut incontestablement le désir profond qui anime actuellement les masses africaines pour l'unification d'une Afrique libre, gérée par ses habitants autochtones, au sein d'une Confédération. Cette Confédération naîtra à travers des Fédérations primaires, comme celles qui émergent maintenant en Afrique occidentale.

Le courant vers la libération et l'unification de l'Afrique est une des forces déterminantes de notre temps. Cette force balayera inexorablement tous les résidus de domination impérialiste directe, ou de discrimination raciale, par des minorités d'origine européenne. Les événements récents de Léopoldville en disent long sur la volonté farouche des masses africaines de secouer le joug des infimes minorités européennes (50.000 Belges au Congo).

Ce mouvement unificateur irrésistible, comme son équivalent dans les pays arabes, comme celui qui est en train de se développer en Amérique latine, est pour le moment encouragé et dirigé par les milieux de la bourgeoisie indigène en formation. Malgré sa

faiblesse, cette bourgeoisie est en train de dépasser sa condition de comprador de jadis, sous l'influence conjointe des facteurs suivants: le déclin de la puissance des impérialismes anglais et français; l'intérêt grandissant aussi bien de l'impérialisme américain que du Kremlin pour l'Afrique, et leur antagonisme; la pression exercée par les masses paysannes, prolétariennes et petites bourgeoisies intellectuelles de l'Afrique; la prise de conscience des possibilités économiques de l'Afrique; la crise qui sévit actuellement dans l'économie de structure coloniale africaine.

Le trait dominant de l'évolution récente de l'Afrique est la destruction progressive de la vie économique et sociale tribale, au fur et à mesure que la production marchande se généralise, et que se produisent l'exode des populations vers les villes, une urbanisation intense, les débuts d'une industrialisation. Les centres urbains, où se forment et se développent des couches sociales nouvelles, détrônent Chefs et Dieux de la vie tribale. Des mouvements et des partis politiques s'organisent imprégnés d'une conscience africaine, vers lesquels affluent les nouvelles générations.

Le nationalisme africain est le reflet de la révolution urbaine, capitalisée à sa première phase par les noyaux de la bourgeoisie indigène en formation et ses idéologues intellectuels. Les nécessités économiques et sociales les poussent à se libérer des entraves de l'impérialisme, exploitant les richesses agricoles et minières des pays africains, à récupérer les meilleures terres accaparées par les colons et les entreprises impérialistes, à diversifier l'économie, dépendant souvent d'un seul produit d'exportation, à unifier le marché africain, à l'industrialiser.

Pendant plusieurs années la hausse des prix des marchandises telles que l'étain, le cuivre, l'huile d'arachide, le café, le cacao, le caoutchouc, le tabac, le coton, principaux produits d'exportation africains, a caché la crise grave qui mûrissait dans la société africaine à la suite de la détribalisation galopante. Au contraire le boom prodigieux sur les prix de ces matières a eu pour résultat de développer à l'extrême les cultures industrielles au détriment des cultures vivrières et de bouleverser l'agriculture africaine traditionnelle.

La récession qui sévit depuis 1957 a particulièrement touché l'économie de tous les pays sous-développés, en abaissant les prix de leurs principaux produits d'exportation de plus de 15%. L'industrialisation déjà lente des pays africains, à l'exception du Congo, de la Rhodésie et surtout de l'Afrique du Sud, alimentée par des investissements à peine égaux à 7% d'un maigre revenu national, a reçu un coup de frein catastrophique.

Agriculture déséquilibrée et peu productive, industrialisation au point mort, tandis que l'urbanisation s'accroît, expliquent le climat explosif dans lequel baigne maintenant l'Afrique.

Faute d'une solution rapide à ces problèmes, les masses impatientes du continent noir, sur lesquelles ne pèsent ni traditions conservatrices ni défaites, auront tendance à brûler les étapes du nationalisme bourgeois, en accédant aux solutions du socialisme révolutionnaire.

La bourgeoisie indigène est consciente de ce danger. Elle pense pouvoir y faire face en poussant aux unifications « primaires » et en spéculant sur une surenchère d'aide économique entre l'impérialisme, en particulier l'impérialisme américain, et le Kremlin.

On a beaucoup remarqué à la Conférence d'Accra la présence d'une forte délégation d'observateurs américains, parmi lesquels l'indispensable Mister Irving Brown. On dit que leur rôle dans les coulisses ne fut ni négligeable ni inefficace. Washington a voulu en quelque sorte prendre sa revanche sur la Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques du Caire de décembre 1957, dominée par le Kremlin.

Dans la mesure où l'Afrique à son tour devient un épicycle de la guerre froide et la dernière réserve économique et stratégique de l'impérialisme; dans la mesure également où Washington n'est pas sûr de pouvoir gagner le nasserisme arabe, il s'efforce de polariser le réveil de l'Afrique noire autour de leaders « bourguibistes » noirs. Dans une deuxième étape l'opération pourrait embrasser un Maghreb uni également « bourguibiste », c'est-à-dire pro-occidental.

Cependant les problèmes fondamentaux de la Révolution africaine en cours ne sauraient recevoir une solution tant soit peu satisfaisante sous une direction bourgeoise. Comme le vieux lutteur noir américain W.E. Dubois l'a si bien dit dans le message qu'il a adressé à la Conférence d'Accra, le choix à faire pour l'Afrique n'est pas entre le développement capitaliste et le socialisme. L'Afrique n'a pas historiquement le temps de rattraper les pays industriels avancés par la voie capitaliste, et n'a même pas intérêt à connaître les méfaits d'un tel régime d'exploitation.

La seule solution radicale de ses problèmes urgents se trouve dans le socialisme et les Etats-Unis socialistes d'Afrique.

## Le 86<sup>e</sup> Congrès des États-Unis

Au lendemain des élections de novembre 1958, l'espoir d'un renouveau dans la conduite des affaires intérieures et extérieures aux États-Unis semblait se justifier. Le pays venait de voter très clairement « libéral », plébiscitant les candidats « progressistes », Démocrates et Républicains. Des regroupements importants aussi bien au sein du Parti démocrate victorieux que du Parti républicain s'annonçaient comme étant inévitables. Certains conservateurs, alarmés, prévoyaient même des scissions aussi bien dans l'une et l'autre des deux formations traditionnelles, et la création d'un nouveau parti libéral réunissant Démocrates et Républicains « progressistes » appuyés par les syndicats ; c'est-à-dire presque la naissance d'un parti travailliste bouleversant la scène politique traditionnelle des États-Unis.

Cependant, les débuts assez conformistes du 86<sup>e</sup> Congrès des États-Unis semblent indiquer que les appareils conservateurs des deux partis tiennent toujours bien en place et que les réformateurs « libéraux » ont encore à attendre. Cela ne veut pas dire que le Président n'éprouvera pas, dans les deux années qui restent de son mandat, des difficultés majeures avec le nouveau Congrès à prédominance démocrate et même « libérale » écrasante.

D'autant plus que, faisant marche arrière du républicanisme rénové qu'il avait jadis préconisé, Eisenhower se cantonne actuellement dans une orthodoxie conservatrice qui ferait envie même à un Taft, au grand désespoir des « libéraux » de son parti, jusques et y compris, disent maintenant certains, du vice-président Nixon lui-même.

Eisenhower devient le champion du « budget équilibré », objectif national numéro 1, et de l'orthodoxie fiscale, face aux clameurs de ceux qui exigent des dépenses sociales et surtout militaires accrues, et une économie plus dynamique assurée d'une expansion continue.

Alarmés par le déficit budgétaire de l'année fiscale en cours, qui s'élèvera à 12 milliards de dollars, et par la détérioration sensible du pouvoir d'achat du dollar (la moitié de celui d'avant guerre), les banquiers experts du gouvernement américain préconisent de strictes économies afin de ramener le prochain budget à 77 milliards de dollars en éliminant le déficit.

L'Administration est sérieusement préoccupée par le fait de l'affaiblissement du dollar sur les marchés étrangers, la diminution des exportations américaines face à une concurrence étrangère avivée, et les dangers que ferait courir la spéculation boursière à l'intérieur, spéculation qui ne correspond nullement aux possibilités encore limitées de la reprise économique en cours. Celle-ci reste lente, et les dépenses aussi bien étatiques que privées (investissements) limitées prévues pour cette année ne semblent pas propices à éperonner un nouveau boom.

A cette attitude de l'administration, le courant « libéral » répond que la meilleure manière de combattre l'inflation est une nouvelle augmentation considérable de la production et de la productivité, grâce à de nouvelles dépenses gouvernementales, indépendamment de leurs répercussions immédiates sur le déséquilibre du budget. Léon Keyserling, conseiller économique de Truman, est le théoricien à la tête de ce courant.

Mais, indépendamment des aspects immédiats et plutôt d'ordre technique de la dispute en cours entre « dépensiers » et « économistes », c'est en réalité un débat plus fondamental qui divise de nouveau les milieux dirigeants américains.

La stagnation économique, scientifique, militaire, relative des États-Unis contraste de plus en plus avec le dynamisme de la société soviétique. Depuis le lancement du premier Spoutnik, une partie croissante de la bourgeoisie américaine découvre avec une profonde angoisse cette réalité. Le défi économique que constitue le taux annuel d'expansion continue de l'économie soviétique et des autres États ouvriers, les chiffres du nouveau plan septennal de l'U.R.S.S., les progrès de la Chine en 1958, etc., sont maintenant pris tout à fait au sérieux aux États-Unis. D'autant plus que non seulement la récession actuelle, mais une étude plus approfondie de la marche de l'économie américaine dans les dernières années, démontrent clairement le décalage inquiétant qui s'est établi depuis un certain temps déjà entre le taux d'expansion de l'économie soviétique et celui de l'économie américaine.

Les nouvelles séries statistiques établies par le Département américain du Commerce concernant la production nationale brute (gross national product) à prix constants, qui viennent d'être publiées, prouvent que l'économie américaine était déjà virtuellement stagnante (moyenne d'augmentation annuelle légèrement supérieure à 1 %) nombre d'années avant la récession en cours, et que l'année 1955 fut depuis la guerre de Corée la seule pendant laquelle la production avait augmenté de 8 % environ.

Durant cette même période, l'économie soviétique évoluait à un taux annuel moyen d'expansion en tout cas supérieur à 7 %.

Dans ces conditions, le taux d'expansion annuelle de 5 % que le rapport Rockefeller

préconisait pour les années à venir afin que l'économie américaine surclasse toujours celle de l'U.R.S.S., paraît déjà insuffisant. Ce taux constitue un impératif essentiel d'une politique économique tant soit peu dynamique des États-Unis, qui s'efforceraient de relever le défi soviétique.

Comment, dans ce cas, ne pas s'étonner qu'une telle préoccupation ne trouve aucun écho dans le message présidentiel sur l'état de l'Union, pas plus du reste que l'avance prise par l'U.R.S.S. dans les fusées intercontinentales et cosmiques, ou dans le domaine de la recherche et de la formation scientifiques ?

Il faut s'attendre à ce que la platitude quasi provocante de la ligne présidentielle soit combattue par le nouveau Congrès qui essaiera de suppléer au manque de dynamisme et de direction dont fait actuellement preuve l'Administration républicaine.

Il s'agit cependant de savoir si, même pour les États-Unis, il sera à l'avenir possible d'assurer les dépenses colossales exigées par la fantastique course aux super-armements de l'âge atomique, ainsi que par les nécessités d'aide aux pays sous-développés, sans abaisser sérieusement le niveau de vie de la population américaine et sans soumettre celle-ci à son tour au joug d'une dictature ouverte.

## Les élections françaises de novembre 1958

Les élections des 23 et 30 novembre ont été la suite logique du référendum du 28 septembre, lui-même résultat inévitable du coup du 13 mai qui a provoqué la chute du régime démocratique parlementaire pour instaurer un nouveau régime aspirant à établir un « État fort ».

On retrouve les 4,5 millions de « non » du référendum dans les 3 millions 800.000 voix des candidats du P.C.F., le reste s'étant porté sur divers candidats de gauche (radicaux ménéssistes, U.G.S., P.S. autonome, et aussi quelques candidats du P.S. de Guy Mollet).

Par rapport aux élections précédentes, la proportion d'abstentions est supérieure de 4 à 5 %, soit 800.000 à un million de voix. Il est très probable que là se trouve une grande partie des 1.600.000 voix perdues par le P.C.F. On peut aussi admettre sans risque d'erreur qu'il y a eu un déplacement parmi le pourcentage d'abstentions habituelles. Autrement dit, à la différence des élections précédentes, c'est sur la gauche et non sur la droite que se trouve la masse des abstentionnistes.

Examinons ce qui s'est passé dans le camp bourgeois et dans le camp ouvrier.

### L'U.N.R. ET LES AUTRES PARTIS BOURGEOIS.

Le grand vainqueur c'est l'U.N.R., une nouvelle formation constituée moins de deux mois avant les élections, qui a été considérée par les électeurs comme l'organisation « gaulliste » par excellence, les prétendant « gaullistes de gauche » n'ayant eu aucune audience.

Nous devons en premier lieu souligner le débâcle des partis traditionnels de la démocratie bourgeoise, et du plus notable d'entre eux, le parti radical. Il était déjà sorti estropié au lendemain de la deuxième guerre mondiale ; son habileté proverbiale lui avait permis de retrouver une place appréciable dans la IV<sup>e</sup> République. Mais les contradictions de celle-ci l'avaient divisé profondément. Aux élections qui ont inauguré la V<sup>e</sup> République, toutes ses tendances — la gauche de Mendès-France, les professionnels du midi de la France (Daladier, Baylet, Bourges-Maunoury), la droite qui avait fait scission (Morice, Martineau-Déplat) — ont mordu la poussière. Nous assistons à la liquidation probablement définitive de ce parti qui se targuait d'être « l'infanterie » de la République.

Deux partis bourgeois ont résisté à la poussée U.N.R., ce sont le M.R.P. et les Indépendants.

Le M.R.P. n'était pas exactement un parti traditionnel de la démocratie. Il avait surgi à la fin de la deuxième guerre mondiale, rassemblant d'anciens démocrates-chrétiens de gauche, des syndicalistes chrétiens, et toutes sortes de politiciens bénis par le haut clergé. A ce moment il prétendait être le « parti de la fidélité » à de Gaulle. Il avait rompu avec lui pour maintenir son unité et jouer un rôle dans la IV<sup>e</sup> République. C'est sous la présidence d'un des siens, Pfimlin, qu'il sut rapidement retrouver cette « fidélité » au lendemain du 13 mai.

Le cas des Indépendants est différent. Nous sommes là en présence de la droite classique, des bourgeois en place, des nantis, des repus, des « notables ». Normalement ils sont les plus désireux d'un « pouvoir fort » de type gaulliste. Toutefois, il faut noter qu'à Paris, où les courants politiques s'expriment avec plus de relief, ils ont eu du mal à tenir tête à la vague U.N.R., laquelle leur a tenu rigueur de la décomposition du R.P.F. gaulliste en 1952, et ils y ont même perdu des positions.

Qu'est donc cette U.N.R. qui a recueilli de très nombreuses voix bourgeoises, petites bourgeoises (qui en 1956 s'étaient portées soit sur les poujadistes, soit pour les mendessistes) et même un certain nombre de voix ouvrières arriérées et ex-communistes ?

Formellement, cette organisation revendique une place de « centre » dans l'hémicycle parlementaire. Cela n'a aucun sens. On y trouve un certain nombre de bourgeois bien installés dans la société et toute une série de gens qui aspirent à se faire une bonne place dans le nouveau régime. Politiquement, l'U.N.R. est un mélange de bonapartistes et de fascistes. La division n'est pas du tout tracée par avance, elle dépendra en premier lieu de la marche des événements, et aussi du rôle joué par certains personnages. Le dirigeant principal, Soustelle, intellectuel sans idées politiques, est un spécialiste des réseaux de police et d'espionnage. Il procède à un noyautage des administrations, et mise ainsi sur deux tableaux : le régime tel que de Gaulle le désire, et le régime fasciste en cas de besoin.

#### DE GAULLE ET LE NOUVEAU PARLEMENT.

L'Assemblée élue ne correspond peut-être pas aux désirs de de Gaulle qui voulait un Parlement « équilibré » lui permettant de jouer plus aisément son rôle « d'arbitre ». Mais il serait faux de penser qu'il y aura bientôt une crise dans ses rapports avec ce Parlement ou qu'une crise sera provoquée bientôt dans l'U.N.R. pour rendre le Parlement plus maniable. Certains font la comparaison avec l'ancien R.P.F., avec sa fraction parlementaire de 1951 qui ne tarda pas à se dissocier au plus grand profit de la droite classique. Ils oublient que nous ne sommes plus dans un régime de démocratie parlementaire, mais dans un régime issu d'une intervention de l'armée. L'Assemblée n'a pas pour rôle de choisir le gouvernement, mais selon les propres termes de de Gaulle de le soutenir. On ne demande aux « hommes nouveaux », qu'ils soient élus de la métropole ou d'Algérie, que d'être des *beni-oui-oui*. D'ailleurs les sessions parlementaires se trouvent réduites au minimum. En outre, ceux qui dirigent, que ce soit de Gaulle ou Soustelle et quelques autres, sont tous munis d'une forte dose de cynisme envers les hommes et elle est fort justifiable envers ces « hommes nouveaux » qu'on va voir se précipiter à la curée vers les postes, prébendes et autres avantages que peut leur procurer leur élection.

Les divergences ne manqueront pas dans les sphères dirigeantes. Mais ce sera moins que jamais au Parlement que la question sera tranchée. Cependant, à une étape ultérieure, en cas d'aggravation exceptionnelle de la situation, de crise du régime de Gaulle, un Parlement comme celui que les élections ont donné pourra faciliter considérablement les manœuvres « légales » d'aspirants fascistes.

Passons maintenant aux deux partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui ont été les grands battus de ces élections.

#### VERS LA FIN DU MOLLETISME DANS LE P.S.

Après la crise de mai, Guy Mollet avait cru avoir joué tout le monde : de Gaulle contre les colonels et les ultras ; Duchet et les Indépendants contre Soustelle ; Defferre contre les minoritaires qui quittaient son parti ; surtout il voyait la « désintoxication » de la classe ouvrière du P.C.F. se produire à son profit. Le 28 septembre, tous ses désirs paraissent exaucés, et il monta sur la table de la mairie d'Arras pour annoncer les résultats du référendum. Il n'a pas fallu deux mois pour qu'il s'avère qu'il avait travaillé pour le roi de Prusse... c'est-à-dire pour Soustelle. Les candidats du P.S. ont trinqué, qu'il s'agisse de Lacoste, de Moch, de Defferre ou de Tanguy-Prigent. Lui-même, Mollet, ne passe qu'avec l'appui hautement claironné de l'U.N.R., désireux de ne pas contrarier de Gaulle...

Quarante élus au parti qui fut le pivot de la IV<sup>e</sup> République ! Il faut remonter avant 1900 pour trouver un aussi faible groupe parlementaire socialiste.

Mollet qui, au lendemain de la crise de mai, avait manœuvré pour renvoyer « sine die » le Congrès du parti, afin d'avoir le temps de retrouver une majorité dans le groupe parlementaire et dans le parti lui-même, a cette fois-ci brusqué les choses : quatre jours après les élections, le Congrès se tenait. Il ne fallait pas laisser le temps aux militants de réfléchir sur les causes de la défaite. Mollet leur a donné en pâture la promesse d'une « opposition constructive » préparant une victoire... pour 1963.

Quoiqu'il en soit, les élections de novembre seront le point de départ d'un rebondissement de la crise dans le P.S., qui mènera à la fin de la direction Mollet. Car ces députés battus sont aussi, et avec eux bien des cadres de ce parti, des maires, des conseillers généraux, etc. Et les élections pour ces postes auront bientôt lieu. Ils peuvent pardonner à Mollet d'avoir servi de marche-pied à de Gaulle, mais non de leur faire perdre leurs positions électorales.

Disons quelques mots sur le P.S. autonome et l'U.G.S. Leur association avec les mendessistes dans l'U.F.D. n'a servi qu'à émasculer leur programme. De façon générale, les

candidats du P.S. autonome ont obtenu des résultats moins mauvais que ceux de l'U.G.S. Il est à souhaiter que le P.S. autonome tire comme leçon de ces élections la nécessité d'engager une offensive impitoyable contre la direction Mollet, au lieu de s'excuser, comme il le faisait jusqu'alors, d'avoir quitté le parti de celui-ci.

#### L'IMMOBILISME DE LA DIRECTION THOREZ.

Le P.C.F. a perdu 1.600.000 voix sur 1956. Il se retrouve avec un pourcentage de voix égal à celui de 1936 (voir tableau ci-après).

Année	Suffrages	Pourcentage
1924	875.000	9,7
1928	1.063.000	11,4
1932	796.000	9,6
1936	1.502.000	18,3
1945 (1)	5.024.000	26,4
Juin 1946	5.199.000	26,4
Novembre 1946	5.489.000	28,5
1951	4.910.000	25,6
1956	5.532.000	25,7
1958	3.882.000	18,9

(1) A partir de 1945, en raison du vote des femmes, le nombre total des électeurs a plus que doublé.

La direction, pour minimiser ce profond recul du P.C.F., insiste que le P.C.F. reste le plus fort parti de France, elle dénonce l'iniquité de la loi électorale et ne manque pas de relever tout ce qui est écrit dans la presse internationale à ce sujet, elle souligne les gains (de moins de 2 %) des candidats communistes du premier au second tour.

Il ne faut surtout pas compter sur la moindre autocritique politique. Au contraire, la déclaration du B.P. du 2 décembre souligne que « de nombreux Français, justement soucieux de la grandeur et de l'avenir national » se sont trompés de porte en votant U.N.R. au lieu de voter P.C.F.

#### ON A LOUPÉ LE COCHE...

La direction Thorez va essayer de faire croire aux militants communistes qu'il s'agit, comme ce fut plus d'une fois le cas, d'un mauvais moment à passer, mais qu'après le parti reviendra plus fort que jamais. Sur ce point, on peut être sûr que cela ne passera pas aisément. La direction du P.C.F. se gardera bien de reproduire le tableau des votes communistes depuis 1924. Car il en ressort clairement qu'en 1936, avec la première grande poussée des masses, le parti avait pris le départ pour la conquête de la classe ouvrière ; qu'en 1945 il avait obtenu la majorité dans la classe ouvrière ; qu'à cette époque il y avait des comités dans les usines, des milices armées, et que la direction à cette époque a loupé le coche. Depuis 1952, au moment de l'exclusion de Marty, cette idée essentielle s'est manifestée à plusieurs reprises.

#### REVISER DEMOCRATIQUEMENT LA CONSTITUTION GAULLISTE !

Thorez s'est affirmé plus que jamais partisan « d'élargir » la démocratie. Il est même pour « la révision démocratique de la Constitution », celle du 28 septembre (voir ses réponses aux cinq questions de « Regards »). Si, avec toute la force dont il disposait en 1945, le P.C.F. n'est pas parvenu à « élargir » la démocratie et à passer pacifiquement au socialisme, comment peut-on imaginer à présent, avec un groupe parlementaire aussi minuscule dans un Parlement croupion, obtenir une « révision démocratique » de la Constitution ? Et que donnerait cette révision ? Une IV<sup>e</sup> République légèrement réchauffée ? Mais personne ne bougera pour cela !

#### L'IMPASSE DEMOCRATIQUE, L'ISSUE VERS LE SOCIALISME.

Il ne sera pas aisé de déloger le régime de Gaulle. Pour l'immédiat, il y aura surtout à organiser une défensive farouche contre les assauts gouvernementaux, patronaux et fascistes qui vont se multiplier. Mais cette défensive ne trouvera de vigueur que si l'on insuffle dans

les masses travailleuses non des formules creuses sur la « démocratie » et les « voies parlementaires », mais une volonté de combattre par les moyens révolutionnaires pour un gouvernement des travailleurs qui entamera la construction du socialisme.

Il y a 40 ans les bolcheviks dénoncèrent les mencheviks et les réformistes de tout acabit qui bloquaient la voie de la révolution socialiste en Europe et prétendaient que la Russie n'était pas mûre pour celle-ci. Aujourd'hui nous voyons de pseudo-bolcheviks, en fait les disciples de Staline, les serviteurs de la bureaucratie soviétique, prétendre que la Chine est mûre pour le socialisme, mais pas la France, pas la Grande-Bretagne, pas un seul des pays économiquement développés de l'Europe !

En France comme dans tous les pays de l'Europe capitaliste, le mouvement ouvrier — qu'il soit dirigé par des réformistes ou des stalinien — se trouve devant une crise majeure. Au lendemain de la première guerre mondiale, la révolution socialiste avait échoué avant tout par la trahison des directions socialistes ; le recul aboutit à la victoire du fascisme qui recouvrit presque toute l'Europe. Après la deuxième guerre mondiale, dirigeants réformistes et stalinien s'entendirent pour canaliser les mouvements des masses et rétablir des régimes de démocratie parlementaire. Ceux-ci vivent dans une crise quasi chronique ; la France s'en est débarrassée pour le gaullisme et ailleurs ils sont très affaiblis. Se maintenir sur le plan de la démocratie bourgeoise, c'est s'engager, sur la voie de la France, vers la dictature ouverte du capital.

Le gaullisme n'est pas du tout stabilisé, en dépit des 80 % de voix qu'il obtient. Il peut chavirer sur l'Algérie, sur des difficultés économiques, mais dans quel sens ? Il n'y aura de réel élargissement de la démocratie au profit des masses qu'en résultat d'une lutte qui renversera le régime capitaliste.

#### DES GARANTIES, MAIS A QUI ET POUR QUOI ?

Quant à la question des gains du P.C.F. entre le premier et le second tour, leur insignifiance numérique a une très grande signification politique. Il est incontestable que, d'une façon générale, les électeurs socialistes (même ceux du P.S. autonome ou de l'U.G.S.) n'ont que très peu voté au second tour pour les candidats communistes les mieux placés. On peut relever beaucoup plus de cas où les voix se sont portées sur des candidats bourgeois. Au Comité central qui précéda les élections, Thorez dit qu'il fallait faire jouer le « réflexe républicain ». Nous ne voulons pas exposer ici la confusion qu'il implique (à la différence entre classes est substituée une différence entre « droite » et « gauche » en dehors des classes), mais il n'y a pas de doute qu'en France le « réflexe républicain » (pas d'ennemi à gauche !) a de fortes traditions. Or, s'il a joué très peu, c'est qu'il y a non seulement un anticommunisme foncier, pathologique, dans les directions réformistes et démocrates bourgeoises, mais aussi une aversion dans les masses socialistes envers le P.C.F.

La direction du P.C.F. trompe ses membres quand elle met l'accent sur ces gains d'entre deux tours comme un espoir de gains ultérieurs. Si l'on veut rompre « l'isolement » tant craint par les membres du P.C.F., c'est la faiblesse de ces gains — en présence cependant d'une grande poussée réactionnaire — qu'il faut expliquer.

La raison en est très simple. La direction du P.C.F. déclare offrir aux chefs démocrates et réformistes à qui elle propose une alliance politique des garanties qu'elle sera fidèle au contrat et n'exploitera pas la force des ouvriers pour sortir du régime capitaliste et s'engager sur la voie du socialisme. Le problème n'est pas là pour les larges masses travailleuses qui ont de la méfiance envers la direction du P.C.F. Ce n'est pas le coup de Prague envers la bourgeoisie qu'elles craignent, mais le coup de Budapest envers les travailleurs qui ne partagent pas la « ligne » de la direction. Elles ont acquis cette méfiance à la suite de toutes leurs expériences, en France même, de manœuvres, d'étouffement de la démocratie, de méthodes calomnieuses et brutales dans les organisations ouvrières même qui sont contrôlées par les stalinien. S'il n'y avait pas cette méfiance à la base, toutes les campagnes anticommunistes venimeuses des réformistes échoueraient, et le P.C.F. ne connaîtrait pas l'isolement auquel ses militants sont de plus en plus sensibles.

Thorez, tout comme Mollet, soigne son parti en disant que tout ira bien... demain ou bien après-demain. Mais, bien qu'il dispose de plus de possibilités de manœuvre vis-à-vis de son parti, il ne pourra longtemps contenir une crise qui mûrit depuis des années. Car, demain cela n'ira pas mieux. La situation objective contient de puissantes contradictions qui peuvent permettre un retournement de la situation, mais il faut savoir que ce ne sont pas des possibilités proches et quasi automatiques. La lancée du gaullisme par le coup du 13 mai n'est pas du tout épuisée ; les chiffres du référendum et des élections attestent son ampleur mais ne signifient pas du tout qu'on a déjà atteint le fond de la descente. Au contraire, nous allons au devant de périodes extrêmement difficiles. La pire des aberrations serait de semer des illusions, de fausses espérances. Enfin on ne sortira de cette situation, quand les conditions objectives se seront transformées, que si l'on se débarrasse des politiques funestes qui ont abouti à la défaite de 1958.

## Premiers commentaires sur le 21<sup>e</sup> Congrès

Nous ne possédons pas encore les textes complets des rapports, interventions et résolutions du 21<sup>e</sup> Congrès. Mais son sens général est déjà clair. La déstalinisation, déclenchée lors du 20<sup>e</sup> Congrès, se poursuivra dans toute une série de domaines, sauf celui de l'expression idéologique et politique libre, qui mettrait directement en cause la bureaucratie.

Le 21<sup>e</sup> Congrès achève la victoire de Khrouchtchev sur l'aile proprement dite stalinienne du P.C. et de la bureaucratie soviétique. Khrouchtchev, porte-parole de la couche de la bureaucratie qui tire ses privilèges de la position qu'elle occupe dans l'appareil du parti, consolide son pouvoir en faisant un appel plus direct que jamais aux masses. Outre les promesses matérielles et sociales que contient le Plan septennal, aussi bien dans le domaine de la consommation que de l'habitation et de la durée du travail, un accent particulier a été mis par plusieurs orateurs sur le retour à la « légalité socialiste ».

Les interventions, entre autres, de Mikoyan et de Chelepine, ainsi que les formules de la résolution finale du Congrès, méritent à ce propos une attention particulière. Mikoyan a affirmé qu'il n'y a plus de repréailles en U.R.S.S. pour des raisons politiques et que l'essence de la dictature du prolétariat réside dans ses fonctions organisatrices, dans la mobilisation des forces de toute la nation pour la construction du socialisme et du communisme, tandis que la coercition n'aurait été indispensable qu'à certains stades, déjà dépassés, du développement.

Quant à Chelepine, ancien secrétaire des Jeunesses communistes et successeur de Serov, il a assuré au Congrès et, à travers lui, au pays, que toutes les conséquences de l'activité de Béria et de ses acolytes appartiennent au passé. La « légalité révolutionnaire » fut restaurée, et ceux qui l'ont violée sont punis. Les citoyens soviétiques peuvent être désormais certains que rien qui puisse rappeler cette période « éhontée » ne sera jamais répété.

La résolution finale du Congrès insiste sur la nécessité de développer la « démocratie sous toutes ses formes », appelle les Soviets à lutter pour un tel but, et affirme que « de nombreuses fonctions remplies par des organismes d'Etat doivent être confiées progressivement aux organisations socialistes ». Le « dépérissement de l'Etat » a fait timidement son apparition au Congrès, d'autant plus nécessairement que ce dernier s'est déroulé sous le signe de la transition graduelle « du socialisme au communisme ».

Il sera nécessaire de reprendre en détail les considérations théoriques données à ce sujet aussi bien dans le rapport de Khrouchtchev que dans des interventions comme celle de Souslov, et de les comparer avec les analyses sur le même sujet élaborées actuellement par les Yougoslaves et les Chinois. Il suffit de dire pour le moment que ce que le 21<sup>e</sup> Congrès appelle passage du socialisme, soi-disant déjà achevé en U.R.S.S., à la phase communiste n'est en réalité encore que le passage de la phase inférieure ou préparatoire au socialisme à la phase du socialisme proprement dit.

L'U.R.S.S. n'entamera les tâches de la phase socialiste proprement dite — telle que Marx et Lénine l'avaient envisagée dans leurs écrits théoriques — qu'à partir du moment où elle dépassera dans la production par tête d'habitant le capitalisme le plus développé. Or, cette étape ne sera franchie, selon le 21<sup>e</sup> Congrès lui-même, que d'ici 15 ans environ, soit un demi-siècle après la victoire de la Révolution d'Octobre, et dans le cadre d'un système d'Etats ouvriers et des relations renouvelées avec le marché mondial, qui contribuent actuellement largement aux progrès de l'économie soviétique.

En matière de construction du socialisme, il n'est pas sans intérêt de relever les propos tenus par Youdine au Congrès attaquant les « pseudo-marxistes yougoslaves » qui « n'ont pas compris qu'on ne saurait édifier le socialisme dans un seul pays détaché de tous les autres, alors qu'il existe déjà un système socialiste mondial ».

Ainsi le privilège du « socialisme dans un seul pays » n'appartient en réalité qu'à l'U.R.S.S. seule qui a su bénéficier, si on peut dire, pour « édifier son socialisme », de l'absence d'un « système socialiste mondial » !

Les attaques menées au Congrès aussi bien contre les Yougoslaves que contre le groupe « anti-parti » sont significatives du degré de solidité du régime de Khrouchtchev. Dans la mesure où la politique de Khrouchtchev consiste à réformer par en haut le régime bureaucratique sclérosé afin de lui insuffler une plus grande élasticité, une plus grande efficacité productive, et de briser son isolement des grandes masses, il ne peut pas permettre que les

## E. GERMAIN

## L'industrialisation des pays arriérés

## 1. LE FONDEMENT THEORIQUE DU PROBLEME

« La pauvreté engendre la pauvreté » : cette formule simple, devenue une platitude, résume encore toute la sagesse de la plupart des économistes sur ce sujet, qu'ils soient bourgeois ou marxistes. Ce qu'ils veulent dire, en termes marxistes, revient plus ou moins à ceci. Le retard économique signifie un bas niveau de productivité, un bas niveau de productivité découle en dernier ressort d'un bas niveau du capital fixe d'équipement et d'industrialisation. Mais l'industrialisation signifie (en régime capitaliste) l'accumulation du capital et en tous cas un plus grand excédent de production sociale. Plus un pays est pauvre, plus la part de sa production courante nécessaire (et à peine suffisante) pour maintenir la masse des producteurs à leur bas niveau de subsistance doit être importante. Ainsi plus un pays est pauvre, plus son taux d'accumulation du capital est bas, plus son excédent de production sociale est bas. Par conséquent, plus un pays est pauvre, plus son industrialisation est lente : la pauvreté engendre la pauvreté.

Nous allons nous reporter un moment à l'un des termes principaux de cette chaîne de raisonnement : « Plus un pays est pauvre, plus son excédent de production est bas ». Cette formule n'est correcte qu'en tant que généralisation historique dans son sens le plus large, c'est-à-dire, si par exemple, on compare une société purement féodale à un capitalisme industriel moderne. Elle cesse d'être vraie si l'on compare la pauvreté relative des sociétés contemporaines qui sont toutes plus ou moins les produits d'un développement combiné. Mais en tout cas, l'insistance classique du raisonnement concerne le côté « fourniture » de capital fixe d'équipement, non le côté « demande ».

Ce fut le mérite du professeur Nurkse (1), quelles que soient ses erreurs en admettant qu'il y a un faible surproduit social dans les pays arriérés, de changer cette insistance de façon décisive et de redécouvrir une vérité depuis longtemps connue des marxistes (par exemple, Lénine et Trotsky dans leurs écrits sur la Russie d'avant 1914), à savoir que le vrai cercle vicieux de la pauvreté fonctionne dans le sens contraire.

Ce n'est pas parce qu'un pays est pauvre qu'il manque de ressources financières pour s'industrialiser ; c'est parce qu'un pays est pauvre qu'il manque d'un marché qui fait de l'industrialisation une affaire profitable

du point de vue capitaliste. A cause de cette absence de marché, le capital (le surproduit social) est investi dans d'autres secteurs que l'industrie (le commerce, l'achat et la spéculation de valeurs immobilières, la thésaurisation ou paradoxalement l'exportation de capital). Par conséquent, le niveau de l'industrialisation reste bas, le niveau de production du travail reste bas, et le pays reste pauvre, ce qui signifie qu'il n'existe aucun stimulant pour l'entreprise industrielle privée. « La pauvreté engendre la pauvreté. »

Paul A. Baran, l'un des rares marxistes américains enseignant dans une Université (Stanford), trace, dans un livre récemment publié et en grande partie très valable, un tableau frappant du surproduit social dans les pays arriérés (2). Il mentionne la part énorme de la production agricole appropriée par les propriétaires fonciers et les usagers (couramment jusqu'à 50 % de la production agricole nationale dans bien des pays arriérés, et comme la production agricole représente elle-même plus de 50 % de la production nationale de ces pays, ceci traduit l'existence d'un surproduit social de l'ordre de 25-30 % de la production totale !). Il mentionne encore la part prélevée par le grand nombre d'intermédiaires entre la campagne et la ville, et en ville même, qu'il décrit justement comme une *lumpen-bourgeoisie*, formant un groupe social si important que, même s'il n'est pas composé d'individus aisés, il absorbe entièrement une fraction du revenu national. Enfin, il mentionne la part du gouvernement et celle des capitalistes indigènes, ainsi que celle des propriétaires étrangers de plantations, mines et autres entreprises, qui dans certains pays (par exemple la Rhodésie) représentent une fraction énorme du revenu national.

Nous pouvons par conséquent dire que le problème central n'est pas la création de ressources rendant possible l'industrialisation, mais bien la nouvelle répartition des ressources existantes en vue de l'industrialisation. Ou mieux, le problème est de créer des conditions sociales et économiques telles que cette répartition nouvelle soit possible. De telles conditions requièrent l'abolition de la domination coloniale, l'expropriation du capital étranger (au moins lorsque ce capital occupe déjà une place importante dans l'économie) et une révolution agraire radicale qui supprime l'appropriation et

même la classe des propriétaires fonciers usuriers-compradores. On peut y ajouter, comme loi historique générale, que la faible bourgeoisie industrielle locale devient aussi un obstacle sur la carte de l'industrialisation et doit être éliminée.

Cependant, une fois cette révolution sociale accomplie (comme par exemple par la Révolution d'Octobre en Russie, par la Révolution yougoslave de 1941-1946 ou par les moyens bureaucratique-militaires, avec mobilisation limitée des masses, dans les « démocraties populaires » de 1945-1948), le problème de la nouvelle répartition des ressources nationales en vue d'une rapide industrialisation n'est pas encore résolu. Au contraire, l'obstacle semble encore plus formidable qu'avant.

Car la révolution elle-même effectue une réallocation des ressources et le fait d'une manière bien particulière. Comme un pays arriéré est un pays principalement agraire, le destin de la révolution dépend du bon vouloir du paysan pour accepter le nouvel ordre des choses. Le paysan qui, pour citer Khrouchtchev, sait compter, n'acceptera le nouvel état de choses que s'il vit mieux qu'avant. Et il ne vivra mieux que si lui, paysan, doit donner à l'Etat et à la ville, sous forme d'impôts et de prix d'achat des produits industriels, une partie de son revenu plus petite que celle qu'il donnait auparavant au propriétaire foncier, à l'usurier et au marchand. En d'autres termes, le premier résultat économique de la révolution coloniale victorieuse est de diminuer le surproduit social ou d'en donner une partie aux petits producteurs agricoles.

Ce fait a été prouvé de manière empirique tant en Russie pendant la N.E.P. que dans les « démocraties populaires » sous les politiques variées de collectivisation lente. Partout, la paysannerie apparaît comme la principale, si ce n'est la seule classe de la société, qui augmente substantiellement son standard de vie après la révolution. Cette élévation du niveau de vie crée maintenant bien entendu un marché suffisamment important pour rendre possible une rapide industrialisation. Mais au moment même où le problème semble être résolu côté « demande », il ressurgit côté « approvisionnement ». Bien que le niveau général de vie de la paysannerie (jusqu'à 80 % de la population d'un pays arriéré) ne se soit que modérément élevé, cette élévation est suffi-

sante pour absorber non seulement la plus grande partie de l'ancien surproduit, mais encore la plus grande partie du nouveau surproduit en puissance, résultat de la première augmentation substantielle du niveau général de production et de productivité.

Il n'y a naturellement pas de paradoxe : le produit social étant composé du revenu des producteurs plus le surproduit, tout accroissement du premier a pour effet de diminuer ce dernier.

C'est pour cette raison que, traditionnellement, économistes bourgeois et marxistes étaient d'accord pour penser qu'il n'y avait que deux solutions à ce problème : soit une aide étrangère massive, soit une « accumulation primitive socialiste » (l'expression a été inventée par l'économiste soviétique Prébrogensky, qui a été temporairement lié à l'Opposition de gauche). Ou bien un pays industriel avancé fournit au pays arriéré une partie importante des ressources nécessaires à son industrialisation (sous forme de crédits massifs et bon marché, ou plus directement d'équipement de base, chemins de fer, navires, avions, habitations préfabriquées, sans oublier des techniciens et du personnel scientifique), ou bien le pays arriéré doit recourir à un abaissement important du niveau de vie de sa population, et avant tout de sa paysannerie, pour libérer les ressources nécessaires à son industrialisation. Les apologistes de la tragique expérience stalinienne d'industrialisation de cette sorte ont même ajouté le théorème : « Plus le pays est arriéré et l'industrialisation rapide, et plus l'abaissement de la consommation générale doit être important, et plus la dictature nécessaire pour forcer le peuple à travailler dans ces conditions doit être grande ».

Naturellement, Trotsky et les principaux économistes de l'Opposition de gauche (à savoir Rakovsky et Piatakov) n'ont jamais accepté ces théorèmes. Ils ont toujours souligné qu'un accroissement parallèle et harmonieux de la production et de la consommation des masses était la condition nécessaire à une industrialisation socialiste. Aujourd'hui, leur conception est largement admise, Tito l'a faite sienne. Les économistes polonais, tel Lange, l'ont formulée en termes non équivoques. Nous devons cependant essayer de trouver un fondement théorique à cet avis politique. C'est ce que nous nous efforcerons de faire en première esquisse dans cet article.

## 2. LA SOLUTION THEORIQUE DU PROBLEME

Dans le cadre d'un Etat ouvrier, le problème de l'industrialisation d'un pays arriéré implique des solutions pour chaque élément du processus de reproduction : fourniture du capital fixe d'équipement (par production et importation) ; fourniture régulière de matières premières ; accroissement du nombre et des qualifications des ouvriers industriels ; répartition appropriée du produit social entre l'industrie et l'agriculture et entre les deux secteurs de l'industrie, afin de prévenir les déséquilibres, les insuffisances et les goulots d'étranglement dans l'approvisionnement en produits alimen-

taires, en matières premières agricoles, etc. Tous ces problèmes sont interdépendants. Un approvisionnement inadéquat de produits industriels au village, par exemple, pourrait devenir une des principales raisons d'un ralentissement du développement de la production agricole, spécialement des matières premières agricoles pour l'industrie et par conséquent réduire le taux général de croissance de la production industrielle.

Nous ne nous intéresserons pas à tous ces problèmes ici, mais nous nous centrerons sur le plan principal, celui de la distribution adéquate de la production (ou du revenu)

(1) Ragnar Nurkse : Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries, p. 163, Oxford, Basil Blackwell, 1953.

(2) Paul A. Baran : The Political Economy of Growth, p. 308, New-York, Monthly Review Press, 1957.

sociale, à savoir celui du taux de l'accumulation.

La faute commise par les planificateurs stalinien lors des premiers plans quinquennaux et encore davantage — avec moins d'excuses pour les apologistes qui essayent de justifier aujourd'hui les erreurs qui s'ensuivirent — cette faute consiste dans la confusion entre taux *maximum* et taux *optimum* d'accumulation. Ou mieux : ces planificateurs sont partis de la conception fautive que le taux maximum d'accumulation est aussi le taux optimum, au moins dans une courte période.

Même si nous définissons le taux optimum d'accumulation d'un point de vue purement économique comme celui qui procure l'accroissement maximum du produit social dans une période donnée, cette identification est complètement fautive. Cela est d'autant plus faux qu'aucun marxiste ne peut donner une définition purement économique d'une notion aussi centrale. Il ne peut faire abstraction des forces de classe vivantes. Il ne peut jamais oublier qu'un taux d'accumulation qui crée la démoralisation du prolétariat par la faim, l'apathie politique, la tendance à désertir les usines et les villes, etc., ne peut en aucun cas être considéré comme « optimum » par les révolutionnaires de la classe ouvrière.

Toutefois, il est intéressant de battre les tenants du taux maximum d'accumulation sur leur propre terrain, à savoir les résultats purement économiques, en tonnes d'acier, de ciment, de charbon et de coton. Les racines de cette erreur se trouvent dans la conception absurde que la productivité du travail est indépendante du niveau de consommation des producteurs. Nous disons que cette conception est absurde non seulement à long terme, mais encore et surtout à court terme. Toute l'histoire de l'industrie moderne a démontré que le fléchissement si faible soit-il de la consommation des ouvriers, se traduit par une diminution de la productivité par tête. Et plus un pays est pauvre et son niveau initial de consommation bas, plus cette interrelation sera étroite.

On pourrait déclarer naturellement que ce fléchissement ne se traduit par une diminution de la production que si l'on se place dans le cas où le capital fixe, sur lequel travaillent les producteurs, reste inchangé. Il est évident que si l'on porte le taux d'accumulation à son maximum, c'est précisément dans le but d'accroître la fourniture et la qualité de l'équipement industriel de base. Si les ouvriers tendent à fournir moins d'efforts, parce qu'ils mangent moins et vivent dans les pires conditions, il n'en restera pas moins — toujours d'après eux — que cette diminution de la productivité par tête sera dix fois compensée par l'accroissement de productivité découlant de l'introduction de meilleures machines.

C'est là où notre conception du taux optimum d'accumulation devient on ne peut plus importante.

Supposons qu'avec un outillage industriel fixe donné, 1.000 ouvriers produisent pendant une période donnée une valeur de 1 million de dollars, alors que leur salaire réel est de 500 dollars par an (n'oublions pas que nous raisonnons sur des ouvriers

de pays arriérés !). Si nous doublons la valeur du capital d'équipement en l'espace de 3 ans, la production de ces ouvriers pourrait par exemple tripler et valoir 3 millions de dollars (première hypothèse), à condition que leur salaire réel n'ait pas changé ou même qu'il ait augmenté (3). Si toutefois, afin de doubler la valeur du capital d'équipement, nous réduisons d'abord le salaire annuel des ouvriers à 250 dollars par an, nous pourrions trouver une production finale de 1,5 million au lieu de 3 (deuxième hypothèse). Naturellement, la production s'est accrue, mais nous avons fait un gaspillage terrible de richesse. Par contre, si nous n'avions augmenté le capital d'équipement que de 50 % au lieu de 100 %, afin de laisser le salaire réel à son niveau antérieur ou même de l'augmenter d'un certain pourcentage, nous aurions pu obtenir une production finale de 2 millions au lieu de 1,5 (troisième hypothèse).

La première hypothèse est idéale ; elle présuppose la disponibilité de ressources plus ou moins illimitées pour un projet donné. La deuxième et la troisième essayent toutes deux de répartir des ressources limitées d'une manière donnée. La deuxième, celle du taux maximum d'accumulation, ne conduit pas au maximum d'expansion de la production. La troisième hypothèse, avec un taux d'accumulation plus faible que dans la deuxième, conduit à une plus grande expansion de la production dans des conditions données et représente par conséquent le taux optimum d'accumulation (ou la division optimale du produit social, du revenu social, etc.).

En fait, il n'est naturellement pas très facile de déterminer ce taux optimum. On ne peut le découvrir que par tâtonnements. Mais ce que nous devons comprendre dès le départ, c'est que dans un pays arriéré, où le standard de vie des ouvriers est généralement bas, le taux maximum ne peut jamais être le taux optimum ; c'est-à-dire qu'il se traduit toujours par un niveau de productivité en dessous du niveau correspondant à une mécanisation donnée et à un état donné de la qualification et du développement culturel de la classe ouvrière.

Nous pouvons ajouter que nous sommes encore en dessous de la réalité. Car une solution « purement économique » fait abstraction d'une sérieuse considération sociale, comportant d'importantes répercussions économiques. Toute tentative d'imposer un taux maximum d'accumulation se traduit par un abaissement du niveau de vie déjà bas. Comme les ouvriers n'acceptent pas cela

(3) Pour laisser de côté ces calculs compliqués de production de valeur, nous pouvons assumer que ces ouvriers produisent quelque rare équipement industriel, dont le besoin reste non satisfait même si la production décuple, de sorte que tripler la production signifie tripler la valeur produite, la productivité moyenne sociale du restant restant inchangée hors de ce secteur. L'hypothèse est irréaliste seulement apparemment ; en fait dans les stades initiaux de l'industrialisation, la plupart des entreprises d'industrie lourde opèrent précisément dans de telles conditions.

sans résistance — même passive — il est nécessaire de les ramener à la chaîne de production par la force et de les y maintenir par une surveillance constante. Pour atteindre ce but, il faut mettre sur pied une énorme armée de gendarmes, de bureaucrates et de surveillants de toutes sortes, généralement entretenus à un niveau de substance bien au-dessus de celui auquel se trouvent contraints les producteurs.

Mais ceci à son tour signifie un accroissement notable de la consommation improductive dans la société, diminuant par conséquent la fraction de produit social utilisable pour l'accumulation productive.

Un « taux d'accumulation maximum » n'est « maximum » que si nous « oublions » l'énorme gaspillage qu'il comporte ; en fait, il peut être plus bas, au bout d'une décennie, qu'un niveau permettant un accroissement de la consommation des ouvriers, qui par là même aurait accru beaucoup plus vite la productivité sociale moyenne et qui aurait permis à la société de réduire grandement la part réservée à la consommation improductive des policiers, avec ou sans uniforme.

Afin de montrer au lecteur que ces considérations ne sont pas purement théoriques, nous nous limiterons à un seul exemple, mais décisif et révélateur. Il y avait en 1928, 3,1 millions d'ouvriers et d'employés (non compris les techniciens et les ingénieurs diplômés d'Université) dans l'industrie soviétique. Pour l'achèvement du premier plan quinquennal, les chiffres établis à ce moment estimaient à 4,1 millions d'ouvriers et d'employés la main-d'œuvre nécessaire à la réalisation des objectifs de production (c'est-à-dire une augmentation de 1 million, soit 33 %). En fait, en 1932-1933, sans que tous les objectifs du premier plan quinquennal aient été atteints, 6,7 millions d'ouvriers et d'employés travaillaient dans les usines soviétiques, ce qui représente un accroissement de plus de 110 % sur les chiffres de 1928 et de 65 % sur le nombre de travailleurs prévu par le plan ! Ce qui aurait dû être produit par 4 millions d'ouvriers a nécessité 6,7 millions, ce qui signifie que la productivité par tête était de plus de 50 % inférieure à celle prévue par le plan. Le taux maximum d'accumulation était loin de l'optimum, loin de porter la production sociale à son maximum.

Nous comprenons maintenant à quel point avaient tort ceux qui excusent la variante stalinienne d'industrialisation par l'argument que, de toute manière, le danger de guerre grandissant, la faiblesse du pays et son encerclement hostile rendaient nécessaire une industrialisation aussi rapide que possible (4). En réalité, nous essayons de

(4) Les apologistes de ce cours « oublient » aussi que Staline s'opposa à une augmentation rapide du taux d'accumulation entre 1924 et 1927, qu'ainsi quatre années furent perdues, et que la division du fonds d'accumulation du premier plan quinquennal sur la période 1924-1932 au lieu d'avoir été concentré en 4 ans, aurait permis de réaliser exactement les mêmes projets en coûtant beaucoup moins de peines, de sacrifices et... de perte de productivité des ouvriers et des paysans.

prouver qu'un taux maximum d'accumulation engendre une croissance économique de loin moins rapide qu'un « taux optimum ». C'était le point sur lequel Trotsky, Rakovsky et les autres critiques marxistes de la politique économique de Staline n'ont cessé d'insister entre 1928 et 1940 et les faits ont depuis complètement confirmé la validité de leur critique.

Il est intéressant de noter que le Professeur Baran, emporté par son élan théorique, parvient à une thèse tout à fait semblable à la nôtre, lorsqu'il écrit :

« Tandis que la maximisation des taux de croissance — si telle est l'exigence de la situation concrète — est identique à une minimisation [?] de la consommation courante (ou, réciproquement, une maximisation du surplus économique), il serait erroné d'égaliser une telle minimisation de la consommation conduisant à la croissance la plus rapide à sa réduction à des niveaux les plus bas. Etant donné le rapport évident qui existe entre les standards de consommation et la capacité et la volonté de travailler de la part de la population, un minimum de consommation compatible avec un maximum de production (et de croissance) peut et, dans la plupart des pays sous-développés, doit exiger un accroissement plus ou moins substantiel du standard de consommation existant. Etant donné une faible production initiale et, par conséquent, des possibilités limitées pour un tel accroissement, celui-ci devra être différencié... En conséquence, bien qu'on puisse tout d'abord penser que la maximisation des taux de croissance demande de remettre dans l'économie toutes les augmentations de production résultant des investissements courants, en fait une certaine division de ces augmentations de manière à augmenter à la fois les investissements et la consommation peut être la méthode la plus effective et même la seule possible pour atteindre la plus grande augmentation possible de la production. » (Op. cit., p. 270.)

Toutefois, dans un passage décrivant concrètement la politique stalinienne d'industrialisation de la période 1928-1937, le professeur Baran ne peut se débarrasser de sa vieille peau apologétique et nous nous trouvons en présence de diverses platitudes telles que le « danger de guerre » qui rendit nécessaire un « rythme rapide » de l'industrialisation, etc. Le professeur Baran tente même de nous faire croire que les « inconvénients » causés par la tentative désespérée de maximisation du taux d'accumulation ne furent que de courte durée. C'est pourquoi il cite commodément les chiffres de la récolte de 1937, sans ajouter que ces chiffres restent exceptionnels non seulement pour la période 1928-1940, mais même pour la période 1928-1953, si nous prenons en considération l'augmentation du territoire et de la population de l'U.R.S.S. ! Il oublie aussi d'ajouter que le cheptel soviétique pendant 25 années tomba au-dessous du niveau de 1928, et que nous avons eu à attendre jusqu'à 1956 (!) pour trouver un nombre de vaches laitières égal à celui de 1928 (ce qui ne signifie pas égal par tête de la population soviétique, étant donné l'importante augmentation pendant ce quart de siècle). Il est

impossible de jeter un voile sur le terrible prix que l'économie soviétique a eu à payer pour la tentative de Staline de « maximiser » le taux d'accumulation en diminuant brutalement le niveau de consommation des ouvriers et des paysans.

### 3. UN A-COTE THEORIQUE INTERESSANT

Jusqu'à présent, nous avons toujours considéré la croissance économique et l'industrialisation comme un résultat de l'augmentation dans la fourniture réelle d'équipement de capital fixe, de machines, de constructions, de centrales énergétiques, etc. Mais le professeur Nurkse a fait une autre contribution importante à la théorie de l'industrialisation de pays arriérés, en concentrant l'attention sur une des caractéristiques les plus frappantes de l'état arriéré : la surpopulation rurale.

Ce phénomène était évidemment connu depuis longtemps des économistes et notamment des marxistes. Il y a plus d'un demi-siècle, Lénine et Trotsky firent de cette surpopulation rurale et de la pression qu'elle exerce sur la terre et la rente foncière un des principaux maillons dans la chaîne des arguments expliquant l'état arriéré : la préférence donnée par les capitalistes à l'achat de terres sur les investissements industriels, la rente foncière accordant un revenu moyen plus grand que les profits industriels.

Mais tandis que le problème de la surpopulation rurale a toujours été considéré du point de vue d'une fourniture aisée de main-d'œuvre pour l'industrie urbaine, le professeur Nurkse a maintenant souligné un nouvel aspect, fortement important, de ce problème. La croissance économique, dit-il, est essentiellement un accroissement de la productivité moyenne du travail. Aucun marxiste ne disputera cette définition. Mais dans un pays qui a une énorme population de paysans sous-employés (il serait plus correct de dire : d'habitants des villages), il n'est pas nécessaire de commencer avec d'énormes investissements de capitaux pour réaliser un accroissement substantiel dans la productivité moyenne du travail.

Car qu'est donc le sous-emploi si ce n'est le fait que, dans de tels pays arriérés, la moitié ou les deux tiers de la population, vivant au village, ne travaillent réellement que 150 ou 200 jours par an ! (5) Le reste de l'année, ils ne font rien. Or, s'il était possible de leur donner quelque chose à faire pendant le reste de l'année, quelque but productif qui ne nécessite pas un énorme équipement fixe, leur production annuelle et ainsi leur productivité annuelle augmenteraient considérablement. En fait, tout en ne faisant rien, ils continuent à manger. Il suffirait de leur donner un peu plus à manger, tout en les mettant au travail, pour pouvoir traiter la plus grande partie si ce n'est tout l'accroissement de leur production comme un surplus de produit social, comme un fonds social d'investissement. Et une fois que ce surplus de produit a été

(5) Le premier plan quinquennal de l'Inde estimait le nombre des adultes mâles sous-employés dans l'agriculture indienne au chiffre vertigineux de 70 millions !

créé, la base est posée pour une industrialisation sur une grande échelle, non en abaissant mais en augmentant le standard de vie de la population travailleuse, du moins en termes réels (6).

A première vue, il semble y avoir plusieurs « pièges » dans cette ligne de raisonnement, mais le professeur Nurkse les réfute adroitement l'un après l'autre. Comment est-il possible, pouvons-nous demander, de donner une énorme quantité de travaux nouveaux à la campagne surpeuplée si la terre est déjà pleinement occupée ? Il y a à cela différentes réponses. Tout d'abord il n'y a pas de pays sous-développés dans le monde, pas même l'Indonésie, où la terre soit « pleinement occupée » d'un point de vue économique. Il existe partout des possibilités d'augmenter la production agricole par l'enrichissement et l'irrigation opérés au moyen de méthodes relativement peu coûteuses (depuis l'enlèvement à la pelle de la boue des rivières pour les employer comme engrais jusqu'au creusement de milliers de petits canaux, le percement de milliers de puits d'eau cimentés, etc. (7)).

Le professeur Nurkse n'ajoute pas, mais nous pouvons le faire à sa place, que ces travaux ne sont pas limités par les conditions naturelles, mais par les conditions sociales aussi longtemps que la propriété foncière et le capitalisme n'ont pas été renversés. Pour ouvrir ces possibilités énormes et relativement « bon marché » à la grande masse des paysans sous-employés, il faut trouver des moyens — des moyens de concentrer les fournitures alimentaires pouvant aller sur le marché dans les mains d'autorités centrales ou de coopératives de paysans ou des deux, des moyens de concentrer les paysans eux-mêmes, des moyens de planifier ces milliers de projets locaux d'une manière telle que leurs résultats soient partagés entre les producteurs eux-mêmes et la communauté et non épongés par des propriétaires fonciers, des usuriers, des gens de marché noir, des compradores ou des capitalistes.

Nous verrons plus loin que ces préconditions sociales sont de toute importance pour le succès de ces expérimentations. Une autre question qui se soulève est celle de l'équipement. Le professeur Nurkse

(6) En monnaie, bien entendu, une production agricole accrue pourrait signifier, dans des conditions de monnaie stable, des prix agricoles plus bas et même un plus faible revenu monétaire des paysans. Mais cela n'aurait pas de conséquences si, en même temps, un flot constant de biens de consommation industriels, à des prix diminuant, était dirigé vers les villages.

(7) En Inde, 15 % seulement de la terre arable sont irrigués, en Chine 45 % seulement.

(8) En monnaie, bien entendu, une production agricole accrue pourrait signifier, dans des conditions de monnaie stable, des prix agricoles plus bas et même un plus faible revenu monétaire des paysans. Mais cela n'aurait pas de conséquences si, en même temps, un flot constant de biens de consommation industriels, à des prix diminuant, était dirigé vers les villages.

(9) En Inde, 15 % seulement de la terre arable sont irrigués, en Chine 45 % seulement.

saît évidemment très bien que des millions de paysans sous-employés et sous-alimentés ne peuvent pas commencer à « produire » un surproduit social les mains nues. Sa solution est simple : a) importer une grande quantité d'outils simples à bon marché ; b) leur faire produire eux-mêmes ces outils :

« Les travailleurs des investissements, avant qu'ils commencent à construire une pièce de capital fixe telle qu'une route pourraient après tout « s'asseoir et faire les outils primitifs les plus nécessaires avec leurs propres mains, en partant si nécessaire de ce qu'ils trouvent. Ils pourraient faire leurs propres pelles, brouettes, chariots, cales et d'autres choses pour les aider à construire la route. » (P. 44.)

Comme nous le verrons, c'est précisément ainsi que les communistes chinois ont conçu « l'accélération » de leur « révolution interrompue » en 1957-1958 !

Mais il reste une troisième difficulté, une difficulté formidable. Un pays sous-développé est caractérisé par de très bas niveaux d'existence, notamment en fournitures alimentaires à la campagne. Le sous-emploi signifie que les paysans qui travaillent doivent partager leur maigre pitance avec leurs fils, neveux ou oncles pratiquement inemployés qui vivent avec eux. Or, toute la théorie de ce « fonds d'accumulation caché dans le sous-emploi » tourne autour de la stabilité de la consommation paysanne. Si les paysans qui travaillent augmentent leur consommation alimentaire à partir du moment où leurs fils, neveux et oncles sont mobilisés pour construire des tranchées d'irrigation, des puits d'eau et des routes, alors le problème de nourrir ces ouvriers nouvellement employés apparaîtra évidemment. Il y aura un déficit de la balance alimentaire du pays et l'augmentation en richesses réelles créées par les produits de ces ouvriers peut être éliminée entièrement par la nécessité d'importer un supplément de produits alimentaires.

Le professeur Nurkse expose admirablement ce problème. Mais il ne le résout pas adéquatement car des formules quelque peu sinistres telles que « il faut faire l'économie » ne sont pas des solutions. Il tente d'introduire une différence entre des pays à forte densité et à faible densité de population. En fait la solution qu'il indique pour les pays à faible densité de population s'applique à tous : la quantité supplémentaire d'ouvriers doit être employée de telle manière à rendre possible, entre autre chose, un accroissement substantiel de la production agricole. Toute autre solution imposerait le processus de croissance à la paysannerie sous diverses formes d'« économies forcées » et nous serions alors à nouveau en face du vieux problème de mesurer les résultats négatifs d'un tel déclin dans le niveau d'existence.

Est-il possible d'augmenter substantiellement la production agricole dans les pays arriérés ? Oui, évidemment. Et c'est là que le professeur Nurkse commet sa plus importante erreur, quand il minimise ou même exclut cette possibilité dans les pays à population dense. En fait, deux des pays arriérés les plus densément peuplés, l'Inde et la Chine, sont les plus susceptibles de

mobiliser le plus grand « fonds d'accumulation » à partir d'un fort accroissement de la production agricole.

Car si nous regardons de plus près ces divers « projets d'investissement locaux à bas prix », rendus possibles en utilisant les populations du village sous-employées, nous trouvons que presque tous ces projets tendent à augmenter la productivité agricole. L'irrigation, la régularisation des rivières locales, le contrôle des fleuves, la construction des routes, des fonderies de fer locales, la fabrication d'instruments agricoles d'un style plus moderne quoique toujours simple, des industries de construction locales aidant les paysans à construire de meilleures maisons pour eux, ou des étables ou de meilleures étables pour leur bétail — tous ces projets tendent à préparer de plus grandes récoltes. Qui plus est, ils permettent d'avoir des résultats presque immédiats en élevant les niveaux de vie à la campagne. Ils permettent ainsi la mobilisation d'une grande partie — et d'une partie croissante — du surproduit accru, à des fins de croissance économique nationale. S'ils sont mieux nourris, mieux habillés, mieux logés, les fils, neveux et oncles des paysans travailleurs travailleront sans résistance la seconde année à des routes provinciales et nationales, et pas seulement à des routes locales. Ils construiront sans résistance des fonderies locales pour fabriquer non seulement des instruments agricoles, mais un outillage de toute sorte, c'est-à-dire des moyens de production. L'impulsion initiale aura été donnée. En « construisant » la conception du professeur Nurkse dans notre solution théorique générale et en la corrigeant dans ce sens, nous aurons un tableau plus clair des possibilités de commencer l'industrialisation d'un pays arriéré, sans (avoir assez d') aide étrangère et sans abaisser le niveau de vie de la population travailleuse.

Nous voudrions souligner un avertissement : la mise au travail du chômeur du village à des projets d'investissement locaux n'est pas une panacée pour résoudre l'industrialisation de pays arriérés. C'est seulement un moyen relativement bon marché pour donner à l'industrialisation une poussée initiale. Si l'on n'établit pas un juste équilibre entre les projets d'investissement locaux « à bas prix », et les projets d'industrialisation « moderne » « à prix élevé », l'économie se trouvera rapidement dans les difficultés classiques de la Russie soviétique pendant la N.E.P.

Des industries locales, construites avec une technologie ancienne et un équipement fabriqué localement, ont une faible productivité. Aussi longtemps qu'elles sont un supplément absolu à la richesse nationale et une école de technique et d'habitudes industrielles qui rendent plus aisée la transition du paysan vers l'usine moderne, elles sont d'une importance énorme. Mais à partir du moment où la productivité dans l'agriculture commence à s'élever rapidement, le phénomène bien connu des ciseaux apparaîtra. Les prix agricoles tomberont par comparaison avec les prix des (rares) biens de consommation industriels et des moyens de production. En même temps, la paysannerie accumulera de l'argent et demandera des

produits industriels meilleur marché. Il y aura un risque politique d'aliéner la paysannerie au régime ouvrier : il y aura le danger économique d'un refus artificiel ou même d'une diminution du surplus agricole. Le fonds d'investissement mobilisé par la mobilisation volontaire du chômeur rural

#### 4. L'APPROCHE PRAGMATIQUE EN INDE

Les auteurs du premier Plan quinquennal de l'Inde connaissaient-ils et comprenaient-ils la théorie du professeur Nurkse ? Ils ne l'ont montré par aucun signe. Mais c'est un fait que, suivant une théorie de vieille date, très chère aux économistes bourgeois, ils ont concentré les efforts dans le plan sur l'agriculture, et introduit le trait nouveau de milliers de projets de « développements de communautés locales ». Dans une estimation générale récemment publiée sur les problèmes de la croissance économique de l'Inde, le Dr D.K. Rangnekar écrit à ce sujet :

« *Projet de communauté* » est une description générale de plusieurs aspects de développement rural ayant comme objectif général de transformer l'agriculture et d'initier une révolution sociale [?] dans les 560.000 villages. Avec l'aide d'un Service d'Extension Rurale formé de travailleurs du village éduqués, les projets de communauté cherchent à amener de nouvelles méthodes, de nouvelles idées et une connaissance nouvelle dans presque chaque aspect de la vie du paysan. On espère que le résultat de ce programme se fera sentir dans les communications routières, l'éducation scolaire, le logement et l'hygiène, les récréations et les jeux communautaires, les méthodes et les techniques agricoles, un emploi supplémentaire ou plus complet (dans des métiers villageois et d'autres services commerciaux et professionnels). Les villageois eux-mêmes ont à construire et à édifier, à changer et à s'améliorer, en tant que communauté. L'objectif est de galvaniser toute la population rurale dans une activité sur une base volontaire sous la direction et avec l'assistance de l'Etat. » (8)

Nos camarades indiens nous montreront bientôt quelle est leur estimation finale du premier Plan quinquennal. Mais il n'y a aucun doute qu'il a été un échec complet. Dans le domaine industriel, le développement a été très lent, en fait plus lent que dans des pays coloniaux tels que la Rhodésie ou le Congo belge. Le problème du chômage rural n'a même pas été effleuré. Quant à l'agriculture, bien qu'il y ait eu un certain accroissement dans le domaine de la production de grains, elle a à peine été au niveau de l'accroissement de la population. Par tête, la production alimentaire est tombée d'un indice moyen avant guerre de 100 à 87 en 1947-1948, 85 en 1948-1949, 84 en 1950-1951, et 82 en 1951-1952, et est restée approximativement à ces niveaux en 1954. En ce qui concerne les rendements

(8) D.K. Rangnekar, « *Poverty and Capital Development in India* » (Oxford University Press, 1958), p. 70.

doit être transformé en équipement fixe moderne, prêt à fournir des biens industriels bon marché à la campagne. Des aciéries modernes remplaceront progressivement les fonderies locales. Les deux processus, entrelacés au début, se dissocieront : les projets locaux à faible productivité disparaîtront.

moyens par acre et la productivité agricole, le bas niveau d'avant-guerre a été à peine maintenu, malgré des dispositifs d'irrigation à objets multiples énormes et extrêmement coûteux. Quant à la « révolution sociale » au village, il suffit de dire que les dépenses prévues pour les services sociaux :

« *s'élèvent à moins d'une roupie [environ 20 cents U.S.A. ou 100 francs] par tête [et pour cinq années !] de la population. Et avec cette somme incroyablement maigre de moins d'une roupie par tête on espérait assurer l'éducation, les hôpitaux, les dispensaires, les services communautaires, etc., qui tous faisaient effroyablement défaut. Dans l'année initiale du Plan, 1950-1951, il y avait par exemple un dispensaire rural pour environ 105 villages et 56.400 personnes ; à la fin du Plan il n'y aurait qu'un faible changement : un dispensaire servirait à environ 95 villages et 54.000 personnes* » (Ibid., pp. 82-83).

Quelles sont les raisons de cette faillite lamentable ? Elles ne doivent pas être cherchées dans le fait qu'une grande partie du fonds d'accumulation est allée à l'agriculture, bien qu'il semble que l'équilibre d'un développement sain ait été détruit aux dépens de l'industrie dans ce premier plan (le deuxième plan détruit l'équilibre aux dépens de l'agriculture, mais c'est une autre histoire). Les causes réelles de cette faillite sont doubles : un fonds d'accumulation inadéquat d'une part, les conditions sociales dans les villes et notamment dans les villages qui rendent même impossible une utilisation adéquate de ce fonds d'accumulation inadéquat d'autre part.

Pendant le premier plan quinquennal, les « investissements » (dans le sens économique bourgeois, c'est-à-dire y compris la formation de stocks) n'était que de 7 % du revenu national et la formation de capital fixe que de 4 à 5,5 % du revenu national (ibid., p. 231). Comme le Dr Rangnekar le déclare lui-même, on considère qu'un taux de formation de capital domestique net de 15-16 % est le minimum nécessaire pour un développement économique rapide (ibid., p. 281). Non seulement on ne s'est pas approché de ce taux, mais l'augmentation relativement faible du revenu national dans la période de 5 ans, estimée à 18 % (soit 3,5 % par an) a été annulée par l'accroissement de la population et l'augmentation de la consommation (des classes sociales les plus avantagées, ajouterons-nous). Il n'y a pas eu d'accroissement perceptible du taux d'accumulation pendant la période de 5 ans même.

Ce bas niveau d'accumulation a bien sûr essentiellement des racines sociales. Ce n'est pas tant une question de manque de res-

sources que d'un manque de mobilisation et de réallocation des ressources existantes. Le Dr Rangnekar évite soigneusement de faire cette observation, mais il donne lui-même tous les faits qui convergent dans cette direction. Il indique par exemple (p. 224) qu'au moins 500 millions de roupies par année sont dépensées pour importer et théoriser de l'or. Ceci, dit-il, est « seulement » 0,5 % du revenu national, ce qui donne le pourcentage d'augmentation des investissements si un contrôle social faisait disparaître cette coutume. Mais le véritable chiffre doit être celui du total de l'or privé thésaurisé en Inde, qui est estimé à 50 ou 60 fois ce chiffre. Cela aurait ainsi permis de doubler au moins le fonds d'accumulation (le total des investissements nets pendant les 5 ans étant estimé à 30 milliards de roupies). Et la croissance économique rapide de la Chine fut rendue possible précisément grâce à un taux d'accumulation double de celui de l'Inde.

Les réserves d'or ne sont qu'un exemple. Un autre est celui de l'écrémage de l'augmentation de la productivité agricole par les propriétaires fonciers et les usuriers.

« *La même classe des agriculteurs qui a profité du récent changement dans les prix semble avoir commencé ou accru les opérations de prêts, vraisemblablement en conséquence des nouvelles restrictions législatives contre les usuriers professionnels... On sait que le rendement de telles opérations est formidablement élevé, variant probablement entre 12 et 40 %, et atteignant dans certains cas peut-être 100 % et plus* » (p. 55).

Il est difficile d'évaluer la partie du produit agricole qui est appropriée par la classe des usuriers-propriétaires fonciers et enlevée au fonds d'accumulation. Mais on peut considérer que ce pourcentage est très élevé :

« *Des loyers en argent n'étaient pas très communs, mais où cette pratique existait ils étaient extrêmement élevés. La pratique la plus courante consistait dans le partage de la récolte. Le propriétaire foncier recevant environ la moitié de la récolte pour avoir fourni la terre et les semences, et parfois plus... Là où le propriétaire fournit le bétail ainsi que les instruments en même temps que la terre et les semences, il reçoit*

40 à 60 % et même 80 % [!] de la récolte. » (P. 59.)

Nous n'avons aucun doute que ce problème de la réforme agraire à peine entamée est la clef de l'insuffisance à la fois du fonds d'accumulation et de la productivité agricole :

« *Les formes non satisfaisantes de la structure agraire, reflétées dans la mauvaise distribution de la propriété de la terre, l'insécurité de la ferme et les fermages élevés, les dimensions non économiques des fermes et la fragmentation des parcelles, tendent par diverses voies à empêcher les investissements. Le système existant réduit les niveaux de vie au-dessous du niveau qui peut être atteint même avec les méthodes de fermage existantes. Il empêche les investissements à la fois en réduisant le fonds du fermier pour l'investissement, et les stimulants au développement de la production.* » (Ibid.)

Il est inutile de dire que ce cercle vicieux de la pauvreté se complète par le fait que cette misère extrême de la grande masse des paysans ôte tout stimulant au développement d'une forte classe de capitalistes industriels, pourvoyant un large marché intérieur d'une masse de biens de production. La pauvreté n'engendre pas seulement la pauvreté, elle engendre aussi l'état arriéré !

Le problème peut être ramené à une seule formule : le premier plan quinquennal a échoué non parce que la priorité a été donnée au développement agricole, mais parce que le système compradore-usurier-propriétaire foncier rend impossible la mobilisation d'un grand fonds d'accumulation et la mobilisation des chômeurs ruraux (conditionnée par une rapide élévation de leur niveau de vie). L'Inde est en train de perdre sa lutte pour l'industrialisation parce qu'elle n'a pas encore accompli sa révolution sociale fondamentale. Et lorsque le second plan quinquennal a tenté d'élever substantiellement le taux d'accumulation, il est devenu totalement dépendant de crédits étrangers, a conduit à un épuisement rapide des réserves de sterling faites pendant la guerre, le gouvernement indien a été obligé d'abaisser ses objectifs ambitieux aussitôt qu'il est devenu évident que l'aide étrangère serait inférieure à ce qui était espéré.

#### 5. L'APPROCHE PRAGMATIQUE EN CHINE

Dans une comparaison entre l'industrialisation de l'Inde et celle de la Chine, Wilfred Malenbaum, dans *The Journal of Political Economy* (février 1956), déclare que le fonds d'accumulation de la Chine était plus ou moins égal au double de celui de l'Inde (14 milliards de dollars pour le premier Plan quinquennal en Chine, contre 7 milliards pour le premier Plan quinquennal en Inde). Les deux chiffres ne sont pas entièrement comparables, mais donnent une idée approximative de la différence. Malenbaum ajoute aussitôt que la charge fiscale par tête en Chine est également double de celle en Inde. Une différence tout à fait impressionnante, dit l'auteur ; il n'oublie qu'une bagatelle : le fait que plus de 70 % de la population indienne sont composés de

paysans, qu'une forte proportion de ceux-ci est formée de fermiers, et que ces fermiers payent une rente foncière moyenne énorme de près de 50 % de leurs récoltes. C'est ce pourcentage qu'il faut comparer avec la charge fiscale de 15-20 % dans le produit net de l'agriculture chinoise, et non pas, évidemment, le seul 1 % du produit agricole net « imposé » du paysan indien moyen.

La faiblesse des impôts en Inde ne profite pas aux paysans qui vivent au niveau du maintien de leur existence. Elle profite aux propriétaires fonciers-usuriers qui sont la seule vaste classe possédante au monde qui ne paye pratiquement pas d'impôt sur le revenu. Ceci aussi explique pourquoi le fonds d'accumulation en Chine peut être le double de celui de l'Inde.

C'est la révolution sociale totale accomplie en Chine qui crée les conditions favorables pour une croissance économique et une industrialisation rapide. Mais en Chine comme en Inde, les dirigeants stalinien ont abordé le problème d'une manière pragmatique. Et le pragmatisme en Chine fut largement déterminé par l'exemple soviétique. Le Premier Plan quinquennal, dans sa première version, avec sa forte insistance sur « la priorité pour l'industrie lourde » imposa sans aucun doute de sérieux sacrifices aux masses travailleuses. Les statistiques officielles chinoises (« Peking Review », n° 6, 8 avril 1958) établissent que la consommation par tête s'éleva de 18 % entre 1952 et 1956, soit de 4,4 % par an. Mais, c'est en monnaie et non en termes réels, et l'augmentation est inégalement répartie entre les différentes régions et les différentes couches sociales dans ce grand pays. Le fonds d'accumulation total a été rapidement augmenté et s'éleva (selon les calculs officiels chinois) de 18,2 à 22,5 % du revenu national (ceci inclut l'accumulation improductive).

Sous le fardeau de cette tentative erronée de « maximiser » le fonds d'accumulation et sous l'influence d'inondations et d'une très mauvaise récolte, l'année cruciale 1956 aboutit aux phénomènes bien connus de la déformation économique (9). Pour atteindre les objectifs du plan, l'industrie ne devait employer pas moins de 2,2 millions d'ouvriers supplémentaires. Le fonds nominal des salaires s'éleva de 29 %, créant des tendances inflationnistes et des réductions réelles dans le pouvoir d'achat des ouvriers. L'explosion de critiques contre la politique économique du gouvernement pendant la courte période des « cent fleurs » dans l'automne 1956 fut générale.

Le régime fit alors un tournant. Il abattit le couvercle politique, mais fit de l'année 1957 une année de transition à accumulation ralentie. Le taux d'accroissement dans l'accumulation fut rigoureusement contrôlé ; en fait le total des investissements en 1957 fut inférieur à celui de 1956. En même temps, les premiers grands projets industriels commencèrent à donner des résultats. L'attention fut concentrée sur l'agriculture. A ce moment, et d'une manière pragmatique, le régime de Mao-Tse-Tung commença à pomper fortement dans « le fonds d'accumulation de réserve caché dans le chômage rural ». Il mobilisa la paysannerie dans l'hiver 1957-1958 pour des milliers de projets d'irrigation provinciaux et locaux. Au total, plus de 11 millions d'hectares de terre sèche furent ouverts à l'agriculture irriguée. De 1957 à 1962, le pourcentage de terre irriguée en Chine devrait passer de 46 à 66 %.

Quelques auteurs ont évalué l'importance de ce travail d'irrigation — « financé » presque exclusivement par la nourriture avec laquelle les paysans furent alimentés — à 6 milliards de yuan, c'est-à-dire une augmentation de 35 % sur un fonds d'accumulation productive estimé à 18 milliards de yuan pour 1958. Mais les résultats productifs de ces investissements, directement par une production agricole constamment

(9) L'épuisement des crédits russes peut aussi avoir quelque rapport avec cela.

accrue, et indirectement par l'augmentation du niveau de vie, de la productivité et de la volonté de travail du paysan chinois, seront bien sûr énormes.

Au printemps de 1958, cette première mobilisation des chômeurs ruraux fut suivie par une nouvelle application gigantesque de la théorie du professeur Nurkse : le mouvement d'« accélération » de la révolution chinoise. Dans des milliers de villages, des petites industries locales furent construites presque sans qu'il en coûtât au fonds central d'accumulation. Les paysans « s'assirent et firent leurs instruments de leurs propres mains ». Cet énorme mouvement fut accompagné de la création des dites « communes du peuple ». Les résultats semblent être vertigineux : le double de la production d'acier en une année, et même le double de la récolte de grains dans le même temps.

Les résultats de ce mouvement ont été soumis à une appréciation critique ailleurs dans notre revue (10). C'est une déformation monstrueusement criminelle d'appeler « communisme » cette répartition égale de la pauvreté ; elle est, évidemment, beaucoup plus près du communisme de guerre que de la commune, le but que Marx et Engels donnèrent au stade final de la société socialiste, dans l'abondance et avec la disparition du « gouvernement des hommes ». La « commune du peuple » au contraire pousse le « gouvernement des hommes » au plus haut niveau imaginable : elle établit une complète militarisation du travail (11). Les ouvriers et les intellectuels des villes incluses dans les « communes du peuple » qui ont maintenant à partager leurs logements et même quelques-uns de leurs biens de consommation durables (tels que bicyclettes, machines à coudre, etc.) avec la population des campagnes ne montreront pas de grand enthousiasme pour ce mouvement.

Mais, d'autre part, il serait complètement erroné de comparer ce « mouvement d'accélération » à la collectivisation forcée de Staline. Il y a une énorme différence entre eux. Quand il entra dans le kolkhoz, le paysan russe de 1932-1933 se trouvait dans une situation pire qu'avant ; en adhérant à la « commune du peuple » le paysan chinois encaisse immédiatement le dividende (ou au moins une partie de celui-ci) des énormes projets d'investissements « à bas prix » des derniers douze mois sous la forme d'une nourriture plus abondante et meilleure, de plus de vêtements meilleurs, de plus de logements meilleurs. Le mouvement d'« accélération » ne fut possible que parce qu'il comporta un grand et immédiat accroissement de la production agricole, un accroissement immédiat quoique modéré du niveau de vie de la paysannerie. Là où Staline

(10) *Q.I.*, novembre 1958 et janvier 1959.

(11) Victor Zorsa a jugé bon de dire dans le Manchester Guardian que « Mao a pris le manteau de Trotsky » en militarisant le travail. Nous avons déjà expliqué longuement la déformation historique des faits concernant les conceptions de Trotsky de 1920-1921 sur la main-d'œuvre, dans une polémique avec Isaac Deutscher qui a paru dans Quatrième Internationale.

connut sa plus grande faillite, Mao semble remporter des succès, modérés ou sensationnels suivant le crédit que l'on accorde aux chiffres de la récolte courante (12).

Ce succès durera-t-il ? Tout dépendra du taux de croissance de la productivité dans le travail agricole. Déjà aujourd'hui des plaintes se produisent dans la presse chinoise que des paysans désertent les champs afin de travailler dans les projets industriels locaux. Les projets d'irrigation et de défriement de terres doivent fournir une augmentation de la productivité du travail telle qu'elle puisse libérer une partie considérable de la population des villages pour les « projets d'investissements ». Sinon, la paysannerie sous-employée pourrait devenir suremployée, c'est-à-dire écrasée par un allongement dangereux de la journée de travail. On entend déjà maintenant des histoires selon lesquelles un seul dimanche par mois (1) est un jour de repos dans les nouvelles usines « accélérées ». Les résultats négatifs de telles pratiques sur la productivité du travail seraient terribles, notamment si elles étaient « normalisées » et duraient quelques années. Et tout déclin dans la production agricole aurait des effets désastreux sur la croissance économique générale, comme ce fut le cas en Russie pendant le premier Plan quinquennal et une partie du deuxième Plan quinquennal.

Les planificateurs chinois devront se restreindre après le grand exploit de 1958. Pourront-ils le faire et écouter les murmures de mécontentement parmi les travailleurs ? Nous le saurons bientôt. Mais quels que

(12) Il est probable que l'augmentation réelle de la production agricole n'a pas été de 100 % mais seulement de 50-60 %. Même une telle augmentation est vertigineuse.

puissent être les aspects désagréables de la révolution « accélérée » en Chine, la comparaison entre la Chine et l'Inde montre l'influence décisive que la révolution sociale dans la ville et la campagne a sur les possibilités d'un taux rapide de croissance de l'industrie, sans difficultés supplémentaires pour la masse du peuple.

20 octobre 1958.

P.S. — L'article ci-dessus fut terminé le 20 octobre 1958. Deux mois plus tard, chacune des réserves et des appréhensions que nous y exprimions à l'égard de « l'accélération » de la révolution chinoise a trouvé une confirmation éclatante dans les faits. Et sur chacun de ces points, la direction du P.C. chinois, à la réunion du Plénum du C.C. du 10 décembre, a été obligée de sonner une retraite précipitée.

La résistance des ouvriers et des intellectuels à l'expropriation des logements et de certains moyens de consommation dans les centres urbains a permis d'abandonner l'inclusion des villes dans les communes. Les excès commis en matière d'extension de la journée de travail ont amené le C.C. à fixer celle-ci à 10 heures à la campagne (à quoi s'ajoutent, il est vrai, deux heures d'« éducation idéologique »). La journée de 12 heures, dans les usines, qui avait provoqué une réaction farouche des travailleurs, a été abandonnée. La confusion criminelle entre le système actuel et « l'accomplissement du stade final de la société communiste » a été abandonnée. L'essentiel, maintenant, est de permettre une nouvelle élévation du niveau de vie des masses, sans laquelle l'effort qu'on demande d'elles, même après la « rectification » du 10 décembre, s'avèrera insupportable.

20 décembre 1958.

Le dernier article du camarade Pablo sur l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale paraîtra dans le prochain numéro de « Quatrième Internationale ».

L'abondance des matières nous oblige à reporter au prochain numéro la publication des comptes rendus des livres suivants : « La classe ouvrière d'Allemagne orientale » (de B. Sarel) ; « Nous, Algériens... » (de J. Chevalier).

#### ERRATAS

Dans le numéro 4 de notre revue (novembre 1958), il faut procéder aux rectifications suivantes :

Page 12, troisième ligne à partir du bas, au lieu de « également sur le terrain militaire », lire « ... terrain international ».

Page 31, deuxième colonne, dans le paragraphe « Ainsi, en résumé... », à la sixième ligne, au lieu de « pour tout dire sans la coercition... », lire « ... sous la coercition... ».

Page 34, première colonne, deuxième paragraphe, remplacer la première phrase par : « Le géant chinois se dresse sur ses jambes et observe à sa grande surprise et avec orgueil l'immensité de sa stature face au monde du XX<sup>e</sup> siècle ».

**Henri VALLIN**

## Du 20<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> Congrès du P. C. de l'Union Soviétique

Trois années se sont écoulées entre la réunion du 20<sup>e</sup> et celle du 21<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique. Trois années : on a peine à croire que la succession d'événements aussi dramatiques que le rapport secret de Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline, les révolutions polonaise et hongroise, le passage des « cent fleurs » à la « campagne de rectification », la nouvelle affaire yougoslave, la vente des machines agricoles aux kolkhoz, les premières mesures d'association des travailleurs à la gestion des entreprises en U.R.S.S., que tout ce bouleversement continu d'une société que d'anciens déclarèrent figée se soit effectué à un rythme aussi étourdissant.

Bien sûr, ces bouleversements ne sont pas tous équivalents. Ils marquent qui un développement qui un ralentissement de la déstalinisation. La direction de la bureaucratie soviétique, effrayée par l'ampleur des révolutions politiques qui commencèrent en Hongrie et en Pologne, s'efforça de rétablir une discipline politique et idéologique plus stricte. Ce fut la raison essentielle de la nouvelle « affaire yougoslave ». Ce fut aussi

### L'ESSOR INDUSTRIEL SE POURSUIT MAIS A UN RYTHME LEGEREMENT RALENTI

Depuis 1956, l'essor industriel s'est régulièrement manifesté par l'accroissement annuel de la production et des investissements. Cependant, un événement capital, l'interruption du sixième plan quinquennal, maintenant remplacé par le plan septennal 1959-1965, a démontré que le rythme de la production industrielle s'est légèrement ralenti, et que les objectifs prévus par le sixième plan quinquennal n'auraient pas pu être atteints en 1960.

Il est amusant d'enregistrer la profonde émotion que la publication du plan septennal a provoquée dans les milieux capitalistes. Ces messieurs s'étaient laissés tranquiliser, pendant plusieurs décades, grâce à des « techniciens » de divers ramages, par l'affirmation que le taux de croissance de l'économie soviétique s'expliquait par le caractère

la raison d'une « réhabilitation » partielle de Staline lui-même. En même temps, l'équipe Khrouchtchev poursuivait plus vigoureusement que jamais sa politique de concessions économiques aux ouvriers et surtout aux paysans, afin de supprimer les raisons matérielles les plus aiguës du mécontentement populaire.

La contradiction entre ces deux éléments de la politique khrouchtchévienne n'a pas tardé à se manifester. Si cette politique a incontestablement réussi à différer l'échéance d'une explosion en U.R.S.S. même, elle n'a pas réussi à canaliser l'énergie du peuple laborieux et de la jeunesse vers les seuls buts productivistes et de « jouissance matérielle ». La question de la direction des entreprises, celle de l'accès libre des enfants du peuple à la science universitaire, les controverses sur la liberté de la création culturelle, ont rappelé durement aux couches dirigeantes comme à la masse des prolétaires que les problèmes les plus brûlants à résoudre par la société soviétique, si elle veut réaliser les promesses grandioses qui apparaissent maintenant tangibles, sont et restent des *problèmes politiques*.

« sous-développé » de celle-ci. Et de comparer ce taux de croissance à celui de l'économie américaine entre la Guerre de Sécession et la première guerre mondiale, ou celui de l'économie japonaise entre 1890 et 1935...

Malheureusement pour les apologistes du capital, l'industrie soviétique continue de progresser à un rythme au moins double de celui de la croissance des pays capitalistes les mieux placés — et elle conserve ce taux de croissance même lorsqu'elle atteint le niveau de développement de la puissance industrielle du monde. Frappés de stupeur, les capitalistes découvrent maintenant la magie de la progression géométrique. C'est une chose que d'augmenter la production de 50 à 60 % tous les cinq ans, lorsqu'il s'agit de passer de 4 à 6 millions de tonnes d'acier, ou même de 20 à 30 millions de

tonnes. C'est autre chose que de passer, en l'espace d'une décade, de 45 à 90 millions de tonnes, puis de 90 à 200 millions, puis... On est saisi de vertige. Telle est pourtant la dynamique irréversible de l'économie planifiée, même freinée par la bureaucratie.

Pour évaluer les perspectives ouvertes à l'U.R.S.S. par les objectifs du plan septennal, on peut partir de l'hypothèse que ces objectifs seront atteints. On le peut d'autant plus que ces objectifs, de même que ceux des deux dernières années, sont relativement plus modestes que les objectifs d'antan, et semblent avoir été choisis afin de pouvoir être légèrement dépassés.

Il n'y a aucune raison de considérer ces objectifs comme exceptionnels. Nous l'avons déjà dit: ils impliquent plutôt un léger ralentissement du rythme général de croissance de l'industrie soviétique. En veut-on des exemples ?

Le sixième plan quinquennal avait prévu une production sidérurgique de 68 millions de tonnes en 1960; une progression annuelle de 8 % l'aurait amenée à 100 millions en 1965. En fait, le plan septennal ne prévoit qu'une production de 86-91 millions de tonnes pour 1965.

Le sixième plan quinquennal avait prévu une production de 320 milliards de kWh pour 1960. Or, la production d'électricité avait doublé, ou plus que doublé, au cours de chaque quinquennat. Cela aurait dû donner une production d'environ 600-650 milliards de kWh en 1965; le plan septennal ne prévoit que 500-520 milliards de kWh pour cette année.

Pour la production charbonnière, l'augmentation prévue pendant tout le septennat n'est que de 20-23 %, ce qui représente une croissance annuelle de 2,5 à 3 %, donc un ralentissement prononcé de l'expansion. Ce ralentissement est sans doute en partie voulu; il fait partie d'un plan de reconversion énergétique, qui met l'accent sur l'électricité et les huiles lourdes en remplacement du charbon.

On pourrait en conclure que, si l'industrie soviétique continue sur sa lancée, les avantages énormes promis par Khrouchtchev lors de la réforme de la gestion de l'industrie et de la création de sovnarkhoses, ne se sont guère manifestés dans la vie. En fait, si la décentralisation industrielle a permis de supprimer les excès les plus redoutables de l'hypercentralisation bureaucratique, elle a fait apparaître plus fortement que jadis les tares du particularisme local et régional. De l'intérêt individuel des bureaucrates considéré comme moteur principal de la réalisation du plan. Dans la revue *Voprossi Ekonomiki* (n° 7, 1958), on énumère une série d'exemples de modifications arbitraires de l'affectation de la production, effectuées par des sovnarkhoz, qui sont fort comparables aux modifications dans le même sens, dénoncées par Malenkov au 19<sup>e</sup> Congrès du P. C. de l'U.R.S.S. pour les directeurs d'usines, de trusts (glavki) et de ministères industriels.

Un des aspects les plus déconcertants du nouveau Plan septennal est le progrès prévu dans la productivité du travail. La main-d'œuvre totale augmentera de 20 % dans

l'industrie, nous dit-on; mais la production industrielle augmentera de 80 %. Ceci implique un accroissement de la productivité du travail de 50 %, soit en moyenne de 6,5-7 % par an; moyenne considérable ! En même temps, la semaine de travail sera réduite à 40 heures, et la semaine de 35 heures commencera à être introduite dans les industries lourdes et fatigantes. L'accroissement annuel de la productivité du travail s'élèverait donc de ce fait à 8-9 % par an ! Il est vrai que le plan septennal met l'accent sur l'automatisation partielle ou complète de nombreux secteurs industriels; des publications techniques ou de vulgarisation scientifique font état de la production de machines-outils à la chaîne ou de la fabrication de roulements à billes complètement automatisés.

Néanmoins, on peut supposer que la pénurie de main-d'œuvre deviendra aiguë au cours du septennat, et qu'une fois de plus la réalisation des objectifs de 1965 nécessitera l'emploi d'un nombre de travailleurs plus élevé que celui initialement prévu. A ce propos, l'agriculture soviétique, si elle peut être effectivement rationalisée, recèle d'ailleurs d'énormes réserves de main-d'œuvre. Il est pourtant peu probable qu'elle restera une source de main-d'œuvre abondante libérable pour l'industrie; et les bureaucrates semblent plutôt se rabattre sur... la jeunesse de 15 à 18 ans, considérée comme source de main-d'œuvre « supplémentaire ».

Reste la question vitale : dans quelle mesure l'affirmation de Khrouchtchev, selon laquelle la production soviétique de 1965 atteindra le niveau de la production des Etats-Unis, dépassera celui de la production européenne par tête d'habitant, et se rapprochera de celui des Etats-Unis par tête d'habitant, est-elle sérieuse ?

En ce qui concerne les Etats-Unis, la prédiction khrouchtchévienne, mal comprise par le grand public — et mal reproduite par la presse — est en réalité plus modeste qu'elle en a l'air. Khrouchtchev n'a pas dit que l'U.R.S.S. aura atteint le niveau de la production américaine en 1965; il a dit que l'U.R.S.S. atteindra en 1965 un niveau proche de celui de la *production américaine de 1958* ! On saisit immédiatement la différence entre les deux formules: les supposer égales implique prévoir pour la production américaine *sept années de stagnation à un niveau de récession*. L'hypothèse est manifestement irréaliste.

En vérité, la comparaison ne doit pas s'établir entre la production *courante* des deux pays, mais entre leur *capacité de production par tête d'habitant*. Or, pour une série de secteurs de base, cette capacité de production connaît aux Etats-Unis une *progression continue* même en période de récession. Ainsi, en 1958, malgré la récession économique qui a entraîné l'inutilisation de près de 40 % de la capacité de production sidérurgique, cette capacité a été simultanément *augmentée* de 4 % ! C'est que la bourgeoisie américaine ne se laisse plus guider par des critères économiques mais par des *critères politiques* de capacité militaire pour ses investissements dans ces secteurs-clés. L'Etat bourgeois supplée à

la carence des capitalistes privés ; et lorsque le budget militaire annuel atteint des sommes aussi élevées que 45, 50 ou 55 milliards de dollars, il est clair que 5 ou 10 % de ces sommes peuvent être utilisés pour développer la capacité de production des secteurs de base, afin de conserver une certaine avance sur la capacité productive de l'Union soviétique. Pareille évolution ne pourrait se poursuivre à l'infini sans causer des dégâts

irréparables à l'ensemble de la structure économique et monétaire ; mais elle reste fort possible dans les 7 à 15 années à venir. Aussi, si l'on admet qu'au cours de cette période, la capacité de production américaine augmentera en moyenne de 2,5 à 3 % par an (ce qui est légèrement inférieur aux moyennes de la période de réarmement et de guerre 1940-1958), nous obtenons le tableau que voici :

	1957		1965		1972-1973	
	U.S.A.	U.R.S.S.	U.S.A.	U.R.S.S.	U.S.A.	U.R.S.S.
Pétrole (millions de tonnes) .....	354	98	425	240	500	390
Acier (millions de tonnes) .....	146	51	175	90	200	130
Electricité (milliards de kWh) .....	716	210	850	520	1.000	900
Ciment (millions de tonnes) .....	53	29	65	81	75	116

	1972-1973 (par tête)	
	U.S.A.	U.R.S.S.
Pétrole .....	2,8 T.	1,8 T.
Acier .....	1,15 T.	0,6 T.
Electricité .....	5.700 kWh	4.100 kWh
Ciment .....	430 kg.	530 kg.

A part le ciment, la distance entre les productions par tête d'habitant américain et soviétique retera encore forte pour les produits de base, et elle sera plus large encore pour le niveau de vie. Pour les pays d'Europe occidentale, la comparaison est plus malaisée, car il est difficile de prévoir un rythme de croissance régulier de leur capacité de production pendant les 10-12 années à venir. Néanmoins, l'hypothèse d'une production sidérurgique de 28 millions de tonnes en Grande-Bretagne, de 32 millions en Allemagne occidentale ainsi que de 8 millions en Belgique, peut être considérée comme réaliste pour 1965 (1).

## RALENTISSEMENT DE L'ELEVATION DU NIVEAU DE VIE MAIS TENDANCE A UNE REPARTITION PLUS EGALITAIRE

En matière d'industrie légère et de production agricole, les objectifs du plan septennal doivent être considérés avec beaucoup plus de réserves que ceux de la production d'industrie lourde. Il suffit de rappeler que l'objectif de 180 millions de tonnes de céréales, fixé maintenant pour 1965, avait déjà été fixé pour 1960 par le sixième plan quinquennal, et même pour 1955 par le cinquième plan, sans qu'il ait pu être atteint.

(1) En 1957, la capacité de production respective de ces pays fut de 23, de 27 et de 47 millions de tonnes.

et de loin, au cours des quatre dernières années.

Pour le sucre, Mikoyan avait promis plus de 7 millions de tonnes dès 1955, (*Pravda*, 25 octobre 1953), alors que la production de 1957 ne s'élève qu'à 4,5 millions de tonnes. Le chiffre de 9 à 10 millions de tonnes pour 1965 laisse donc sceptique. La production de cotonnades n'a augmenté pendant cinq ans que de 5,3 millions à 5,8 millions de mètres, c'est-à-dire de moins de 10 % ! Faut-il s'attendre à la réalisation de l'augmentation de 50 % prédite pour le septennat à venir ? Quant aux biens de

consommation durables (motocyclettes, frigidaires, machines à coudre, machines à laver, etc.), pour lesquels Malenkov et Mikoyan avaient fait des promesses si sensationnelles

en 1953, on ne cite même plus des objectifs précis pour 1965 ! En général, les objectifs fixés pour 1955 n'ont pas encore été réalisés en 1957 :

	Objectifs fixés pour 1955	Production 1957
Cotonnades .....	6.200.000 mètres	5.600.000 mètres
Souliers en cuir .....	318.000.000 de paires	315.000.000 de paires
Bicyclettes .....	3.445.000	3.300.000
Machines à coudre .....	2.600.000	2.300.000
Frigidaires .....	330.000	309.000

La situation est encore plus mauvaise pour certains produits agricoles. Pour le beurre, Mikoyan avait promis une production de 560.000 tonnes en 1955 et de 650.000 en 1956, sans tenir compte de la production consommée par les paysans eux-mêmes. Or, la production en 1955 n'a atteint que 459.000 tonnes, et celle de 1956 530.000. Même en 1958, d'après le rapport de Khrouchtchev au dernier Comité Central (*Pravda*, 16 décembre 1958), la production de beurre s'élève à 622.000 tonnes et reste donc inférieure à l'objectif fixé pour 1955 !

Quant à la viande, Khrouchtchev opère prudemment avec des chiffres de « poids sur pied », et non de production. Or, Mikoyan avait promis 3 millions de tonnes de viande, plus 1 million de tonnes de charcuterie pour 1956 ; le chiffre de 5,4 millions de « viande sur pied » donné par Khrouchtchev pour 1958 est certainement inférieur à ces deux objectifs pour 1956.

La violente attaque que Khrouchtchev a lancée contre Malenkov à cette occasion contient notamment l'affirmation selon laquelle Malenkov, au 19<sup>e</sup> Congrès du P.C. U.S., aurait donné des chiffres de production de céréales erronés en fournissant ceux de la récolte sur pied et non ceux de la récolte effective. En vérité, cette habitude a été suivie pendant toute la période stalinienne. Khrouchtchev lui-même, lorsqu'il fut responsable de l'agriculture soviétique, a employé la même méthode. La correction est intervenue dès 1953, au lendemain de la mort de Staline. Elle a été effectuée par Malenkov (*Pravda*, 9 août 1953) ; Khrouchtchev l'a répétée un mois plus tard, dans son discours agricole du 3 septembre 1953 devant le Comité Central (*Isvestia*, 15 septembre 1953). Il est donc pour le moins déplacé de sortir maintenant cette vieille lune pour dresser un réquisitoire contre Malenkov.

Il faut reconnaître que le pari khrouchtchevien de mise en culture des « terres vierges » n'a pas donné des résultats concluants jusqu'à maintenant. Il assure en moyenne une bonne récolte sur deux, en stricte corrélation avec le degré de sécheresse dans ces régions. Par contre, la vente des machines agricoles et les autres mesures qui tendent à accroître rapidement les revenus des paysans, auront des conséquences durables pour l'agriculture soviétique, à condition que des mesures aventureuses ne soient pas prises en matière de prix.

Le plan septennal prévoit un accroisse-

ment des revenus ouvriers de 40 %, auquel il faut ajouter la réduction générale de la semaine de travail à 40 heures. Compte tenu de l'augmentation des salaires les plus bas, qui sera très forte, le salaire moyen n'augmentera que de 26 % (*Pravda*, 26 novembre 1958) ceci constitue un ralentissement considérable de l'accroissement du niveau de vie des travailleurs, qui a sans doute été de plus de 50 % pendant la période 1952-1959. La moyenne annuelle d'augmentation du niveau de vie serait ramenée à 2,5 à 3 %, ce qui est inférieur à l'évolution au cours des sept dernières années dans des pays comme la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne occidentale ou la Belgique.

Par contre, la tendance vers un certain nivellement des rémunérations, la réduction des inégalités par trop criantes, déjà timidement annoncées au 20<sup>e</sup> Congrès et appliquées notamment dans le domaine des pensions, seront maintenant plus franchement réalisées. L'article précité de la *Pravda* indique notamment que la tension des salaires pour ouvriers manuels sera réduite à 200 %. Il affirme ouvertement qu'il faut « réduire les différences entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus bas ». Il est vrai qu'il est en même temps question d'accroître les revenus de certains bureaucrates. Néanmoins, l'augmentation des bas salaires de 60 à 70 %, au cours du septennat à venir, s'oppose à l'accroissement du salaire moyen de 26 %.

Épinglons en passant l'avenue des dirigeants de la bureaucratie qu'il y a encore des millions de travailleurs soviétiques qui gagnent de 270 à 350 roubles par mois, soit, d'après les équivalences en pouvoir d'achat généralement admises, de 11.000 à 14.000 fr. français ! On a parlé de 7 à 8 millions de salariés qui ne gagnent pas plus de 350 roubles. Même s'ils jouissent de soins de santé gratuits et d'un loyer très bas, il s'agit d'un niveau de misère indigne d'un pays industriellement avancé comme l'est l'U.R.S.S. d'aujourd'hui.

Toutes ces réserves étant faites, il n'en reste pas moins qu'au cours des cinq dernières années, le niveau de vie du peuple a connu un progrès absolument sensationnel. Il suffit, pour s'en rendre compte, d'ajouter la production de moyens de consommation industriels d'usage courant, et de la comparer au nombre de familles en U.R.S.S. Au cours des cinq dernières années, on a fabriqué 20 millions de postes de radio et de TV., près de 40 millions de montre-bra-

celets, 18 millions de bicyclettes, 7,5 millions de machines à coudre, 4,5 millions d'appareils photographiques, 1 million de machines à laver. On pourra, grosso modo, multiplier ces chiffres par deux pour obtenir la production du septennat à venir. Pour les frigidaires et les machines à laver, c'est par 6 et 7 qu'il faut les multiplier! Cela indique clairement que pendant cette période, le peuple soviétique acquerra la base matérielle d'une vie civilisée, comparable à

## LA PRESSION OUVRIERE POUR UNE PARTICIPATION A LA GESTION DES ENTREPRISES S'ACCROIT

Le changement le plus important qui a été opéré dans la réalité sociale soviétique depuis le 20<sup>e</sup> Congrès, c'est l'apparition de tendances en vue de limiter la toute-puissance du directeur au sein de l'entreprise, et de la bureaucratie au sein de l'économie nationale. Ces tendances sont le résultat inévitable de la déstalinisation et de la dénonciation du « culte de la personnalité » ; nous en avions prévu l'apparition dès 1953. Il s'agit d'une concession d'importance historique que la bureaucratie soviétique a été obligée de faire au prolétariat de son pays. Il s'agit en même temps du seul moyen dont elle disposait pour retarder en U.R.S.S. l'apparition de conseils ouvriers à la yougoslave, à la polonaise ou à la hongroise, conseils ouvriers qui ont fait l'objet et qui font encore l'objet de discussions au sein de l'avant-garde des communistes et des jeunes soviétiques.

C'est en décembre 1957 que d'importantes mesures ont été prises en vue d'accroître les compétences des syndicats au sein des entreprises et de l'économie soviétique dans son ensemble. En juillet 1958, un décret du Soviet suprême confirma et étendit encore ces compétences. Finalement, le XI<sup>e</sup> Plénum du Conseil Central des Syndicats d'U.R.S.S. posa un jalon vers une nouvelle extension des prérogatives syndicales (*Trud*, 22 octobre 1958). Dans cette masse de décrets et d'ordonnances, trois courants peuvent être distingués :

1<sup>o</sup> L'accroissement des compétences en matière de gestion de la sécurité sociale, des institutions d'assistance sociale, etc. Les syndicats prennent pratiquement en main la gestion des organismes de sécurité sociale, à l'échelle régionale et locale. Ils reçoivent un droit de contrôle sur la répartition des logements, sur l'approvisionnement des cantines, sur la gestion des entreprises communales de services publics, etc. De ce fait, la bureaucratie syndicale acquiert une large base matérielle autonome; elle gère en fait des fonds qui s'élèvent à plusieurs dizaines de milliards de roubles par an.

Sans aucun doute, ces mesures ne sont pas accueillies avec beaucoup d'enthousiasme par les travailleurs. Partout où ceux-ci ont pu librement exprimer leur avis (Allemagne orientale 16-17 juin 1953; Hongrie octobre-novembre 1956; Pologne 1956-été 1957), ils se sont déclarés opposés à l'exercice de fonctions d'Etat par les syndicats; ce qu'ils désirent, c'est que les syndicats les défendent dans leurs conflits avec la bureaucratie.

celle de nombreux pays d'Europe centrale et occidentale.

Il faut y ajouter un énorme effort en matière de construction de logements, qui créerait 650 millions de m<sup>2</sup> d'espace utile urbain au cours des sept années à venir, portant ainsi la superficie de logement disponible par tête d'habitant des villes à près de 16 m<sup>2</sup>, soit trois fois plus qu'en 1928, et un chiffre comparable à l'Europe occidentale (2).

Néanmoins, l'élargissement de l'autonomie syndicale, même sous son aspect bureaucratique, ouvre la porte à des revendications de portée révolutionnaire par exemple la revendication d'une gestion de l'industrie communale ou même de toute l'industrie légère par les syndicats.

2<sup>o</sup> Des mesures « productivistes » qui impliquent un droit de contrôle et de représailles par rapport aux directeurs et aux « cadres » de l'économie. Cette tendance est surtout visible dans la décision du XI<sup>e</sup> Plénum du Conseil Central des Syndicats, document tout entier tourné vers l'accroissement du rendement et de la productivité du travail, qui n'évoquera pas beaucoup d'échos favorables parmi les travailleurs, mais qui implique, comme moyens d'atteindre ces buts, notamment l'extension du contrôle syndical sur l'administration de l'industrie, la constitution d'équipes de « contrôleurs » qui iront inspecter sur les lieux de travail par surprise, l'obligation pour les directeurs d'appliquer les mesures proposées par ces équipes. Le tout culmine dans une formule vraiment surprenante : « Les chantiers de constructions en métallurgie et en chimie doivent être soumis au contrôle des syndicats » !

(2) Les statistiques sur l'espace utile (qui inclut outre les pièces d'habitation proprement dites tout ce que contient la construction, c'est-à-dire vestibules, couloirs, W.C., salle de bain, débarras, balcons, etc.) sont fort rares et élaborés d'après des critères différents d'un pays à l'autre. Cependant, il existe une statistique de pièce habitable par tête d'habitant dans les pays occidentaux. En 1955, il y avait ainsi 0,8 pièce par tête d'habitant en Italie, 0,9 en France et en Allemagne occidentale, 1,1 aux Pays-Bas, 1,3 en Grande-Bretagne et en Belgique, 1,4 aux Etats-Unis (1950). On peut évaluer la surface habitable par pièce à une moyenne de 16 m<sup>2</sup> (en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, le chiffre est plus élevé), et la surface utile est généralement supérieure de 25 à 30 % à la surface habitable. On obtient ainsi comme chiffres de référence — et sans aucune rigueur scientifique — en surface utile par tête d'habitant (1955) : 16 m<sup>2</sup> en Italie, 18 m<sup>2</sup> en France et en Allemagne occidentale, 22 m<sup>2</sup> aux Pays-Bas ; 26 m<sup>2</sup> en Grande-Bretagne et en Belgique ; 28 m<sup>2</sup> aux Etats-Unis (1950).

3<sup>o</sup> Modifications dans la structure hiérarchique de l'entreprise, et accroissement des compétences des syndicats dans leur sein. Ces prérogatives, il est vrai, sont exécutées par divers organes plus ou moins « représentatifs » ou « élus », mais jamais par la masse des travailleurs. Néanmoins la transformation est profonde ; elle constitue à plusieurs égards une abolition des réformes réactionnaires de l'époque stalinienne et un retour aux habitudes de la période 1928-1933, quand la démocratie soviétique était déjà abolie sur le plan politique, mais que d'importants vestiges de celle-ci subsistaient au sein des entreprises.

Ainsi, l'appareil de direction économique et l'appareil du comité syndical (ses permanents) préparent maintenant ensemble le projet de contrat collectif annuel. Les permanents syndicaux sont en général associés à chaque phase d'élaboration du plan. Les comités syndicaux, dominés par ces bureaucrates, mais au sein desquels la majorité formelle appartient à des ouvriers du rang — par exemple, dans un usine de 7.000 ouvriers, on compte 21 membres du comité syndical, dont 6 permanents — reçoivent un droit de regard et de contrôle sur la détermination des normes de production et de salaires, sur l'embauchage et le licenciement des travailleurs et sur l'exécution des décisions du plan et du contrat collectif.

En outre, ces comités ont le « droit d'entendre » (sic) des rapports des directeurs et des ingénieurs en chef sur la mesure dans laquelle le plan est réalisé (*Pravda*, 16 juillet 1958), ainsi que le droit de « donner leur avis » sur la désignation du personnel dirigeant de l'entreprise. Point le plus important : le comité syndical a maintenant un pouvoir en dernier ressort en matière de « petits conflits » au sein de l'entreprise. Dans chaque entreprise, des commissions spéciales paritaires (moitié représentants de la direction, moitié représentants des travailleurs) examinent ces conflits.

## LA REFORME SCOLAIRE ET LA REFORME JURIDIQUE

Les transformations économiques et sociales, l'élévation du niveau de vie, la vente des machines agricoles aux kolkhoz, le début de participation des travailleurs à la gestion des entreprises — toutes ces réformes ont-elles créé un climat « réformiste » en Union soviétique ? L'entreprise khrouchtchévienne de poursuite de la déstalinisation en la dépolitisant, et en maintenant de ce fait les postes de commande et les privilèges de la bureaucratie, a-t-elle réussi ?

Il est normal que l'élévation du niveau de vie et la suppression de l'insécurité générale et du règne de la police secrète, ont réduit la tension en U.R.S.S. ; la comparaison qui s'impose est, toutes proportions gardées, celle de l'Allemagne de 1900 comparée à l'Allemagne sous la « loi contre le socialisme », ou de la France du début du vingtième siècle comparée à la France sous Napoléon III. Il est vrai que dans ces cas, les réformes ne furent pas seulement économiques et sociales, mais aussi politiques. Le pari de Khrouchtchev consiste précisé-

Si les parties ne se mettent pas d'accord, l'affaire est renvoyée devant le comité syndical de l'usine (ou, dans certains cas, devant le comité syndical local). La décision de l'organisation syndicale est sans appel et son exécution est obligatoire pour l'administration.

Malgré la prédominance des bureaucrates syndicaux au sein de ces comités, il s'agit là d'une réforme qui est saluée par les travailleurs comme un important pas en avant, car ils ont davantage de prise et de possibilité de pression sur les fonctionnaires syndicaux que sur les cadres de l'économie.

Il faut signaler aussi que des organismes plus larges comme « l'actif du syndicat » ou les « assemblées de producteurs » (qui ne groupent cependant en tout cas que quelques pour-cents des travailleurs des grandes usines) sont également associés à la discussion de l'élaboration et de l'exécution du plan, mais avec des pouvoirs purement consultatifs et sans droit de décision.

Sans réaliser une forme de gestion ouvrière aussi développée qu'en Yougoslavie, ou que ce ne fut le cas en Hongrie (23 octobre-novembre 1956) ou en Pologne (octobre 1956-été 1957), cet accroissement des prérogatives syndicales en U.R.S.S. augmente les droits des travailleurs et surtout ceux de la partie la plus « modeste » et la plus « ouvrière » de la bureaucratie, qui est la plus liée au prolétariat. Plus la pression ouvrière augmentera en U.R.S.S., et plus cette fraction de la bureaucratie sera utilisée, comme « courroie de transmission », et plus elle jouera ce rôle dans les deux sens : recevant d'une part des couches supérieures de la bureaucratie les directives à imposer aux travailleurs, en échange de droits accrus ; transmettant d'autre part aux couches supérieures de la bureaucratie les revendications ouvrières qu'elle doit partiellement faire siennes pour pouvoir se porter garante de la « discipline socialiste du travail ».

ment à supposer que les revendications politiques elles-mêmes perdront de leur acuité avec l'amélioration des conditions économiques et sociales.

Personne de sensé ne contestera que ce pari est en partie réaliste — bien qu'il faille ajouter aux causes du « réformisme » actuel des masses en U.R.S.S. et dans certaines démocraties populaires l'expérience de la révolution hongroise et le maintien de la tension internationale. Ce sont des travailleurs désespérés et à bout de patience qui sont sortis dans la rue les 16-17 juin 1953 à Berlin, le 23 octobre 1956 à Budapest — sans parler des révoltes de Vorkouta et des autres camps de travail forcé. Dans la grande masse des travailleurs soviétiques ne règnent plus aujourd'hui le désespoir, l'insécurité et la misère qui risquent de faire déborder le vase. Ils ont au contraire l'espoir d'une amélioration constante et assurée de leur sort sauf en cas de guerre.

Mais c'est justement cette amélioration de leur niveau d'existence qui leur permet

de s'intéresser davantage aux problèmes politiques. Ceux-ci prennent peut-être un aspect immédiatement moins explosif qu'au cours de la période 1952-56, mais cet aspect n'est pas pour autant moins réel. Plus le niveau de vie du peuple soviétique augmente, et plus les problèmes de réalisation au plus vite de la démocratie soviétique sur tous les plans de la vie sociale se posent de façon impérieuse. La bureaucratie soviétique ne peut pas se faire d'illusions à ce sujet. Son attitude envers la réforme de l'enseignement et la réforme judiciaire le démontre.

Les causes de la réforme de l'enseignement ont été clairement exposées par les dirigeants soviétiques eux-mêmes. Au 20<sup>e</sup> Congrès, on avait promis de généraliser l'enseignement moyen pour toute la jeunesse soviétique, c'est-à-dire de faire passer tous les jeunes soviétiques dans une école « polytechnique moyenne » jusqu'à l'âge de 17 ans (école de dix ans). Mais l'expérience montra que la généralisation progressive du système — qui n'a jamais été appliqué à l'ensemble de la jeunesse — provoqua des contradictions aiguës.

D'une part, avec l'accroissement du nombre des étudiants qui terminèrent l'enseignement moyen et obtinrent le baccalauréat s'accrut le nombre de candidats à l'entrée aux Universités; mais les places disponibles dans celles-ci restèrent de loin inférieures à la demande. Dans le memorandum de Khrouchtchev sur la réforme de l'enseignement, publié dans les « *Izvestia* » du 21 septembre 1958, on donne le chiffre de plus de 800.000 étudiants ayant terminé leurs études moyennes sans trouver accès aux Universités. Ceci représente près des deux-tiers du total des étudiants ayant terminé leurs études moyennes (3). On peut s'imaginer dans ces conditions quelles luttes farouches se déroulent pour obtenir une place à l'Université!

Par ailleurs, ces 800.000 jeunes — plus de 2 millions si l'on prend l'ensemble des chiffres des trois dernières années — sont jetés dans la vie productive sans aucune préparation pratique, l'enseignement moyen servant avant tout de préparation à l'Université.

Ces données objectives du problème sont fortement compliquées par des facteurs subjectifs, découlant de l'inégalité sociale qui règne en U.R.S.S. Khrouchtchev, dans son « memorandum » précité, reproche vivement à différentes couches de la population soviétique de « mépriser » le travail manuel, de faire l'impossible pour frayer à leurs enfants le chemin vers l'Université, et que les « relations », les pressions (surtout de la part des bureaucrates), voire la corruption jouent un rôle prépondérant dans cette « sélection ». Il explique ces phénomènes par « le manque de conscience communiste ». Il aurait mieux fait de comprendre que la conscience est un produit de l'existence sociale. Si tous les parents désirent pour leurs fils et leurs filles un titre universitaire,

(3) La Pravda du 16 novembre 1958 évalue les nouvelles admissions à l'Université à 450.000.

c'est que les revenus et le standing des « intellectuels » dépassent de loin, en U.R.S.S., ceux des travailleurs manuels. **DANS CES CONDITIONS, IL EST NORMAL ET INEVITABLE QUE LE PEUPLE CONSIDERE L'ACCES DE SES FILS A L'UNIVERSITE COMME LE PRINCIPAL MOYEN DE PROMOTION SOCIALE!** En fait, tout contact avec la société soviétique confirme ce diagnostic: la soif universelle de savoir et de culture qui règne en U.R.S.S. trouve un catalyseur commun: le désir de faire des études supérieures.

Khrouchtchev révèle qu'à présent, les enfants de la bureaucratie constituent de 60 à 70 % des étudiants à l'Université de Moscou! Démagogiquement, il affirme qu'il faut modifier cette situation anormale. En pratique cependant, la réforme de l'enseignement telle qu'elle a été finalement adoptée par le C.C. du Parti (*Pravda*, 16 novembre 1958) rend l'accès des fils d'ouvriers et de paysans à l'Université plus difficile au lieu de le faciliter. Tout se passe comme si la bureaucratie, constatant le déséquilibre entre l'offre et la demande de places à l'Université, adapte non pas l'offre à la demande, mais la demande à l'offre, c'est-à-dire ferme brutalement la voie vers l'enseignement supérieur à une fraction importante de la jeunesse soviétique.

En effet, à la place de l'école de dix ans vient maintenant une école de huit ans généralisée (l'enseignement sera obligatoire jusqu'à 15 ans) (3); les enfants de 15 ans peuvent suivre deux voies: celle du travail combiné avec l'enseignement du soir (éventuellement avec un ou deux jours ouvrables de libre par semaine); celle des écoles polytechniques de culture générale, qui prévoient entre autres des exercices pratiques dans la production. Cela signifie que la sélection qui, pour le moment est retardée jusqu'à l'âge de 17-18 ans, est maintenant avancée à l'âge de 15-16 ans. Et l'expérience universelle montre que plus tôt se fait la sélection professionnelle des enfants, et plus sont favorisés ceux qui, de par les conditions de vie et de culture des parents, sont les mieux préparés au travail intellectuel. Dans ce sens, il est certain que la réforme de l'enseignement est de nature anti-démocratique et anti-égalitaire.

Le « travail » de plusieurs millions de jeunes gens, pendant six heures par jour à l'usine dans des conditions peu propices à la productivité (4), ne rapportera pas grand-chose dans l'immédiat à l'économie soviétique. Par contre, la possibilité pour les jeunes, condamnés à ce travail, de trouver ensuite un accès à l'Université sera pratiquement très difficile. Faire des études préparatoires au baccalauréat en supplément de 30 heures de travail physique par semaine,

(3) Khrouchtchev a révélé que jusqu'en 1958, 20 % des enfants soviétiques ne vont pas à l'école jusqu'à 14 ans.

(4) Khrouchtchev révèle que la plupart des directeurs ne veulent pas embaucher des jeunes. Il semble que, depuis quelques années, un chômage important sévit parmi ceux de moins 18 ans.

exige des efforts exténuants. Les statistiques soviétiques démontrent que moins de 15 % des étudiants qui suivent l'enseignement du soir dans ces conditions réussissent leur baccalauréat. Ceux qui sont obligés de combiner le travail avec l'étude universitaire sont encore plus défavorisés. Ils sont en pratique incapables d'étudier les sciences physiques et mathématiques, sciences de l'avenir; le manuel culturel soviétique indique que l'enseignement universitaire par cours du soir ou par correspondance a formé, en 1955, 514.000 universitaires dans les branches de culture générale, de sciences humaines, pédagogiques et biologiques, et seulement... 6.100 ingénieurs!

C'est à tel point vrai qu'après la publication du « memorandum » de Khrouchtchev, qui voulut généraliser à pratiquement toute la jeunesse l'obligation de travailler de 25 à 30 heures par semaine à l'usine et aux champs entre 15 et 18 ans, ainsi que l'obligation pour les étudiants universitaires de travailler à l'usine, les principaux savants soviétiques sont intervenus dans la discussion, affirmant — en termes mesurés mais non moins clairs — que de telles réformes risqueraient de détruire les bases de l'essor de la science soviétique. L'académicien Semionov affirma dans la *Pravda* du 17 octobre 1958 qu'il est vital que la grande majorité des étudiants arrive directement des écoles moyennes à l'Université, sans interrompre leurs études, car ceci est essentiel pour développer au maximum les capacités intellectuelles et créatrices des étudiants. Il précise également qu'il est nécessaire que les étudiants universitaires fassent du travail pratique au sens créateur du terme (du travail de laboratoire de recherche et de production) et non du travail manuel courant, qui est en fait une pure perte pour l'économie comme pour eux-mêmes.

Le projet final adopté par le C.C. tient largement compte de ces critiques — innovation en fait sensationnelle pour laquelle il n'y a pas de parallèle dans l'histoire soviétique des dernières 25 années (5). Mais il corrige le projet initial de Khrouchtchev dans un sens encore plus anti-démocratique, en élargissant le fossé entre les deux genres d'écoles moyennes supérieures. Le fait que les « organisations sociales » (parti, syndicat, etc.) seront associées à la sélection des étudiants universitaires n'est pas une mesure pour réduire la pression de la bureaucratie, bien au contraire.

L'exemple de l'enseignement montre clairement comment la dictature bureaucratique se heurte à la fois aux aspirations progressives du peuple et aux besoins de l'économie et de la société soviétiques. La ré-

(5) Malgré le régime bureaucratique, cet exemple montre en germe la justesse de la prévision géniale de Trotsky qu'en régime socialiste, des partis se constitueraient autour de débats techniques, culturels, etc.

forme judiciaire finalement menée à bien — cinq ans après l'annonce de sa mise en train! — confirme de même les revendications démocratiques du peuple soviétique et les limites dans lesquelles la bureaucratie peut les rencontrer.

Le nouveau code pénal comporte une série de progrès importants, sensationnels même, si on les compare à la jungle « judiciaire » de l'époque stalinienne. L'aveu n'est plus considéré comme une preuve suffisante; l'accusé est tenu pour innocent jusqu'à ce que son crime soit démontré, il ne doit plus faire lui-même la preuve de son innocence; le principe d'analogie est supprimé; on en revient au « principe démocratique » (« que la bourgeoisie révolutionnaire avait inscrit sur son drapeau »: *Sovietskoié Gossou-darstvo i Pravo*, n° 12, 1957): nullum crimen (et donc: nulla poena) sine lege (pas de crime et pas de peine sans loi écrite, qui a préalablement défini comme tel l'acte jugé); les droits de la défense sont fortement accrus; les peines sont en général réduites; la déportation par exemple est limitée à cinq ans, etc.

Par contre, dans cette « société sans classes », quarante-et-un ans après la Révolution d'octobre qui commença par abolir la peine de mort (pour la réintroduire seulement exceptionnellement dans les conditions de guerre civile!), la peine de mort est conservée pour crimes politiques, « formation de bandes » (la jurisprudence soviétique désigne sous ce terme toute organisation politique autre que le P.C. bureaucratise) et haute trahison. Et si le nouveau code pénal ne contient pas le mot « ennemi du peuple », celui-ci a été utilisé par le procureur général de l'U.R.S.S., Roudenko, à la même session du Soviet Suprême qui adopta le code...

Toutes ces raisons nous conduisent à la conclusion que si une certaine tendance « réformiste » se manifeste incontestablement aujourd'hui en U.R.S.S., elle débouchera tôt ou tard sur des revendications politiques qui mettront en question l'essence même de la dictature bureaucratique, sur une préparation directe de la révolution politique.

Ce qui s'impose, dans cette phase transitoire, c'est l'élaboration d'un programme minimum, adapté aux conditions concrètes de l'U.R.S.S., programme de démocratisation et d'égalisation vigoureuse dans toutes les sphères de la vie publique, programme qui jouerait objectivement le même rôle que le programme de transition: amener les travailleurs soviétiques par leur expérience propre à la conscience de la nécessité d'une lutte politique organisée contre la bureaucratie, pour le rétablissement et l'épanouissement de la démocratie soviétique à un niveau dont ne pouvaient que rêver les fondateurs de l'U.R.S.S.

15 janvier 1959.

**M. PABLO**

## La Révolution arabe

(Rapport présenté au 21<sup>e</sup> Plenum  
du Comité Exécutif International - Novembre 1958)

Il ne sera pas ici question d'un rapport tant soit peu complet, exhaustif, sur la Révolution arabe. Il s'agira plutôt d'une introduction à la question et d'une première discussion, centrées plus particulièrement sur la révolution arabe du Moyen-Orient, et sur la révolution algérienne également.

La révolution arabe fait partie de la révolution coloniale de cet après-guerre et, par moments, elle devient son aspect dominant. Elle englobe les pays de religion musulmane, de civilisation musulmane et de langue arabe, de l'Afrique et du Moyen-Orient, à savoir essentiellement le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Lybie, l'Égypte, le Soudan, les pays de la péninsule arabique, la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Irak. Dans une certaine mesure, il faut y inclure l'Iran, malgré sa langue préislamique. En tout, quelque 70 millions d'Arabes et d'Arabisés, soit un sixième environ de la population musulmane totale du globe.

Il s'agit là d'un ensemble national, *formé historiquement comme tel*, et dont les éléments, malgré leur fond strictement racial différent (1), ont conscience d'être avant tout des Arabes, d'appartenir avant tout à la nation arabe.

Cette communauté nationale arabe, ou plutôt arabisée, est cependant géographiquement très dispersée, de l'Atlantique au Golfe Persique et à la Mer Caspienne, et truffée de minorités nationales multiples : Kurdes, Assyriens, Juifs, Grecs, Turcs, Arméniens, Perses, Berbères, et Noirs arabisés de races différentes de l'Afrique, etc.

Du point de vue religion également, les croyances et les sectes abondent : *Musulmans* : Sunnites, Chiïtes, Alaouites, Druses, Ismaéliens, etc. *Chrétiens* : orthodoxes, catholiques, protestants, grégoriens, Jacobites, Maronites, Nestoriens, etc. Cette mosaïque religieuse est particulièrement frappante par exemple dans le cas du Liban et de la Syrie.

Si le Maghreb, ayant vécu longtemps dans l'isolement, a pu rester relativement en dehors des querelles théologiques musulmanes, dans le reste du monde musulman, tout en étant tous d'accord sur l'observance stricte du Coran, les sectes pullulent (Mahomet en avait prévu 72 !), formées par la diversité des critères qui existent concernant aussi bien l'importance des traditions que plus encore le sens du destin du Prophète et de ses successeurs.

Ainsi, sur un fond national incontestable *arabe* ou *arabisé* est brochée une diversité de structures ethniques et culturelles réelles, résultat entre autre du passé extraordinairement tourmenté de ces pays, dont la plupart ont connu l'occupation successive par les Égyptiens, les Phéniciens, les Perses, les Grecs, les Arabes, les Mongols, les Turcs, avant de connaître celle des impérialistes européens au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles.

(1) Même en Arabie il n'y a pas à proprement parler de race arabe selon les critères scientifiques modernes, mais plutôt combinaison des trois principaux types raciaux : chamite, méditerranéen et armenoïde (selon Bertram Thomas). En Irak, le fond de la population est « nabatéen » ou « chaldéen », « araméen » ou « syriaque » en Syrie-Liban. L'Égypte est ethniquement *copte*. De la Lybie au Maroc, le Maghreb est *berbère*, les Berbères eux-mêmes n'étant pas une « race » homogène mais un complexe ethnique.

Le capitalisme n'ayant pénétré que tardivement et modérément dans ces pays, les structures aussi bien économiques que sociales, culturelles et ethniques séculaires, tout en étant bousculées et par endroits même bouleversées, ne sont pas pour autant éliminées, et se trouvent à l'heure actuelle enchevêtrées dans la restructuration en cours des pays arabes.

Du point de vue marxiste, l'argument fondamental en faveur de l'existence malgré tout d'une *nation arabe*, c'est la *communauté d'une telle conscience nationale de la très grande majorité des habitants de ces pays, formée à travers l'histoire de ces peuples, histoire marquée par la communauté de la langue, du cadre géographique, du régime social et culturel.*

Un bref aperçu historique de la question éclairera mieux le bien-fondé de cet argument.

### FORMATION HISTORIQUE DE LA CONSCIENCE NATIONALE ARABE

La conscience nationale arabe se manifesta de bonne heure, déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire au moment même où se forment en Europe les nations capitalistes modernes — à la suite du déclin des empires féodaux de l'Occident et de l'Orient ottoman.

C'est la décomposition de l'Empire ottoman, ainsi que les visées et entreprises impérialistes des grands pays capitalistes d'Europe d'alors (Angleterre, France, Allemagne) qui suscitent l'éveil du nationalisme arabe vers la fin du siècle passé. Dans les centres commerciaux et culturels arabes de l'époque — Beyrouth, Alep, Damas, Bagdad, Alexandrie, le Caire, à Constantinople également et dans les villes persanes, parfois à Kaboul ou même à Delhi — des intellectuels précurseurs, contaminés par le libéralisme européen de l'époque, fondent l'espoir de voir l'Occident aider les Arabes à se libérer du despotisme et de l'oppression turcs.

Mais l'attitude de l'Occident les désappointe vite, et le *libéralisme* de ces précurseurs se transforme en *nationalisme arabe plus fermé*, tel celui des promoteurs essentiels du mouvement *Salafi* (se réclamant des Anciens), mouvement de réforme, berceau des aspirations musulmanes et arabes dans les années 1890.

Le mouvement réformateur des « Jeunes Turcs » interrompt pour un certain temps le réveil spécifiquement *arabe* en le dissolvant dans le cadre plus général d'un « libéralisme ottoman » se revendiquant de l'égalité de toutes les nationalités opprimées de l'Empire ottoman.

Mais déjà en 1910, c'en est bien fini de l'« ottomanisme » et de la « fraternité ottomane-arabe », les idéologues « jeunes Turcs » de la bourgeoisie turque montante n'ayant ni pu ni même voulu venir vraiment à bout des rapports féodaux et de l'oppression nationale qu'engendrait l'Empire ottoman. Dès lors, les Arabes s'efforcent de s'organiser indépendamment, sur le plan culturel puis politique, et toujours sous l'inspiration principale d'intellectuels, syro-libanais surtout : Club littéraire (al Muntada al-Arabi) de Constantinople (1909), centre de discussion, dont plusieurs membres : Al-Khalil, musulman libanais, Haidar, musulman de Baalbeck, Sallum, chrétien d'Homs, seront pendus par les Turcs comme traîtres pendant la première guerre mondiale ; Société de *Qahtan* (ceux de Qahtan, ancêtre légendaire de la race), société secrète plus ou moins reliée au Club littéraire, qui aspire à un Etat dualiste turco-arabe, bâti sur le modèle austro-hongrois ; *Al Faat*, la Société Jeune Arabe, créée à Paris avec quelques prolongements à Beyrouth et à Damas en 1913-1914 ; *Parti de la décentralisation*, créé au Caire par des Syriens, des Libanais et des Palestiniens en 1912, formant des comités en Syrie et en Irak et apparaissant comme le porte-parole des aspirations arabes ; création également en 1912 du Parti jeune algérien.

À la veille de la guerre de 1914, le mouvement national arabe prend un caractère de masses en Syrie, au Liban, en Irak, en Égypte. La guerre précipite l'évolution en faisant sentir aux Anglais la nécessité de s'appuyer sur le nationalisme arabe pour mieux combattre les Turcs et leurs alliés allemands. Au printemps 1915, les membres d'Al-Fatat et d'Al-Ahd, les premiers sortis

de l'élite féodale et intellectuelle des pays syriens, les seconds représentant essentiellement les officiers mésopotamiens de l'armée turque, dressent le « Protocole de Damas » qui prévoit « l'indépendance des pays arabes » situés entre la Méditerranée et la Mer Rouge. Ils seront bientôt décimés par la répression féroce du Pacha turc Jemal.

Cette répression cependant fouettera les nationalistes et décidera à l'action les principaux chefs de l'Arabie, comme l'émir Feyçal, fils de Hussein, ensuite fondateur de la dynastie des Hachemites, émir de la Mecque, qui apprenant à Damas, le 6 mai 1916, les dernières exécutions des patriotes arabes a donné le signal de la révolte armée contre les Turcs au cri « La mort est devenue douce, ô Arabes ! ». Et c'est ce même Feyçal, ayant cru aux promesses que les Anglais et les Français prodiguèrent pendant la guerre de 1914-1918, qui a soumis à la Conférence de la paix « le problème arabe et sa solution » en ces termes :

« Comme représentant de mon père qui, à la demande de la Grande-Bretagne et de la France, conduisit la révolte arabe contre les Turcs, je suis venu vous demander que les peuples de l'Asie parlant arabe, depuis la ligne Alexandrette-Diarrbekr jusqu'à l'Océan Indien au Sud, soient reconnus comme peuples indépendants et souverains, sous la garantie de la S.D.N.... Je base ma requête sur les principes énoncés par le Président Wilson, et j'ai confiance que les puissances attacheront plus d'importance aux corps et aux âmes des peuples parlant arabe qu'à leurs propres intérêts matériels. » (29 janvier 1919.)

Ce sont ces derniers cependant qui ont prévalu, comme il fallait s'y attendre, pour imposer le partage du Moyen-Orient selon les lignes de l'accord secret Sykes-Picot (mai 1916) en deux zones d'influence : l'une anglaise, l'autre française, et instaurer le fameux régime des « mandats ».

1920, pour les Arabes, est l'année de la catastrophe, *Am al Nakba*. « Pour tous les nationalistes arabes, écrit un écrivain réactionnaire contemporain (2), les décisions de la S.D.N. à San Remo apparurent comme une iniquité abominable. La création des Etats syrien, libanais, transjordanien, palestinien et irakien leur apparut comme une absurdité contraire à toutes les traditions historiques, religieuses et culturelles. »

Ainsi prirent forme les Etats arabes du Moyen-Orient « comme en vertu d'un jeu de puzzle », entreprise colonialiste de « balkanisation » par excellence.

Sous le coup de la déception, la fièvre révolutionnaire arabe baissa ici et là, mais le réveil national éclata ailleurs avec une force supérieure, comme en Egypte et en Irak dans les années 20, et plus tard au Maroc (2 bis). L'évolution progressive de la Turquie sous le kemalisme, et celle de l'Irak sous Reza, fondateur de la dynastie Pahlevi, stimulèrent le nationalisme arabe. En Egypte se crée le « Wafd », Parti de l'Indépendance, qui s'use dans une lutte contre le roi installé par les Anglais en 1922, ces derniers voulant maintenir leur tutelle de fait sur le pays. Même lutte en Irak, où les Britanniques s'acharnent à maintenir une construction administrative artificielle afin de faire échec aux forces œuvrant pour l'indépendance réelle du pays.

Ils accordent la prépondérance politique aux Sunnites formant l'aristocratie féodale et commerciale, entretiennent l'espoir d'autonomie des Kurdes et des Assyriens, attribuent quelques prébendes aux chefs chiites. Quant à la nature du régime parlementaire qui masque ce régime, Nuri-es-Saïd « l'Anglais » l'a bien caractérisée :

« Les candidatures aux élections sont arrangées de manière à inclure tous les anciens premiers ministres, tous les ministres l'ayant été plus de deux fois, les membres du Bureau de l'Assemblée, les anciens hauts fonctionnaires retraités, les chefs de communauté et les chefs de tribu, etc. Ils représentent près de 60 % de la Chambre ; le reste dépend pour la majeure partie de la puissance du gouvernement. »

Ce régime truqué engendre de grandes luttes comme celles des révoltes anti-impérialistes de 1921, et des convulsions internes qui mettent en danger la cohésion de l'Etat irakien.

(2) R. Furon : « Le Proche-Orient », Editions Payot, Paris.

(2 bis) Mouvement revendicatif également en Algérie dans les années 20, dirigé par l'Emir Khaled ; création à Paris en 1923 de l'Etoile nord-africaine.

Au Liban, en Syrie, en Palestine, la lutte contre les « mandats » entre les deux guerres stimule également le nationalisme arabe et rapproche l'heure de l'indépendance formelle.

Le cas de la Palestine, le pays le plus arabe de tout l'ensemble du « Croissant fertile », mérite une mention spéciale. La déclaration de Balfour en 1918 avait reconnu le droit aux Juifs de créer un « foyer national » dans ce pays arabe sous mandat. Au fur et à mesure que la communauté juive augmente — 190.000 âmes en 1929 — se crée un *sionisme politique*, contre lequel les Arabes, à partir de cette date (1929) réagissent violemment. Car ils y aperçoivent un obstacle sans cesse plus important à leur propre développement politique, un danger pour leur indépendance économique, une tendance d'expansion territoriale des Juifs à leur détriment.

Il faut cependant remarquer qu'encore à cette date les Arabes auraient accepté de traiter les Juifs comme les citoyens d'un Etat palestinien, de sanctionner leur propriété foncière, de respecter leur autonomie culturelle, et peut-être même leur auto-administration locale, bref un *statut de minorité nationale* ; mais ils entendaient stopper l'immigration et l'achat de terres nouvelles, auquel poussait fiévreusement l'Agence sioniste.

Le mouvement anti-juif (et bientôt anti-britannique par la force des choses) des Arabes de Palestine date des années 30, et ira croissant, culminant lors de l'éclatement de la deuxième guerre mondiale. Le sionisme, instrument impérialiste, est devenu ainsi un puissant réactif pour le nationalisme arabe. Dans ces années 30, la Palestine devient le centre principal d'où rayonnent avec une force nouvelle les idées de l'unité du monde arabe. Un périodique palestinien, *Al-Arabi*, lance en 1932 ce catéchisme, sous le patronage spirituel de *Shakib Aslan* et *Abd er Rahman Azzam* :

« Les Arabes occupent en propre la moitié du cercle méditerranéen. Ils jettent leur regard dans l'Océan Atlantique d'un côté et dans l'Océan Indien de l'autre. Partout des coutumes communes, une culture identique. L'unité arabe est donc une réalité actuelle et une réalité historique. »

En vue de fortifier l'unité culturelle, il est question d'une université arabe à Jérusalem, ainsi que d'une Académie arabe — celle-ci réalisée fin 1933 en Egypte.

Lors de l'automne 1932, le Comité Exécutif du Congrès panarabe qui a siégé à Jérusalem en 1931 prépare un nouveau congrès pour étudier la suppression des douanes et l'unification des monnaies et des Postes des pays arabes.

La période 1930-1933 (date à laquelle meurt le roi Feyçal d'Irak) est marquée par diverses autres tentatives d'unification arabe, toutes sabotées par l'impérialisme et ses agents indigènes. A la veille de la deuxième guerre mondiale, la domination impérialiste sur les pays arabes était déjà ébranlée, mais loin d'être abolie. Cependant en Palestine, une véritable guerre contre les Britanniques sévissait depuis 1936, et les Français avaient de la peine à se maintenir en Syrie.

La nouvelle guerre achève le processus vers l'indépendance politique formelle des Etats du Moyen-Orient qui profitent de la lutte inter-impérialiste, du déclin de la puissance des Anglais et des Français, et des dissensions entre eux-ci.

Les événements les plus marquants durant cette période sont : la révolte irakienne contre les Anglais en mai 1941 ; l'abandon en novembre 1943 du Liban et de la Syrie par les Français ; la Conférence d'Alexandrie en septembre 1944, qui jette les bases de la *Ligue des Etats Arabes* (Egypte, Irak, Syrie, Liban, Transjordanie, Arabie Séoudite, Yémen). Au berceau de la Ligue veillent cependant le patronage intéressé de Londres, et l'antagonisme entre les familles royales des Séoudites et des Hachemites.

Ce qui fait que l'aspiration à l'unité arabe recule devant le « respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats arabes » simplement « désireux d'affirmer et de consolider des liens », comme le proclame la Charte de la Ligue.

A partir de 1945, les Etats arabes du Proche-Orient sont formellement indépendants et vont devenir membres de l'O.N.U. (3).

Par contre, les pays arabes de l'Afrique du Nord auront encore à attendre l'heure de l'indépendance : la Lybie devient indépendante en 1952, le Soudan puis le Maroc et la Tunisie (1956). Reste en Afrique le cas de l'Algérie et des régions sahariennes rattachées à la France, ainsi que le Sahara espagnol, tous ces territoires n'étant pas encore libérés.

Une nouvelle phase de la Révolution arabe commence au lendemain de la fin de la guerre, qui vise à obtenir l'indépendance réelle de l'impérialisme et pose les problèmes économiques et sociaux fondamentaux qui surgissent de l'approfondissement même de la révolution arabe.

## STRUCTURES ECONOMIQUES ET SOCIALES DES PAYS ARABES

« Est société arabe celle des pays arides d'une bonne moitié du cercle méditerranéen, dont la population paysanne sédentaire ou nomade, ou intermédiaire, s'accroche aux terres de bordure de la mer, ou des bords de grands fleuves, ou des hautes montagnes, ou des oasis, ou des « steppes » de pâturages qui parsèment les déserts intérieurs étendus ; dont le régime de la terre a été généralement modelé par la loi islamique et le féodalisme turc, avec des centres urbains peuplés d'une bourgeoisie mercantile et usurière, vivant en parasite du profit commercial et des rentes immobilières ; société restée longtemps cloisonnée, fermée, repliée sur elle-même — que ce soit au Moyen-Orient ou au Maghreb — aux rapports de hiérarchie et de subordination familiale et tribale, à l'empreinte parfois encore fraîche de l'esclavage, et pas encore bouleversée par la pénétration impérialiste en tant que telle sauf par îlots et dans des franges périphériques de ces pays. »

Voilà *grosso modo* l'image coutumière que nous avons des pays arabes et qui correspond largement même à la réalité actuelle. Mais dans cette esquisse générale, les structures particulières concrètes sont forcément estompées, ainsi que les lignes essentielles de l'évolution en cours. D'où la nécessité d'une analyse plus approfondie.

### (a) Le problème de la terre.

En général, malgré des progrès incontestables d'une certaine industrialisation qui a pris un élan particulier surtout dans la dernière guerre les pays arabes sont toujours caractérisés par la prépondérance écrasante de l'économie agricole dominée par des rapports encore largement féodaux au Moyen-Orient, des rapports capitalistes dans la grande propriété coloniale des pays du Maghreb.

La bourgeoisie parasitaire et usurière des villes est directement intéressée aux rapports actuels existant à la campagne, par le fait que ces rapports lui permettent d'être elle-même souvent propriétaire de terres qu'elle sous-loue avantageusement, et de gérer en quelque sorte les finances de fellahs constamment à court d'argent et accablés de dettes. Il n'y a que les noyaux en formation — et en progrès malgré tout constant — d'une bourgeoisie proprement dite industrielle, qui s'intéressent à courber le pouvoir des féodaux et des bourgeois usuriers, à procéder à une certaine réforme, à relever le niveau de vie des paysans et à créer ainsi un marché intérieur indispensable à son développement.

Ce sont ces noyaux de la bourgeoisie industrielle, ainsi que les milieux intellectuels ou même militaires — se rattachant idéologiquement à la bourgeoisie industrielle — qui, dans des pays comme l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, la Syrie, ou l'Irak, ont pris en réalité dans cet après-guerre la tête de la Révolution arabe. (En dehors du cas spécial de la révolution algérienne que nous examinerons plus loin.)

(3) Sauf Aden, la Côte des Pirates, Bahreïn et Koweït, en Arabie, territoires contrôlés ou protégés par la Grande-Bretagne.

Rendons plus claire, au moyen de quelques données essentielles, la structure économique et sociale actuelle des pays arabes dans les campagnes :

5 à 45 % du sol se prêtent à la culture, et une proportion moindre encore a été mise en valeur, entre 2 et 33 %, mais généralement moins de 10 %. Le problème primordial de l'eau et de l'irrigation pèse énormément sur la mise en valeur du sol. Pour les six pays suivants : Liban, Syrie, (Turquie), Transjordanie, Irak, Iran, moins de 1/8<sup>e</sup> des terres cultivées sont irriguées. En Irak, 7.000 km<sup>2</sup> sur 51.000 km<sup>2</sup> qui pourraient l'être ; en Syrie, 500.000 hectares sur 3,5 millions.

La limitation des surfaces cultivables, aggravée par les difficultés d'irrigation, face à une population agricole qui constitue l'écrasante majorité de la population totale et qui ne cesse d'augmenter, fait descendre la moyenne des terres disponibles par tête d'habitant à un niveau comparable à celui de l'Inde, aux environs de 0,6 hectare.

Cette étroitesse extrême de la terre cultivable, ainsi que les très bas rendements de la culture, sont plutôt le résultat des rapports sociaux anachroniques que d'obstacles naturels insurmontables.

L'Islam interdit le *fermage fixe* ; il a prescrit le métayage et en a admis les taux les plus draconiens. D'autre part, le système successoral coranique a favorisé l'émiettement extrême de la propriété, chaque enfant mâle héritant deux parts, chaque fille une part.

En outre, le principe de l'étatisation sous l'Empire ottoman a longuement pesé. Il a d'abord permis la création des *fiefs* chargés d'une rente, qui a favorisé l'absentéisme des « seigneurs » investis, la mauvaise exploitation, la stagnation, ensuite une diversification extrême des modes de tenure.

Les droits de l'exploitant musulman de la terre (métayer ou propriétaire) sont en général — que ce soit au Moyen-Orient ou au Maghreb — confirmés par les coutumes, la tradition, et l'arbitraire des chefs de famille ou des tribus, qui fixent les fermages et redistribuent périodiquement les terres à l'intérieur du collectif des terres de la famille ou de la tribu (système *mouchaa*). Ce qui maintient l'exploitant dans l'incertitude quant à ses droits véritables et à l'avenir de son exploitation. A son tour, cette incertitude se traduit par une mauvaise exploitation routinière de la terre.

En simplifiant, on peut distinguer au Moyen-Orient, à côté des terres « *mulk* » analogues aux propriétés paysannes individuelles des pays européens, le *fief* et la *tenure* qui prédominent. Originellement propriété de l'État, plus exactement du Souverain, les terres « *miri* » sont passées moyennant services aux féodaux à titre de « *mulk* », ou bien à titre de fermage, à plus ou moins long bail et, dans l'un et l'autre cas, sous-concédées par les féodaux aux paysans. Les *matruki* sont des terres réservées aux usages publics, et les « *waqf* » représentent des biens de main-morte, des donations religieuses ou charitables. Les « *miri* » caractérisent l'Irak ; les « *matruki* » l'Iran ; les « *waqf* » occupèrent longtemps le dixième des terres cultivées d'Égypte.

Au Maghreb, la grande propriété agricole, établie sur les meilleures terres, est en général aux mains des colons capitalistes et de quelques grands propriétaires indigènes ; elle est cultivée selon des techniques modernes, grâce à l'emploi d'une main-d'œuvre indigène abondante et bon marché, des paysans sans terre. Quant aux terres laissées aux indigènes, elles se distinguent en terres « *mulk* », indivisibles familiales — caractéristiques des régions montagneuses — (chaque ménage de la famille agnatique ayant droit à la récolte au prorata de la superficie) cultivées par les membres de la famille ou par des métayers au 5<sup>e</sup> (khammès) quand il s'agit de propriétés des semi-nomades des oasis sahariennes ; en terres collectives des communautés paysannes ou des tribus pastorales ; et en terres *habous*, publiques ou privées, équivalentes aux « *waqf* » égyptiennes. Cette dernière catégorie est particulièrement importante aujourd'hui encore en Tunisie.

De façon générale, partout prédominance sociale des « *landlords* », ainsi que des notables de tribu ou de commune, et de leurs alliés bourgeois marchands et usuriers des villes, concentrant dans leurs mains le pouvoir économique, la puissance financière, l'autorité civile ; et petits propriétaires et surtout tenanciers précaires qui, de ce fait, n'envisagent pas les nécessités et les possibilités d'une exploitation à long terme.

La rente du métayage est exigée souvent en argent par des propriétaires qui résident en ville. Pour vivre, le paysan doit recourir quasi régulièrement au crédit — avance en argent ou en nature — dont la formule varie, mais qui laisse couramment un intérêt de 100 % et davantage aux *marchands* ou aux *propriétaires capitalistes* prêteurs, agissant en sorte comme des *gérants* de leurs « clients » paysans, payant leurs taxes, assumant leurs dépenses familiales extraordinaires, etc.

Il n'y a que les paysans des régions montagneuses comme ceux de l'Algérie ou du Maroc — où règnent la propriété familiale et communautaire indivisible et un grand esprit d'entraide — qui échappent à cette règle de la condition du paysan arabe. Mais par contre, dans ces régions, la population s'accroît sans cesse sur une terre pauvre et limitée, déjà minutieusement partagée, entièrement occupée, surpeuplée. Ce qui a donné lieu à l'émigration d'une ampleur inconnue auparavant.

En Egypte, avant la réforme agricole de 1952, la propriété agricole se décomposait en quelque 5.600.000 feddan (4) de propriété privée, 592.000 feddan de terres waqf, et 2.500.000 de terres de l'Etat ou d'utilité publique. La petite propriété de moins de 5 feddan par famille représentait 37 %, mais était entre les mains de 94 % des propriétaires. La moyenne propriété de 5 à 10 feddans représentait 31,6 % de la propriété privée, entre les mains de 5,3 % des propriétaires. La grande propriété, au-dessus de 50 feddan, représentait plus de 31 % de la propriété privée (sans compter les terres waqf), entre les mains de moins de 0,5 % des propriétaires.

On estimait impossible cependant de subsister sur moins de 2 feddan. Or il y avait avant 1952 quelque 2 millions et demi de propriétaires ayant moins de 2 feddan, et la tendance, vu l'augmentation de la population, était à la réduction même de cette superficie. Le taux moyen de fermage était d'autre part de 80 % du revenu net !

Au Liban prédomine la petite propriété minuscule, entre 0,5 et 5 ha, mais 2 % des propriétaires possédaient encore il y a quelques années 40 % des terres.

En Syrie, avant la récente réforme agraire, la grande propriété, au-dessus de 100 ha, contrastait peut-être encore plus qu'en Egypte avec la petite au-dessous de 10 ha, couvrant aux environs de 15 % des surfaces cultivables. Dans le nord du pays, les grands propriétaires possédaient de 80 à 90 % des terres ; dans la région de Damas, 60 à 75 % (5).

En Irak, « la propriété est la plus mouvante, son régime imprécis, le développement de la grande propriété le plus notable. Sous le régime turc, en dehors des environs des villes, toute la terre était *miri* » (5), qui fut accaparée sous diverses formes par les féodaux et les notables.

Avant la récente réforme agraire, sur 12 millions d'hectares cultivables, un millier environ de propriétaires possédait 8 millions d'hectares. Certains notables possédaient des propriétés de 40.000 ha travaillées par de véritables serfs qui ne touchaient souvent que 30 % de la récolte (6).

En Jordanie prédomine la petite propriété de moins de 10 ha. 30 à 40 % de villageois seraient sans terre. La grande propriété concentrée dans les mains de quelques centaines de propriétaires progresse.

En Iran, 85 % des agriculteurs ne possèdent pas la terre qu'ils travaillent et qui appartient soit à l'Etat, soit à un nombre restreint de grands propriétaires.

La situation au Maghreb est la suivante :

(4) 1 feddan = 400 m<sup>2</sup>.

(5) Cette propriété était exploitée par le métayage. « Les lots confiés aux métayers ont de 7 à 60 ha en culture sèche, selon la qualité des terres et la sécheresse du climat, et la part qu'ils conservent varie, de la même façon, de la moitié aux quatre cinquièmes. Les contrats conclus pour un an ou la durée d'un assolement n'assurent au métayer aucune garantie. Il n'est lié au propriétaire que par ses dettes. » (*La Méditerranée et le Proche-Orient*, par P. Birot et Jean Dresch. Presses Universitaires de France, Paris.)

(6) Une loi de 1933 donnait au propriétaire le droit de retenir le métayer à la terre tant qu'il n'avait pas payé sa dette.

En Tunisie, sur environ 9 millions d'hectares « productifs » dont 3.800.000 effectivement cultivés, les colons possédaient encore dernièrement 800.000 ha parmi les meilleures terres. Le reste est réparti entre quelques grands féodaux indigènes, des terres habous, et une multitude de petits propriétaires indigènes.

En Algérie, sur près de 13 millions d'hectares cultivables, dont 4 millions et demi seulement sont cultivés, 25.000 colons européens possèdent ou ont en concession un peu plus de 3 millions d'hectares parmi les meilleures terres. En 1950, les terres des colons européens représentaient 38 % environ du total des terres effectivement cultivées. On estime par contre que la propriété rurale musulmane comprend environ 600.000 exploitations dont 70 % ne sont pas viables (moins de 10 ha).

Il y a donc une population agricole d'à peu près 700.000 familles paysannes sans terre (3 à 4 millions de personnes).

Au Maroc, sur 15 à 20 millions d'hectares cultivables (et 4 millions d'hectares de forêts), 5 millions d'hectares étaient réellement cultivés en 1953 (dont 4 millions d'hectares en céréales). 6.000 Européens possédaient environ 1 million d'hectares de terres cultivables (dont 900 fermes de plus de 300 hectares), soit 600.000 hectares réellement cultivés, mais aux rendements souvent trois fois supérieurs à ceux des exploitants marocains.

Les quelques milliers de grands féodaux marocains possèdent le quart des terres cultivées marocaines, soit 1.800.000 hectares. Environ 1.300.000 Marocains cultivent près de 4 millions d'hectares de terres. En 1954, on estimait à 500.000 le nombre des familles de paysans sans terre (7). Le quart des terres cultivées par les Marocains est formé de terres collectives.

Partout, que ce soit au Moyen-Orient ou au Maghreb, un immense prolétariat agricole à côté d'une masse de paysans et de nomades pauvres (8), un immense excédent de population, sans possibilité d'emploi réellement productif.

Les conditions de cette population sont parmi les plus misérables de la terre : revenu annuel par tête d'habitant — sinon parfois par famille entière, comme en Egypte — inférieur à 50 dollars ; analphabétisme total ; maladies multiples qui proviennent de la sous-alimentation ou des conditions du travail et du climat (tuberculose, paludisme, trachomes qui n'épargnent même pas les yeux d'un Ibn Séoud, bilharzia, ankylostomiase, etc.), et qui toutes minent des organismes déjà affaiblis.

Et tandis que la tendance de l'évolution est vers la concentration et la modernisation de la grande propriété, l'excédent de la population paysanne non économiquement employé, et par conséquent non économiquement viable, pour le travail de la terre, augmente aussi bien par les progrès que fait malgré tout l'hygiène, la sédentarisation des nomades, que par la productivité accrue de la terre, qui elle ne s'étend pas en proportion.

Ainsi s'esquisse clairement l'importance primordiale, à côté de la lutte pour l'indépendance nationale réelle par rapport à l'impérialisme, de la question agraire dans ces pays. Cette question, d'autre part, ne saurait recevoir une solution adéquate que par une véritable réforme agraire dans le cadre d'une

(7) En 45 ans, la misère a chassé un million de ruraux vers les villes où ils constituent le prolétariat des « bidonvilles ».

(8) Ces derniers, pasteurs pour la plupart, quoique en déclin certain et irrémédiable, forment toujours un contingent appréciable de toute la population arabe, peut-être quelque chose comme 10 % environ, dont 300.000 en Syrie, la grande majorité des six millions d'habitants de l'Arabie Séoudite, deux millions en Iran, plus de la moitié de la population du Sahara (qui compte 1,7 million d'habitants environ).

La sédentarisation en cours des nomades aussi bien du Moyen-Orient que du Maghreb est une conséquence de la création des divers Etats indépendants morcelant le désert, coupant les zones de parcours ainsi que de l'introduction du commerce et des transports automobiles de l'ère capitaliste, qui rendent à la fois difficile et désolée la vie errante dans le désert.

« La sédentarisation s'accompagne plus que jamais de profonds changements économiques et sociaux. Les chefs de tribu se transforment en grands propriétaires par des moyens divers : partage autoritaire des terres de culture, vente de l'eau, crédits », tandis que d'autres deviennent simples paysans, ou encore, ayant perdu tout troupeau, viennent grossir les khammés des oasis, ou se transforment en prolétaires affluant dans les villes ou dans les centres de l'exploitation du pétrole comme en Arabie, et maintenant au Sahara.

politique révolutionnaire d'ensemble, qui assure aux paysans des terres suffisantes et élève la productivité de celles-ci. Récupérer de nouvelles terres par des travaux hydrauliques divers, éliminer les maladies et l'analphabétisme, augmenter la productivité de la terre et, sur la base de l'essor de l'agriculture, épauler l'effort parallèle indispensable de l'industrialisation des pays arabes, exige, plus qu'une réforme agraire, une *politique d'ensemble de l'Etat*.

La réforme agraire dans les pays arabes devrait viser à donner la terre à ceux qui la travaillent effectivement, c'est-à-dire aux petits propriétaires, aux métayers et aux ouvriers agricoles, en levant toutes les incertitudes qui pèsent actuellement sur la petite propriété, en expropriant sans indemnisation la terre des grands propriétaires indigènes et des colons, ainsi que les terres waqf ou habous, et à élargir les terres existantes par des travaux hydrauliques et autres partout possibles et nécessaires.

Quant aux formes que prendrait une telle réforme agraire, elles devraient tenir compte aussi bien des *mœurs communautaires* qui caractérisent toujours (quoique en déclin par la pénétration du capitalisme) la société familiale et tribale arabe, que des nécessités de la *culture irriguée, non moins communautaires*.

C'est dire qu'il est possible d'envisager largement pour ces pays une réforme agraire qui institue dès le début des collectifs aussi bien par commune ou tribu (les amalgamant ensuite à des collectifs plus grands) que de transformer les grandes propriétés agricoles les meilleures des féodaux indigènes ou des colons, en des entreprises agricoles de l'Etat, gérées par le collectif des ouvriers agricoles ou des métayers qui les travaillent actuellement.

En effet, le niveau de vie du métayer, ou de l'ouvrier agricole arabe, est actuellement si bas (pour ne pas dire si terrifiant) que toute augmentation économique sensible, y compris sous la forme par exemple de salaire, peut attacher ces masses à une productivité accrue d'une propriété collective, dont ils constitueraient les gérants.

Naturellement le cas est concret pour chaque pays et parfois même pour telle ou telle région.

### (b) Bourgeoisie, prolétariat et industrialisation.

Récemment encore, la bourgeoisie arabe était essentiellement composée de commerçants et de rentiers, auxquels revenait sous une forme ou une autre la plus grande partie des bénéfices de la production agricole. Ces couches consommaient, ou redistribuaient, ou exportaient les produits de la terre, thésaurisant leurs gains sous forme d'or, ou les investissant dans des achats d'immeubles, ou même de grosses propriétés sous-louées à des métayers ou exploitées par des ouvriers agricoles, en tant qu'entreprises de type capitaliste (9).

Ces couches également assumaient l'exploitation usurière des paysans, liés à elles « par un système complexe de dettes, de rapports commerciaux, ou de clientèle ». Commerçants jouant un rôle important dans le commerce (textiles, céréales) ou les transports, c'était une caractéristique également de la composition essentielle de la bourgeoisie arabe des villes du Maghreb.

Cette structure de la bourgeoisie arabe, essentiellement parasitaire, prédomine encore à l'heure actuelle.

Mais les transformations économiques survenues dans les pays arabes à la suite de la pénétration impérialiste, de l'exploitation du pétrole, de l'industrialisation lente mais continue, donnent naissance — à côté de ces couches — à des noyaux d'une bourgeoisie industrielle proprement dite, et par conséquent également d'un prolétariat moderne.

(9) « En Syrie, en Jordanie, en Irak et même au Liban, sauf dans la haute montagne, une bonne partie des grosses propriétés est entre les mains de familles bourgeoises qui ont acheté des biens mulks, acquis l'usufruit de biens miri (valorisés en Irak par des aménagements hydrauliques) ont des parts dans les communautés agraires de structure mouchaa. Elles les mettent en gérance, les morcellent entre des métayers... à moins que... elles ne multiplient les travaux d'irrigation et les achats de matériel, n'introduisent des cultures industrielles dans un but spéculatif. » (*La Méditerranée et le Moyen-Orient*, par P. Birot et Jean Dresch.)

Au Moyen-Orient, à côté des bases commerciales et d'entreprises comme le Canal de Suez, ce sont les exploitations pétrolières qui ont surtout influencé la transformation économique et sociale des pays de cette région. Il y a aujourd'hui 600 puits de pétrole au Moyen-Orient qui fournissent le quart de la production pour le monde occidental, tandis que les réserves de cette région représentent les 2/3 du total des réserves « atlantiques » (10). La production totale du Moyen-Orient est supérieure à un milliard de dollars par an. Les ressources tirées du pétrole alimentent la plus grande partie, sinon la totalité, du budget des Etats arabes producteurs de pétrole. Une infime partie pourtant de ces ressources profite actuellement à l'économie nationale.

Malgré cela, aussi bien les nécessités techniques de l'exploitation du pétrole que les bénéfices de cette exploitation ont profondément bouleversé la vie traditionnelle sur toute la frange « persique » d'un pays, comme par exemple l'Arabie, où dominait encore récemment l'esclavage : dénomadisation et prolétarianisation, construction de routes, urbanisation.

D'autre part, une industrie moderne s'est développée à des degrés divers dans les différents pays du Moyen-Orient, surtout depuis la première guerre mondiale, et plus encore depuis la seconde : industrie extractive autre que celle du pétrole qui est entièrement aux mains des impérialistes, ou industrie de transformation.

La principale industrie est, de loin, l'industrie textile, particulièrement en Egypte (qui en dehors du coton travaille la laine, la rayonne et la soie naturelle, dans de très grosses usines, ainsi que dans une multitude d'entreprises artisanales). Ensuite viennent le Liban et la Syrie. En Irak, l'industrie textile n'en est qu'à ses débuts, et ne travaille que le coton et la rayonne.

Ensuite viennent les industries *alimentaires, métallurgiques, chimiques* et du *bâtiment*, toutes étant de formation plutôt récente et concentrées principalement en Egypte et dans quelques entreprises du Liban et de la Syrie. En règle générale, ces industries, y compris l'industrie textile, malgré leurs progrès constants ne couvrent nulle part encore la totalité des besoins intérieurs, et par conséquent ne laissent qu'exceptionnellement un excédent à exporter.

Leur développement est cependant important par ses *conséquences sociales*, renforçant la formation d'une bourgeoisie industrielle proprement dite, et d'un prolétariat moderne.

Les contingents de ce dernier sont encore relativement faibles numériquement, mais souvent concentrés et commandant les positions économiques-clés de ces pays, ils sont en augmentation constante : avant-garde de quelque 200.000 ouvriers du pétrole, de l'Irak, des protectorats du golfe persique, de l'Arabie Séoudite, de l'Irak, de la Syrie, du Sahara ; ouvriers du textile et des matériaux de construction du Caire, de Damas, de Bagdad ; ouvriers des transports, dockers de différents ports, d'Alexandrie à Lattaquieh.

A elle seule, l'Egypte — le plus industrialisé, et de beaucoup, de tous les pays arabes — compte actuellement 1.300.000 ouvriers, mais dont la plupart (90 %) sont des manœuvres sans qualification professionnelle, éparpillés dans plusieurs milliers d'entreprises artisanales, 65 usines seulement employant plus de 500 ouvriers.

Au Maghreb, l'économie est dominée par l'agriculture coloniale orientée vers l'exportation. Toutefois « des industries de transformation ont été créées dans les villes d'abord pour satisfaire les besoins de la consommation intérieure, surtout européenne : minoteries, fabriques dispersées de pâtes alimentaires, huileries modernes, quelques usines de conserves. Mais avant 1945, du moins, elles ne fournissaient pratiquement rien à l'exportation. La plupart des autres produits du sol et du sous-sol n'étaient guère eux non plus transformés » (11).

Avant la guerre, il n'existait dans aucun des pays de l'Afrique du Nord « aucune industrie métallurgique en dehors de fonderies ou d'ateliers de réparation. Pas davantage d'industries textiles, bien que les cotonnades fussent

(10) Evaluées à 17,5 milliards de tonnes. L'Arabie Séoudite, à elle seule, dépasserait les réserves pétrolières des Etats-Unis (notamment grâce à sa plate-forme sous-marine).

(11) *La Méditerranée et le Moyen-Orient*, ouvrage déjà cité.

un des plus importants articles d'importation. Seuls quelques ateliers industriels travaillaient la laine, surtout au Maroc. L'industrie chimique se limitait en somme à la fabrication d'acide sulfurique et de superphosphates utilisés presque exclusivement par les colons européens. L'industrie du bâtiment elle-même ne permettait pas, dans des pays en construction, de suffire aux besoins. L'Algérie par exemple importait les 2/3 de son ciment, la moitié de sa chaux, même une part importante de ses tuiles et de ses briques » (12).

Cette situation a quelque peu changé depuis la dernière guerre. L'industrialisation y est apparue nécessaire pour la conduite même de la guerre. A partir de 1943, dans les trois pays d'Afrique du Nord coupés de la métropole, le marché fut vite dépourvu de produits fabriqués les plus essentiels. Il fallut donc improviser toute une série d'industries nouvelles : alimentaires, métallurgiques, produits ménagers, industries chimiques et verreries, industries du bâtiment, etc.

Nombre de ces industries, n'ayant pu supporter la concurrence des industries mieux équipées de la métropole, ont succombé dès la fin de la guerre. Mais l'élan donné à l'industrialisation a pu quand même se poursuivre grâce à de nouveaux investissements de capitaux fuyant la France, ou de capitaux internationaux ; grâce également à l'intérêt stratégique des pays du Maghreb qui a favorisé de grands travaux et des dépenses importantes. L'industrie a considérablement bénéficié de ces investissements (publics ou privés).

En plus de quelques capitaux locaux investis dans des entreprises alimentaires ou textiles. « de grosses entreprises métropolitaines françaises ont créé des filiales, comme Pont-à-Mousson, Air Liquide, Solvay, Péchiney, Saint-Gobain, Lafargue, Niederwiller, Boussac, Amieux, etc., ainsi que quelques entreprises anglo-américaines (Nord-Africaine du Plomb à Zellidja, Gulf-Oil et Shell en Tunisie) ».

Ainsi sont apparues des usines variées, métallurgiques, textiles, chimiques, etc. Certaines de ces usines (industries alimentaires) sont sur les lieux de production, mais la plupart se sont montées près des ports et ont donné naissance à de grands quartiers industriels (dont les fameux bidonvilles).

Que ce soit au Moyen-Orient ou au Maghreb, l'industrialisation en progrès n'a pas pourtant encore transformé qualitativement la structure économique traditionnelle de ces pays sous-développés, dominée par l'agriculture et le commerce. *Techniquement*, le développement en grand de l'industrie est handicapé par l'absence d'une industrie lourde qui pourrait équiper convenablement et à bon marché les industries légères, baisser par conséquent l'exorbitant coût de revient des industries indigènes qui pour survivre bénéficient d'un protectionnisme non moins exorbitant.

*Economiquement*, les structures féodales à la campagne, le rôle usurier de la bourgeoisie commerçante des villes entravent la création d'un vaste marché intérieur capable d'éperonner le développement de l'industrie.

*Financièrement*, le développement de l'industrie est entravé par le manque de ressources suffisantes pour une accumulation primitive, les capitaux indigènes préférant le gain considérable et rapide des opérations *mercantiles* et *usurières*, les capitaux étrangers ne s'engageant qu'avec prudence, et également dans la perspective de gains rapides, tandis que l'État, aux mains des féodo-capitalistes indigènes ou de l'impérialisme, favorise à son tour cette activité spéculative et absorbe lui-même, par le phénomène bien connu dans ces pays d'un *fonctionnarisme* aussi pléthorique qu'incompétent et parasitaire, une grande partie des ressources qui seraient autrement disponibles pour le développement de l'économie nationale (13).

D'autre part, par leur caractère de pays sous-développés, une force productive immense représentée par la force de travail de leur population, reste en très grande partie sans occupation productive possible : les 2/3 des 18 millions de fellahs d'Égypte ; 7 personnes sur 9 de la population algérienne indigène, etc.

(12) Ibid.

(13) Le fonctionnarisme dans les pays sous-développés (ainsi du reste que le petit commerce) est un moyen d'échapper à la paupérisation à laquelle est acculée la plus grande partie de la population de ces pays. En Égypte, en 1951, existaient 550.000 fonctionnaires, dont 200.000 sans tâche précise.

Ainsi, les conditions sociales et économiques du régime féodo-capitaliste de ces pays, dominé encore économiquement par l'impérialisme — à de très rares exceptions près — constitue une entrave majeure à l'industrialisation de ces pays, et rendent absolument irréalisable toute perspective de pouvoir rattraper les pays industriels dans un avenir prévisible.

Et pourtant les conditions naturelles ne sont nullement défavorables à une rapide industrialisation des pays arabes.

Si le problème de l'énergie hydraulique ou à base de charbon est généralement difficile à résoudre pour tous ces pays, par contre la plupart d'entre eux bénéficient, en dehors de l'énergie solaire de demain, de l'abondance extraordinaire du pétrole, ressources qui réunies dans un *pool interarabe* suffiraient largement aux besoins de leur industrialisation.

Les ressources minières, quoique encore très mal prospectées et connues semblent être abondantes :

*Au Moyen-Orient : calcaires bitumineux* dans la vallée de Yarmouk en Syrie, sels très abondants dans tout le désert syrien, dans la Mer Morte (14), sur le rivage de la Mer Rouge, etc. ; minerais de fer à l'Est d'Assouan en Égypte, et au Liban ; *charbon, cuivre et plomb* du Yémen ; *or* à Mahad Dahab en Arabie Séoudite ; phosphates de l'Égypte et du désert libyen, etc.

*En Afrique du Nord : phosphates* de Tunisie et du Maroc surtout, qui fournissent près de 1/3 de la production mondiale ; *gisements de fer* en Algérie surtout, tels ceux de Bône (du centre d'Ouenza) dont on envisage maintenant l'exploitation en escomptant une production de 400.000 à 500.000 tonnes de fonte par an ; gisements de *plomb* et de *zinc* d'Algérie, de Tunisie et du Maroc ; *manganèse, cobalt* et autres minerais rares du Maroc ; *ressources minières diverses*, très importantes du Sahara : pétrole, gaz, bassin houiller de Colomb-Béchar, gisements de fer de Gara Djebilet et de Fort Gouraud, *cuivre* d'Akjoujt ; gisements de minerais divers du Hoggar, etc.

A ces ressources minières du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, il faut ajouter les matières premières d'origine végétale et animale : coton, canne à sucre ou betterave, huiles diverses, laine, etc.

Quant aux *conditions financières* pour l'industrialisation des pays arabes, celles-ci se trouvent abondamment réunies dans l'existence des ressources pétrolières et de l'énorme excédent actuellement inoccupé de la force de travail des populations de ces pays. Théoriquement, les bénéfices colossaux de l'exploitation du pétrole (15) suffiraient largement à financer l'industrialisation d'une République fédérative arabe unie. Mais leur plus grande part revient aux compagnies impérialistes étrangères et aux oligarchies régnautes (gouvernements, rois, cheiks) (16).

On connaît les revenus fabuleux du cheik de Koweït, ou du trésor royal de l'Arabie Séoudite : plus de 500 millions de dollars et de 300 millions de dollars respectivement par an ! Le cheik de Koweït en dispose un tiers pour sa famille (70 personnes), et un autre tiers est investi « dans des valeurs internationales de premier ordre par une commission d'investissements » établie par le cheik à Londres, le fameux *Koweït Investment Board* ! Un tiers seulement va au soi-disant « intérêt général ».

Quant aux revenus pétroliers de l'Arabie Séoudite, 50 millions de dollars passent à l'entretien de 300 membres de la famille royale et de ses 24 palais des « mille et une nuits » (contre 13 millions de dollars seulement à l'agriculture, entre 1952 et 1954 ; 10 millions aux œuvres sociales, et 80 millions pour l'armée en 1955).

En Irak, par contre, 70 % des revenus du pétrole étaient employés par un « Bureau du Développement » à améliorer l'économie nationale, particulière-

(14) 40 milliards de tonnes de sels minéraux ; inépuisables réserves de potasse.

(15) 160 millions de tonnes, soit plus de 20 % de la production mondiale (sauf l'U.R.S.S.) en 1954. On escompte d'autre part que le pétrole du Moyen-Orient devra couvrir la moitié au moins de la consommation mondiale doublée au cours des dix prochaines années — ce qui porterait la production du Moyen-Orient seul à 800 millions de tonnes.

(16) A l'heure actuelle, chaque tonne de pétrole produite au Moyen-Orient rapporte aux gouvernements des pays intéressés une part de bénéfices de 5,5 dollars en moyenne.

ment l'agriculture, grâce surtout à des travaux de régularisation des crues du Tigre et de l'Euphrate pour l'irrigation.

La mainmise de l'impérialisme sur les pétroles, d'autre part, entrave la consommation intérieure, aussi bien par les difficultés qu'elle impose au raffinage sur place de toute la quantité nécessaire de pétrole brut, que surtout par l'imposition d'un prix largement supérieur au coût de revient du pétrole du Moyen-Orient, calculé en fonction du prix du pétrole américain.

*En conclusion, l'expropriation sans indemnisation de l'impérialisme et des féodaux est une condition primordiale pour que les ressources très considérables des pétroles arabes contribuent efficacement au développement rapide de l'économie nationale de ces pays.*

Une autre ressource très importante de ces pays, qui pourrait à elle seule résoudre au moins en partie le problème de l'accumulation primitive nécessaire au démarrage rapide et sur une grande échelle de l'industrialisation, est la mobilisation productive de la force de travail de millions d'hommes et de femmes actuellement partiellement ou totalement inoccupés. Cette force, appliquée à des travaux d'irrigation, de reboisement, de constructions civiles diverses, ainsi que d'une industrie locale, dans le cadre d'une économie étatisée et planifiée, pourrait faire éclore très rapidement des forces productives considérables, en commençant par une substantielle élévation de la production agricole. La mobilisation effective de cette ressource est également une question de régime social.

(à suivre)

**M. K.**

## La crise de la Révolution arabe

La détérioration des rapports entre les deux parties de la République Arabe Unie (Egypte et Syrie), l'aggravation constante des oppositions entre les dirigeants de la R.A.U. et ceux de l'Irak, un certain rapprochement de Nasser avec les Etats-Unis, les négociations avec l'Angleterre sur les questions pendantes entre ces deux pays, et la récente visite du Premier ministre italien Fanfani, ont soulevé des spéculations sur une rupture imminente entre Nasser et l'U.R.S.S. Dans des articles précédents, nous avons déjà indiqué qu'une telle possibilité existe à longue échéance, le régime de Nasser restant malgré sa lutte « anti-impérialiste » un régime de la bourgeoisie arabe et ne pouvant ainsi sortir de sa peau. Cependant, l'attitude de Nasser envers l'U.R.S.S. et la plus récente crise inter-arabe ne peuvent être comprises que si l'on considère la politique extérieure comme le résultat de la situation intérieure, et non l'inverse, même si les influences extérieures sont considérables.

Les oppositions entre l'Egypte et la Syrie, et celles entre la R.A.U. et l'Irak ne sont pas essentiellement une question d'unité ou de non-unité, mais d'une nature sociale profonde : Nasser craint les masses. Il ne craint pas seulement le mouvement de masse existant en Irak et en Syrie ; mais dans son propre pays, les masses ouvrent les yeux. Ce régime non seulement dépossède politi-

quement les travailleurs, mais il est incapable de surmonter le retard économique, de résoudre le problème agraire et d'élever le niveau de vie des ouvriers. Pour ne pas irriter les masses, il leur lance des phrases démagogiques. Dans son discours de Port-Saïd, à l'occasion du 2<sup>e</sup> anniversaire de l'évacuation des troupes d'invasion franco-anglaises, en même temps que commençait la répression anti-communiste, il dit : nous voulons une « société socialiste-démocratique-coopérative ». Il ne mentionna pas d'un seul mot les Etats-Unis bien qu'il se soit entretenu quelques jours avant amicalement avec William Rountree, l'envoyé spécial d'Eisenhower ; il ne pouvait le faire, car cela n'aurait pu qu'exciter les masses. Par contre, il rappela que l'U.R.S.S. avait été contre l'invasion franco-anglaise de 1956. On ressentait clairement l'opinion des masses gigantesques qui l'écoutaient : sa remarque sur la future société « socialiste » et celle relative à l'U.R.S.S. reçurent une longue ovation ; par contre, ses attaques extrêmement violentes contre les communistes, qui formèrent une grande partie de son discours, furent reçues en silence. Les ouvriers égyptiens ne se sont pas du tout transformés en communistes ; mais tant les ovations aux endroits indiqués du discours que le silence aux autres indiquent clairement que se produit une fermentation moléculaire.

Nous avons dit autrefois que la bourgeoisie syrienne avait été l'élément moteur dans l'unification égypto-syrienne. Seule, elle était trop faible pour tenir tête au mouvement impétueux des travailleurs et pour entreprendre une réforme agraire contre la volonté des grands propriétaires fonciers. C'est pourquoi elle appela à son aide ses frères de classe égyptiens. Il en résulta l'unité. Mais cette unité n'a pas résolu le problème. Nasser négligea les plans de 5 et 10 ans prévus pour le développement de la Syrie, au profit de l'Egypte ; en outre, le mouvement ouvrier ne put être supprimé en Syrie. Même le P.C. syrien qui, à cause de sa politique opportuniste pendant et après l'unification, avait perdu beaucoup d'influence, commença à remonter en raison de la politique anti-ouvrière et de la suppression des droits démocratiques par Nasser. Celui-ci ne put simplement aller au devant de l'opposition de la bourgeoisie syrienne et, par suite, le dirigeant de celle-ci, Sabri el-Assali, fut écarté du gouvernement. Mais le danger pour le régime bonapartiste ne se trouve pas dans la bourgeoisie, il est dans le mouvement du peuple, avant tout dans le mouvement ouvrier. C'est la raison de la vague d'arrestations de communistes et d'éléments de gauche. En Egypte, dans les dernières semaines on a non seulement interné beaucoup de communistes, mais on a aussi écarté tous les éléments de gauche des appareils de l'Etat et de l'économie. *L'opposition des couches inférieures de la société syrienne contre Nasser n'est pas une opposition à l'unification étatique ; il s'agit d'une lutte contre la terreur, pour la démocratie et pour l'élévation du niveau de vie des travailleurs.*

Le parti petit bourgeois *El Baath* a épuisé son rôle comme facteur révolutionnaire moteur. Ses dirigeants, avant tout Akram Haurani, se sont complètement associés au régime de Nasser ; ils ont atteint leurs buts carriéristes et siègent dans l'appareil d'Etat. Nasser les oppose maintenant aussi bien aux masses qu'à la bourgeoisie oppositionnelle. Le dirigeant de gauche du *Baath* syrien a disparu de la scène.

Les staliniens n'ont rien appris. Ils n'ont pas mobilisé les masses pour une lutte pour démocratiser la R.A.U. et en faveur d'un gouvernement ouvrier et paysan, mais ils ont cherché à créer un front unique « national » syrien avec la bourgeoisie. Ils n'ont pas expliqué aux masses que c'était précisément cette bourgeoisie qui, peu de temps auparavant, avait fait appel à la dictature de Nasser pour se protéger contre eux.

La plus forte impulsion directe à l'agitation en Syrie et à un retournement de l'opinion de larges couches en Egypte a été la victoire de la révolution en Irak il y a six mois. Là existe maintenant une liberté politique comme aucun pays arabe n'en a connu depuis des siècles. Le mouvement ouvrier et les partis ouvriers sont non seulement légaux, ils exercent une influence considérable sur la vie sociale.

Dans la première période qui suivit la victoire, Nasser (avec beaucoup de réserves) exprima beaucoup de louanges pour « les frères d'Irak ». Lorsque l'ex-vice-premier d'Irak, Aref, ne réussit pas à mettre l'Irak

au pas de l'Egypte, mais fut arrêté, le dictateur du Caire en eut froid dans le dos. Il ne s'agit pas en premier lieu, comme beaucoup aiment à le dire, de ses désirs de domination sur l'Irak, mais du danger de mort pour son régime en R.A.U. résultant des rapports politiques existant en Irak et du danger potentiel d'un développement socialiste révolutionnaire. Il peut différer longtemps l'unification étatique avec l'Irak, mais il doit aussitôt annoncer la lutte la plus vive contre la possibilité d'une existence légale de porte-parole des masses travailleuses. Tel est le véritable arrière-fond des oppositions égypto-irakiennes et de la campagne la plus honteuse de la clique des officiers égyptiens et de leurs alliés du traître *El Baath*.

Le P.C. irakien, qui est à présent le plus fort parti irakien et le plus fort de tous les P.C. des pays arabes, a récemment publié une courte déclaration et une longue résolution du Comité Central. Les deux documents sont imprégnés de l'esprit le plus profondément opportuniste et nationaliste. La déclaration ne s'adresse pas aux couches laborieuses, mais commence : « Citoyens ! Fils de notre grand peuple ! » Au premier coup d'œil, ce document a un effet dégradant. Deux passages de la déclaration nous indiquent le véritable caractère du parti :

« Notre pays possède beaucoup de richesses naturelles. Il faut encore rechercher la voie de leur exploitation et des investissements à partir de leurs revenus sur la base de la garantie des besoins les plus nécessaires des masses populaires, du développement de l'économie et des finances nationales, et d'une étroite coopération avec les pays arabes frères pour un intérêt réciproque. L'idée de l'union à la R.A.U. effraye les masses, car l'union de l'économie et des finances nationales n'assure pas assez de possibilités au développement ; elle n'assure également pas des conditions égales à la coopération économique entre l'Irak et la R.A.U., étant donné la différence des phases de développement des deux pays. »

Il ne vient pas à l'esprit du P.C. irakien qu'une union sur la base de l'égalité non seulement ne désavantagerait aucun des participants, mais au contraire pourrait être économiquement, socialement et politiquement positive pour tous deux. Qui plus est, la demande d'une unification sur la base d'un régime démocratique démasquerait le régime de Nasser, aiderait les masses égyptiennes et syriennes à renverser la dictature bonapartiste et donnerait au mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan un contenu concret. Mais lorsque nous trouvons dans la déclaration du P.C. irakien le point suivant dans son programme : « Solidarité de toutes les classes [souligné par nous] et de tous les groupes du peuple, de tous les partis et forces patriotiques », nous avons toute l'escroquerie devant nous, comme avec Khaled Bakdash, dirigeant du P.C. syrien. Toutes les classes ne sont pas intéressées à l'unité arabe, et le P.C. n'est pas pour la lutte des classes, mais pour la « solidarité de toutes les classes. »

Dans la résolution du C.C., nous trouvons le passage suivant : « [Le parti] lutte de façon conséquente contre les idées « de gauche » qui consistent à minimiser la signi-

fication du front national, à tendre à créer des fractions sectaires dans les masses et à suivre les actions spontanées et aventuristes qui peuvent surgir des masses».

Pour les stalinien, l'activité autonome du mouvement ouvrier et le rejet de la «solidarité de toutes les classes» sont de l'aventurisme. Ce passage du document est la preuve que les bureaucrates stalinien qui se sont détournés de toute idée socialiste s'attendent à une sérieuse opposition d'éléments révolutionnaires dans et hors du parti.

Les reculs de Nasser, l'opportunisme des stalinien et le manque d'une direction marxiste révolutionnaire menacent la fermeté du développement anti-impérialiste et anti-féodal. L'impuissance du régime Hussein en Jordanie n'a pas conduit, contrairement à ce que nous avons pensé, à sa chute après le départ des Anglais. Là les «socialistes-nationaux» de Nabulsi et du Baath sont du côté de Nasser, tandis que les communistes prêchent le particularisme. Le front unique qui existait autrefois est rompu. Le régime de Nasser est intéressé à ce que la tranquillité y sévise, car une montée y développerait de nouvelles forces spontanées comme en Irak.

Pour la même raison, au Liban se trouve une situation curieuse. Le gouvernement ne contient que quatre ministres : deux sont des dirigeants du soulèvement qui renversa le régime de Chamoun, et les deux autres sont des partisans ardents de Chamoun. Cette coopération malpropre correspond tout à fait à l'esprit de Nasser et de ses gens dans la situation actuelle.

## Amis lecteurs,

Aidez-nous. Si vous êtes abonnés, ne retardez pas le moment de votre réabonnement. Si vous n'êtes pas abonné, devenez-le sans tarder. Et tous trouvez-nous de nouveaux abonnés.

### ABONNEMENTS A « QUATRIEME INTERNATIONALE »

FRANCE : Un an (4 numéros) . . . . . 700 frs  
 Abonnement de soutien . . . . . 1.000 frs  
 ETRANGER : Un an . . . . . l'équivalent de 2 dollars  
 (plus frais postaux pour envoi par avion)

Tous paiements à notre compte postal :

Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu - C.C.P. 12648-46 Paris.

Finalement, le régime de terreur au Soudan. Le Nuri Saïd soudanais, Haïl, devait tomber parce que sa domination pro-impérialiste et anti-nassérienne était devenue anachronique. L'histoire montrera si le bruit selon lequel la clique des officiers du Caire aurait participé à la prise du pouvoir par le tyran qu'est le général Abond, est vrai. Quoi qu'il en soit, Nasser est satisfait qu'Abond ait atomisé le remarquable et militant mouvement ouvrier du Soudan par l'interdiction, l'assassinat et les camps de concentration.

Cette situation explique le tournant de Nasser vers l'impérialisme américain, l'accord financier avec l'Angleterre, son rapprochement avec l'Italie et même avec la France. D'autre part, il lui est impossible de se détourner de l'U.R.S.S. Tout d'abord parce que dans les dernières années, le développement économique, technique et militaire de la R.A.U. a été étroitement lié au bloc soviétique. Un retournement soudain serait catastrophique pour tout le système. Ensuite un éloignement total par rapport à l'U.R.S.S. et un rapprochement avec les Etats-Unis le démasqueraient non seulement aux yeux des masses des pays arabes, mais aussi du mouvement national et social de l'Asie et de l'Afrique.

Jamais autant que maintenant l'histoire de la révolution arabe n'a mis à l'ordre du jour la création d'un parti marxiste révolutionnaire en Orient arabe. C'est la tâche la plus importante dans la situation présente.

25 janvier 1959.

**Michel PABLO**

## Remarques sur le nouveau programme des communistes yougoslaves

### II. - La déformation bureaucratique

La déformation bureaucratique de l'Etat ouvrier dans la période de transition du capitalisme au socialisme est une question fondamentale pour la compréhension aussi bien de l'évolution de l'U.R.S.S. que des autres Etats ouvriers. Une analyse correcte du phénomène est une condition indispensable pour éviter la dégénérescence bureaucratique et être à même de la combattre adéquatement. Le stalinisme, expression de cette dégénérescence, est de par sa nature incapable d'analyser scientifiquement, correctement, ce phénomène. Il se contente de parler de temps à autre de manifestations bureaucratiques, qu'il fait semblant de combattre, mais il évite d'approfondir les raisons essentielles qui déterminent une déformation bureaucratique durable de l'Etat de transition, les caractéristiques et les tendances d'une telle déformation.

Toute autre est l'approche des Yougoslaves à cette question.

Bureaucratie et déformations bureaucratiques de l'Etat de transition occupent une place très importante dans les développements théoriques du Programme du 7<sup>e</sup> congrès de la Ligue des communistes yougoslaves. Ces phénomènes sont considérés par les Yougoslaves comme caractéristiques de l'Etat ouvrier de transition, plus particulièrement dans les conditions historiques actuelles concrètes, c'est-à-dire quand la victoire de la révolution se produit et reste isolée dans des pays économiquement et culturellement arriérés.

Leur raisonnement concret sur la question est le suivant : le rôle centralisateur de l'Etat est nécessairement grand, important, positif pour toute une période, après la prise du pouvoir ; mais par ce fait même, il existe une tendance à ce que l'appareil politique et économique de l'Etat devienne « le maître de la société, au lieu d'être son serviteur et son agent d'exécution ». Le danger de la bureaucratie consiste dans le fait que « comme toute autre maladie, il affaiblit tout l'organisme de la société socialiste, et ainsi stimule et fortifie les forces et les tendances antisocialistes. La bureaucratie par dessus tout, coupe inévitablement les liens entre les forces dirigeantes et la classe ouvrière, ayant ainsi toutes les contradictions sociales internes ».

Aussi longtemps qu'il s'agit seulement d'une tendance et de manifestations sporadiques, le « bureaucratisme étatique » entrave le développement de la démocratie socialiste et l'activité des forces sociales, déforme certaines relations sociales socialistes, privant la classe ouvrière de plusieurs de ses droits et aspects de son rôle dirigeant. Développée à l'extrême, la bureaucratie pourrait signifier « un type spécifique de restauration de formes de capitalisme d'Etat ».

L'application par les Yougoslaves de cette conception au cas concret de l'U.R.S.S. est naturellement des plus intéressantes. La concentration de tout le pouvoir politique et économique dans les mains de l'Etat a été accompagnée, selon les Yougoslaves, par des manifestations « de tendances étatiques-bureaucratiques, d'erreurs et de déformations dans le développement du système politique de l'Etat, et parallèlement à cela, d'une phase plus aigue et convulsive imprégnée de contradictions typiques de la période de transition du capitalisme au socialisme ».

A la longue, ce processus en U.R.S.S. a conduit au pouvoir personnel d'un seul homme, et au culte de sa personnalité.

Le jugement du Programme des yougoslaves sur Staline est clair et catégorique : « Staline à la fois pour des raisons objectives et subjectives n'a pas combattu les tendances bureaucratiques-étatiques engendrées par la grande concentration de pouvoir dans la machine de l'Etat et par la fusion de l'appareil du Parti et de l'Etat et un centralisme unilatéral. En outre, il devint lui-même leur protagoniste politique et idéologique ». (Souligné par nous).

Tendances bureaucratiques et bureaucratie se reflètent inévitablement sur le plan idéologique en des phénomènes tels que « le conservatisme, le dogmatisme, la révision pragmatique des principes fondamentaux du socialisme, le culte de la personnalité ». Dans le cas concret de l'U.R.S.S. et de Staline, « une révision pragmatique de quelques-uns des postulats scientifiques fondamentaux du marxisme et du léninisme fut effectuée d'abord dans la sphère de la théorie de l'Etat et du Parti, et ensuite également dans la sphère de la philosophie, de l'économie et des sciences sociales en général ».

Le Programme yougoslave explicite le révisionnisme de Staline en ces termes : « La théorie léniniste de la dictature du prolétariat comme système politique de pouvoir dans un Etat qui dépérit et comme instrument de la lutte de la classe ouvrière dans le processus d'abolition des fondations économiques du capitalisme, et de la création de conditions politiques et matérielles pour le libre développement de nouveaux rapports socialistes fut graduellement remplacée par la théorie de Staline d'un Etat qui ne dépérit pas et qui doit se renforcer dans tous les domaines de la vie sociale, un Etat dont la machine reçoit un trop grand rôle dans la construction du socialisme et dans la solution des contradictions internes de la période de transition, un rôle qui tôt ou tard doit conduire à la stagnation dans le développement des facteurs sociaux et économiques ».

Cependant, ajoute le Programme, ce rôle néfaste de Staline n'a pas réussi « à faire des dommages sérieux et durables au développement du socialisme en Union soviétique, parce que les forces socialistes dans ce premier pays du socialisme avaient grandi et étaient devenues si fortes qu'elles ont été capables de franchir les barrières de la bureaucratie et le culte de la personnalité ».

Dans cette évaluation il y a à la fois une retraite par rapport à la position erronée de Djilas sur l'U.R.S.S., société de « capitalisme d'Etat », et une surestimation des résultats du 20<sup>e</sup> Congrès et de la « déstalinisation » khrouchtchevienne. Mais, par là même, les défauts de l'analyse yougoslave

## LA THEORIE DE L'ETAT DE TRANSITION

L'importance que le Programme yougoslave attribue au danger bureaucratique, et l'expérience qu'il tire de l'exemple soviétique, l'amènent à élaborer plus profondément la théorie de l'Etat ouvrier de transition du capitalisme au socialisme.

La question du dépérissement graduel de l'Etat, affirme le Programme, « devient la question fondamentale et décisive du système socialiste de société ».

Certes, il ne s'agit pas d'abolir immédiatement l'Etat ou de minimiser en quoi que ce soit son rôle très important pour toute une période, après la prise du pouvoir, afin de « liquider les tendances économiques du système capitaliste et jeter les fondements pour la construction socialiste ». Il s'agit cependant de comprendre que « l'Etat socialiste est et doit être un Etat de type spécial, un Etat qui dépérit ». (Souligné par nous).

Certes, la période du dépérissement de l'Etat est un processus qui dure « pendant l'époque entière de transition du capitalisme au socialisme ». Pendant ce temps, « l'Etat, avec ses éléments spécifiques, existe et joue un rôle défini, indispensable, positif dans la société, différent au cours des diverses phases du développement pendant la période de transition ». Mais en même temps « le rôle de l'Etat diminue sensiblement, son corps subit une transformation, la démocratie directe se développe régulièrement, et les fonctions de divers corps d'auto-gou-

vernement social s'étendent. Les formes dans lesquelles ces processus évoluent, on l'a déjà vu, sont multiples, et elles le resteront à l'avenir ».

Ainsi les Yougoslaves reviennent à la théorie marxiste classique du dépérissement de l'Etat et se différencient radicalement du « socialisme d'Etat » stalinien.

Leur contribution originale dans ce domaine est cependant la suivante : loin de se contenter de l'étatisation de tous les moyens de production et de leur gestion par l'Etat, en tant que forme unique, ou la plus élevée, de propriété et de gestion sociales, les Yougoslaves considèrent — et à juste titre — que cette forme est en réalité la toute première étape — certes indispensable — de la société qui succède au capitalisme.

Cette forme de propriété sociale indirecte doit en réalité tendre « à la propriété sociale directe maxima, gérée toujours plus directement par le peuple travailleur émané et associé », parallèlement au renforcement matériel, social et politique de la société socialiste.

Le degré de dépérissement du rôle économique, social et politique de l'Etat doit se manifester précisément dans le développement de la gestion directe de la production par les producteurs, et de l'autogouvernement de toutes les cellules sociales.

Le socialisme ne se résume pas à l'étatisation de tous les moyens de production

et à leur gestion par l'appareil d'Etat, mais à la substitution aux anciennes relations sociales caractérisées par la gestion de plus en plus directe de l'économie et de la société, par les producteurs et les travailleurs. C'est seulement dans la mesure où ce contenu économique et social du socialisme se matérialise que le système s'enracine effectivement et peut se passer progressivement des moyens de coercition économiques et politiques que l'appareil d'Etat emploie pour le maintenir.

On sait que les Yougoslaves ont mis en pratique cette conception dans la constitution des *Conseils ouvriers*, des *Communes* et d'autres organismes d'auto-gouvernement. Gestion ouvrière des entreprises par les conseils ouvriers et gestion administrative directe de l'organisation politico-territoriale de base qu'est la Commune, concrétisent, selon les Yougoslaves, la démocratie socialiste directe, dans laquelle doit se refléter le dépérissement de l'Etat et la réalisation de l'essence plus profonde du socialisme.

C'est là naturellement une voie tranchant fondamentalement avec la religion du « Socialisme d'Etat » stalinienne, qui a érigé la propriété et la gestion par l'appareil d'Etat en forme sacrée et suprême du socialisme. C'est là également une voie tout à fait valable pour lutter concrètement contre le danger bureaucratique.

Nous avons eu cependant l'occasion de regretter (2) que les Yougoslaves restreignent pratiquement le contenu de la démocratie socialiste à la démocratie économique et ne l'étendent pas également à la démocratie politique. En théorie, le Programme du 7<sup>e</sup> congrès contient des propos excellents sur l'élargissement de la démocratie socialiste, synonyme du dépérissement de l'Etat et seul moyen efficace pour lutter contre la bureaucratie, aussi longtemps que les conditions économiques et culturelles ne permettent pas encore d'extirper les racines mêmes du phénomène bureaucratique.

constant de la bureaucratiation et de la bureaucratie lors de l'époque de transition.

✱

Le Programme yougoslave, outre le chapitre sur le rôle et les conceptions de la Ligue des communistes yougoslaves, contient nombre de références excellentes sur la mission des communistes en tant qu'avant-garde du mouvement socialiste. Nous devons souligner et saluer le fait que dans ce domaine également les Yougoslaves reviennent à l'enseignement de Marx et de Lénine, déclarant que les communistes ne sont que la partie la plus consciente de la classe, mais qu'ils ne peuvent pas se substituer à elle ni avant, ni durant, ni après la révolution. Le parti communiste ne doit pas diriger ou gouverner au nom de la classe mais avec la classe, celle-ci ayant la primauté sur le parti.

« Les rapports entre les communistes et les masses travailleuses, affirme le Programme, ne peuvent être soit le rapport entre le parti dirigeant et ceux qui sont dirigés, ou le rapport entre le maître et l'élève; ils doivent assumer de plus en plus le caractère d'un rapport entre partenaires égaux. »

Les communistes doivent rejeter toute idée de monopole aussi bien dans la direction de la lutte pour la révolution que dans l'Etat construit après la prise du pouvoir. La primauté doit toujours revenir à la classe démocratiquement organisée et s'exprimant librement. Les communistes doivent se dégager de la tentation — favorisée il est vrai souvent par les conditions objectives — de confondre la classe avec le parti, le parti avec l'Etat, et tendre toujours à faire agir aussi directement que possible la classe dans son ensemble.

En général, sur nombre de questions très importantes, le Programme des Yougoslaves démontre un réel retour à l'essence du marxisme classique, grossièrement déformé par le stalinisme. Qu'il s'agisse de la conception du socialisme, de l'Etat de transition, de la manière d'aborder les problèmes du socialisme (planification, collectivisation de l'agriculture, gestion ouvrière, etc.), ou de la politique socialiste nécessairement libérale dans les arts et les sciences, ou encore de la philosophie plus profonde du socialisme, centrée en définitive sur l'individu social, qui concerne la création des conditions optima pour l'épanouissement maximum de l'individu social, les Yougoslaves semblent avoir sérieusement maîtrisé l'enseignement des classiques du marxisme et avoir eux-mêmes élaboré en ces matières d'une manière souvent originale, fort heureuse et toujours spontanée et sincère.

Décembre 1958

(2) Voir première partie de l'article, Quatrième Internationale, automne 1958.

## 40<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Karl LIEBKNECHT et Rosa LUXEMBURG

### L'héritage détourné

par P. RICHARDS

Le 15 janvier 1919, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg furent assassinés à Berlin. Au nom du prolétariat russe et de la Troisième Internationale (Communiste), fondée peu après, Lénine et les représentants du mouvement ouvrier révolutionnaire du monde entier réunis à Moscou jurèrent alors de préserver l'héritage des dirigeants assassinés et de rester fidèles à leur esprit. La vie et le combat de Karl et de Rosa, leur rôle dans la Révolution allemande de 1918, ainsi que leur martyre, en avaient fait des symboles de la Révolution mondiale montante.

En particulier le prolétariat russe, qui était à cette époque sur le point de consolider son pouvoir étatique et de le mettre au service du mouvement ouvrier révolutionnaire du monde entier, connaissait alors l'histoire et les idées de Liebknecht et de Luxemburg aussi bien que l'histoire et les idées de son propre Parti bolchevik et tenait leur voie pour juste. Il était décidé de leur rester fidèle.

Extérieurement, cela trouvait son expression dans la popularité inouïe en Union soviétique des deux lutteurs assassinés. Des centaines d'entreprises, d'usines, de cercles, d'écoles, de rues, etc., reçurent les noms de Liebknecht et de Luxemburg, leurs écrits et discours furent diffusés à des tirages monstres dans toutes les langues soviétiques, le 15 janvier fut érigé en journée annuelle de souvenir en leur honneur.

Plus forte encore l'impression que devait produire sur chaque visiteur de l'Union soviétique, en ce début des années 20, la profonde conviction intérieure avec laquelle les communistes russes, au premier rang les jeunes, parlaient de Karl et de Rosa, et à quel point les idées des deux étaient passés dans la moelle de beaucoup d'entre eux. Pour eux Liebknecht et Luxemburg étaient une partie organique du mouvement révolutionnaire mondial auquel appartenait aussi leur propre Parti bolchevik, et la réalisation de leurs idéaux était indissolublement liée avec la réalisation de leurs propres tâches. Bien plus, ils ne pouvaient concevoir celle-ci sans « victoire à l'échelle mondiale » (concrètement à l'époque : avant tout en Allemagne).

Les travailleurs des autres pays étaient pour leur part persuadés que c'est entre les mains des communistes russes que l'héritage de Karl et de Rosa est le mieux présevé. Lorsqu'au printemps de 1925 j'ai passé un moment prolongé en compagnie du fils aîné de Karl Liebknecht (prénommé Wilhelm en l'honneur de son grand-père) et que nous en étions venus à parler de la question de la direction des partis ouvriers de différents pays européens,

il dit : « A présent il ne peut plus être question de former des cadres dirigeants du communisme dans un pays capitaliste. La bourgeoisie saura — ainsi que le sort de mon père et de Rosa le prouve — carrément les exterminer physiquement. Mais à Moscou l'état-major de la révolution mondiale, prenant appui sur les conquêtes matérielles de la révolution soviétique et sur le niveau théorique élevé des communistes russes, garanti contre toutes les atteintes, pourra bien développer et développera une activité fructueuse, telle qu'elle ne sera pas possible ailleurs pour un temps indéfini ».

A cette époque la Troisième Internationale et ses principales sections (et au premier rang de celles-ci le Parti communiste russe) s'en tenaient aux principes de Liebknecht et de Luxemburg (quelques divergences qu'il pût y avoir sur certaines questions tactiques, que l'on évitait, d'ailleurs, d'évoquer en ces temps-là). C'étaient les mêmes principes qui avaient été, au cours des décennies, ceux mêmes de Lénine et de ses plus proches compagnons : l'internationalisme prolétarien conséquent ; l'antimilitarisme ferme et militant ; la dictature prolétarienne, dans le sens d'un pouvoir étatique érigé et administré par les ouvriers eux-mêmes, dans leur intérêt et sous leur contrôle permanent.

A quel point, en ces années-là, Liebknecht et Luxemburg représentaient dans la conscience des communistes soviétiques une seule et même notion avec Lénine, cela est visible aussi par le détail suivant : dans les premières années après la mort de Lénine (21 janvier 1924), le jour anniversaire en son honneur était réuni avec celui de Karl et de Rosa, et férié comme « Journée des trois L » (Lénine, Liebknecht, Luxemburg).

Alors vint — pour l'Union soviétique et le communisme mondial — la grande défaite. L'appareil bureaucratique, sous la conduite de J.W. Staline, non seulement liquida systématiquement les meilleures traditions du Parti bolchevik, mais aussi falsifia — jusque dans ses racines — l'idée du léninisme. Que pouvait-il rester, dans ces conditions, du souvenir de Karl et de Rosa ?

Il était bien connu — et c'est précisément ce que Lénine et la vieille garde bolchevique estimaient le plus en Liebknecht et Rosa Luxemburg — que pour eux l'activité autonome des masses ouvrières, leur élan révolutionnaire, leur instinct et leur initiative constituaient l'élément décisif du bouleversement social. Un petit groupe de fonctionnaires pourvu de moyens de puissance, avec à sa tête un « chef » adulé comme une personnalité divine, n'aurait pu être qu'un instrument de la réaction, d'après les idées des leaders spartakistes (qui ont été exposées dans plusieurs travaux de R. Luxemburg, parmi lesquels aussi son ouvrage encore écrit en prison en 1918 et consacré spécialement à la Révolution d'Octobre). Nulles phrases et nuls sophismes n'auraient pu rattacher pour eux (et pour les camarades éduqués dans leur esprit) le monopole d'un tel groupe à l'idée d'un développement révolutionnaire.

Pas plus ce qui à la place de l'internationalisme prolétarien a été prôné par Staline comme « politique soviétique communiste », aurait jamais pu avoir l'approbation de Karl ou de Rosa. De même que la dictature d'un groupe ou d'une clique et le pouvoir prolétarien étaient pour R. Luxemburg des notions se contredisant et s'excluant mutuellement, de même elle avait (aussi bien que Liebknecht) une idée très claire de ce qu'est le chauvinisme (national). La renaissance du chauvinisme politique grand-russe qui s'accomplit sous les auspices de Staline et qui fut poussé si loin dans les années 30 que les intérêts de secteurs prolétariens importants en Europe (Allemagne, France) aussi bien que les intérêts de l'ensemble du prolétariat mondial se

virent carrément sacrifiés — cela, il était naturellement à jamais impossible de l'harmoniser avec le souvenir de Karl et de Rosa.

Encore moins peut-on s'imaginer que Karl Liebknecht aurait jamais donné son assentiment direct ou indirect au culte borné des maréchaux tsaristes Souvorov et Koutousov à qui, sur les instructions de Staline, devait rendre hommage non seulement les peuples de l'Union soviétique, mais aussi les partis communistes du monde entier. L'Armée rouge, passée jadis dans l'histoire — immédiatement après la Révolution et dans les années de la guerre civile — comme modèle d'une armée véritablement révolutionnaire et avant-garde de la révolution mondiale et dont aussi Karl et Rosa avaient salué la création, fut imprégnée d'esprit militariste et impérialiste russe, et bien des discours antimilitaristes enflammés de Karl Liebknecht pouvaient désormais s'appliquer aussi au militarisme de Staline.

Des décennies durant, pendant la période de la dictature réactionnaire de Staline, l'appareil de propagande de ce dernier était occupé à dénaturer grossièrement les œuvres de R. Luxembourg. Le « chef génial » lui-même en a donné le signal lorsque, dans sa lettre célèbre à la rédaction de la revue historique « Proletarskaïa Revolutsia » (1930), il insulta la grande révolutionnaire et forgea la notion du « luxembourgeoisisme », qui fut désigné comme une déviation de la ligne léniniste, comme une idéologie « semi-trotskyiste », comme un recueil d'erreurs.

La campagne ainsi déployée contre le « luxembourgeoisisme » se développa comme une avalanche, et dans les années 30 on en vint au point qu'en tant que crime et contre-révolution apparentée au trotskysme, le « luxembourgeoisisme » fut persécuté avec des moyens administratifs. Au cours de beaucoup de procédures d'enquête de ces années-là contre des communistes polonais et allemands, la « tendance à l'idéologie du luxembourgeoisisme » que l'on imputa aux accusés représentait une charge particulièrement accablante. La réaction allemande avait assassiné Liebknecht, Luxembourg et beaucoup de spartakistes héroïques. La réaction stalinienne parfit son œuvre en territoire soviétique avec une particulière cruauté, par l'assassinat de prolétaires polonais et allemands stigmatisés comme « luxembourgeoisistes ».

Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg avaient rêvé de la grande solidarité internationale, de la fraternisation des ouvriers russes et allemands.

Lorsqu'en 1941 eut lieu l'assaut hitlérien contre l'Union soviétique, l'issue révolutionnaire naturelle de la guerre dans l'esprit de la devise de Liebknecht aurait été la fraternisation des travailleurs allemands et russes se proposant comme objectif la création d'un puissant Etat ouvrier allemand allié sur pied d'égalité avec l'Union soviétique. Mais la seule pensée d'une telle fraternisation passait en Union soviétique pour une trahison, punie de mort. (La relation de scènes de fraternisation de la première guerre mondiale passait pour de l'« agitation antisoviétique »!) Et au lieu de rechercher — après la victoire sur Hitler — la liaison avec les masses de millions d'hommes du prolétariat industriel, Staline préféra la création d'un Etat-tampon en territoire allemand qui, il est vrai, n'est viable ni nationalement ni socialement, mais qui, sous l'administration du pantin « fidèle à la ligne » W. Ulbricht, assura l'exécution de toutes les directives de Staline et de sa clique. Comment Karl et Rosa auraient-ils tempêté — avec toute la fougue enflammée de leur tempérament — contre cette lamentable caricature d'un Etat « populaire » — qui signifie en réalité une misérable trahison des intérêts du prolétariat allemand et international!

Aujourd'hui, 40 ans après l'assassinat de Karl et de Rosa, le problème de la Révolution prolétarienne allemande est redevenu particulièrement actuel. Tout est entrepris pour approfondir et éterniser la division du prolétariat allemand, qui renferme le germe non seulement d'une guerre civile inter-allemande, mais d'un terrible choc atomique entraînant le monde entier à la catastrophe. Les ouvriers allemands, alors qu'on les excite les uns contre les autres dans l'intérêt de la réaction mondiale et d'une nouvelle guerre mondiale, peuvent beaucoup apprendre sur la voie sur laquelle ils doivent s'engager pour se sauver eux et le monde, en recourant aux œuvres de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg (et en ne se bornant évidemment pas à quelques phrases arrachées de leur contexte qui leur sont présentées par les propagandistes de la clique Ulbricht-Grotewohl qui s'efforce d'exploiter les noms de Liebknecht et de Luxembourg, bien qu'elle ne veuille rien entendre de leur esprit et de leurs véritables enseignements).

En comparant les paroles des héros prolétariens assassinés avec la marche de l'histoire dans les 40 dernières années, chaque ouvrier arrivera à la conclusion qu'il y a là un grand et précieux héritage qui a été détourné et égaré. Et le mouvement ouvrier international va devoir s'occuper de l'héritage de Karl et de Rosa ainsi que de celui des autres éminents dirigeants prolétariens de l'époque d'après-guerre.

A l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat des leaders du communisme allemand, nous publions :

- La traduction d'un extrait de la biographie de Rosa Luxembourg par Paul Frolich, dans lequel celui-ci évoque les premières années de Rosa et sa rencontre et sa vie avec Léo Joguiches, qui fut assassiné le 10 mars 1919, dans la prison de la direction de la police.
- Sur Karl Liebknecht, un article de Zinoviev, alors président de l'Internationale Communiste.

## Rosa LUXEMBURG et Leo JOGUICHES

par **Paul FROELICH**

En 1889, Rosa, âgée de 19 ans, quitte Varsovie pour Zurich.

*De Varsovie à Zurich, c'était le chemin qui menait de la prison de l'absolutisme au pays le plus libre de l'Europe, des fonds les plus couverts et les plus empoisonnés aux hauteurs où l'air était frais et la vue étendue. Zurich était le point de rassemblement le plus important de l'émigration polonaise et russe ; son Université était une école supérieure pour de jeunes révolutionnaires. C'étaient pour la plupart des êtres qui, malgré leur jeunesse, avaient déjà connu de sérieuses expériences de la vie, vécu en prison, souffert dans l'émigration et qui s'étaient arrachés à leurs familles et aux sphères sociales dans lesquelles ils étaient nés. Ils vivaient loin de la jeunesse étudiante bourgeoise dont le but était de s'assurer une place dans la vie. Ces jeunes émigrés travaillaient sérieusement dans leurs spécialités, mais ils pensaient moins au pain de l'avenir qu'à l'avenir de l'humanité. Dans cette colonie, hommes et femmes étaient égaux. Des conceptions libres y régnaient, mais aussi une morale fortement ascétique. Ils leur manquaient beaucoup de choses et il y avait une solidarité naturelle dépourvue de pathétisme. Ces étudiants ne tuaient pas le temps dans des beuveries. Ils discutaient inépuissamment et sans fin.*

sur la philosophie, le darwinisme, l'émancipation de la femme, sur Marx, Tolstoï, le sort de l'obstchina, ce reste du communisme agraire en Russie, sur les perspectives et la signification historique du développement capitaliste en Russie, sur les résultats de la terreur de la « Volonté du peuple », sur Bakounine et Blanqui et les méthodes de la lutte révolutionnaire, sur la démoralisation de la bourgeoisie occidentale, sur la chute de Bismarck et la lutte victorieuse de la social-démocratie allemande contre la loi d'exception, sur la libération de la Pologne, sur les enseignements de Lavrov et de Tchernichevsky, sur la « trahison » de Tourguenev dans son roman « Pères et fils », sur Spielhagen et Zola, sur mille « questions » et toujours sur le même thème, la révolution. Peu de pain et beaucoup de thé, des mansardes froides remplies de fumée de cigarettes, échauffaient les têtes, provoquaient de grands gestes, des exagérations et du romantisme. De cette jeunesse, beaucoup devaient disparaître dans les prisons du tsar et dans les lieux perdus de Sibérie. D'autres étaient destinés, après la griserie de l'émigration suisse, à devenir dans un coin de la Russie des fabricants, des avocats, des médecins, des professeurs, des journalistes, qui soutenaient l'État. Peu d'entre eux devaient vivre et agir dans les tempêtes révolutionnaires dont ils rêvaient tous.

Rosa Luxemburg ne se mêla qu'à la périphérie de cette bohème d'émigrés. Elle avait un rire moqueur pour ces débats qui ne menaient à rien. Elle était avide d'une soif de travail. Elle logeait dans la famille du social-démocrate allemand Lübeck. Il se faisait péniblement un chemin comme écrivain. Il accrût les connaissances de Rosa dans le mouvement ouvrier allemand, et elle l'aïda dans son travail littéraire, écrivant même à l'occasion un article à sa place. Elle dirigea bientôt la maison quelque peu stupéfiée de Lübeck.

À l'Université de Zurich, Rosa Luxemburg s'inscrivit tout d'abord aux sciences naturelles. Elle avait plus que de l'intérêt, presque de la passion, pour le monde des plantes et des oiseaux qui resta, pendant toute sa vie, un refuge quand elle cherchait une détente des combats. Mais sa vocation était la politique, et bientôt elle passa à l'étude des sciences politiques. L'enseignement officiel de l'Université ne pouvait lui offrir grand-chose... Le titulaire de la chaire d'économie politique à Zurich était Julius Wolf. C'était le type du professeur allemand, qui travaillait avec un soin infatigable une quantité de matériaux divers, mais restait un éclectique et ne pouvait se résoudre à une conception et à une description uniques et d'ensemble de la société. Mais Rosa Luxemburg recherchait constamment une synthèse en conclusion de la connaissance. Elle étudia intensivement les classiques Smith, Ricardo, Marx, et y acquit un mépris profond pour le professeur allemand, le « bureaucrate théorisant qui déchiquetait le tissu vivant de la réalité social en menus fils et particules, les regroupait et les étiquetait selon des points de vue bureaucratiques et les livrait ainsi tués comme un matériel scientifique pour l'activité administrative et législative des conseillers d'État ». Elle ne put renoncer à faire sentir au brave professeur la supériorité qu'elle avait bientôt acquise. Son ami et camarade d'études Julien Marchlewski a décrit dans des souvenirs (malheureusement non publiés) comment l'esprit moqueur des jeunes étudiants rendit difficile la vie du professeur Wolf. Ils préparaient avant les exercices de petits complots. Des questions étaient établies qui se trouvaient soumises en toute innocence, au maître. Lorsque Wolf s'était irrémédiablement embrouillé, Rosa se levait et démontrait sur chaque point l'insuffisance professorale. Julius Wolf semble avoir pris ce méchant jeu avec l'humour nécessaire : dans une esquisse autobiographique, il se souvient de sa meilleure élève avec une grande appréciation.

Outre ses études, Rosa Luxemburg militait dans le mouvement ouvrier zurichois et participait à la vie fortement intellectuelle des sommets de l'émigration politique. Elle se lia aux dirigeants marxistes russes, à Paul Axelrod, le Nestor de la social-démocratie russe alors encore embryonnaire, à Vera Zassoulitch et à Georges Plekhanov, le plus brillant disciple de Marx de l'époque. Elle le regardait avec émerveillement mais songeait cependant à préserver sa personnalité envers lui. Elle connut Parvus-Helphand qui étudiait à Bâle et dont elle se sentait proche de sa fantaisie productive vivante, de son réalisme politique et de sa puissante activité. Elle était plus étroitement liée à quelques camarades d'études qui avaient déjà gagné leurs galons dans le mouvement socialiste polonais et qui restèrent fermement à ses côtés jusqu'à la mort de Rosa ; parmi eux se trouvaient notamment Julien Marchlewski et Adolphe Warszawski-Warski.

De la plus grande importance pour son développement intellectuel et politique ainsi que pour sa vie personnelle, fut Léo Joguiches, qui arriva à Zurich en 1890. La vie de cet homme extraordinaire qui joua un rôle éminent dans les mouvements ouvriers polonais et russe, et qui, finalement, devait se trouver et mourir à la tête du Spartakusbund en Allemagne, est restée dans l'obscurité de la conspiration même pour le petit nombre de personnes qui travaillèrent avec lui. L'homme taciturne ne parlait jamais de son passé. On ne savait ainsi rien de sa jeunesse. Le peu qui en a été connu provient presque exclusivement de Z. Reizine qui a fait des recherches sur les débuts politiques de Joguiches chez les compagnons de jeunesse de celui-ci.

Né en 1867 à Vilna, Léo Joguiches provenait d'une riche famille juive. Le grand-père était connu comme un grand talmudiste, mais son père était émancipé intellectuellement et fortement russifié. Dans la famille on parlait à peine le yiddisch. Dès le collège, Léo commença à faire de la propagande révolutionnaire parmi ses camarades. Il quitta tôt l'école pour se consacrer entièrement au travail politique. En 1885 il fonda les premiers cercles révolutionnaires de Vilna. Le bundiste A. Gordon voit en lui le premier dirigeant et le réel fondateur du mouvement ouvrier de Vilna. Certes les groupes étaient encore très faibles, car il n'y avait que peu d'ouvriers et le déclin de la « Narodnaïa Volia » avait fortement émoussé les aspirations oppositionnelles dans la jeunesse intellectuelle. Et pourtant, de ce petit mouvement de Vilna sortit toute une série de dirigeants connus. Charles Rappoport, qui s'est fait un nom de théoricien dans le Parti socialiste de France, y appartint ; de même Pilsudski, le futur dictateur polonais. Le frère de Lénine, qui fut pendu en 1891 comme membre de l'organisation terroriste russe « Narodnaïa Volia », avait eu de Petersburg des liaisons avec les cercles d'étudiants de Joguiches. Parmi ses membres, Joguiches jouissait d'une grande considération. Un de ses élèves dit : « C'était un debater capable et intelligent. En sa présence on sentait toujours qu'on n'avait pas affaire à un homme quelconque. Il dévoua toute sa vie à son œuvre de socialiste et ses élèves l'adoraient ». Avec la plus grande sévérité, il se contraignit à faire ce qu'il considérait nécessaire pour le travail révolutionnaire. Il dormait sur le dur parquet, pour être prêt pour la planche de la prison. Il devint serrurier dans un atelier. Non en raison de cette aspiration à l'autohumiliation des générations précédentes de révolutionnaires qui « allaient au peuple », mais pour mieux comprendre les ouvriers et pouvoir agir plus fortement sur eux. En même temps il chercha à toucher les militaires et organisa un cercle d'officiers russes. Très tôt, il développa le penchant à la plus stricte conspiration qui devait dominer toute sa vie. Il apprit le métier de graveur et de compositeur d'imprimerie. Il se soumit à la plus sévère discipline et l'imposa à ses camarades de lutte dont il exigeait la plus stricte observation des règles de conspiration. Il apprit énormément, devint le maître de ses camarades, et exigeait d'eux qu'ils étudient avec avidité. Karl Radek raconta plus tard comment Léo, au milieu des tourbillons de la révolution de 1905, l'obligea à travailler de vieux écrivains, dont les noms étaient à peine connus.

Il fut bientôt soupçonné par la police, arrêté pour la première fois pendant l'automne 1888 et enfermé dans la citadelle de Vilna. Il fut enfermé à nouveau de mai à septembre 1889, et après sa libération, resta encore sous la surveillance de la police. Il devait alors faire son service. Il considéra que, suspect politique, il n'aurait aucune possibilité d'agir dans l'armée. Il craignait aussi son propre tempérament. Au lieu de rassemblement des conscrits, il se décida à fuir. On dit qu'il fut emmené de la ville dans une voiture, couvert d'une couche de glaise. Il arriva en Suisse pendant l'hiver de 1890.

Il disposait de moyens importants qu'il mit à la disposition de la propagande socialiste. Il proposa à Plekhanov la fondation d'un périodique et celui-ci accepta la proposition avec joie, car ce périodique pouvait devenir le levier pour un véritable mouvement social-démocrate en Russie, et Plekhanov aurait pu finalement être libéré de la pénible corvée pour gagner son pain (il gagnait sa vie à écrire des adresses) et déployer ses grands dons de savant et de propagandiste. Un accord se fit, mais fut aussitôt rompu sur la question de qui serait le chef politique de la publication. Plekhanov avait une bonne dose d'autoritarisme, et comment pouvait-il laisser cette arme importante à un riche jeune homme qui avait encore à faire ses preuves ? Mais Léo Joguiches connaissait sa propre valeur et ne pouvait laisser son travail en des mains étrangères ni se subordonner ; il était lui-même dominateur jusqu'à la tyrannie.

Il abandonna donc le mouvement pan-russe et se lança entièrement dans le mouvement polonais, dont il devint aussitôt le dirigeant et l'organisateur incontesté, une personnalité se trouvant à égalité à côté des grands dirigeants ouvriers russes.

Peu après son arrivée à Zurich, il rencontra Rosa Luxemburg, et d'un travail commun sortit bientôt un lien entre leurs existences. Ce lien semble surprenant entre la joyeuse Rosa, avec son tempérament tempétueux et les riches dons de son génie qu'elle dépensait prodigieusement, et ce Léo, dont la dureté et la discipline constituaient l'être qui ne connaissait pour lui et les autres que le devoir, le devoir jusqu'à la pédanterie, qui de sang-froid se sacrifiait et sacrifiait d'autres à la cause et qui ne laissait percevoir qu'à de rares moments fugitifs la profondeur de ses sentiments. Dans les tâches de la vie, pour tous deux cette opposition, dans la disposition et l'être, constitua le plus grand stimulant, et c'est un témoignage de la grandeur des deux caractères que cette union put durer sans qu'ils ne se détruisent l'un l'autre, mais au contraire qu'ils en accrurent leurs forces. Clara Zetkin, qui s'est trouvée la plus proche d'eux deux, témoigne que Léo Joguiches fut le juge critique incorruptible de Rosa Luxemburg et de son œuvre, sa conscience théorique et pratique, parfois celui qui voyait le plus loin et était le plus stimulé, pendant que Rosa restait celle qui voyait de façon la plus profonde et saisissait le mieux. Et c'est une profonde vérité que Clara Zetkin exprima sur Joguiches en ces termes : « Il fut une de ces personnalités masculines aujourd'hui rares qui peuvent supporter près d'eux, dans une camaraderie fidèle et heureuse, une grande personnalité féminine, sans ressentir la croissance et le devenir de celle-ci comme une chaîne pour son propre ego ». Cette camaraderie ne subit également aucun dommage dans les années ultérieures, lorsque les sentiments de l'un pour l'autre furent atténués.

Beaucoup du meilleur de Joguiches est certainement inclus dans l'œuvre de la vie de Rosa Luxemburg. On ne peut délimiter cette partie. Nous ne savons également pas lequel des deux donna les impulsions et les secousses décisives pour l'image politique qu'ils formèrent alors et qui détermina leur action ultérieure. Mais si Léo se força à rester à l'arrière-plan et ainsi à renoncer consciemment à sa part devant l'opinion publique, l'assurance de Rosa dans les questions théoriques-scientifiques montre qu'elle était dans ce domaine la plus forte, celle qui dominait, la plus créatrice.

## Karl LIEBKNECHT et la guerre

par **G. ZINOVIEV**

Karl Liebknecht ne fut pas tout de suite le Karl Liebknecht que le prolétariat international connaît aujourd'hui. Dans son activité politique, il y eut une période très étendue au cours de laquelle il ne se différença que peu des autres dirigeants de la social-démocratie allemande. En ce temps très éloigné, rien ne laissait prévoir le rôle historique international qui échet à Karl Liebknecht pendant la guerre. Il suffit de dire que dans les années 1905-1915, dans la lutte des courants « russes », Karl Liebknecht se trouva souvent plus près des mencheviks que des bolcheviks.

Le « dépassement » du Liebknecht social-démocrate au Liebknecht du Spartakusbund et de l'insurrection armée s'effectua pendant la guerre mondiale. Le mouvement communiste international des jeunes qui élève la jeunesse dans un amour ardent de Karl Liebknecht et voit en lui à juste titre, à côté de Lénine, son meilleur dirigeant, doit connaître le véritable Liebknecht, avec tous ses côtés forts et faibles, et ce d'autant plus que les fautes de Liebknecht n'étaient pas des fautes individuelles, mais bien plutôt celles de toute une aile (et pas la plus mauvaise) du mouvement ouvrier international. La figure de Liebknecht n'en perd rien de sa grandeur. Lénine écrivit que Rosa Luxemburg

se trompa dans la question de l'indépendance de la Pologne, qu'elle eut en 1903 une estimation fautive du menchevisme, qu'elle fut dans l'erreur sur l'accumulation du capital, qu'elle commit une faute en juillet 1914 quand elle se prononça pour l'unification des bolcheviks et des mencheviks (à la Conférence de Bruxelles convoquée par la II<sup>e</sup> Internationale), qu'elle se trompa dans quelques questions fondamentales de la Révolution russe dans la brochure qu'elle écrivit en prison en 1918, « mais malgré toutes ses fautes, elle était et reste un aigle », ajouta Lénine, citant les vers russes célèbres : « L'aigle descendra plus bas qu'une poule, mais les poules ne s'élèveront jamais aussi haut que l'aigle ».

Karl Liebknecht était et reste naturellement un aigle. La vérité, toute la vérité sur sa vie et sa lutte, sur ses fautes et ses avantages, rend encore plus clair, plus saisissant le réel héroïsme de sa prise de position pendant la première guerre impérialiste.

Le nom de Karl Liebknecht, tel qu'il entra dans l'histoire mondiale, est indissolublement lié à la guerre. La grandeur de Karl Liebknecht consiste en ceci qu'il parvint mieux que quiconque, à l'exception de Lénine, à exprimer avec une force inusitée le tournant dans la révolution prolétarienne qui s'effectua en Allemagne et dans tous les autres pays impliqués dans la guerre, en relation avec la première guerre impérialiste.

Il n'est pas besoin de rappeler particulièrement que la classe ouvrière d'Europe sortit, de la première guerre impérialiste, différente de ce qu'elle était à son début. Chaque mois de la guerre impérialiste mondiale fut une leçon énorme pour le prolétariat international. Chaque sabbat sur les champs de bataille impérialistes atteignait les illusions pacifistes réformistes de ces couches de la classe ouvrière européenne qui entrèrent dans la première guerre impérialiste avec ces sentiments qu'avaient engendrés les 25 ans de développement pacifique de la II<sup>e</sup> Internationale.

Le sang coulait à flots. Chaque semaine des dizaines et des centaines de milliers d'hommes perdaient la vie. Chaque jour croissaient la misère, les souffrances, la faim. Dès les premiers mois de la guerre, des hésitations et des doutes s'emparèrent même d'ouvriers aux sentiments patriotiques qui se trouvaient sous l'influence de la social-démocratie. Bientôt les hésitations et les doutes firent place à une animosité toujours plus grande contre la guerre que les dirigeants sociaux-démocrates qualifiaient de « grande », de « libératrice ». A Karl Liebknecht, nous le répétons, il revint d'exprimer de la manière la plus ample et la plus profonde le tournant qui s'opérait précisément dans les millions d'ouvriers, de parvenir avec ces masses à des décisions révolutionnaires, de protester avec elles et en leur nom de toute la force de son cœur ardent contre la guerre. Il réussit, mieux que quiconque, à exprimer la colère et la douleur, la souffrance et la protestation et la résolution révolutionnaire mûrissante de la meilleure partie de la classe ouvrière européenne que les mains criminelles de la bourgeoisie et de sa social-démocratie avaient envoyée sur les champs de bataille impérialistes.

Dans le livre remarquable de Barbusse « Le feu », qui donne une description artistique jusqu'alors inégalée de la guerre impérialiste, l'auteur nous montre dans un des passages les plus brillants de ce livre comment — la guerre alors battant son plein — l'image de Liebknecht concordait précisément avec les meilleures aspirations des ouvriers et des soldats de cette époque affreuse.

La force de Liebknecht s'exprima précisément en ceci qu'il comprit, alors que la guerre faisait rage, comment exprimer de façon incomparablement puissante la haine passionnée des ouvriers contre la guerre ainsi que les premières espérances, fraîches, en partie encore naïves, dans la révolution immédiate contre la guerre.

Déjà avant la guerre, Karl Liebknecht s'intéressa énormément à la révolution russe. Sur les événements de la révolution de 1905 il pencha une attention très passionnée. Mais Liebknecht ne parvint pas alors à se faire une idée claire et complète sur la signification de classe réelle des événements russes : il ne fit aucune estimation juste du bolchevisme et du menchevisme. Jusqu'en 1915, Liebknecht ne soutint pas les bolcheviks.

Liebknecht se trouvait à l'aile gauche, marxiste, de la social-démocratie allemande. Cependant, il n'avait pas de position délimitée, aucune sorte de plate-forme générale dans les questions « allemandes ». Il se prononça pour la nécessité d'une propagande antimilitariste au moment où les « pères » de la

social-démocratie allemande estimaient qu'en parler était « manquer de tact ». Il accorda beaucoup d'attention à l'organisation de la jeunesse à un moment où les mêmes « pères » considéraient cela presque comme une plaisanterie. (Un des traits caractéristiques de l'opportunisme était et est d'avoir une position négative et toute autre que bienveillante envers l'organisation de la jeunesse.) Ce sont des mérites extraordinaires de Liebknecht. Par son attitude envers la propagande antimilitariste et le soutien de l'organisation de la jeunesse, Liebknecht dans une certaine mesure prépara son rôle futur pendant la guerre impérialiste. Mais ce n'étaient que les seuls « bourgeois » que l'observateur du dehors pouvait découvrir en prévision du futur rôle de Liebknecht dans la guerre qui venait.

Liebknecht se trouvait dans l'aile gauche de la social-démocratie allemande. Mais ce parti, il le considérait comme son parti et l'unité de la social-démocratie allemande en 1914 était encore tout à fait intouchable. Jusqu'à l'éclatement de la guerre et même dans la première période de celle-ci, Karl Liebknecht ne put se décider à une opposition ouverte contre la majorité de la social-démocratie allemande et encore moins penser à une scission. Le 4 août 1914 encore, lorsqu'eut lieu le célèbre vote de la social-démocratie allemande pour les crédits de guerre, Liebknecht, qui avait mené une lutte ardente contre le vote au sein de la fraction parlementaire, se borna à une faible protestation publiquement. C'est seulement le 2 décembre 1914 que, sur le vote de 5 nouveaux milliards de crédits de guerre, Liebknecht fit sa déclaration et, seul sur 111 députés sociaux-démocrates, vota contre les crédits. Mais même cette position de Karl Liebknecht était encore si indécise que les bolcheviks se virent obligés, dans l'article « Pas des héros » de dire à ce sujet : « Maintenant est aussi publiée la déclaration de Liebknecht. Dans la première partie est stigmatisé excellemment le caractère de piraterie impérialiste de la guerre, dans la seconde partie elle s'épuise à proclamer le mot d'ordre de « paix ». La conclusion contredit tellement les prémisses qu'elle sonne faux. Si tout ce que le camarade Liebknecht a dit de l'essence et des causes de la guerre est juste (et c'est indiscutablement juste), la conclusion pour des socialistes ne peut être seulement que « la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ».

A cette première étape de la guerre, Liebknecht n'exprima que la tendance élémentaire des ouvriers à la paix et la première lueur de compréhension du caractère impérialiste de la guerre parmi les ouvriers sociaux-démocrates. C'est seulement pendant l'été de 1915, quand se réunit la première conférence de Zimmerwald, que Liebknecht adhéra au mot d'ordre léniniste de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Karl Liebknecht avait alors été mobilisé et ne put participer aux travaux de la conférence de Zimmerwald. Il envoya cependant une lettre à la conférence se terminant par ces mots : « Le mot d'ordre du jour, ce n'est pas la paix civile, mais la guerre civile ».

A cette époque se constitua le groupe Spartakus qui joua un rôle si glorieux dans l'histoire de la révolution allemande. A la tête de ce groupe se trouvaient Liebknecht et Rosa Luxemburg. Liebknecht comme son dirigeant et agitateur politique, Rosa Luxemburg comme théoricienne et initiatrice idéologique. La seule apparition de ce groupe valut à ses dirigeants la haine si honorable de la bourgeoisie et de la social-démocratie. La signification historique des premières actions des hommes de Spartakus est indiscutable. Toutefois on ne peut ici faire le silence sur le fait que le groupe Spartakus, dans la première période de son existence, n'avait nullement un programme bolchevik résolu. Les membres qui représentèrent ce groupe à Zimmerwald et à Kienthal se joignirent partiellement à Martov contre Lénine. Organisationnellement, ce groupe se trouvait encore en liaison avec l'union plus large de sociaux-démocrates oppositionnels allemands qui fondèrent plus tard l'U.S.P.

La position théorique de Karl Liebknecht même à cette époque n'était pas encore complètement élaborée. Néanmoins, la figure de Liebknecht dès cette époque grandissait non seulement chaque jour, mais chaque heure. Incorporé dans l'armée, il y poursuivit sa propagande contre la guerre et ni l'état de siège ni le poison moral des dirigeants de la social-démocratie officielle ne purent l'intimider. Ses « camarades » du parti social-démocrate ne craignirent même pas de le présenter comme fou. La haine mortelle du régime militaire prussien suivait chacun de ses pas. Mais la résolution de Karl Liebknecht n'en fit que croître, sa volonté révolutionnaire ne s'en trempa que davantage. A la tête d'une poignée d'ouvriers berlinois, il manifesta sur la Potsdamerplatz

pour lever ouvertement le drapeau de la lutte contre la guerre. Cette démonstration numériquement relativement faible des ouvriers de Berlin sous la direction de Liebknecht entrera dans l'histoire de la révolution mondiale comme un des épisodes les plus célèbres qui témoignent de la grande hardiesse du combattant prolétarien pendant les plus noires années de la guerre.

Karl Liebknecht exprima alors le mot d'ordre célèbre : « L'ennemi est dans son propre pays ! Retournez vos baïonnettes contre votre propre bourgeoisie ! » Ces mots eurent l'effet d'une bombe. Il faut avoir vécu cette période de la guerre pour comprendre quel effet ces mots devaient provoquer. Pour ces paroles hardies, le militarisme allemand envoya au bagne Karl Liebknecht sous les applaudissements de la social-démocratie allemande. Mais même au bagne Liebknecht resta le porte-drapeau des ouvriers allemands. C'est là qu'il devint le porte-drapeau de la révolution mondiale.

Plus la guerre impérialiste se prolongeait, plus grandissait le monceau de cadavres, plus effroyable devenait le sort de la classe ouvrière, et plus grandissaient le mécontentement des travailleurs et la résolution révolutionnaire du prolétariat de tous les pays belligérants, et plus le nom de Liebknecht resplendissait parmi les ouvriers dans la nuit sanglante de la guerre impérialiste. A cette période, le nom de Liebknecht était connu de cercles beaucoup plus larges que celui de Lénine qui, alors, était réduit à agir directement seulement dans l'illégalité des émigrants.

La Révolution russe éclata. Du bagne, Karl Liebknecht envoya aux ouvriers russes un message de soutien ardent. A ce moment, Karl Liebknecht commença à se persuader de toute la justesse de la position des bolcheviks. Ses anciens « amis », les mencheviks russes y compris les « plus radicaux » d'entre eux, se montrèrent des sociaux-traitres tout comme les Scheidemann et les Ebert. Seuls les bolcheviks apportaient aux millions d'ouvriers et de soldats mis en mouvement par la révolution, le programme de Karl Liebknecht, ses mots d'ordre, son nom. Dans les journées de juillet 1917, Lénine et les camarades se trouvant proches de lui connurent un sort très voisin de celui de Karl Liebknecht — on essaya également de les calomnier, de les salir, ils furent également déclarés des « agents de puissance étrangère », on les mit en prison comme « ennemis de la patrie ». Et leurs camarades du parti et de l'Internationale de la veille, les Liber, Dan, Tseretelli, Tchernov, avaient leurs mains prises dans ces calomnies honteuses.

A travers les murailles du bagne arrivèrent à Liebknecht les nouvelles des événements de Russie. Avec un intérêt toujours croissant, Liebknecht rassembla chaque nouvelle du premier pays où la révolution avait rompu le cercle de feu de la guerre. Il salua avec enthousiasme la victoire d'Octobre des bolcheviks, alors qu'il était encore dans les murs du bagne. Les bolcheviks ont pris le pouvoir. Ils sont fiers de l'amitié et du soutien politique total, sans réserve, d'un combattant tel que Karl Liebknecht.

Pendant quelques mois la révolution prolétarienne en Russie fit une marche triomphale de victoire en victoire, comme le dit Lénine. Mais alors se dressèrent devant elle les premières grandes difficultés internationales. L'impérialisme allemand était encore suffisamment fort pour obliger la révolution à passer par la période de Brest. Dans les discussions au sein du parti bolchevik sur la possibilité de signer la paix de Brest, le nom de Liebknecht ne joua pas un rôle minime. En Allemagne la vague révolutionnaire est certainement en montée. On peut attendre la victoire de la révolution allemande non pas d'un mois à l'autre, mais d'un jour à l'autre. Quand Liebknecht vaincra, il nous délivrera naturellement de toutes les difficultés et corrigera toutes nos bêtises — déclara Lénine aux communistes de « gauche » — mais il ne s'ensuit pas que nous pouvons nous permettre de faire beaucoup de bêtises, que nous puissions refuser de signer la paix de Brest dans le présent rapport de forces.

La révolution russe signa la paix de Brest. Ce fait suscita chez tous les sociaux-patriotes de Russie une explosion inouïe de colère. Le patriotisme petit bourgeois fut porté au blanc. Dans le monde entier, y compris en Allemagne, les dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale, entreprirent de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour calomnier les bolcheviks, pour rendre suspects les motifs de leur action et pour les montrer aux yeux des ouvriers de l'Europe occidentale sous le jour le plus défavorable. A nouveau, c'est Karl Liebknecht qui, du bagne, donna le signal à la meilleure partie de la classe ouvrière allemande et du prolétariat européen : si la première révolution prolétarienne doit main-

tenant supporter la lourde paix de Brest, ce ne sont pas les bolcheviks qui en sont responsables ; en premier lieu c'est la faute et le malheur des ouvriers d'Europe occidentale qui n'ont pas encore pu aller au secours de la révolution russe d'une manière adéquate.

Entre temps, les forces de l'impérialisme allemand déclinaient toujours plus et approchaient de l'épuisement complet. Avec une vitesse toujours plus grande mûrissait en Allemagne la crise révolutionnaire. Les masses ouvrières écrasées par la guerre vont à la révolution. La social-démocratie allemande officielle entreprend tout ce qui est possible pour maintenir ces masses sous le joug impérialiste. Mais il est déjà trop tard. Les défaites militaires de Hindenburg et de Ludendorff précipitent la chute. Les ouvriers allemands se radicalisent chaque jour, chaque heure. Karl Liebknecht est leur porie-drapeau, leur dirigeant. La gloire de Liebknecht brille parmi tous les opprimés, parmi tous les ouvriers révolutionnaires dans le monde.

Le mouvement révolutionnaire des ouvriers et soldats allemands libère Liebknecht du bagne. Directement en sortant du bagne, Liebknecht se rend à la tête d'une puissante manifestation ouvrière au siège de l'ambassade soviétique de Berlin pour transmettre avant tout son salut au prolétariat révolutionnaire russe. Il se découvre devant le drapeau rouge de la République soviétique, son premier discours dans l'Allemagne révolutionnaire est en l'honneur de la Révolution russe et du pouvoir soviétique.

Dès la première minute, toute l'activité de Liebknecht est au service ininterrompu de la révolution prolétarienne. Autour de Spartakus se rassemble la partie tout à fait révolutionnaire de la classe ouvrière allemande. Le nom de Liebknecht est un flambeau qui illumine la voie des rangs grandissants du prolétariat révolutionnaire allemand. Chaque jour, chaque heure, croît l'influence de Spartakus.

Mais la bourgeoisie allemande et la social-démocratie allemande sont incomparablement mieux organisées et plus intelligentes que la bourgeoisie russe, les socialistes révolutionnaires et les mencheviks russes. Avant tout ils étudient les expériences de la révolution russe. Alors que les Kerenski, Tseretelli, Tchernov, Liber et Dan, qui avaient le pouvoir en mains, donnèrent le mot d'ordre « Poursuite de la guerre jusqu'à une fin victorieuse », les Scheidemann, Noske et Ebert qui avaient également reçu le pouvoir, donnèrent avant tout le mot d'ordre : Conclusion d'une paix à tout prix ! Paix avec l'Entente impérialiste ! Guerre aux ouvriers révolutionnaires ! Paix avec Clemenceau et Lloyd George ! Guerre à Liebknecht et Lénine ! Tels étaient les mots d'ordre du gouvernement « social-démocrate » qui sortit de la Révolution de novembre. Les Ebert et Noske utilisèrent avec sang-froid la volonté de combat des ouvriers révolutionnaires allemands qui poussaient à l'action pour les entraîner dans un soulèvement prématuré et étouffer celui-ci dans le sang du prolétariat. Ce plan criminel des « pères » de la social-démocratie allemande fut engagé et mené avec succès. Le soulèvement de janvier fut étouffé dans le sang des meilleurs ouvriers allemands. Le jeune Parti communiste allemand fut privé de sa direction, de ses meilleurs dirigeants, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Hier même, Noske et Liebknecht, Ebert et Rosa Luxemburg étaient encore les membres d'un seul et même parti social-démocrate allemand « unique ». Aujourd'hui, Noske et Ebert sont les assassins de Liebknecht et de Luxemburg. Ce n'est pas seulement par sa vie et par sa lutte, mais aussi par sa mort héroïque, que Karl Liebknecht servit la grande cause de la révolution allemande. Les circonstances de sa mort ont permis à la classe ouvrière allemande de constater la décomposition de la social-démocratie allemande, de ce parti qui, jusqu'à ce jour, est le premier paladin de la domination bourgeoise.

Dans l'analyse des causes de la défaite du soulèvement révolutionnaire en Allemagne qu'il fit en 1921 après l'action de mars, Lénine dit ceci dans la « lettre aux communistes allemands » :

« Au moment de la crise, la classe ouvrière allemande n'avait pas encore un véritable parti révolutionnaire par suite du retard de la scission, de l'influence de la tradition unitaire fatale des vendus et des sans caractère (Kautsky, Hilferding et Co), de toute la bande des laquais du capital (Scheidemann, Legien, David et Co). »

Par suite de la scission tardive ! C'est précisément cette faute que les bolcheviks n'ont pas commise. Bien longtemps avant la guerre ils s'étaient

separés des mencheviks. L'avantage énorme qu'avaient les bolcheviks consistait précisément en ceci qu'ils entrèrent dans la guerre et, par suite, dans la révolution comme parti bolchevik indépendant, dont « l'unité » avec les mencheviks ne pouvait lier les mains. C'était la garantie de la victoire des bolcheviks.

Riches des « expériences russes » et portés au paroxysme contre la révolution prolétarienne proche, la bourgeoisie allemande et toute la bourgeoisie internationale, firent tout pour faire trébucher dans un piège les rangs non encore fortifiés des ouvriers mal armés et pour les battre aussi vite que possible. Les ouvriers brimés inhumainement par la guerre poussaient au soulèvement. « La haine conduisit à un soulèvement prématuré » (Lénine).

Sur les cadavres des ouvriers de Spartakus, sur les cadavres de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, la social-démocratie conduisit la bourgeoisie dans la « libre » Allemagne qui, à la dérision des ouvriers, fut appelée République « socialiste » par le premier gouvernement « social-démocrate ». Le prolétariat allemand a payé cher cette scission tardive du parti social-démocrate, cette absence d'un fort parti bolchevik.

Le soulèvement héroïque de Spartakus fut abattu, mais il sema les semences de la victoire. Ces semailles germeront.

La route de la social-démocratie officielle au « spartakisme » constitue un progrès immense. Le chemin parcouru du Spartakusbund au parti bolchevik est un autre pas en avant. Mais aller du bolchevisme au « spartakisme » signifierait reculer.

De Liebknecht en avant vers Lénine ! Si Karl Liebknecht vivait encore, il serait le premier à dire que ceci doit être la voie des révolutionnaires prolétariens, non l'inverse. Liebknecht lui-même a parcouru ce chemin, et c'est seulement la balle traitresse qui tua Liebknecht qui a empêché celui-ci de continuer à conduire le prolétariat allemand sur cette voie.

## LES LIVRES

# TROTSKY'S DIARY IN EXILE-1935

par **Pierre FRANK**

Les éditions de l'Université de Harvard ont récemment publié aux États-Unis un petit volume contenant essentiellement le « journal » tenu par Trotsky pendant quelques mois de 1935. Militant révolutionnaire, il ne recourait généralement pas à ce genre littéraire ; mais, à certaines périodes de sa vie où il se trouvait dans une sorte de captivité, il a fixé des notes sur le papier. Ce fut le cas en 1935, à un moment où, le gouvernement français venant de lui notifier un nouvel arrêté d'expulsion et, en l'absence d'un pays accordant un visa d'entrée, il fut amené à vivre dans un village dauphinois, sous une surveillance policière qui le privait de conditions normales de travail, sans secrétaire, et ne recevant son courrier qu'à intervalles distants. Il nota plus ou moins au jour le jour des remarques, observations..., tant sur les événements politiques que sur ses lectures, sur les incidents de sa vie et de celle de sa compagne, Natalia, le sort des siens en U.R.S.S., etc. Peu après son arrivée en Norvège, il retrouva des possibilités normales de travail et... oublia ce « journal », qui fut retrouvé dans ses archives déposées à l'Université Harvard.

Avant d'aborder ce document inédit de Trotsky, on ne peut manquer de sourire à la préface des doctes universitaires qui l'ont édité. Imbus de leurs connaissances livresques, ces gens y expriment une incompréhension peu commune des hommes, des événements et des idées. Le tournant de la réforme de la III<sup>e</sup> Internationale à la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est pour eux « le niveau politique abstrait de la crise de Trotsky en exil » ; le caractère général de l'homme, c'est celui d'un « intellectuel révolutionnaire en politique, un « outsider » avec ses idéologies ». Ces messieurs de Harvard ne voient la politique qu'au niveau des partis bourgeois des États-Unis. Étonnés de voir Trotsky homme d'une profonde sensibilité, ils n'arrivent pas à comprendre que dans ce journal ne se trouvent « aucun doute idéologique ou même examen de l'âme » (no ideological doubts or even soul-searching). On s'imagine de quel rire Trotsky aurait éclaté en lisant de telles lignes à son sujet.

Laissons ces distingués universitaires, et venons-en à ce journal même de Trotsky.

Sur toute la partie purement politique, il n'est nul besoin d'insister. Les notes qui s'y trouvent sont relatives avant tout aux événements qui se produisaient alors en France, entre le coup de force réactionnaire du 6 février 1934 et la montée du Front populaire : elles ont été élaborées, sous une forme beaucoup plus achevée, dans des articles que la IV<sup>e</sup> Internationale a réédités il y a quelques mois en français.

L'intérêt de ce journal est dans le fait qu'il donne un aperçu du Trotsky dans son dernier exil, du Trotsky qui, après avoir créé et dirigé l'Armée rouge dans les premières années de la révolution, avait été exilé et poursuivi par le stalinisme. Dans la littérature, on trouve de nombreuses et remarquables pages sur Trotsky, écrites au cours de ces années extraordinaires de la Révolution russe, et décrivant soit le militant d'avant 1917, soit « l'épée de la Révolution » (Radek) ; mais, jusqu'à présent, c'est tout au plus épisodiquement que l'on a écrit sur la dernière période de sa vie, de 1928 à 1940, sur des années qu'aucun des plus grands révolutionnaires n'a jamais connues. Après avoir été par deux fois dans sa vie à la tête d'un mouvement révolutionnaire, après avoir eu la deuxième place dans la direction qui a enlevé le sixième du globe à la domination capitaliste, l'État ainsi créé retourne ses forces contre lui, le chasse, et le contraint de mener une vie étrangère à son tempérament : il est observé de partout, il ne peut se mêler librement au monde, son activité passe nécessairement par un petit nombre de personnes. Il est coupé de ses compagnons d'armes qui vont être brisés par la terreur stalinienne. Plus encore, dans le mouvement ouvrier hors de l'U.R.S.S., il n'a plus aucun camarade de sa génération ; ceux qui se joindront à lui, ce sont des jeunes — dont beaucoup s'avèreront des oiseaux de passage, incapables de résister aux rigueurs du climat provoqué par les montées parallèles du fascisme et du stalinisme — des jeunes avec lesquels, malgré tout, il ne peut avoir des rapports aussi étroits qu'avec des hommes de son âge. Enfin, si aucun grand révolutionnaire n'a échappé aux infamies et aux calomnies de ceux dont il troublait l'existence et les petits intérêts, nul — pas même Blanqui — n'a connu une telle avalanche, un tel déver-

sement d'ordures, de mensonges, appuyés par l'autorité du premier État ouvrier et qui sont encore loin d'être déblayés.

Trotsky, dont la vie personnelle et l'activité révolutionnaire ne faisaient qu'un, a donné sur lui-même bien des éléments dans son autobiographie, mais celle-ci s'arrête pratiquement aux débuts de ce troisième exil. En outre, il y avait des profondeurs de son être que l'on pouvait entrevoir, en vivant auprès de lui ou en lisant ses œuvres, mais qu'il ne livrait pas : il n'était pas « soul-searching », pour employer l'expression des universitaires de Harvard, mais sa profonde vie intérieure, c'est peut-être plus que dans tout autre écrit de lui, dans le « journal » qui vient de paraître qu'on peut l'apprécier.

\*

Dans ce journal, abondent, comme on pouvait le prévoir, des réflexions nombreuses sur la littérature et l'art. S'il n'a pas manqué dans de multiples domaines des marxistes — de valeur inégale — on peut, par contre, compter par unités ceux qui ont apporté quelque chose dans celui de l'esthétique. Marx, Engels, Lénine n'ont pas, dans cette sphère, été au-delà de remarques dignes de leur génie. Mehring et Plekhanov ont été les premiers à travailler ce domaine. Trotsky a sans aucun doute fait un apport des plus considérables et des plus éminents. Mais, au moment même où la « déstalinisation » a affecté les milieux intellectuels communistes, ceux-ci n'osent pas regarder du côté de Trotsky, non seulement en matière d'analyse du stalinisme et des problèmes économiques et politiques des régimes de transition (cela risquerait de les conduire à des conclusions révolutionnaires), mais ils ignorent aussi l'œuvre de Trotsky comme critique littéraire marxiste. Parmi les causes de cet état de choses, il y a évidemment la difficulté, l'impossibilité à dissocier les deux domaines de manière absolue, mais il y a aussi le fait que Trotsky, se montrant un maître incomparable stimulant la pensée de ses lecteurs, dans quelque domaine qu'il traite, ne recourait jamais à la façon des professeurs, ne pontifiait jamais, et toujours sa pensée s'insère dans l'immédiat sans perdre la perspective historique. Que n'a-t-on pas dit récemment encore sur la littérature soviétique ? En tout cas, rien d'aussi concis et d'aussi profond que cette note insérée dans le journal à la date du 9 mars 1935 :

« Le roman d'Alexis Tolstoï, Pierre 1<sup>er</sup>, est une œuvre remarquable pour la façon immédiate dont il ressent le lointain passé russe. Bien sûr, ce n'est pas de la « littérature prolétarienne » : comme écrivain, A. Tolstoï a ses racines dans la vieille littérature russe — et, naturellement, dans la littérature mondiale aussi. Mais, sans aucun doute, c'est la révolution qui, par la loi du contraste, lui a donné (et pas seulement à lui) un sentiment particulièrement fin pour la nature spéciale de l'antiquité russe — immobile, sauvage et non dégrossie. Elle lui a appris quelque chose de plus : à rechercher, sous les conceptions idéologiques, les fantaisies et les superstitions, les intérêts

simplement rituels des divers groupes sociaux et des individus y appartenant. Avec une grande pénétration artistique, A. Tolstoï met à nu les soubassements matériels cachés des conflits idéologiques dans la Russie de Pierre. De cette manière, le réalisme psychologique individuel est élevé au réalisme social. C'est sans aucun doute une réalisation de la révolution comme expérience immédiate et du marxisme comme doctrine générale.

Mauriac, un romancier français que je ne connais pas, un académicien (ce qui est une pauvre recommandation) a écrit ou dit récemment : nous reconnaitrons l'U.R.S.S. quand elle produira un nouveau roman du calibre de Tolstoï ou Dostoïevski. Apparemment, Mauriac faisait une différence entre ce critère idéaliste, artistique, et un critère matérialiste, marxiste, basé sur les rapports de production. En réalité il n'y a pas là de contradiction. Dans la préface à mon livre Littérature et révolution, j'écrivais il y a bientôt douze ans :

« Mais même une solution réussie des problèmes élémentaires de la nourriture, du vêtement, du logement et même de celui des illettrés ne signifierait nullement une victoire complète du nouveau principe historique, celui du socialisme. Seuls un mouvement de pensée scientifique sur une échelle nationale et le développement d'un nouvel art signifieraient que la semence historique a non seulement poussé comme plante, mais a même fleuri. En ce sens le développement de l'art est le test le plus élevé de la vitalité et de la signification de chaque époque. »

Cependant, il est impossible dans un sens quelconque de représenter le roman de A. Tolstoï comme une « fleur » de la nouvelle époque. Il a été déjà dit pourquoi cela est vrai. Et les romans qui sont officiellement regardés comme de « l'art prolétarien » (dans une période de complète liquidation des classes !) sont comme tels dépourvus de signification artistique. Bien sûr, il n'y a rien « d'alarmant » à cela. Il faut un certain temps pour qu'un bouleversement complet des fondations, des habitudes et des conventions sociales produise une cristallisation artistique suivant de nouveaux axes. Combien de temps ? On ne peut le dire à la légère, mais il faut beaucoup de temps. L'art est toujours porté dans les fourgons du train d'une nouvelle époque, et le grand art — le roman — est une charge particulièrement lourde. Qu'il n'y ait pas eu de nouveau grand art jusqu'à maintenant est tout à fait naturel et, comme je l'ai dit, cela ne devrait pas et ne peut pas alarmer personne. Ce qui peut être alarmant, ce sont les imitations révoltantes d'un nouvel art écrites sur l'ordre de la bureaucratie. Les incongruités, l'hypocrisie et l'ignorance du présent bonapartisme « soviétique » tentant d'établir un contrôle illégitime sur l'art — toutes ces choses rendent impossible n'importe quel esprit créateur artistique dont la première condition est la sincérité. Un vieil ingénieur peut peut-être construire une turbine à contre-cour, celle-ci ne serait pas de première classe, précisément parce qu'elle aurait été construite à contre-cœur, mais elle servirait au but pour lequel elle aurait été

destinée. Mais on ne peut, de toute façon, écrire un poème à contre-cœur.

*Ce n'est pas par accident que Alexis Tolstoï a reculé à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et au début du XVIII<sup>e</sup>, pour pouvoir gagner la liberté essentielle à l'artiste.*

En plus de considérations générales comme celles-ci, que de remarques à propos d'un livre ou d'un auteur ! En 1935, J. Romains, dont les premiers volumes des « Hommes de bonne volonté » avaient paru, se lançait dans la politique. En quelques lignes, Trotsky le juge à la fois comme politicien et comme écrivain :

*« Comme écrivain (et encore plus comme homme politique) il manque évidemment de caractère. Il est un spectateur et non un participant. Mais seul un participant peut être un profond spectateur... Comme spectateur, Romains peut être un écrivain remarquable, mais il ne peut pas être un grand écrivain. »*

Un jour, le hasard lui fait lire *La Maternelle*, de Frapié, un prix Goncourt décerné à une époque où cette distinction ne faisait pas tant de bruit. De l'œuvre de cet auteur qu'il ignorait totalement, Trotsky écrit :

*« Il montre très courageusement l'arrière-cour, et le coin le plus sombre de l'arrière-cour, de la civilisation française, de Paris. La cruauté et la pauvreté de la vie frappe le plus durement les enfants, les plus petits. Frapié se pose le problème de regarder la civilisation actuelle par les yeux effarés d'enfants maltraités et affamés, ayant des vices héréditaires dans le sang. La narration n'est pas appuyée artistiquement ; il y a des cassures et des échecs ; les arguments de l'héroïne sont en même temps naïfs et même maniérés, mais l'auteur réussit à créer l'impression nécessaire. Il ne connaît pas d'issue et même ne semble pas en chercher une. Le livre est chargé de désespoir. Mais ce désespoir est incommensurablement plus élevé que les recettes, coquettes et à bon marché, de Victor Margueritte. »*

\*\*

On retrouve la même acuité d'observation liée à la même capacité supérieure d'en tirer des idées générales et des conclusions sociales, lorsque, quittant le domaine de la littérature, il note les contacts qu'il a avec des gens, contacts nécessairement forcés avec diverses « autorités » et personnages officiels, ou nécessairement brefs et peu développés avec des gens qui le plus souvent ne connaissent pas son identité. Procureur, policiers, greffiers, préfets, et propriétaires d'hôtel ou de pension, coiffeur, etc. De petites touches, pittoresques, pleines d'ironie envers ces fonctionnaires préoccupés de n'avoir pas d'histoires à son sujet qui entraveraient leur carrière. Et ces mots qu'on ne peut pas lire sans qu'ils évoquent combien de souvenirs misérables :

*« Il n'y a pas de créature plus dégoûtante qu'un petit bourgeois engagé dans l'accu-*

*mulation primitive. Je n'ai jamais eu l'occasion d'observer ce type d'aussi près que maintenant. »*

\*\*

Toujours sensible à l'extrême dans les contrastes entre les progrès de la connaissance humaine et les superstitions et préjugés, et des combinaisons qui en résultent : la radio d'une part, et les manifestations de Lourdes ou d'une cérémonie royale en Angleterre d'autre part. Sur le plan de l'intelligence, Trotsky ne manque pas de conclure :

*« Il y a une plus grande distance entre Baldwin et Lénine, comme types intellectuels, qu'entre les druides celtiques et Baldwin. »*

Il est de plain-pied avec Marx, Engels, Lénine ; avec eux il respire l'air frais des montagnes, qui débarrasse les poumons remplis des microbes de la petitesse et de l'insolence, de l'obséquiosité et de l'ignorance. Parmi les pages de ce journal, relevons quelques lignes trop brèves sur Engels, « une des personnalités les plus fines, les mieux équilibrées et les plus nobles dans la galerie des grands hommes » :

*« Auprès de l'Olympien Marx, Engels est plus « humain », plus approchable. Comme ils se complètent bien l'un l'autre ! Ou plutôt, combien consciemment Engels s'efforce de compléter Marx ; toute sa vie, il s'emploie à cette tâche. Il regarde cela comme sa mission et y trouve sa gratification. Et ce, sans l'ombre d'un sacrifice personnel, toujours plein de vie, toujours supérieur à son environnement et à son âge, avec des intérêts intellectuels immenses, avec une vraie flamme de génie toujours brûlante dans la forge de la pensée. Sur l'arrière-fond de leurs vies quotidiennes, Engels gagne énormément en stature par comparaison avec Marx, bien que naturellement la stature de Marx n'en soit nullement diminuée. Je me souviens qu'après avoir lu la correspondance Marx-Engels dans mon train militaire, je parlai à Lénine de mon admiration pour la figure d'Engels. Mon point de vue était que, vu dans ses rapports avec le titan Marx, le fidèle Frédéric gagnait, plutôt que diminuait, en stature. Lénine exprima son approbation de cette idée, avec ardeur, voire avec plaisir. Il aimait Engels très profondément, particulièrement pour la totalité de son caractère et son humanité complète. Je me souviens avec quelle excitation nous avions examiné un portrait d'Engels jeune homme, y découvrant les traits qui devinrent si éminents dans la suite de sa vie. »*

\*\*

Au moment où il écrivait son journal, la répression stalinienne qui avait déjà lourdement touché les opposants, allait passer à une nouvelle étape, en atteignant les familles et les amis de ceux-ci : une année seulement plus tard commençait le premier grand « procès de Moscou ». Trotsky, qui avait déjà été frappé par Staline en plusieurs membres de sa famille, voyait plu-

sieurs autres des siens menacés. Trotsky et sa compagne, Natalie, allaient être douloureusement atteints, dès 1935, par l'arrestation de leur plus jeune fils, Serge, qui, s'étant détourné dès son enfance de la politique, était devenu professeur dans un institut de technologie et se consacrait entièrement à ses travaux techniques.

Qui s'est trouvé proche de Trotsky et de Natalie dans ces années d'exil où ils devaient apprendre le suicide de Zina, la disparition de Serge, et la mort de Liouva, ne peut lire bien des pages de ce journal sans revivre des heures douloureuses et sans retrouver avec éclat l'exemple incomparable de ces deux êtres, souffrant profondément, mais montrant au monde entier, aux amis peu nombreux et aux puissants ennemis sans vergogne, une fermeté de caractère de la plus haute inspiration pour de jeunes révolutionnaires.

Dans ce journal, on apprend l'inquiétude de Trotsky et de Natalie sur la façon dont leur fils Serge, dépourvu d'intérêt politique, pourrait tenir devant ses bourreaux animés d'une haine insatiable. Il y a plusieurs mois, un témoignage incontestable est venu nous apporter le récit d'une rencontre fortuite, en 1937, d'un militant communiste et de Serge dans une prison du Guépéou ; Serge, avons-nous appris, s'est montré plein de la dignité et du courage dont il avait eu l'exemple chez ses parents.

Parmi les lignes de ce journal, il n'en est peut-être pas de plus émouvantes que celles que Trotsky consacre à Natalie : il faut les lire, tout commentaire serait trop pauvre.

\*\*

Dans ce journal, Trotsky apparaît aussi concerné avec l'idée de la mort, uniquement comme le révolutionnaire, conscient de la tâche qu'il accomplit, qui paraît avoir ressenti en lui certains signes prémonitoires :

*« Ma pression sanguine élevée (et toujours montante), écrit-il en février 1940, trompe ceux qui sont auprès de moi sur ma condition réelle. Je suis actif et capable de travailler, mais l'issue est évidemment proche. »*

Ce qu'il craignait, c'était non une mort soudaine, mais une invalidité prolongée et, dans ce cas, il déclare nettement envisager un « suicide » comme celui des Lafargue. Mais en même temps, il ne pouvait pas ne pas penser que, dans les conditions d'acharnement et de calomnie des staliniens contre lui, cela risquerait de donner lieu à des interprétations erronées et malveillantes ; aussi a-t-il estimé indispensable de réaffirmer sa conviction inébranlable dans le communisme et dans l'avenir de l'humanité en quelques lignes pour le cas où il aurait été amené à prendre une telle détermination.

\*\*

Bien d'autres passages donnent matière à réflexion, que ce soit son regret de ne pas pouvoir consacrer davantage de temps à la

philosophie, ou bien ce rêve dans lequel il cause avec Lénine. Mais, de ce journal, qui n'a pas été écrit pour être publié et qui fut oublié par Trotsky parmi ses papiers, il n'est pas possible de ne pas reproduire ce passage où un marxiste traite du rôle de la personnalité dans l'histoire, cette personnalité étant lui-même, avec une objectivité impressionnante :

*« Rakovsky fut à vrai dire mon dernier contact avec la vieille génération révolutionnaire. Après sa capitulation, il ne reste plus personne. Bien que ma correspondance avec Rakovsky ait été interrompue au moment de ma déportation par suite de la censure, l'image de Rakovsky est restée néanmoins un lien symbolique avec mes vieux compagnons d'arme. Maintenant personne ne reste. Depuis longtemps je n'ai pas été en état de satisfaire mon besoin d'échanger des idées et de discuter des problèmes avec quelqu'un d'autre. J'en suis réduit à poursuivre un dialogue avec les journaux, ou plutôt à travers les journaux avec les faits et les opinions. »*

*Et pourtant je pense que le travail dans lequel je suis engagé à présent, malgré sa nature extrêmement insuffisante et fragmentaire, est le travail le plus important de ma vie — plus important que 1917, plus important que la période de la guerre civile ou que toute autre.*

*Pour être clair, je m'exprimerai ainsi. Si je n'avais pas été présent en 1917 à Pétersbourg, la Révolution d'Octobre aurait quand même eu lieu — à la condition que Lénine ait été présent et à la direction. Si ni Lénine ni moi n'avions été présents à Pétersbourg, il n'y aurait pas eu de Révolution d'Octobre : la direction du parti bolchevik l'aurait empêchée de se produire — je n'en ai pas le moindre doute ! Si Lénine n'avait pas été à Pétersbourg, je doute que j'aurais pu surmonter la résistance des dirigeants bolcheviks. La lutte contre le « trotskysme » (c'est-à-dire contre la révolution prolétarienne) aurait commencé en mai 1917 et l'issue de la révolution eut été mise en cause. Mais, je le répète, une fois admise la présence de Lénine, la Révolution d'Octobre eut été de toute façon victorieuse. On peut grosso modo dire la même chose de la guerre civile, bien que dans sa première période, notamment lors de la chute de Simbirsk et de Kazan, Lénine hésita et fut assiégré de doutes. Mais ce fut sans aucun doute un sentiment passager qu'il n'a probablement jamais exprimé à d'autre qu'à moi.*

*Ainsi, je ne puis parler du « caractère indispensable » de mon activité même pour la période de 1917 à 1921. Mais maintenant mon travail est « indispensable » dans le plein sens du terme. Il n'y pas du tout d'arrogance dans cette prétention. L'effondrement des deux Internationales a posé un problème pour la solution duquel aucun des dirigeants de ces Internationales n'est en quoi que ce soit armé. Les vicissitudes de mon sort personnel m'ont placé en face de ce problème et m'ont armé d'une importante expérience pour le traiter. Il n'y a personne d'autre que moi pour réaliser la mission d'armer une nouvelle génération avec la mé-*

(Suite page 79)

## NOTES DE LECTURE

## Voies nouvelles ? Perspectives nouvelles ?

par Pierre FRANK

La défaite du mouvement ouvrier français en mai 1958, provoquée par la combinaison des politiques des directions ennemies du P.S. et du P.C.F., a stimulé l'éclosion de théories et de conceptions qui, partant de telles ou telles observations justes, s'engagent dans des voies où le terme si galvaudé à présent de révisionnisme non seulement est parfaitement applicable, mais est parfois même en dessous de la réalité.

Un des théoriciens de ces temps nouveaux est un nommé Serge Mallet, ce pseudonyme cachant, dit-on, un intellectuel encore il y a peu de temps membre du P.C.F. Il se répand dans plusieurs publications, mais a donné la formulation la plus complète de ses vues dans « Les Temps Modernes ». Nous avions signalé (1) qu'il avait fort justement observé que le changement de régime en France avait été notamment conditionné par la nécessité, pour le secteur modernisé du capitalisme français, d'éliminer un régime politique qui faisait la part trop belle aux secteurs arriérés, archaïques, voire parasitaires, de ce capitalisme. Nous avions également signalé qu'il critiquait justement la direction stalinienne pour le fait qu'elle avait, sous prétexte de gagner à elles les classes moyennes, simplement défendu les intérêts conservateurs et réactionnaires de ces classes moyennes. Mais nous avions ajouté que, dans cet article paru dans les numéros de juillet-septembre 1958, il déduisait en peu de phrases une politique erronée de collaboration de classe.

Dans un nouvel article, paru dans le numéro de novembre-décembre 1958 de la même revue, sous le titre « Après le référendum : perspectives nouvelles », il expose fort longuement la politique qu'il préconise, et nous allons voir où il va. Disons que l'intérêt essentiel de cet article est de développer avec conséquence et jusqu'au bout toute une série d'idées sur les « voies nouvelles » qui se font jour parmi les intellectuels et toute une frange de militants en réaction contre le stalinisme et le molletisme; chez eux, ces idées sont confuses à souhait, la discussion avec elles est généralement compliquée du fait qu'elles sont rarement pensées à fond, que ceux qui les formulent se complaisent le plus souvent

(1) « Quatrième Internationale », novembre 1958, J.P.M., « Ambiguïté du gaullisme ».

dans l'inachevé; par contre, Mallet présente l'avantage de ne pas hésiter à en tirer au moins des conclusions fort importantes. La revue « Les Temps Modernes », en publiant cet article, éprouve le besoin d'ajouter « qu'elle ne partage pas toutes les opinions exprimées » par Mallet; espérons donc que sa franche formulation aura comme résultat de faire réfléchir ceux qui pourraient être tentés par certains aspects fallacieux de ces raisonnements.

Le point de départ, chez lui, reste la lutte entre le capitalisme modernisé et les branches arriérées de l'économie. Ce conflit existe et il serait erroné de le négliger. Mais que dit précisément Mallet à ce sujet ?

« Nous estimons que dans les circonstances actuelles, la lutte entre le capital financier et les autres couches capitalistes tendait à devenir l'élément primordial de la vie politique. »

Ainsi, ce n'est pas la lutte de classe entre le capitalisme et la classe ouvrière qui est l'élément primordial, fondamental, des rapports sociaux et des luttes politiques dans notre société, mais la lutte entre diverses couches capitalistes. Il suffit de mentionner cette petite révision pour comprendre qu'on peut aller très loin.

Mais tout d'abord, pourquoi Mallet est-il arrivé à cette conclusion ? Que pense-t-il de la classe ouvrière ? Il trouve que la classe ouvrière en tant que classe est une abstraction, et que la réalité est tout autre :

« La classe ouvrière se fragmentait en de multiples groupes sociaux, sans liens réels les uns avec les autres... »

« L'appel à la solidarité ouvrière, à la conscience de classe brute résonne dans le vide. La lutte des salariés pour l'amélioration du niveau de vie se situe de plus en plus au niveau de l'entreprise, de la branche d'industrie, la différenciation de plus en plus poussée des salaires — et des formes du salaire — rendant dérisoire toute formule générale. »

Il parle avec dérision de la fameuse « conscience de classe » des travailleurs.

Ces affirmations, Mallet a prétendu les étayer dans d'autres articles en opposant les ouvriers de certaines industries de « haute composition organique » à ceux des industries à basse composition organique. En introduisant même la formule C/v dans un article, on peut peut-être épater le petit

bourgeois (il en connaît des choses, ce Mallet !), mais cela ne fait pas une démonstration tant soit peu valable.

Tout d'abord, il est aisé de constater que la classe ouvrière n'a jamais été une classe homogène : elle est tout simplement la classe sociale la moins hétérogène de la société capitaliste ; le patronat ou le réformisme ou tous deux ont, dans toute l'histoire de la classe ouvrière, joué sur ces différences au sein de la classe. D'autre part, le développement de la technique a toujours entraîné la disparition de certains métiers et la création d'autres, et cela a toujours provoqué des difficultés pour unifier la classe ouvrière. Les allumeurs de becs de gaz ont fait place aux électriciens, les cochers de fiacre aux chauffeurs de taxi, etc. Le mécanicien de locomotive couvert de charbon de « la Bête humaine » fait actuellement place à un mécanicien en blouse blanche. Il ne faut pas être très âgé pour se souvenir de certaines dissensions entre des catégories antagonistes. Il y a eu déjà dans le passé des « théoriciens » qui se gaussaient de la « conscience de classe ». Mais, en dépit de ces différences de catégories, celle-ci existe.

D'ailleurs, quand Mallet déclare que la lutte se présente au niveau de l'entreprise ou de la branche d'industrie, il prend pour argent comptant la politique suivie par les directions syndicales, la « particularisation » des revendications, mais oublie que la tendance qui n'a cessé de se manifester spontanément chez les travailleurs, depuis la Libération jusqu'en mai 1958, et ce à plusieurs reprises, c'était la généralisation des luttes. Que ce soit au moment de la grève des mineurs en 1948, des grèves d'août 1953, chez les postiers, les cheminots, ou des grèves des métaux de Nantes et de Saint-Nazaire en 1955, le mot d'ordre qui surgissait spontanément chez les travailleurs à travers tout le pays, c'était : y aller tous ensemble, grève générale. Qu'il s'adresse donc à Frachon pour lui demander quels efforts d'ingéniosité et de machiavélisme il a dû déployer chaque fois pour fragmenter cette « fameuse » conscience de classe. Si cela ne lui suffit pas, qu'il voit donc un peu quels efforts les dirigeants du mouvement syndical ont exercés pour faire avaler les échelles hiérarchiques alors que les ouvriers, spontanément, tendaient à fermer l'éventail des salaires.

Certes, la conscience de classe n'est pas une donnée toute faite naturellement, mais un produit historique ; elle trouve ses origines spontanées dans l'organisation sociale du capitalisme, parce que — quelle que soit la catégorie professionnelle — tous les ouvriers, à quelque entreprise qu'ils appartiennent, de haute ou de basse composition organique, sont unis comme vendeurs de leur force de travail, en face d'un patronat qui se trouve uni comme acheteur de celle-ci et comme associé dans le partage du profit. Les métiers, les techniques changent ; mais le capitalisme — malgré tous ses efforts — ne peut dominer le fonctionnement de son économie ; il a pu différer les crises pour y substituer des « récessions » ; mais alors le chômage — qu'il frappe telle ou telle catégorie — montre que l'ouvrier est avant tout

caractérisé comme vendeur de force de travail. Les transformations dans le capitalisme n'ont pas et ne peuvent pas changer cette caractéristique fondamentale.

Ceci dit, c'est le rôle de l'avant-garde que de passer du spontané à quelque chose de conscient. Les directions traditionnelles ont sur le plan politique comme sur le plan économique failli à ce rôle d'élever la conscience de classe.

A Mallet qui voit tant de fragmentation dans la classe ouvrière, nous pourrions en passant faire la remarque que le capitalisme, y compris son « néo-capitalisme », est aujourd'hui même encore beaucoup plus divisé et déchiré que la classe ouvrière, et c'est entre autres une des raisons du changement de régime en France.

De ses affirmations schématiques sur les divisions de la classe ouvrière, Mallet prétend, à propos du référendum, que :

« Ce ne sont pas les voix des « ouvriers les plus pauvres » qui ont manqué au non, mais principalement celles des travailleurs des industries les plus modernes. »

Sur quoi repose une telle affirmation ? Les chiffres globaux sont peu éloquentes en cette matière. Il n'y a, à notre connaissance, aucune donnée qui permettrait d'arriver à une telle conclusion. Récemment, quelques camarades ouvriers nous faisaient observer que les ouvriers qui ont voté « oui » l'avaient fait en cachette, sans le dire avant, ni même après le référendum, et que c'est seulement après les mesures économiques de Gaulle-Pinay que certains ont reconnu s'être fait rouler en votant « oui ». Dans la mesure où, en l'absence d'éléments statistiques qui permettent de différencier les catégories, on ne peut se prononcer qu'en fonction d'observations faites par les militants qui, après tout, ont aussi des méthodes d'appréciation qui valent bien des gallups, il faut conclure que la ligne de partage entre les « oui » et les « non » dans les masses laborieuses n'a pas suivi la division entre industries modernes et les autres, mais entre ceux qui n'avaient pas cette « conscience de classe » et ceux qui, membres des organisations, des syndicats (de tous les syndicats tant soit peu dignes de ce nom), avaient une « conscience de classe » indépendante de la composition organique de l'usine où ils travaillent.

Mais, étant guidé par son *wishful thinking* en la matière, Mallet va... justifier en fait le vote pour de Gaulle :

« Le vote de la classe ouvrière, dans sa majorité, et celui des nouvelles couches bourgeoises — techniciens et employés du secteur tertiaire — est en fin de compte beaucoup plus rationnel... Il est certain que les ouvriers ont, aujourd'hui, tout à appréhender d'une période de troubles. Non pour leur vie, mais pour la bonne marche de l'économie à laquelle est lié le maintien des avantages acquis par eux. »

Les deux dernières phrases sont l'essence de la pensée même de Mallet : les ouvriers sont liés à la bonne marche de l'économie. (Entre nous soit dit, c'est ce que pense et dit chaque patron quand les ouvriers lui demandent une augmentation de salaire, pour refuser celle-ci.) Ainsi se boucle le cercle commencé avec l'affirmation que la

lutte principale dans la société se trouvait entre deux catégories de capitalistes : les ouvriers doivent donc prendre position dans cette lutte aux côtés des... plus progressifs. Nous ne disons pas cela en procédant par déduction rationnelle à partir des affirmations de Mallet, il le fait lui-même et fort largement ; nous n'avons que l'embaras du choix quant aux citations :

« La Gauche n'avait pas à dire non au « néo-capitalisme » en tant que stade de l'évolution historique... »

« La restauration d'un mouvement ouvrier indépendant du capitalisme moderne doit nécessairement passer par la reconnaissance des traits principaux de ce capitalisme. La défaite du non n'est pas une défaite de la gauche, parce que la gauche n'a pas livré la vraie bataille. »

Dans cette théorie d'une « voie française au socialisme », il y a un appui à de Gaulle pour qu'il l'emporte en Algérie :

« Si de Gaulle réussit à imposer aux ultras, à l'armée et au F.L.N. « sa » politique algérienne — et il a de sérieuses chances d'y parvenir — il aura incontestablement créé les conditions d'un nouvel essor du capitalisme français, dans des conditions qui permettront à celui-ci de retrouver sur le marché international la place que la valeur de ses produits lui mérite et qui fut sacrifiée pendant des années par une politique de notaire grippe-sous. »

Il y a même en passant un programme pour l'Afrique :

« L'Afrique a besoin d'un plan Marshall français. » (2)

Il reproche au P.C. de n'avoir pas choisi :

« Sous prétexte de préserver l'indépendance politique du mouvement ouvrier par rapport au libéralisme bourgeois, de ne pas servir de « force d'appoint », il [le P.C.] a constamment refusé de choisir à long terme entre les deux tendances de la bourgeoisie. »

Ce n'est pas exact, car la direction du P.C.F. a cherché, depuis la Libération au moins, à être une « force d'appoint », mais elle n'a pas trouvé l'aile bourgeoise prête à l'accepter, car le prix était un changement de politique extérieure du capitalisme français, qu'aucune fraction de celui-ci n'était disposée à payer.

Quand on est lancé sur de belles théories de collaboration de classe, et qu'on leur croit une vertu extraordinaire, on en déduit que ceux qui ont suivi cette route vont récolter les bénéfices. Écrit avant les élections, l'article de Mallet croyait à une victoire des socialistes, et il l'expliquait par avance en ces termes :

« La S.F.I.O. a su... en coopérant avec le grand capital tout en formulant comme revendications ouvrières un certain nombre de nécessités techniques de la nouvelle orga-

(2) Les membres de la cellule Sorbonne-Lettres du P.C.F. qui ont fait une critique profonde de la politique de Thorez sur les problèmes coloniaux ne manqueraient pas, on peut l'espérer, de voir la monstruosité des conceptions néo-colonialistes de Mallet.

nisation du travail, conserver un certain prestige auprès des nouvelles couches industrielles. »

On trouve le grotesque dans l'exposé de Mallet. Si la classe ouvrière avait mis en avant un programme conforme aux intérêts du néo-capitalisme, car :

« A ce moment là, ces solutions, conformes aux nécessités du grand capital, seraient apparues comme imposées par les forces populaires. »

Mais on y trouve aussi l'odieuse. La récession est là, le chômage menace, les mesures gouvernementales vont atteindre les travailleurs. Du haut des aspects progressifs du « néo-capitalisme », voilà ce qu'écrit Mallet :

« Il est peu politique — et peu sérieux — d'attendre d'un approfondissement de la récession un renouveau de l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière française. Tout au plus assistera-t-on à de très brutales explosions de colère, à des « grèves sauvages » dans les centres industriels arriérés de province, le jour où les petits usiniers locaux déposeront leur bilan. Tout au plus verra-t-on se dessiner un poujadisme ouvrier... »

Quel mépris pour ces ouvriers qui lutteront pour leurs conditions d'existence. Tant pis pour eux de se trouver dans des centres industriels arriérés de province. Pourquoi ont-ils choisi comme patrons de petits usiniers ?... Du poujadisme ouvrier ! Faut-il le soigner à coups de matraque par la police d'un Etat dont, nous dit-il, « l'intervention se fait de moins en moins unilatérale » ?

Mais Mallet ne s'arrête pas là.

« Refuser le régime est une absurdité à laquelle, au lendemain du référendum, nul n'a plus même fait allusion. »

Et que faire dans de telles conditions ?

« Se tenir à l'écart des rouages politico-économiques de l'Etat moderne signifierait pour le mouvement ouvrier abandonner toute perspective révolutionnaire et même — en fait — toute politique sérieusement revendicative. C'est au contraire en s'insérant dans une position à la fois « critique et constructive » dans l'organisme économique qu'il contribuera à faire éclater ces contradictions et à les faire servir à la réalisation de ses propres objectifs... Le mouvement ouvrier, réorganisé sur des bases modernes, peut progressivement, utilisant l'ensemble de ses armes politiques, syndicales et économiques, s'assurer le contrôle d'un certain nombre de mécanismes de l'Etat producteur. »

Nous y voilà : s'installer dans les rouages politico-économiques de l'ordre nouveau !

Voies nouvelles ? Perspectives nouvelles ? Mais il n'y a rien qui n'ait déjà été formulé dans le mouvement ouvrier. Mallet a trouvé chez Lénine un bout de phrase pour essayer de faire passer sa marchandise frelatée :

« Quoique pourrissant, le capitalisme se développe, dans l'ensemble, infiniment plus vite que naguère. »

Mais le livre d'où cette phrase est extraite « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme », n'enseigne pas que conscience de classe est une baliverne et qu'il faut se

mettre à la remorque du capitalisme financier. Il montre que ce stade est celui du déclin du capitalisme, parce que ses contradictions ont atteint une exacerbation sans précédent, qui fait de cette ère celle des guerres mondiales et de la révolution socialiste mondiale.

Mallet fait erreur en accusant les stali-niens de « néo-ikrisme » ; le stalinisme est un phénomène vraiment nouveau par rapport à ce qui existait dans les premières années du siècle et Mallet montre là aussi beaucoup de légèreté en se servant d'un argument de cet ordre. Mais puisqu'il a lu Lénine, il aurait tout de même pu s'apercevoir que celui-ci a combattu une interprétation de Marx assez similaire à la sienne. celle du « marxisme légal » de Strouvé, qui voulait commencer par développer le capitalisme en Russie... afin de créer un avenir pour le socialisme à une date indéterminée.

Quant aux gens qui ont trouvé à un moment donné que le meilleur moyen de marcher au socialisme était d'entrer dans les rouages politico-économiques de l'Etat, ils sont légion : c'est ainsi que Jouhaux justifiait qu'il devenait régent de la Banque de France, et c'était ainsi qu'il montrait qu'il était révolutionnaire plus que quiconque, et Blum président du Conseil, sans oublier d'autres personnages qui, avec une phraséologie socialiste, et pour la rénovation de la société, etc., sont allés faire un tour chez les fascistes, les de Man, les Déat, les Doriot, etc. Sans parler de Lacoste qui, n'ayant lu ni Mallet ni quoi que ce soit, a trouvé pour servir le socialisme de lâcher la « pacification » de l'Algérie pour un poste d'administrateur à l'Electricité de France.

## Le journal de Trotsky (1935)

(Suite de la page 75)

thode révolutionnaire par-dessus la tête des dirigeants de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales. Et je suis en accord complet avec Lénine (ou plutôt avec Tourgenév) que le pire des vices est d'avoir plus de 55 ans ! J'ai besoin d'au moins encore cinq années de travail ininterrompu pour assurer la continuité. » (25 mars 1935.)

\*\*\*

Pour conclure ces quelques réflexions sur ce bref journal qui évoque en nous tant de choses, on ne peut mieux faire qu'appliquer à Trotsky, que d'aucuns prétendent dépassé, ces mots qu'on y trouve sur Engels, tant ils lui sont applicables :

« Les pronostics d'Engels sont toujours optimistes. Fréquemment ils sont en avance

On va peut-être crier au scandale : comment associer tous ces noms ! Nous ne commettons certes pas l'erreur politique de les mettre sur le même plan, nous savons les différences politiques entre les uns et les autres. Mais il y a une même source théorique chez les uns et les autres, qui a abouti à des positions politiques différentes et opposées. Tous sont partis du fait que les retards dans la venue du socialisme provenaient non pas des politiques des directions, mais de défauts, de tares de la classe ouvrière, de son manque de culture, de son absence de vision générale, de ses particularismes. Tous ont été imbus d'une supériorité toute petite bourgeoise du monsieur qui a passé quelques années à s'instruire ou qui, sans instruction, a montré quelque habileté à diriger un syndicat ou une municipalité. Tous ont trouvé à un moment ou à un autre LEUR voie nouvelle qui n'a été qu'une adaptation à la société capitaliste.

On peut dire avec certitude que les théories à la Mallet rendent aujourd'hui le meilleur service à la direction stalinienne, aux Thorez et aux Frachon. Le militant communiste dont l'esprit critique se développe et qui commence à avoir des doutes sur sa direction et la politique de celle-ci a beaucoup tendance à se souvenir où ont abouti tant d'opposants et il n'est pas facilement prêt à s'engager dans une lutte oppositive. Quand il voit en outre où un Mallet commence, il ne sera que trop naturellement enclin à se mettre à l'écart d'une telle lutte ou à s'y opposer. Il y a parmi les communistes oppositionnels bien des militants politiquement avertis ; il serait plus qu'urgent qu'ils renvoient de tels fabricants de « perspectives nouvelles » à d'autres travaux.

sur le cours réel des événements. Mais est-il possible en général de faire des prédictions historiques qui — pour employer une expression française — ne brûleraient pas quelques-unes des étapes intermédiaires ?

En dernière analyse, Engels a toujours raison. Ce qu'il dit dans ses lettres à Mme Wichnewetsky sur le développement de l'Angleterre et des Etats-Unis a été complètement confirmé seulement dans la période d'après [la première] guerre, 40 ou 50 ans plus tard. Mais ce fut certainement confirmé ! Qui, parmi les grands hommes d'Etat bourgeois avait même une notion de la situation présente des puissances anglo-saxonnes ? Les Lloyd George, les Baldwin, les Roosevelt, sans parler des Mac Donald, semblent aujourd'hui (en fait aujourd'hui plus encore qu'hier) des chiens aveugles auprès du vieil Engels à la vue lointaine. »

## DOCUMENTS

## CEYLAN

# En avant vers un gouvernement du Lanka Samasamaja Party!

(La nouvelle situation politique et nos tâches)

*En Orient les tensions sociales montent à nouveau et, préventivement, les forces bourgeoises ont établi des régimes dictatoriaux au Pakistan, en Birmanie, en Thaïlande...*

*La situation se tend également à Ceylan. Mais, dans ce pays, le mouvement ouvrier est dirigé majoritairement par le Lanka Samasamaja Party (section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale), lequel a alerté les masses travailleuses de Ceylan et posé le problème du pouvoir des ouvriers et des paysans.*

*Nous publions ci-dessous d'importants extraits de la résolution adoptée par la Conférence d'octobre 1958 du L.S.S.P.*

## 1. — L'EXPLOSION COMMUNALISTE ET L'ETAT D'URGENCE.

L'explosion communaliste très étendue de la dernière semaine de mai 1958, « l'état d'urgence » qui s'ensuivit, et les résultats de ces deux faits ont transformé la situation politique. La popularité et la position dans les masses du gouvernement du M.E.P. ont reçu un coup terrible. L'enthousiasme populaire pour lui a disparu ; le soutien actif qu'il recevait a fortement décliné ; sa base de masse s'est visiblement réduite. Intérieurement, il est soumis à de nouvelles tensions qui viennent encore l'affaiblir du dedans et le font boîter d'une situation à une autre et de crise en crise, sans aucune perspective claire et définie pour l'avenir. Les lois et l'administration découlant de l'état d'urgence ont constitué un important moyen pour étayer à présent ce gouvernement. Devant le Parti se pose donc comme tâche non seulement d'élever immédiatement et fortement la lutte contre le gouvernement du M.E.P., mais aussi de poser devant les masses comme une tâche urgente à être accomplie au plus tôt, celle de remplacer le gouvernement du M.E.P. par un gouvernement qui puisse être un instrument efficace répondant à la féalisation de leurs besoins fondamentaux immédiats.

L'explosion communaliste de la dernière semaine de mai 1958 fut plus large et plus forte que celle de juin 1956. L'explosion de mai 1958 eut aussi, dans une certaine mesure, un caractère différent de la précédente.

Cette fois-ci, dans les troubles furent impliquées une partie numériquement plus grande de la population et une zone géographique plus étendue. Furent également impliqués plus d'éléments provenant des couches élevées que des pauvres de la ville et de la campagne. En particulier, un plus grand nombre de jeunes bikkhus joua un rôle éminent. De même y participa également une proportion appréciable d'éléments « en pantalons ».

En outre, l'assassinat, les brutalités, les blessures, l'incendie, le pillage et la destruction sans motif de propriétés, qui se produisirent au cours des deux soulèvements, furent beaucoup plus répandus dans les deux journées de fortes émeutes en mai 1958 qu'ils ne furent dans toute la période d'émeute de juin 1956. Beaucoup plus de dommages furent faits aux personnes et aux propriétés en moins de temps en mai 1958 qu'en juin 1956.

Dans de nombreux lieux et en de nombreuses occasions, les troubles de mai 1958 eurent aussi un caractère moins spontané et des indices d'organisation plus nom-

breux que les troubles de juin 1956. Qui plus est, les activités du noyau communaliste politiquement sérieux dans la masse des émeutiers semblaient cette fois dirigées vers un objectif plus fort que la simple « punition » ou « vengeance ». On y voyait les signes d'un effort de groupes communalistes organisés pour diriger le soulèvement en vue de chasser les colons tamils des régions à majorité cinghalaise, et les colons cinghalais des régions à majorité tamile. Ils visaient apparemment à rendre « la vie entremêlée » psychologiquement et physiquement impossible.

Face à l'ampleur et à l'intensité de l'explosion communaliste et de l'effondrement en résultant de l'administration civile et de la vie civile normale, le gouvernement du N.E.P. s'est trouvé contraint, après beaucoup d'hésitation et de temporisation, à mettre en application l'ordonnance de sécurité publique. « Un état d'urgence » fut proclamé ; le couvre-feu fut imposé ; les forces armées furent mises en action pour rétablir et maintenir « la loi et l'ordre ». L'exécutif s'arrogea des pouvoirs extraordinaires. L'administration civile fut subordonnée aux autorités militaires au moyen du Gouverneur général et de « coordinateurs ». Les droits démocratiques et les libertés civiles de la population furent fortement réduits. Bref, le pays fut temporairement placé sous une administration dictatoriale, l'exécutif ayant pleins pouvoirs et les aspects répressifs de l'Etat étant placés à l'avant-plan de l'activité administrative.

## 2. — LE CHANGEMENT DE POLITIQUE DU N.E.P.

L'explosion communaliste et « l'état d'urgence » sont survenus alors que le gouvernement du M.E.P. était arrivé à une impasse politique générale. La détérioration de la position financière l'avait amené au point d'être incapable de continuer à faire progresser les améliorations modérées qu'il avait songé à présenter comme du socialisme. Son incapacité à s'engager dans un quelconque développement planifié de l'économie avait entraîné une augmentation rapide du chômage, une montée toujours croissante des prix des marchandises essentielles, et même un recul de l'économie nationale. Par conséquent, le gouvernement du M.E.P. était déjà parvenu au point où il ne pouvait plus maintenir ses prétentions à une politique socialiste. Il devait entrer ouvertement et directement au service de la classe capitaliste.

Avant l'explosion communaliste et l'état d'urgence, il y avait déjà des signes clairs que le gouvernement avait pris ce chemin. Il annonça non seulement la cessation des concessions de salaires à ses propres employés, mais il vint aussi en aide aux employeurs privés s'opposant à des augmentations de salaires. Il brisa des grèves par l'emploi de la violence policière ouverte dans les secteurs public et privé. Il gêna les syndicats par la loi sur les conflits syndicaux.

Par rapport au capital étranger, le gouvernement abandonna finalement sa politique proclamée jusqu'alors de nationalisation des plantations appartenant à des étrangers. En mai, il annonça le renvoi de telles nationalisations au-delà de sa période de vie constitutionnelle. Les garanties accordées aux investissements étrangers assurèrent la continuation de la subordination de l'économie ceylanaise à l'impérialisme et le maintien de Ceylan comme un domaine d'exploitation pour le pillage par le capital international. Ainsi le gouvernement du M.E.P. s'est également montré ouvertement au service du capitalisme étranger.

Le glissement à droite du gouvernement du M.E.P. ne s'est pas développé sans crise intérieure. Notamment au début de cette année, ce glissement donna lieu à des intrigues considérables au sein du Parti gouvernemental, menant à des heurts publics entre divers ministres. La crise fut surmontée sur la base d'un accord pour effectuer un glissement à droite, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation retirant les propositions de nationalisation du thé qu'il avait placées devant le Cabinet. Ainsi fut établie la voie de l'abandon ultérieur de la nationalisation même du thé. Il n'y eut pas un murmure du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation et de ses associés quand fut annoncé le renvoi de cette question pour cinq années.

Les événements démasquaient ainsi le gouvernement du M.E.P. comme un serviteur de la classe capitaliste quand, en mai, se produisit l'explosion communaliste. L'attitude du gouvernement en face de l'explosion et après celle-ci démontra clairement que le communalisme cinghalais était le facteur essentiel qui cimentait le M.E.P.

L'explosion communaliste de mai ne tomba évidemment pas d'un ciel serein. Elle provenait de tout le cours antérieur de la politique du M.E.P. en matière de relations entre races et notamment de relations de langues. Le but essentiel de cette politique était de reléguer la communauté tamile de Ceylan à un statut national inférieur à celui de la communauté cinghalaise. C'était donc une politique destinée à provoquer une résistance tamile, et c'est ce qu'elle provoqua. L'explosion de mai constitua un effort pour écraser la résistance tamile, d'une part, et pour soutenir, d'autre part, la résistance cinghalaise par une action directe de masse hors des limites de la loi.

L'explosion de mai survint aussitôt après la décision du Congrès du Parti fédéral de lancer un mouvement de désobéissance civile le 20 août. Une action directe de masse commença, sans aucun doute, chez les Cinghalais ; mais elle provoqua une prompt réponse de même caractère de la part des Tamils.

L'attitude du gouvernement du M.E.P., devant la situation qui se développait,

dévoila la profondeur de son communalisme cinghalais. Aux premiers stades, quand la scène principale de l'explosion se trouvait dans des régions cinghalaises, il s'abstint, hésitant à se heurter à des masses cinghalaises engagées dans une action communaliste. Lorsque sous la pression croissante des événements et de l'opinion publique, le gouvernement intervint enfin, il prétendit qu'il avait ainsi prévenu un projet d'insurrection tamile. Il chercha ainsi à se justifier et à justifier la répression de l'état d'urgence auprès des communalistes cinghalais. En vérité, ce n'était qu'une tentative de justification des communalistes cinghalais dans leur ensemble devant l'opinion publique.

## 6. — LES TACHES DU PARTI.

Une tâche fondamentale du Parti, dans la période immédiatement devant nous, est d'organiser parfaitement la classe ouvrière et de la préparer politiquement pour les batailles qui s'annoncent. Il doit être clairement compris par le Parti qu'il faut donner la priorité la plus élevée à l'extension de sa base politique dans la classe ouvrière. Dans la réalisation de cette tâche le Parti a l'avantage que la classe ouvrière est sortie des événements de mai sensiblement libre de l'infection communaliste. Les secteurs qui ont succombé au communalisme dans l'atmosphère extrêmement contagieuse de la dernière semaine de mai peuvent être regagnés au militantisme syndical et politique sans grande difficulté. En outre, il y a des raisons de penser que la classe ouvrière n'a pas perdu pendant le soulèvement communaliste sa combativité de la période antérieure. Rassemblés par leurs syndicats sur les lieux de leur travail, les ouvriers ont réussi à maintenir leur solidarité et leur conscience de classe malgré les erreurs sectionnelles. Les conditions de répression de l'état d'urgence ainsi que la large dislocation et le déclin économique du pays assurent que cette solidarité et cette conscience trouveront une expression militante.

Une tâche urgente du Parti est de lancer la lutte pour gagner à la bannière de la classe ouvrière les forces de masse qui se détournent du gouvernement du M.E.P. ou dont l'adhésion à celui-ci faiblit.

Dans la réalisation de cette tâche vitale, le Parti a comme avantages les conséquences des répressions de l'état d'urgence et la détérioration de la situation économique.

La situation économique également travaille contre le gouvernement du M.E.P., à la fois par les conséquences à court terme de l'explosion communaliste et par les perspectives à long terme. Dans les conséquences à court terme, la caractéristique principale est la continuation de la montée des prix déjà montants de produits essentiels, en raison de la dislocation générale de l'économie, de la désorganisation de la distribution, de la contraction du crédit et des insuffisances réelles dans la production. Dans les perspectives à long terme, le fait décisif est que la désorganisation administrative et la démoralisation du personnel administratif rendent inopérante la mise en œuvre de plans de développement même s'il était possible de les prendre en mains. Sous le gouvernement du M.E.P., Ceylan fait face à un déclin économique et non à un développement économique.

La tâche du Parti est donc de reprendre activement et de manière militante les griefs économiques des travailleurs, les griefs généraux des masses soumises à la répression, et les questions de montée des prix, de chômage, de réhabilitation des réfugiés, etc. qui peuvent unir dans l'action les masses urbaines et rurales. Dans l'agitation sur ces questions, le Parti doit apprendre comment, malgré les restrictions de l'état d'urgence, il faut maintenir vivante parmi les masses l'idée de l'action directe, car il faut reconnaître que la disposition et même le penchant des masses à l'action directe ont été une caractéristique de la période de domination du M.E.P. A vrai dire le soulèvement communaliste fut d'une certaine façon une expression perverse et indésirable de ce penchant. La tâche est de relier cette disposition pour l'action directe à des buts politiques progressifs. En tout cas c'est du développement de cette disposition à l'action directe que dépend la force du développement de la tendance vers la gauche et notamment la création d'un mouvement de masse rural qui puisse fusionner avec le mouvement de la classe ouvrière. Cette caractéristique dans la situation des masses est un des avantages pour le maintien duquel le Parti doit lutter et qu'il doit développer dans la période qui vient.

Une tâche particulière dans la situation présente est la lutte pour toute atténuation possible des lois d'urgence dans la mesure où elles gênent la lutte des classes et finalement la lutte pour l'abrogation de l'état d'urgence lui-même. Le Parti doit comprendre et savoir faire comprendre aux masses que l'état d'urgence, proclamé en raison de la situation communaliste, est désirable et agréable au gouvernement du M.E.P. en raison de la situation entre les classes. C'est un moyen d'imposer à l'avantage du gouvernement du M.E.P. la paix sociale et d'empêcher une activité politique hostile. La tâche du Parti dans ce domaine est de lutter pour débayer la voie en vue de permettre l'exercice des droits démocratiques normaux par les masses (liberté d'expression, de réunion, d'organisation, de fonctionnement des

syndicats et autres organisations de masse, libertés civiles, procédures légales normales, etc.). C'est également une tâche particulière du Parti que de lutter directement et avec énergie contre le communalisme et les politiques communalistes sur tous les fronts.

Dans la lutte contre le communalisme nous avons de nombreuses armes. Les plus puissantes de toutes sont la désorganisation de la vie et de l'activité normales que le communalisme a déjà entraînée et le danger rendu réel par le récent soulèvement que le pays soit divisé en deux Etats. Il y a aussi le simple fait que la politique « Cinghalais seulement » ne peut être imposée aux Tamils que par des méthodes extraordinaires qui créent le danger d'une dictature militaro-policière. Incidemment ce sont aussi des faits qui peuvent être employés pour empêcher un glissement vers l'U.N.P.

En liaison avec cette tâche de combattre le communalisme, il est nécessaire de préparer les masses à résister aux efforts de plus en plus persistants des communalistes cinghalais à étendre la lutte communaliste violemment à un autre front. L'anti-indianisme a été une fois de plus colporté par ces politiciens d'une manière aussi insensée qu'ils l'ont fait quand ils ont conduit leur campagne anti-Tamil. Si une campagne anti-indienne est lancée, la partie de la classe ouvrière la plus compacte, la plus nombreuse, la mieux stratégiquement placée dans le pays courra le danger d'être détournée vers un violent communalisme qui lui sera propre. Ceci ne pourrait qu'endommager le mouvement ouvrier et affaiblir la lutte des classes des ouvriers. D'autre part, les ouvriers indiens sont situés et organisés de telle manière qu'ils peuvent combattre la violence communaliste cinghalaise avec une violence propre écrasante. Si une telle résistance est conduite par eux sur une ligne de lutte de classe, il en résultera un renforcement du mouvement général de la classe ouvrière contre le communalisme et contre la classe capitaliste elle-même. Une tâche de fondamentale importance pour le Parti est de préparer le secteur non indien de la classe ouvrière à résister généralement à l'anti-indianisme. Cela constituera une partie importante du processus de politisation de la classe ouvrière. La politisation des ouvriers indiens et le renforcement de leur conscience d'être des Ceylanais doivent évidemment progresser comme une partie du processus de politisation de la classe ouvrière.

Bien que la classe capitaliste souffrant toujours de la défaite électorale de 1956 et enhardie par la faiblesse du gouvernement fait toujours de celui-ci le principal objet de ses attaques, on doit cependant se souvenir qu'à tout moment décisif, considérant que le L.S.S.P. est son principal ennemi, elle lancera une offensive infatigable contre le Parti.

## 7. — LE MOT D'ORDRE AGITATIONNEL CENTRAL.

Les tâches énumérées ci-dessus se résument dans la tâche générale d'accroître immédiatement et vivement la lutte contre le gouvernement du M.E.P. et de diriger cette lutte de manière déterminée vers le remplacement au plus tôt de ce gouvernement par un gouvernement qui pourra guérir la rupture communaliste, réaliser un programme de mesures économiques radicales pour une reconstruction planifiée du pays et rétablir et approfondir les droits démocratiques du peuple et défendre l'indépendance du pays. Le fort tournant à droite du gouvernement comme serviteur ouvert du capital indigène et étranger, le tournant de sa politique communaliste vers la soumission des Tamils aux intérêts du communalisme cinghalais, et la menace que ceci constitue pour l'existence même d'un seul Etat ceylanais indépendant, le fait que le gouvernement a atteint le point où il trouve difficile de maintenir plus longtemps une administration démocratique normale, et l'incapacité manifeste du gouvernement à arrêter le déclin économique du pays et à le hisser sur la voie d'un développement économique planifié, tout cela rend cette tâche non seulement nécessaire mais aussi urgente.

Le moment est venu d'appeler au renversement du gouvernement du M.E.P.

Lorsque le gouvernement du M.E.P. fut installé en avril 1956, le L.S.S.P. ne pouvait pas d'une manière réaliste poser devant les masses la tâche du renversement du gouvernement du M.E.P. A vrai dire il eut été incorrect de lancer un tel appel. Les masses s'étaient dressées avec enthousiasme dans les élections de 1956 pour battre l'U.N.P. et installer à sa place le M.E.P. parce qu'elles prenaient celui-ci pour une coalition socialiste qui serait l'instrument du peuple défiant et battant les intérêts établis. Il y avait aussi le fait que la politique communaliste du M.E.P. recevait un large soutien des masses cinghalaises qui, dans leur majorité, rejetaient la proposition du L.S.S.P. de donner au tamil la parité de statut comme langue officielle avec le cinghalais. Dans cette situation, la tâche du Parti était de fournir aux masses toute l'aide pour reconnaître progressivement le caractère du régime du M.E.P. comme étant malgré la démagogie socialiste de sa propagande, un régime pieds et poings liés au système capitaliste, et qui ne pouvait résoudre ni les problèmes économiques des masses ni les problèmes communalistes dont l'acuité croissait.

Pour amener les masses progressivement au point où elles reconnaîtront elles-mêmes que le gouvernement du M.E.P. n'était pas leur instrument mais celui des

capitalistes, le L.S.S.P. décida : a) de donner sa direction intransigeante aux luttes de classe des masses qui allaient évidemment venir ; b) de se trouver sur la scène parlementaire dans l'opposition, tout en offrant au gouvernement du M.E.P. une « coopération responsive » dans la mise en application des mesures progressives prévues dans le programme électoral. En ce qui concerne les problèmes de langues et de communautés, le L.S.S.P. décida d'un programme d'« explication patiente » dirigée principalement vers les masses cinghalaises infectés de communalisme.

Avec le temps, la confiance naïve des larges masses pour le nouveau régime commença à faire place à une certaine désillusion en ce qui concerne la capacité ou la disposition du gouvernement du M.E.P. à se saisir des problèmes économiques. Ce sentiment s'accrut avec la montée du coût de la vie et celle du chômage, notamment quand il affecta les éléments de l'intelligentsia qui avaient espéré de grandes choses en matière d'emploi de la politique « les Cinghalais seulement ». Conformément à ce changement de situation dans les masses, le L.S.S.P. changea la forme de son opposition au Parlement en celle d'une « critique généralisée » du gouvernement du M.E.P., en ne soutenant que celles des mesures spécifiques qui pouvaient être reconnues comme étant progressives.

A partir de la dernière partie de l'année 1957, une nouvelle situation politique se développa principalement comme résultat des luttes grévistes de la classe ouvrière dans des conditions dans lesquelles où le gouvernement se trouvait embarrassé par sa position financière détériorée et la montée élevée du coût de la vie pour les masses. Dans cette période qui se termina en mai 1958 avec l'explosion communaliste, le gouvernement du M.E.P. montra de plus en plus ouvertement qu'il plaçait tous ses espoirs dans des emprunts étrangers et le gain de la coopération de la classe capitaliste. Il fit des pas décisifs pour cimenter une alliance avec la bourgeoisie ; des actions ouvertes pour briser les grèves par les moyens les plus grossiers de la police furent suivies par un renoncement ouvert à des plans ultérieurs de nationalisations et par une garantie aux investissements étrangers.

Déjà à la veille de l'explosion communaliste de mai, le L.S.S.P. avait reconnu que le temps était venu d'appeler les masses à remplacer le gouvernement du M.E.P. par un gouvernement anticapitaliste. Néanmoins, compte tenu des illusions encore persistantes dans le gouvernement parmi des secteurs dans les masses, le L.S.S.P. considéra qu'un appel au renversement du gouvernement du M.E.P. était encore prématuré. Mais l'explosion communaliste, l'état d'urgence qui fut déclaré, et les résultats qui suivirent ces développements ont si fortement érodé les illusions dans le gouvernement qu'un appel au renversement du M.E.P. devient non seulement nécessaire mais aussi réel. C'est un appel qui peut évoquer et qui évoquera une réponse de masse.

L'appel au renversement du gouvernement du M.E.P. doit être accompagné dans la situation actuelle par un appel aux masses pour remplacer le gouvernement du M.E.P. par l'alternative juste. En outre, cette alternative doit être assez spécifique pour être un mot d'ordre agitational, à savoir un mot d'ordre qui définisse non seulement la nature de classe du gouvernement à établir, mais aussi sa composition spécifique. Le mot d'ordre doit spécifiquement répondre à la question : à quel parti faut-il confier la tâche de gouverner ?

Dans l'état de choses d'aujourd'hui, le seul parti politique national, qui peut former un gouvernement qui peut guérir la plaie communaliste, réaliser un programme de mesures économiques radicales de reconstruction planifiée du pays, et rétablir et défendre les droits démocratiques du peuple et l'indépendance du pays, c'est le L.S.S.P. Nous devons par conséquent accompagner l'appel au renversement du gouvernement du M.E.P. par un appel pour l'établissement d'un gouvernement du L.S.S.P.

En ce qui concerne le mot d'ordre de gouvernement du L.S.S.P., il faut saisir deux choses. D'une part, son objet est de donner un contenu concret au mot d'ordre propagandiste permanent du Parti de gouvernement ouvrier et paysan. D'autre part, il doit être clairement compris qu'il y a place dans un gouvernement du L.S.S.P. pour d'autres qui seraient prêts à prendre le cours de mesures décisives anticapitalistes, y compris la nationalisation des banques, des plantations, etc. et la mise en application de la politique du Parti en matière de langues.

Il faut souligner que ce mot d'ordre agitational central « A bas le gouvernement du M.E.P. ! En avant pour un gouvernement du L.S.S.P. ! » définit une tâche qui est susceptible de devenir immédiate tout à fait soudainement. Cette possibilité découle de l'instabilité profonde de la situation politique générale.

Cette instabilité est le produit du jeu de plusieurs facteurs. Tout d'abord le gouvernement n'a pas la confiance ni de la classe ouvrière ni de la classe capitaliste. Le grand capital poursuit activement ses intrigues contre lui ; et le capital, de façon générale, confronté avec un déclin des profits, est activement mécontent du gouvernement. La classe ouvrière lui est activement hostile. En raison du découragement de ses soutiens communalistes cinghalais et bouddhistes et du rétrécissement général de sa base de masse, le gouvernement n'a pas de base solide pour manœuvrer dans la situation. Il y a ensuite la séparation qui continue entre les communautés cinghalaise et tamile, marquant la faillite de la politique du gouvernement envers les communautés. L'augmentation rapide du chômage et la montée incessante des prix des

produits essentiels, reflétant le recul de l'économie nationale, introduisent un élément explosif de la situation que la lutte s'avivant entre la classe ouvrière et la classe capitaliste peut faire déflagrer soudainement, et les conditions de calme apparent peuvent précipitamment faire place à des conditions de tempête et de soulèvement.

L'instabilité politique existante pénètre le gouvernement lui-même et le parti gouvernemental. Malgré les apparences extérieures d'être parvenus à un accord, les groupes continuent à lutter vivement entre eux à la fois dans le gouvernement et dans le parti gouvernemental, comme cela fut une caractéristique depuis la formation du gouvernement du M.E.P. Ces groupes étant guidés principalement par la recherche du pouvoir et des positions, ils réagissent de manière imprévisible aux pressions et contre-pressions des forces extérieures rivales en conflit. Il est donc toujours possible que, notamment dans une période d'action de masse, le gouvernement soudainement se divise et que le parti gouvernemental, qui contient tant d'éléments petits bourgeois politiquement instables et indéterminés, explose en fragments.

Des variantes possibles dans le développement ultérieur de la situation politique actuelle, nous devons en envisager quatre d'une façon générale. Deux d'entre elles tombent dans le cadre de procédures constitutionnelles, et deux hors de ce cadre.

Des procédures constitutionnelles possibles, l'une est une élection générale par la défaite ou la menace de défaite du gouvernement. L'autre, qui est moins probable, est un regroupement des partis, des groupes et des éléments politiques au sein du Parlement.

Des processus extra-constitutionnels nous devons tenir compte de l'un qui est plutôt éloigné à présent, mais qui est toujours là comme une possibilité, notamment dans l'état d'urgence, c'est un coup militaire de droite. L'autre est un soulèvement de masse.

Il est impossible de prophétiser laquelle de ces issues est possible dans une situation particulière donnée, et il est nécessaire de comprendre qu'elles ne sont pas des développements mutuellement exclusifs. La situation est telle que tout développement peut fondre dans un autre et être mélangé avec lui ; et l'un peut succéder à l'autre dans une suite rapide et contradictoire.

Le Parti doit intervenir dans ces développements en vue de les résoudre dans une direction progressive de la crise gouvernementale et politique.

Pour le faire, le Parti doit acquérir la capacité nécessaire de manœuvre rapide. En utilisant ainsi les possibilités de la situation et tout tournant de la situation, le Parti progressera vers son objectif de renversement et de destruction de l'Etat bourgeois et de son remplacement par un Etat ouvrier soutenu par les pauvres des villes et des campagnes. A bas le gouvernement du M.E.P. ! En avant vers un gouvernement du L.S.S.P. !

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### Le 21<sup>e</sup> Plenum du Comité Exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale

En novembre 1958 s'est tenu le 21<sup>e</sup> Plénum du C.E.I. Outre la majorité des membres européens et de plusieurs délégués fraternels, un camarade latino-américain était venu spécialement pour participer aux travaux.

A l'ordre du jour se trouvaient les points suivants :

1<sup>o</sup> Rapports sur la situation internationale (camarade Pablo) et sur la situation en Amérique latine (camarade Luis).

2<sup>o</sup> Rapport sur la situation en U.R.S.S., le programme des communistes yougoslaves, et les récents développements en Chine (camarade Germain).

3<sup>o</sup> Rapport sur la révolution arabe (camarade Pablo).

4<sup>o</sup> Orientation et organisation du travail du Secrétariat International.

5<sup>o</sup> Rapports sur la situation de diverses sections.

6<sup>o</sup> Questions diverses (écoles, rapports avec le « Comité International », publications).

Les travaux du 21<sup>e</sup> Plénum furent placés sous le signe de la célébration du 20<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale (septembre 1938) et sous la présidence d'honneur des sections ceylanaise, bolivienne et française. Le C.E.I. a ainsi voulu rendre hommage à la fois aux sections ceylanaise et bolivienne qui sont engagées dans une lutte décisive, et aux camarades français qui ont à soutenir le poids de la lutte contre le régime bonapartiste de de Gaulle et qui montrent une solidarité complète avec la révolution coloniale.

Les discussions du Plénum furent caractérisées par un esprit fraternel rempli d'optimisme et montrèrent la force et l'homogénéité croissante de l'Internationale.

## JAPON

### Début de l'agonie du régime démocratique

Economiquement le capitalisme japonais semble être entré dans un déclin à long terme depuis août 1957. L'année 1958 a été une année de totale stagnation. La production n'a augmenté que de 1 % au cours de cette année. C'est un taux très rare dans l'histoire du Japon. C'est seulement en 1931, l'année la plus terrible, qu'il fut de 0,3 %. L'économie japonaise n'étant pas modernisée totalement, une augmentation continue de la production est très essentielle pour la stabilité politique de la classe dirigeante. Le taux prévu pour 1959 est de 5 %, ce qui est un chiffre relativement bas; et encore on n'est pas sûr de l'atteindre.

L'accumulation de capital entre 1952 et 1958 a atteint 25 milliards de dollars. Mais il a été prouvé que cette accumulation n'a pas été accompagnée par un accroissement du marché adéquat. Evidemment si le mar-

ché mondial permettait de fournir en temps voulu un supplément de marchandises de un ou deux milliards de dollars, sous forme d'acier, de navires, de trains, d'automobiles, etc., le problème de la surcapitalisation serait en partie résolu. Mais cela est tout à fait impossible. Déjà dans le domaine des biens de consommation, l'industrie chinoise fait concurrence au Japon dans le Sud-Est asiatique. D'autre part, en matière de biens de production, la productivité de l'industrie japonaise est encore inférieure à celle des pays avancés.

Cette situation économique prépare une nouvelle phase politique, celle d'une marche vers une dictature policière. Ainsi, le 8 octobre fut soumis un nouveau projet de loi de police. Mais à la suite d'une forte résistance des masses travailleuses, le gouvernement a dû renoncer à le faire passer le 22 novembre.

Ces 45 journées de lutte ont posé les problèmes suivants à la classe ouvrière japonaise.

1<sup>o</sup> Comment la classe ouvrière peut-elle entrer dans une lutte décisive contre la classe capitaliste sous une direction réformatrice ou, pour mieux dire, sans un parti révolutionnaire de masse? Nous avons eu les premiers éléments d'une réponse au cours de ces 45 jours, c'est un Congrès du peuple qui a été créé par les réformatrices. Ce Congrès du peuple contre la nouvelle loi de police engloba 5 millions d'ouvriers organisés et quelques millions d'autres gens. Les dirigeants réformatrices ont tenté de le maintenir dans les cadres du parlementarisme, mais dans le processus de la lutte ce Congrès tendait à devenir une alternative au Parlement bourgeois.

Nous, trotskystes, y avons présenté les mots d'ordre suivants : ouvriers, organisez-vous comme classe dans le Congrès du peuple, c'est la condition qui assurera la démocratie à 90 millions de gens. Que le Congrès du peuple contrôle l'activité des parlementaires des partis ouvriers. Qu'il

organise la grève générale. Qu'il forme et dirige un comité de défense unie des travailleurs.

2<sup>o</sup> Comment les ouvriers peuvent-ils commencer une grève générale sous une direction réformatrice, dans les conditions où les conflits deviennent plus durs et une partie considérable des ouvriers était prête à la grève générale? A ce sujet, au cours des 45 jours, nous avons vu la direction réformatrice chercher à maintenir les luttes partielles, fragmentaires. Aussi la tâche des éléments révolutionnaires est-elle de pousser des luttes partielles pour, à travers elles, arriver à une grève générale qui déborde le cadre des luttes partielles isolées.

3<sup>o</sup> Comment les ouvriers peuvent-ils former une direction militante dans le cours de la lutte? Pour ce faire, nous avons deux catégories d'éléments : les étudiants communistes et les ouvriers socialistes de gauche. Une des plus importantes tâches de la prochaine période est de lier ces deux catégories. Au cours des 45 journées, les trotskystes et des étudiants de gauche ont commencé à entreprendre cette tâche.

### UNE NOUVELLE LUTTE INTERIEURE DANS LE P.S.

Une nouvelle fraction de gauche a été formée dans le P.S. La radicalisation des ouvriers a poussé une partie de la gauche du P.S. à se joindre à la direction du SOHYO en vue d'une nouvelle lutte intérieure contre les droitiers qui veulent dénier au P.S. un caractère de classe. Récemment un défi ouvert a été publié par un dirigeant théoricien de gauche, le professeur Sakisaka qui n'admet pas l'insurrection armée, mais

qui estime la grève générale nécessaire pour prendre le pouvoir. Le président et le secrétaire général du SOHYO, Ota et Iwai, ont annoncé qu'ils se joindraient à cette fraction. Au fur et à mesure que s'aggraveront les conflits entre les ouvriers et le gouvernement, les liens entre droite et gauche du P.S. s'affaibliront. La droite deviendra l'instrument de la classe dirigeante, la gauche un canal de transport de la pression des masses.

### VERS DE NOUVELLES LUTES

Le gouvernement Kichi a abandonné pour le moment son récent projet de loi de police. Ce fut une victoire des ouvriers. Nous sommes à présent dans une sorte d'équilibre. Le gouvernement concentre tous ses efforts pour isoler la partie militante de la masse des travailleurs et préparer une nouvelle offensive. La classe ouvrière doit aussi préparer son offensive. Le 15 janvier, un marché contre la guerre et le chômage partira des deux extrémités du pays en direction de Tokio. Des luttes pour un minimum de salaires sont également préparées par les directions des syndicats. Un mouvement a également commencé contre le traité de sécurité nippo-américain.

Mais tous ces projets s'avèreront inefficaces au cours de la lutte. C'est seulement si les ouvriers organisés avancent sous des mots d'ordre de classe tels que : droit au travail pour tous, salaire minimum de 8.000 yens (droit de vivre pour tous) et c'est seulement si la grève générale commence pour ces revendications qu'une grande partie des ouvriers inorganisés participera à la bataille. Alors l'équilibre sera détruit en faveur des ouvriers. Sinon les capitalistes prendront l'initiative dans la prochaine période. Nous ne devons pas attendre qu'une nouvelle offensive capitaliste ébranle les ouvriers.

### DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE

La direction de l'Union des étudiants (270.000 membres) s'est complètement séparée de la direction du P. C. Celle-ci la condamne comme trotskyste. Ce n'est pas complètement erroné. Malgré une sérieuse campagne de la direction du P.C. contre les dirigeants des étudiants, et de la part des autorités et de la presse bourgeoise, les dirigeants des étudiants ont manifesté une conscience de classe politique. La tâche est de créer une liaison étroite entre les étu-

dants révolutionnaires et les militants ouvriers.

Parmi les étudiants, il y a une sorte de « mode » du trotskysme. Il n'y a rien de surprenant que des jeunes communistes aient aussi nombre d'idées erronées. Par exemple quelques-uns d'entre eux veulent créer un nouveau parti ou qualifient l'U.R. S.S. de capitalisme d'Etat. Mais ce sont là des signes d'immaturation, et l'organisation trotskyste a pour tâche de les aider à les surmonter.

## INDONÉSIE

### La crise révolutionnaire mûrit

La situation en Indonésie est caractérisée en ce moment par les points fondamentaux suivants : 1° l'expropriation des entreprises néerlandaises et des plantations des Hollandais et des Chinois membres du Kuomintang par le gouvernement et l'armée; 2° l'incapacité du gouvernement national bourgeois à organiser une économie plani-

#### LA SITUATION DE L'ECONOMIE

L'action contre les colonialistes hollandais a commencé en décembre 1957. Cette action, qui débuta comme une riposte du gouvernement Djuanda dans le cadre de la campagne pour la libération de l'Irian, déborda immédiatement les limites étroites dans lesquelles le gouvernement aurait voulu la circonscrire, et les masses prirent elles-mêmes spontanément l'initiative de chasser les propriétaires et les directeurs et de s'emparer des plantations et des usines. Grâce à l'activité du P.C. indonésien qui s'opposa à toute action extraparlementaire du prolétariat, la pression ouvrière se trouva réduite à la formation d'un comité officiel dit Comité Irian, sous la présidence du ministre président Djuanda. Au cours des premiers mois de 1958, l'activité des masses fut moindre, leur attention ayant été portée sur l'action militaire contre le gouvernement des rebelles pro-impérialistes dirigés par l'ancien gouverneur de la Banque Indonésienne Sjafroeddin, à Sumatra et à Célèbes. La pression des masses sur le gouvernement persista cependant et obligea celui-ci à prendre bon gré mal gré des mesures contre les Hollandais et les Chinois du Kuomintang afin d'éviter une nouvelle vague d'actions spontanées du prolétariat.

Pendant l'année 1958, le gouvernement a nationalisé des propriétés néerlandaises pour une valeur d'un million et demi de dollars. Le 3 décembre 1958, une loi votée par le parlement légalisa cette situation. Cette loi entra rétrospectivement en vigueur à partir du 3 décembre 1957, c'est-à-dire à partir du jour où commença l'action des ouvriers indonésiens contre la K. P. M. (grande compagnie hollandaise de navigation entre les différentes îles). La nationalisation fut réalisée sans indemnité. Cependant promesse a été faite aux propriétaires hollandais qu'une certaine indemnité leur serait versée après évacuation par les troupes néerlandaises de l'Irian. Ce qui par ailleurs n'a pas encore eu lieu jusqu'à ce jour.

Les raisons sur lesquelles s'appuyait le gouvernement pour défendre les nationalisations étaient fondées sur une vérité première : il les considérait comme « indispensables pour renforcer la sécurité et la défense ». Ce qu'il évitait de dire, c'était qu'il s'agissait surtout pour lui de se défendre contre les actions du prolétariat.

Il est très intéressant et réconfortant d'entendre sonner le glas du colonialisme hollandais dans le numéro du 4 avril 1958

fiée; 3° le chaos énorme qui résulte de cette incapacité; 4° la pression accélérée exercée par l'armée pour s'emparer du pouvoir et de l'appareil d'Etat; 5° l'incapacité et le manque de volonté de la direction du P.C. indonésien pour renverser l'ordre bourgeois et instituer un gouvernement ouvrier et paysan.

du *Volkskrant*, organe du parti catholique au pouvoir en Hollande : « Pas d'avenir pour les planteurs ». « Il est de notoriété publique que le rôle du capitalisme néerlandais en Indonésie est complètement terminé ». « On doit s'attendre à voir Java s'engager dans la voie du communisme ». « En Indonésie, des usines, des plantations, des compagnies export-import, des privilèges portuaires d'une valeur de plusieurs milliards de florins, abandonnés par les Hollandais, sont entre les mains de soi-disant « comités directeurs ». (Les guillemets sont du journal).

Et ce n'est là qu'une seule des voix du chœur des capitalistes hollandais qui se lamentent d'avoir été dépouillés.

Avec la nationalisation de la plus grande partie de l'économie indonésienne, le groupe dirigeant actuel se voit voué à la tâche d'organiser l'économie sur une autre base. Or non seulement ces nouveaux bourgeois ne sont pas en mesure de résoudre les problèmes énormes que la situation comporte, mais l'appareil d'Etat est déjà complètement corrompu.

Le problème central est et reste l'expropriation de tous les capitalistes, aussi bien étrangers qu'indigènes, et la nationalisation de toutes les plantations, entreprises industrielles, banques, moyens de transport, et l'instauration du monopole du commerce extérieur. Point n'est besoin de dire que la bourgeoisie nationale n'est pas prête à se passer elle-même la corde au cou et à tirer sur le neud coulant.

Quels sont les résultats de cette situation? Selon les chiffres officiels il y a en ce moment en Indonésie plus de vingt millions de chômeurs. Ces chiffres ont été établis par le ministère indonésien des Affaires sociales. Cinq millions d'ouvriers des plantations et de l'industrie sont devenus chômeurs après la nationalisation des entreprises néerlandaises. On évalue à quinze millions les chômeurs dans la population rurale; et il convient de noter que ces vingt millions de chômeurs constituent le quart de toute la population de l'Indonésie, qui s'élève à 80 millions d'êtres.

Le ministère de l'Education a fait savoir il y a quelque temps que seulement 13,4 millions de personnes sont enregistrées comme travailleurs et patrons. De ces 13,4 millions d'Indonésiens à salaire ou revenu fixe, 3 millions travaillent dans des entreprises

privées, 1,9 million sont des fonctionnaires, et 8,5 millions sont des ouvriers agricoles. Plusieurs villes indonésiennes ont maintenant une population dépassant un million d'habitants, la majeure partie provenant de la campagne. La plupart de ces ouvriers

#### LA SITUATION DES FINANCES

Par comparaison avec 1957, les recettes provenant des exportations traditionnelles — à l'exception du pétrole — ont diminué de 35 %. Le résultat immédiat a été que les importations ont aussi diminué d'autant. Durant les cinq premiers mois de 1958, la valeur totale des exportations de caoutchouc, d'étain, de thé, de tabac, d'huile de palme, de sucre et de coprah était de 1.760 millions de rupies contre 2.855 millions pendant la même période en 1957.

Le déficit budgétaire de 1958 est estimé à 9,7 milliards de rupies et, selon les prévisions des cercles compétents, de l'ancien vice-président Hatta en particulier, le déficit de 1959 sera d'environ 12 milliards de rupies.

En 1951, la totalité de la monnaie en circulation était de 5 milliards de rupies; en 1958 elle s'élevait déjà à 21 milliards et, selon une note financière du gouvernement,

#### LA SITUATION POLITIQUE

Ce qui rend la situation en Indonésie dramatique, c'est que le P.C. n'est pas prêt à intervenir et à prendre la tête du mouvement du prolétariat des villes et des campagnes pour écraser le régime bonapartiste de Sukarno. Ce régime a la possibilité de se maintenir en dépit de l'énorme supériorité des forces ouvrières sur la bourgeoisie et sur son armée, grâce au parti stalinien. Cette armée, d'ailleurs complètement divisée, est loin d'être d'une stricte fidélité au régime.

Le P.C., suivant les directives de Moscou, limite son action à une faible opposition parlementaire. Cette politique consiste à maintenir le *statu quo* entre l'Est et l'Ouest dans le bassin de l'Océan Indien. La bureaucratie soviétique craint une victoire révolutionnaire du prolétariat en Indonésie. La conséquence en est que des millions de gens paupérisés sont condamnés pour subsister à vivre de vol et de mendicité. En réalité, ce sont déjà là des signes de pourrissement de la révolution, des manifestations d'un processus révolutionnaire prolétarien sans direction révolutionnaire consciente. Ce sont en même temps les symptômes d'une maladie mortelle, précurseurs de la fin du régime capitaliste.

La clique de Sukarno ruine l'économie et le peuple. C'est pour cette raison que le sort des généraux, des ministres corrompus, et de tout le régime est d'ores et déjà scellé. Le slogan « L'Irian libre », bien que juste, suscite d'autant moins l'enthousiasme national du peuple que les estomacs sont moins remplis.

Au sein de la direction de l'Etat il y a lutte également. Sukarno, soutenu par son Conseil National sous la direction de Roeslan Abdulgam s'efforce de changer la loi

et paysans aux abois vivent de vols et de mendicité, toute aide sociale de la part du gouvernement faisant complètement défaut. La situation désespérée de cette masse paupérisée ne saurait se prolonger encore longtemps.

elle atteindra en 1959, un total de 34 milliards.

Au marché parallèle, la valeur du dollar américain est neuf fois plus élevée qu'au cours officiel (11,40 rupies). Dans le passé, les rentrées de devises provenant de l'exportation atteignaient toujours 9 milliards de rupies. En 1958 elles n'ont même pas atteint 6 milliards. Les importations des matières premières se trouvent complètement stoppées par manque de devises. Même ceux qui reçoivent des licences d'importation sont très souvent incapables de les effectuer en raison du change trop défavorable.

Le commerce avec les « démocraties populaires », l'U.R.S.S. et la Chine augmente de plus en plus. La majeure partie de l'aide économique et militaire reçue par l'Indonésie en 1958 provient des pays communistes. Elle reçoit d'eux d'une part du riz et d'autre part des avions à réaction et des bateaux de guerre.

électorale craignant une nouvelle victoire du P.C. indonésien, qu'il s'agit d'empêcher à tout prix. C'est aussi la raison pour laquelle les élections de 1958 ont été ajournées à 1959. On redoute à juste titre que le P. C. ne devienne le plus fort parti. La modification à apporter à la loi électorale consiste en ce que la moitié seulement des 260 sièges serait élue par le peuple, l'autre moitié étant nommée par des « groupes fonctionnels ».

Les partis politiques ont annoncé au gouvernement et au Conseil National qu'ils ne sont pas d'accord avec cette modification. Ce qu'on entend par « groupes fonctionnels », c'est l'armée, les organisations féminines, les intellectuels, les commerçants, les anciens combattants, les ouvriers et les paysans, etc.

Le Conseil National est également composé de ces « groupes fonctionnels ». Les stalinien ont déclaré par l'intermédiaire de leur deuxième secrétaire général, Loekman, qu'ils n'ont rien contre le changement de la loi électorale à condition que les représentants du Parlement soient élus démocratiquement. Ils ne font aucune objection aux « groupes fonctionnels ».

Tout le projet de changement de la loi électorale a pour but de combattre l'influence des partis ouvriers. C'est un nouveau pas vers la « démocratie dirigée » que Sukarno voudrait instaurer avec l'aide de l'armée commandée par Nasution. Il faut noter que Sukarno et Nasution, qui ont toujours été d'accord sur une politique de « juste milieu » (c'est-à-dire bonapartiste), depuis la fin décembre 1958 sont en conflit ouvert. Pendant une conférence militaire à Bandoeng, Sukarno déclara que les chefs de l'armée devaient se borner à restaurer

la paix dans tout le pays. Sukarno conseillait ainsi à Nasution de maintenir l'ordre dans l'armée, sans plus.

Le colonel Soeprajogi, également ministre de la Stabilisation Économique dans le gouvernement actuel, ripostait immédiatement : « Nous avons écouté avec une grande attention le discours du Président Sukarno, et nous sommes d'accord avec la majeure partie de ce discours. Mais on ne doit jamais oublier qu'on doit compter avec les aspirations politiques de l'armée. »

Le conflit entre la direction de l'armée et Sukarno est d'une signification secondaire ; cependant il illustre le désir répété d'une certaine partie de la bourgeoisie indonésienne d'abandonner la politique du « juste milieu » et de passer ouvertement à l'attaque contre les masses. Ce qui serait d'une importance capitale, c'est que les masses se décident à faire pression sur leurs dirigeants afin que ceux-ci s'emparent du pouvoir.

La tâche des marxistes révolutionnaires en Indonésie, c'est d'aider et de faciliter ce processus. Ils doivent expliquer aux masses dans quelle situation elles se trouvent, et

dans quelle voie elles doivent s'engager. C'est la tâche de tous les marxistes à l'intérieur ou en dehors du Parti Communiste.

Au cours de ce processus, une nouvelle direction révolutionnaire se formera. A mesure que la révolution mondiale gagne sur une plus grande partie du globe, le rôle du stalinisme se trouve diminué. Une victoire du prolétariat indonésien serait pour la bureaucratie stalinienne et pour l'impérialisme mondial un coup très grave. La victoire de la révolution en Chine a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire humaine. En même temps elle a éliminé toute une génération stalinienne en U.R.S.S. Chaque nouvelle victoire du prolétariat, même si elle est réalisée sous la direction de leaders staliniens, rapproche l'heure de la défaite de la bureaucratie stalinienne et de l'impérialisme mondial.

C'est dans ce sens que nous devons considérer notre tâche en Indonésie ; c'est en Indonésie que cette tâche est sur le point d'être accomplie plus rapidement que partout ailleurs.

TJOKRO

## ALLEMAGNE FÉDÉRALE

### Apathie politique et éveil syndical

Le développement économique dans la République fédérale ne connaît jusqu'à ce jour aucun recul sérieux. Il est vrai que le taux d'accroissement de l'ensemble de la production industrielle continue de décroître et que l'importation des matières premières de l'étranger n'a pas cessé de diminuer. Il y a aussi des phénomènes permanents de crise dans quelques secteurs de l'industrie des biens de consommation. Par contre, les industries des produits d'investissements et des machines, dont les ordres proviennent principalement de l'intérieur, exercent leur action de soutien de la conjoncture. L'explication de cette contradiction apparente se trouve dans le fait que l'industrie allemande pénètre dans une mesure croissante dans le domaine de l'armement et traverse aussi une phase de rationalisation qui doit la rendre « en état » pour la concurrence qui s'accroît sur le marché intérieur et le marché mondial.

Dans l'industrie houillère il y a une véritable crise de surproduction par suite de la concurrence des huiles combustibles. Un second point névralgique de l'industrie lourde est donné par l'industrie de l'acier qui, depuis bientôt un an, travaille à 60 à 70 % de sa capacité. Si on parle déjà ici ou là de la menace d'un effondrement des prix internationaux de l'acier, on ne peut encore aujourd'hui percevoir combien se trouve là du noir peint consciemment. Quoiqu'il en soit, l'économie fédérale ne présente aucune faiblesse profonde perceptible. En général, il faut attribuer cela au fait que le capitalisme allemand est maintenant entré dans un processus pour s'emparer des réserves de conjoncture sommeillant dans l'armement et la rationalisation. Parallèlement se pour-

suit un processus de concentration du capital qui laisse loin derrière lui le développement d'entre les deux guerres mondiales et qui déborde d'une façon croissante le cadre national. Des entrelacements étendus de capitaux entre les industries lourdes allemande, française et belge, l'entrée constante de capitaux américains dans la République fédérale et des participations croissantes de capitaux allemands dans les entreprises américaines, le font voir clairement.

En liaison étroite avec cela a lieu un démantèlement lent du « coussin social » — c'est-à-dire des dites « additions volontaires » qui n'ont pas eu de détermination de salaire — dans les entreprises. Par l'introduction d'une diminution des heures de travail on essaye avec succès d'éviter une détérioration rapide du « climat social ». D'autre part, les licenciés peuvent encore aujourd'hui être pris rapidement dans d'autres entreprises. Le tableau global montre donc toujours le plein emploi avec une détérioration graduelle simultanée de la situation sociale de la classe ouvrière.

Dans les entreprises on commence à éprouver de l'incertitude et de l'inquiétude. La confiance dans une durée infinie du miracle économique commence à disparaître. En même temps grandit le sentiment d'être abandonné, car ni les syndicats ni la social-démocratie n'offrent des solutions d'une politique de classe.

Au milieu d'une apathie politique générale et d'une amertume en politique intérieure a eu lieu à la fin de septembre le Congrès de la Fédération syndicale des métaux (I.G.M.) à Nuremberg. Il a donné quelques leçons, en faisant du moins formellement une démonstration contre la liquida-

tion complète des points socialistes ou semi-socialistes du programme, qui se trouvait dans la conception économique exposée par Deist devant la social-démocratie. Dans l'I.G.M. se manifesta aussi la reconnaissance du fait que les temps deviendront plus durs et amèneront des attaques plus grandes des patrons contre le niveau de vie des masses. De ce point de vue la renonciation du plus important syndicat allemand à toute illusion dans la collaboration est importante.

Ce résultat est à attribuer en premier lieu à l'attitude des militants moyens et inférieurs des entreprises et des syndicats. Leurs interventions au Congrès a montré que la Fédération des métaux pourrait compter sur la participation active d'une large couche de militants si elle se décidait à préparer les métallos pour les luttes à venir par une action puissante combinant les explications et les luttes partielles.

Jusqu'à présent il n'y a aucun signe que la direction de l'I.G.M. songe à développer sa tactique dans le cadre d'un tel plan stratégique de la lutte des classes. La raison profonde en est que l'on ne peut élaborer une stratégie et une tactique correctes que si on commence par rechercher sans réserve toutes les fautes et faiblesses du passé. Y entreraient : la destruction de la légende de la « cogestion » par les soi-disant « directeurs ouvriers » ; la dénonciation du rôle douteux que beaucoup d'entre eux jouent dans les conseils de surveillance. Comme objet d'une critique sérieuse viendraient aussi la pratique exercée depuis de longues années de la « négociation » des salaires à une table ronde avec l'espoir de procéder à des référendums sur des compromis à bon marché, et aussi la renonciation à soumettre les expériences des plus grands mouvements de grève à une analyse de classe afin d'en tirer les leçons appropriées, autrement dit à considérer et à diriger les syndicats comme une « école de la lutte de classes ». Il faudrait enfin tirer les conclusions politiques d'une analyse de la concentration de la puissance économique et de l'entrelacement de la puissance étatique et économique.

La bourgeoisie allemande agit avec la conscience des avantages actuels que lui donne le fait d'une classe ouvrière dépolitisée, partiellement neutralisée et avant tout dépourvue de direction. Cyniquement elle jette par dessus bord un des « droits les plus sacrés » de sa propre période « révolutionnaire », le droit à une activité de persuasion, et exige contre son ennemi de classe potentiel la peine de mort comme arme de la guerre politique. Il devient de plus en plus clair que le Portugal, l'Espagne et maintenant la France, fourniront le modèle qui servira à la bourgeoisie allemande pour organiser son pouvoir d'État.

Ses mesures de mobilisation se poursuivent. Le ministre de l'Intérieur Schröder demande le vote d'une loi sur l'état de nécessité contre le danger du communisme dans une Allemagne divisée, s'appuyant en outre formellement sur le traité relatif aux troupes. En réalité une nouvelle « Gestapo » serait créée dont le domaine d'activité est caractérisé par la « défense psychologique » et la peine de mort pour crime politique.

Pendant des années, les grands du S.P.D.

et des syndicats ont affirmé que la classe ouvrière allemande, avant tout ses syndicats, défendrait la démocratie quand elle serait menacée. Pas à pas, la bourgeoisie allemande avance sur la voie de la suppression de la démocratie ; pas à pas les organisations traditionnelles de la classe ouvrière reculent.

Entre temps, le trust Mannesmann liquide à froid la co-gestion dans ses holdings par une simple mesure technique de fusion. Il n'y eut qu'une protestation sur le papier des syndicats. Dans le jugement du tribunal de Cassel qui rend l'I.G.M. responsable des pertes financières subies par les patrons par suite de la grève du Schleswig-Holstein, les patrons allemands et la nouvelle justice de classe allemande ont préparé le plus grand test à ce jour sur la force et la disposition à la lutte de l'I.G.M. Jusqu'à maintenant on sait seulement que l'I.G.M. a fait appel devant le tribunal fédéral de Karlsruhe. Il n'est pas question de mesures de combat ; au contraire, Brenner, premier président de l'I.G.M., déclare expressément que la Fédération se soumettra au jugement d'appel ; en même temps, il dit aussi qu'il s'agit d'un jugement politique.

La réaction des patrons au jugement de Cassel en dit plus que tout commentaire profond sur la non constitutionnalité du jugement. L'I.G.M. n'est plus crainte, elle n'est même plus respectée. On a pitié d'elle, on ne veut pas sa « ruine », mais on en attend un « comportement correct », déclare-t-on, faisant dépendre du « climat social » le montant des demandes d'indemnités découlant du jugement. Bref on veut obtenir de l'I.G.M. des concessions de « paix de classe ».

Si les métallos veulent éviter que leur Fédération connaisse une évolution extrêmement dangereuse qui peut la rendre ainsi que tout le mouvement syndical complètement incapable de lutter, ils doivent maintenant exiger de toutes leurs forces une action de défense sous la forme de mesures de luttes de salaires et politiques, propagandistes et agitatives. La situation deviendra chaque mois plus précaire. Si la bourgeoisie allemande peut, sans être dérangée, rassembler les pierres de son « État fort », les grandes organisations s'effondreront comme un château de cartes au premier grand coup.

Ce que fait la social-démocratie ne vaut pas mieux. Le mouvement « contre la mort atomique » qui, avec la participation éminente de savants, de médecins et de pédagogues connus, ainsi que de la jeunesse universitaire, avait toutes les prémisses pour devenir un véritable mouvement populaire, meurt encore plus lamentablement que le mouvement de l'église Saint Paul contre le réarmement. La direction du S.P.D., sans aucune conception de la réalité sociale et du rôle de l'État dans l'époque déclinante du capitalisme, est mue impuissante, en contradiction sociale et idéologique désespérée entre le vieux « réformisme socialiste » et les désirs impatientes d'adaptation de la nouvelle couche dans le S.P.D. des petits bourgeois arrivés, bourgeois et aspirants ministres, directeurs de caisses de maladie et de cogestion, bonzes syndicaux

et présidents professionnels de conseils d'entreprise. Elle vit politiquement au jour le jour.

Pour cette direction social-démocrate une vie végétative politique est devenue un style d'existence politique. Là où il faudrait une différenciation, le S.P.D. recherche convulsivement un « accord », comme elle le fit à la session du Bundestag à Berlin. Des jérémiades communes sur le manque de liberté dans la zone, au lieu de démasquer l'hypocrisie bourgeoise au sujet de la réunification. Elle avait accepté de voter une déclaration commune avec les partis bourgeois, tandis qu'au même moment Adenauer, dans ses discours électoraux, lui donnait gifle sur gifle.

Lorsqu'éclata la crise de Berlin, la S.P.D. tout d'abord bavarda, prononçant les phrases générales de la bourgeoisie sur la liberté. Les partisans d'une politique extérieure « commune » entre « le gouvernement et l'opposition » déversaient leurs propos. A la fin, Ollenhauer, premier Président du parti, demanda la parole et fit connaître quelque chose comme une prise de position officielle du parti : la solution de la crise de Berlin n'est possible qu'à la longue dans le cadre d'un règlement plus vaste comportant la réunification de l'Allemagne, le contrôle des armements, et une zone désatomisée (plan Rapacki). A côté de cela, le bourgmestre social-démocrate de Berlin, Willy Brandt, développa sa propre politique « domestique ». Il y a donc ainsi une position social-démocrate officielle dont on tient à peine compte ; mais il n'y a pas de politique social-démocrate claire dans cette importante question nationale.

Cet exemple est précisément classique pour démontrer l'impuissance social-démocrate. La social-démocratie est incapable de présenter aux masses une conception qui serait en soi juste, de politiser celles-ci et de les mettre en mouvement. La crise de Berlin qui peut se développer en un des plus durs conflits entre l'Est et l'Ouest — dans l'état où sont les choses à présent — verra les masses soit indifférentes, soit coopérant avec la bourgeoisie. On verra alors si Willy Brandt jouera le rôle d'un Guy Mollet allemand pour lequel il paraît prédestiné. La victoire électorale du S.P.D. à Berlin — entre autre aussi comme réponse à l'initiative russe — lui est due principalement. Les masses ne voteront pas entre deux solutions politiques. Elles éliront « l'homme fort », Willy Brandt, dont le verbiage arrogant, en l'absence de toute alternative réelle, en imposa plus aux masses que les arguments du parti « officiel » présentés faiblement et sans force de conviction.

La recommandation de la fraction du S.P.D. au Bundestag aux membres du S.P.D. d'entrer librement dans l'armée est le dernier fruit que cette « direction » de la classe ouvrière a produit. Ce coup fournit au mouvement « contre la mort atomique » un enterrement de dernière classe et réalise pratiquement la capitulation devant les faits accomplis du gouvernement Adenauer.

Il faut dire, à l'honneur des membres du parti, que dans leurs rangs s'est répandu un fort mécontentement, en partie même de

l'indignation qui alla jusqu'à la menace du départ ou même le départ du S.P.D. De vives discussions ont éclaté. Elles ont donné aux socialistes révolutionnaires la possibilité de montrer à propos de ce sujet les contradictions criantes de la politique social-démocrate que chacun saisit. Il s'est présenté ici et là la possibilité de soulever la question de la nature de classe de l'Etat, du rôle de l'Etat comme instrument de la classe dirigeante.

Les différences intérieures pour les positions dans la fraction du Bundestag ne sont d'importance accessoire que dans la mesure où elles permettent, là où les éléments de gauche ont quelque résonance parmi les adhérents, de fournir un terrain pour la discussion du projet de programme fondamental du S.P.D. Ce programme qui ne mérite d'être mentionné que pour son manque de base veut accorder les aspirations petites bourgeoises gouvernementales des carriéristes avec les intérêts sociaux de la base ouvrière, une pensée aussi illusoire que la synthèse entre les intérêts de classe antagonistes de la bourgeoisie et du prolétariat.

Tandis que l'idéologie et la pratique social-démocrate officielle sont peu à peu déviées à droite, les syndicats, pour des raisons objectives, se développent toujours plus dans le sens d'une « gauche naturelle » dans la classe ouvrière et comme tendance de gauche dans la social-démocratie.

Les « propos quasiment de combat » échangés entre Kiel et Nuremberg, entre le Congrès du C.D.U. et le congrès des métallos, qui fut pour ainsi dire mené de façon symbolique, reflète à sa manière la situation objective. A Kiel les stratèges conscients du C.D.U. en plein sentiment de leur force. A Nuremberg le plus fort syndicat industriel du D.G.B. en tant que dernier refuge avant la liquidation totale du reste de la pensée et de la volonté socialistes, l'organisation de classe comme matrice potentielle pour le développement d'une nouvelle conscience de classe.

Si c'était seulement de la pratique syndicale de la majorité des dirigeants syndicaux que dépendait le fait que la classe ouvrière allemande dans la République fédérale s'éveille à une nouvelle conscience de classe, les perspectives seraient plus que douteuses en raison des expériences passées. La situation objective créera toujours davantage les conditions dans lesquelles la classe ouvrière allemande pourra aller dans des luttes défensives s'amplifiant et se durcissant. Cela lui permettra de gagner assez de temps pour accumuler des expériences et pouvoir créer un nouveau cadre dirigeant qui vaudra et sera en état de dominer stratégiquement et tactiquement les luttes à venir. Dans quelle mesure cela se produira-t-il dépend avant tout des organisations syndicales et ainsi, pour beaucoup, du comportement et de l'activité des dirigeants moyens et inférieurs dans les entreprises et les syndicats. Le danger d'une décomposition de la conscience et de la volonté de résister dont les traces sont visibles ici et là — avant tout aujourd'hui dans la Ruhr — peut se développer en un sérieux obstacle pour une stratégie syndicale militante, si les ouvriers ne se voient pas consolidés par leurs organisations et ne

sont pas imbus d'une confiance en eux-mêmes.

Pour agir dans le sens de ce développement, les socialistes révolutionnaires doivent

faire les efforts les plus grands pour renforcer leurs propres cadres et pour être à la hauteur des tâches futures.

W. BECKER

## ITALIE

### Le Parti Socialiste italien

Le Parti Socialiste Italien, deuxième organisation ouvrière du pays, se trouve, pour la première fois depuis dix ans, sérieusement divisé à la veille d'un congrès national. Après les violents conflits de 1945, 1947, 1948, qui avaient déterminé des scissions successives (dont l'une, la plus ample, avait donné naissance au parti social-démocrate de Saragat), ce parti avait été partiellement « stalinisé » et ses congrès avaient voté des résolutions uniques à l'unanimité des voix. Mais cette époque semble désormais révolue et les organisations de base elles-mêmes ont été appelées cette fois à se prononcer sur trois rapports différents, qui reflètent une division au sommet, ouvertement constatée à la dernière session du Comité Central.

La ligne du rapport présenté par Nenni est assez claire. Nenni constate les difficultés dans lesquelles se trouve depuis quelques années le mouvement ouvrier du pays et analyse, bien que d'une façon sommaire, les dégénérescences bureaucratiques de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers. Il pense qu'une accentuation de la politique « autonome » du P.S.I. pourrait débloquer la situation ou en poser les conditions : cette politique devrait se concrétiser dans une attitude de neutralisme et d'équidistance tendancielle sur le plan international, et dans une différenciation très nette envers le Parti communiste à l'intérieur. Par une telle attitude, selon Nenni, le P.S.I. devrait réussir, tôt ou tard, à polariser les forces nécessaires pour imposer ce qu'on appelle l'alternative démocratique. A l'occasion ce but devrait être atteint par de nouvelles élections.

Au fond, Nenni développe la ligne dessinée déjà au lendemain du 20<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Chez lui, la condamnation du stalinisme — auquel, pourtant, faut-il le rappeler, il n'avait adressé aucune critique pendant une très longue période — impliquait une condamnation du léninisme, et la seule possibilité de succès de la part du mouvement ouvrier occidental résidait dans l'abandon de toute conception révolutionnaire et dans l'adoption des thèses néo-réformistes sur les voies « nouvelles » au socialisme. Il est vrai que le P.C. italien se prononçait aussi pour cette ligne : mais l'idée essentielle de Nenni, c'est justement que, par sa nature et ses liaisons avec l'U.R.S.S., le P.C. italien ne pourra jamais traduire dans la réalité les voies « démocratiques » au socialisme, tandis que le P.S. italien est la seule organisation ouvrière en condition de le faire.

Tout cela n'a pas placé Nenni sur le même plan que celui des positions classiques de la social-démocratie internationale (sa base ne le tolérerait pas et lui-même d'ail-

leurs ne peut oublier tellement son passé et sa formation), mais en fait il est désormais très proche de certaines tendances de gauche ou centre-gauche à l'intérieur des grands partis sociaux-démocrates (par exemple, la tendance de Bevan, qui d'ailleurs collabore assez régulièrement à l'organe du P.S.I.).

On pourra remarquer que cette ligne développe les mêmes idées qui avaient triomphé au Congrès de Venise il y a deux ans. C'est justement le but que Nenni se propose d'atteindre. Mais, d'après lui, une large partie du Comité Central sortant aurait été, au fond, hostile à cette ligne et, sans faire une opposition ouverte, la « sabotait » dans l'application ; c'est pourquoi Nenni lui-même a pris l'initiative de la rupture au sommet afin que le parti puisse se prononcer non seulement sur une politique mais aussi sur les hommes qui seront chargés de l'appliquer.

La deuxième tendance est représentée par Basso, un personnage assez caractéristique, qui souvent a développé des analyses très bonnes, mais sans savoir en tirer les conclusions qui s'imposaient (au contraire il en tirait et il en tire des conclusions opportunistes). Son document — du point de vue formel — est incontestablement le plus cohérent et une fois encore il s'y trouve des analyses assez correctes (notamment sur l'U.R.S.S. et les Etats ouvriers). Mais Basso lui aussi, accepte les voies « nouvelles » (la possibilité du passage au socialisme par la démocratie, etc.) et la conception d'après laquelle le Parti socialiste serait le mieux qualifié pour traduire en pratique cette possibilité. De ce fait sa position ne se différencie pas beaucoup de celle de la tendance Nenni. Plus exactement, Basso qui, à vrai dire, a énoncé le premier la formule de l'alternative démocratique — désormais courante —, exclut carrément une collaboration avec la démocratie-chrétienne, tandis que Nenni apparaît plus « possibiliste ». Mais dans l'immédiat Nenni aussi se rend compte qu'une telle collaboration ne peut pas être réalisée à des conditions sérieuses, ce qui réduit à cette étape ses divergences avec Basso.

La troisième tendance — la gauche — qui a eu au Comité Central la majorité relative — a proposé au Congrès un document qui, à certains points de vue, est le plus avancé, mais qui malheureusement, est aussi assez électorale et d'une valeur très inégale. La partie de loin la meilleure du document est celle qui critique les tendances social-démocrates du groupe Nenni, qui souligne les dangers d'une rupture entre les deux partis ouvriers et qui se prononce sans hésitation pour le front de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers. En outre, le rapport

de la gauche développe une certaine critique de la politique du mouvement ouvrier italien dans le passé et dénonce certains aspects de la ligne du P.C. italien, dont on souligne à juste titre qu'il a sur plusieurs plans une « ligne de défense sans perspectives ». Enfin, la gauche rappelle certaines idées marxistes sur la démocratie bourgeoise et la démocratie ouvrière, disant, entre autres, que « l'organisation de l'Etat démocratique des travailleurs ne s'identifie pas avec celle de l'Etat démocratique de la bourgeoisie ».

Mais à côté de cela, on continue à accepter dans le fond les voies « nouvelles » et à concevoir la possibilité d'une transformation de l'intérieur des structures de l'appareil bourgeois. L'idée de l'alternative démocratique — dont personne ne saurait dire exactement ce qu'elle signifie — est acceptée aussi par la gauche qui, sur ce plan, se déclare d'accord soit avec Nenni soit avec Basso.

En deuxième lieu, en ce qui concerne la question de l'U.R.S.S. et des Etats ouvriers, le rapport de la gauche souligne à juste titre que le système des Etats ouvriers doit être critiqué de l'intérieur et que « le processus de déstalinisation est irréversible car les causes objectives qui le déterminent, prévalent sur les causes subjectives qui le ralentissent ». Mais la critique à la bureaucratie est assez faible et on pourrait en inférer que la bureaucratie a trouvé en elle-même la force pour un renouveau en éliminant les maux dénoncés par le 20<sup>e</sup> Congrès. D'autre part, l'allusion au révisionnisme est trop vague ; on ne souffle, par exemple, pas un seul mot sur les communistes de Yougoslavie que Moseou dénonce comme les pires révisionnistes.

Immédiatement après le Comité Central qui a consacré la formation des trois tendances, les forces du parti se sont alignées derrière chacune d'elles : quelques semaines plus tard les positions étaient déjà cristallisées. La tendance Basso, à quelques exceptions près, a eu un succès très limité et pourra tout au plus jouer un rôle subordonné, en se ralliant aux autres soit au congrès, soit après celui-ci dans le nouveau Comité Central. Nenni a été suivi par la droite du Parti, y compris par les nombreux militants assez proches des conceptions de la social-démocratie et qui ne seraient pas hostiles à une collaboration avec la démocratie chrétienne. On peut dire — probablement sans exagérer — que la base de Nenni se place maintenant plus à droite que Nenni lui-même.

La gauche — qui a l'appui de plusieurs syndicalistes (dont une large fraction cependant s'est ralliée à Basso) — est dans son sein même très différenciée. On peut y distinguer trois groupes, au moins. Le premier est celui qu'on appelle le groupe « de l'appareil » : ce sont des gens qui ont très peu d'idées et qui ont été toujours beaucoup plus préoccupés de garder les places qu'ils occupent dans le parti que d'œuvrer à une véritable clarification. Le deuxième groupe est celui des staliniens nostalgiques, qui n'ont pas aimé le 20<sup>e</sup> Congrès, qui ne veulent pas de critiques envers la bureaucratie de l'U.R.S.S. et qui pensent au fond que le parti n'aura des positions justes que

dans la mesure où il fera siennes les positions du P.C. italien et des dirigeants du P.C. de l'U.R.S.S. ; les adhérents de cette tendance sont appelés couramment « carristi », car ils étaient favorables à l'intervention des tanks soviétiques (*en italien car*) contre la révolution hongroise.

Enfin, il y a un noyau, regroupé autour de « Mondo operaio », revue officielle formellement dirigée par Nenni, mais contrôlée de facto par des militants d'opposition, qui a développé des analyses très bonnes sur l'U.R.S.S. et les Etats ouvriers, sur le mouvement ouvrier international et sur les courants actuels de la bourgeoisie italienne. En particulier, ce groupe a conduit une excellente campagne pour le contrôle ouvrier, qui a eu des répercussions même dans le P.C. italien — dont l'organe a polémique avec ces socialistes à plusieurs reprises jusqu'au moment où Togliatti lui-même est intervenu à un Comité Central en acceptant partiellement certaines idées qui avaient été avancées par ce groupe. Bien que numériquement faible, le groupe de « Mondo Operaio » a été la seule tendance socialiste vraiment nouvelle qui ait développé des idées valables pour le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Nous écrivons cette note à la veille du Congrès de Naples ; mais sur la base des résultats des différents congrès locaux, on peut escompter une assez nette majorité nenniste (Nenni a eu de grands succès, notamment dans des grandes villes comme Rome, Milan, Gênes, où sa victoire a été écrasante). Cette issue a été déterminée par plusieurs facteurs : le prestige personnel de Nenni, l'insuffisante clarté de la tendance de gauche, les réactions défavorables de plusieurs militants à l'intervention trop ouverte du P.C. italien qui s'est prononcé contre Nenni et pour la gauche ; et surtout, au fond, le poids remarquable de l'aile petite bourgeoise dans le parti. En outre, il ne faut pas oublier que la situation dans de larges secteurs ouvriers a aussi pesé lourdement : de leur propre aveu, plusieurs militants ont choisi Nenni, car ils sont las de lutter dans des conditions très difficiles et veulent trouver une issue moins âpre. C'est une illusion, évidemment, mais assez répandue en ce moment.

Nous verrons dans les prochains mois dans quel sens et dans quelle mesure Nenni pourra exploiter son succès actuel. Nous ne croyons pas qu'il puisse faire grand-chose, même de son point de vue.

L. MAITAN

P.S. — Le Congrès du P.S.I. a eu lieu avec les résultats escomptés, à savoir une majorité assez nette de la tendance Nenni, qui a élu un Comité Central où elle est majoritaire, et une direction homogène. Pour le moment, il apparaît que les répercussions les plus grandes de la victoire de Nenni se développent dans le Parti social-démocrate de Saragat, dont la gauche voudrait désormais rejoindre Nenni. Cela a impliqué par conséquent la démission d'un ministre social-démocrate favorable à l'unification socialiste. Le gouvernement Fanfani, déjà en crise depuis plusieurs mois, a reçu le coup de grâce et a démissionné avant même un vote défavorable du Parlement.

## BOLIVIE

### La répression s'abat sur le P. O. R.

La grève des employés des banques, déclenchée en janvier, a servi de prétexte au gouvernement M.N.R. pour sévir avec rigueur contre le P.O.R. (Section bolivienne de la IV<sup>e</sup> Internationale).

Le camarade Villegas, dirigeant bien connu du parti, fut arrêté. Les camarades Moscoso, Bravo, Carbajal et d'autres membres de la direction du parti furent activement recherchés, mais sans succès, par la police.

Le gouvernement avait mobilisé tous les

moyens pour briser la grève des employés des banques. Il a obtenu un succès partiel grâce à la politique de coquardise de la direction officielle de la C.O.B. qui a privé la grève des employés des banques de l'appui actif du reste de la classe ouvrière.

Le P.O.R., malgré les mesures de répression déclenchées contre sa direction, déploie une grande activité militante. Son journal « Lucha Obrera » paraît imprimé très régulièrement et rencontre un grand écho dans l'avant-garde du pays, qui rejette le gouvernement actuel.

## ARGENTINE

### La grève générale

Les journées du 19 et 20 janvier 1959 ont été marquées par une nouvelle lutte d'envergure du prolétariat argentin.

Avant que les différentes directions syndicales donnent le mot d'ordre de grève générale pour soutenir les ouvriers des frigorifiques nationaux, qui subissaient l'assaut de la répression gouvernementale, la grève générale était effective dès la journée du 18 janvier.

Toute la population travailleuse du pays fut emportée par le mouvement. Il s'agissait pour elle d'exprimer son opposition à la politique gouvernementale et à son programme « d'austérité ». Frondizi, nouvel homme de la bourgeoisie industrielle, s'efforce d'appliquer une politique qui vise à rétablir, au moyen d'un abaissement substantiel du niveau de vie des masses, la situation économique et financière compromise du pays.

Depuis la chute de Péron, l'Argentine a accumulé un déficit commercial de plus d'un milliard de dollars. En même temps, la production industrielle du pays a fortement reculé, et l'ensemble de son économie est encore désorganisée. Les masses travailleuses sont obligées de faire face non seulement à la hausse continue du coût de la vie, mais également à l'extension du chômage.

La politique capitaliste visant à arrêter l'inflation, à relancer la production industrielle et le commerce extérieur, s'applique à réduire le niveau de vie des masses, tout en offrant garanties et avantages divers aux capitalistes privés indigènes et étrangers.

La reprivation de diverses entreprises nationalisées et la participation de capitaux impérialistes à l'exploitation des richesses nationales des pétroles et autres, complètent le programme « d'austérité » et de « stabilisation » du gouvernement.

Le voyage de Frondizi aux Etats-Unis, réalisé dans les jours mêmes de la grève générale, avait pour but d'obtenir une nouvelle aide financière nord-américaine épaulant cette politique.

Le succès que la grève générale a rencontré auprès de la population était significatif de l'ampleur de l'opposition que cette politique provoque parmi les masses travailleuses. Les trois groupements syndicaux, entre lesquels se partage actuellement le mouvement argentin (connus par le nombre d'organisations que chacun d'eux englobe : « Les 62 », « les 32 », « les 19 ») furent obligés de soutenir à leur corps défendant le mouvement spontané de grève. Mais le sectarisme et la coquardise de la direction péroniste, de loin majoritaire (celle des 62 organisations dites « de Cordoba ») ont empêché la réalisation d'un front unique de toutes les organisations syndicales, et permis aux autres centrales syndicales de limiter la durée du mouvement à 48 heures seulement.

Le degré de discipline et de combativité montrées par les masses argentines durant la grève générale nationale, malgré la répression féroce du gouvernement qui a mobilisé les ouvriers, arrêté et déporté par centaines les dirigeants syndicaux et lancé l'armée contre les ouvriers, fut extraordinairement élevé.

Malgré le succès partiel que le gouvernement a enregistré grâce à ses mesures extraordinaires de répression, à la mésentente et à la coquardise des directions syndicales, de grandes leçons se dégageront pour les masses de cette nouvelle très importante bataille de classe en Argentine : organisation à la base dans des Comités d'usines et de quartiers ; front unique et unification dans une centrale syndicale unique ; parti ouvrier de classe indépendant basé sur les syndicats.

Une situation pré-révolutionnaire mûrit rapidement en Argentine, pays dont la classe ouvrière a donné ces dernières années d'innombrables signes de son extraordinaire potentiel de combat.

En forgeant des organes capables d'unifier la lutte des masses travailleuses sur un programme de transition adéquat, il est possible de passer à une situation révolutionnaire.

Nous nous excusons auprès de notre correspondant du Danemark, le camarade G. Moltved d'être contraint, faute de place, de reporter la publication de son article à notre prochain numéro.

## Premiers commentaires sur le 21<sup>e</sup> Congrès

(Suite de la page 23.)

positions des Yougoslaves mettant en cause le régime bureaucratique dans son ensemble, ainsi que l'existence de la bureaucratie, soient prises en considération. D'autre part, les attaques contre le groupe « anti-parti » ont pour but de continuer à exposer l'aile stalinienne proprement dite qui, de toute évidence, ne désarme pas.

Nous savons maintenant que ce groupe constituait une opposition déjà au 20<sup>e</sup> Congrès et qu'il était sur le point de renverser Khrouchtchev en juin 1957, grâce à sa position majoritaire au Présidium. D'autre part, plusieurs indications permettent maintenant d'affirmer que sa résistance à toutes les réformes de Khrouchtchev se maintient. Mais, par ce fait même, Khrouchtchev est obligé d'élargir l'appel aux masses, en prenant à son compte non seulement la politique des concessions sur le plan de la « légalité » et de la « démocratie », mais aussi sur le plan de la consommation et autres avantages matériels. Ce qui ne manquera pas de renforcer la confiance des masses en elles-mêmes et de grossir le courant revendicatif.

Ainsi la « déstalinisation », éperonnée au lendemain du 20<sup>e</sup> Congrès, continue, bien que défigurée, sur les plans idéologique et politique et devient en réalité une tendance d'évolution irrésistible et irréversible de la société soviétique. A une étape nouvelle et relativement proche, le rôle plus direct des masses apparaîtra inévitablement. De ce point de vue, le message du 21<sup>e</sup> Congrès, malgré les limitations et déformations bureaucratiques diverses de ses analyses, et dans le degré de démocratie qu'il a relevé dans le parti et le pays, reste réconfortant.

Le groupe « anti-parti » s'est vu privé du droit qu'il avait de défendre sa politique au Congrès, et deux de ses représentants furent obligés de procéder à « l'autocritique » rituelle. Mais l'extermination physique des opposants n'est plus en vigueur en U.R.S.S.

Par contre, le message du 21<sup>e</sup> Congrès aux communistes et aux prolétaires du monde entier reste des plus pauvres. Aucune analyse sérieuse n'a été faite de la situation du mouvement communiste et ouvrier dans le monde, et aucune leçon capitale n'a été tirée des événements en France. Des formules creuses appelant à l'unité ne suffisent pas à redresser la situation catastrophique du mouvement stalinien dans les pays capitalistes, qui pèse tellement aussi sur la situation du mouvement ouvrier en général dans ces pays.

Nous reviendrons bientôt sur l'ensemble des travaux du 21<sup>e</sup> Congrès à sa manière non moins importante de toute façon que le 20<sup>e</sup> Congrès, dont il affirme et développe la ligne.

6 février 1959.

## Amis lecteurs,

Dépêchez-vous de vous abonner et de nous trouver de nouveaux abonnés. Car, à partir de notre prochain numéro, nous serons obligés — en raison de la hausse des prix de confection de la revue et des tarifs postaux — d'élever notre prix de vente ainsi que notre tarif d'abonnement.

« Quatrième Internationale » paraît régulièrement quatre fois par an, sans compter ses numéros spéciaux ou ses suppléments.

Autres publications de la IV<sup>e</sup> Internationale :

EN ANGLAIS

FOURTH INTERNATIONAL  
THE SAMASAMAJIST (Ceylan)

EN ALLEMAND

DIE INTERNATIONALE

EN ESPAGNOL

REVISTA MARXISTA LATINOAMERICANA  
DE INTERNATIONAL (Hollandais)  
BANDIERA ROSSA (Italien)

## Léon TROTSKY

# OU VA LA FRANCE ?

Les événements de 1958 éclairés par ceux de 1934-36 : une réédition d'études sur la France écrites de 1934 à 1936 et que la chute de la IV<sup>e</sup> République a rendues d'une actualité brûlante.

Le volume : 500 francs

Commandes à P. Frank, 64, rue de Richelieu  
C.C.P. 12648-46 Paris

En préparation, le Tome III comprendra tous les articles et brochures relatifs à l'Allemagne et à l'Espagne d'entre les deux guerres.

Ce tome III paraîtra en mars 1959. Il constituera un volume de plus de 500 pages.

Ceux qui commanderont les tomes II et III avant la parution de celui-ci, pourront les obtenir pour un prix global de 1.600 frs.

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK.

Diffusé par les N.M.P.P.



Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saulnier - Paris (9<sup>e</sup>)

Les publications de la W.I.P.A. sont destinées à servir de référence pour les chercheurs en matière de linguistique et de philologie.

Publications de la W.I.P.A.

1971

Journal of the W.I.P.A.

Imprimé en France

Prix : 200 francs